

Radio-Télévision/Heures locales

CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 15068 - 7 F

– DIMANCHE 27 – LUNDI 28 JUIN 1993

Une démission consécutive à une série de révélations

L'échec de Jacques Attali à la BERD Le prestige contre i'efficacité

avait une vision, male il était un tantinet arrogant.» Tel est le jugement que porte le « Financiel Times » aur Jacques Attall, contraint la veille, par ce même journal, à la démission de la Banque euro-péenne de reconstruction et de développement de l'Europe de l'Est. Après l'affaire du hail d'entrée en marbre de Carrare du siège londonien de la SERD, puie cette sordide histoire de note de frais, la sortie de l'ancien conseiller spécial de François Mitterrand est peu glorieuse.

Imière

Mâme si, dès l'origine, les Etats-Unis et leur « dominion » britannique ont cherché à contrôler ce nouvel instrument de l'aide à l'Est, il sarait trop commode de ne voir dans cette défaite, comme Roland Dumas, que les effets d'un complot de l' cestablishment » englo-saxon! D'autres personnalités françaises dirigeant des institutions eu moins autant sinon plus, presti-giouses, tels Michel Camdessua au Fonds monétaire international, Jean-Claude Paye à l'OCDE, et, dans un autre registre, Jacques Delors à la tête de la Commission de Bruxelles bénéficient time et forcent le respect tant à Londres qu'à Washington.

OR, Jacques Attell a été, hélas pour son pays, le principal ertisan de sa chute : personnage baroque, Il n'avait pas mesuré combien son comportement et son style pouvaient choquer le monde discret et un peu gria de la haute finence internationale. Cette benque. c'est bien lui qui en avait eu l'idée : mais n'est-ce pas là un travers de la diplomatie française que de vouloir souvent briguer les postes les plus prestigieux?

Charles Carl

3 20 17

a. 201. #1

1.11 72. 1.12

e persona di

D'autres paya d'Importance comparable préférent attirer chez eux les sièges des Institutions plutôt que d'en confier la direction à l'un des leurs. Ou de s'essurer des fonctions moins exposées mais de plus grende influence. Bonn, par exemple, se préoccupe moins du nom du futur directeur d'une banque centrale auropéenne que du siège de cells-ci qui ne saurait être eutre, bien entendu, que Francfort I Les Britanniques avaient sans doute fait le bon choix en acceptant M. Attell à la tête de la BERD, à condition que celle-ci s'installe à Londres, Les institutions et leurs sièges réstant, mais leurs prési-dents pessent.

QUANT ou polds de la France sux Nations unies. Il se traduit souvent par l'insisdémarche louable en soi - mais qui a le don d'irriter certains pays, même amis. La résultat n'est parfois pas à la hautaur des attentes. Ainsi M. Boutros-Ghail est-il devenu secrétairs général de l'ONU avec le soutien appuyé de Peris, meia il faut: blen constater que la réforme du secrétariat qu'il a mise en œuvre a'est effectuée au détriment de l'influence française. Et dans une autre réforme inéluctable – celle de la composition du Conseil de sécurité – eu lieu de se cantonner dans la défense d'un statu quo ne correspondant plue aux nouvelles réalitée politiques internationeles, la France ferait sans doute mieux de faire passer l'afficacité avant le prestige.



Aprèe la démission de Jacques Attali, la présidence de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) devrait rester européenne, bien que les Etats-Unis en soient le premier ectionnaire. Le président démissionnaire a expliqué son retrait par la nécessité de restaurer l'image de cette institution vouée au redressement de l'Europe de l'Est et gravement misa en cause après les révélations de la pressa britannique sur la gestion de M. Attali.



Lire les articles de LAURENT ZECCHINI, de FRANÇOISE LAZARE -- et de THOMAS FERENCZI pages 12 et 13

Les suites judiciaires du match Valenciennes-OM

L'enquête sur la corruption ternit l'image de la France ébranle le monde du football

L'effeire du metch de footbell Velenciennes-Marsaille prend de l'amplaur après las eveux du jouaur valanciannois Christophe Robert, qui e reconnu avoir touché 250 000 francs pour ne pas faire de zèle contre l'OM. Le Marseillais Jean-Jacques Eydelia, soupçonné d'avoir servi d'intermédiaire, e été placé en garda à vue, vendredi 25 juin, à Valanciennes, La procureur de la République e indiqué que l'instruction pourrait « s'orienter vers Marseille ».

Ballons piégés

par Philippe Broussard

Après l'euphorie, le doute. Après l'ironie, l'incrédulité. En un mois de temps, l'Olympique de Marseille et ses supporters seront donc passés d'un extrême à l'antre, de la joie d'un premier triomphe français en coupe d'Europe à une affaire de joueurs présumés corrompus. Les deux événements ne sont hien sûr pas liés, mais le second ternit mévitablement le premier,

Le 26 mai, après la victoire de l'OM à Munich devant le Milan AC, la ville evait défilé sur la Canebière, oubliant volontiers les soupcons qui pesaient déjà sur un match de champiocoat disputé cinq jours plus tôt à Valenciennes. De Jacques Glassmann, le joueur nordiste qui mettait en cause un dirigeant (Jean-Pierre Bernès) et un

joueur (Jean-Jacques Eydelie) mar-seillais, on disait alors qu'il «divaguait». Avait-il été «approché» au téléphone, comme il le prétendait? «S'il entend des voix, il ferait bien d'aller à Lourdes», répliquaient les supporters, convaincus que ces accusations relevaient de la jalousie anti-OM.

Et puis, un mois plus tard, le 24 juin, lorsqu'un autre joueur valenciennois, Christophe Robert, a admis avoir touché une somme de 250 000 F afin de pe pas « forcer son talent », Marseille, stupéfaite, s'est interrogée : après les caisses noires, les dépôts de bilan et les polémiques en tout genre, le football français scrait-il sur le point de connaître le phis gros scandale de son histoire? Le risque existe.

Représailles russes contre l'Estonie

Après l'adoption per le Pariement de Tellinn de la loi eur le statut dee étrangers que Moscou juge discrimina-toire à l'égard de la communauté russophone d'Estonie, la Russie e décidé, vendredi 25 juin, de cesser ses livraisons de gaz è la République baite. Cette mesure rieque de poeer des problèmes économiques graves è ce

Progression de l'opposition

Selon dee récultate pertiels, samedi 26 juin, la parti-cipation aux élections législa-tives marocaines de vendredi s'evérait assez faible. Le majorité eortante maintiendrait l'essentiel de see positions, en zones rurales, mais les deux principeux partis d'opposition, enregistreraient une sensible progression dans les grandes villes.

Obstruction socialiste à l'Assemblée

Les députés socielistes ont multiplié les menœuvree d'obstruction lore de l'examen de le proposition de loi sur l'enseignament supérieur, finalement adoptée tard dans la nuit de vendredi è samedi, afin de retarder la discussion du texte visant è aménager la loi Falloux sur les subven-tions publiques à l'enseigne-ment privé. page 6

Pérou : le «Sentier » déclinant

L'organisation maoiste andine ne se remet pas de l'arrestation, peu glorieuse, de son chef, Abimaël Guzman

de notre envoyé spécial

Ces quelques intellectuels rassemblés pour une soirée amicale chez noe flamboyaote journaliste de la télévision péru-vienne ont co commun d'avoir été jadis wienne oot eo commuo d'avoir éte jadis «buffés» par le Sentier lumineux. Ils o'en partageaieot pas l'idéologie, exotique cocktail de maoïsme et d'apport personnel de son fondateur, Abimaël Guzman, mais ils svaient été à la fois séduits et iotrigués. La journaliste vedette se lance dans des

anecdotes sur la sexualité de Gozman. Celle-ci aurait été considérable et charitablement satisfaite par les jeunes militantes, qui eccomplissaient ainsi leur «devoir révolntioonaire». Derrière ces propos de

saloo légers poiote comme une gêoc rétrospective. On se défend par le rire de la fascinatioo mêlée de terreur qu'nn a éprouvée autrefois. Un enseignant étranger d'un des collèges les plus chies de la capitale, ami de la journaliste et qui vit depuis longtemps dans le pays, évoque lui sussi ces années su cours desquelles le Sentier semblait hypnotiser certains enfants de la bonne société. Ils étaient ses élèves, souvent brillants. Plusieurs de ces jeunes gens sont passés à la lutte armée. On cite des ooms. La plupart ont été tués. Un ange

DOMINIQUE DHOMBRES

des Vasarely La guerre des Vasarely

Le maître de l'op-art et ses héritiers accusent les dirigeants de la Fondation d'avoir profité de leur générosité

par Roland-Pierre Paringaux

D'un côté, un grand artiste, contraint au soir de sa vie de s'en prendre à ce qu'il a de plus cher : la Fondation qui porte son nom et qui sbrite son œuvre. Agé de quatre-vingt-sept ens, Victor Vasarely, soutenu par sa famille, occuse ceux à qui il avait confié les destinées de cette institution d'svoir renié leurs engagements er couvert des opérations frauduleuses.

Face au peintre, un juriste éminent qui a présidé la Fondation pendant douze ans, mais que la justice s récemment déchu de cette fooctioo (le Monde des 15 mai et 18 juin): âgé de cioquante-six ans, Char-les Debbasch, sontenu par l'université Aix-

Marseille-III, dénonce une volonté de mainmise des béritiers sur l'œuvre du maître. Eotre les deux eamps, les ministères de tutelle, ceux de l'intérieur et de la culture, ainsi que la justice, aujourd'hui saisie de ce dossier encombrant et quelque peu politisé. En toile de fond, le monde ténébreux du commerce de l'art, des

réseaux d'influence et des jeux de pouvoir. Tout commeoce en 1970. A l'époque, Vietor Vaserely, maître de l'art optique (op-art), est à l'apogée du succès. La fortune altère peu les babitudes de cet homme eux goûts simples, venu de Hongrie dans les années 30.

Lire la suite page 8



Alain Juppé invité du «grand jury RTL-le Monde» Alain Juppé, ministre des affairee étrangèree et secrétaire général du RPR, sera l'invité de l'émieslon hebdomedeire « Le grand jury RTL-le Monde » dimenche 27 juin, de 18 h 30 à 19 h 30.

L'encien edjoint eu meire de Parle, encien député RPR de Montmertre, répondre aux questions d'André Passeron et de Michel Tatu du *Monde* et de Richard Arzt et d'isabelle Dath de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marque.

DATES

Il y e quarante ans, la libération des enfants Finely.

HEURES LOCALES

Les aléas du projet Seine-Rive gauche

A la sulte de la décision du tribunal administratif de Paris, les opérations d'aménegement prévues autour de la Bibliothèque de

Les régions font leur cinéma

Quelques plonnières se sont lancées dans la production. Meis ces deux mondes doivent trouver des règles de collaboration.

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Télécopleur: [1] 49-60-30-10
Télex: 261.311 F Edité par la SARL le Monde Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne Directeur général : Michel Cros

Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guiu, Philippe Dupuis
Isabelle Tsaïdi
t5-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 t28 F
Téléx : 46-62-87.1. - Sociét filiale
de h SARL é Monde de Média et Rejos Enope SA.

Luprimerie
du Monde :
12 t. M.-Gursboure

limprimerie
du Monde s
12. r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex
Commission pariiaire des jourflaux
et publications, nº 57 437
tSSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE enseignements sur les migrofilms e index du Monde au 11) 40-85-29-33

Reproduction interdite de tout article, seuf accord evec l'administration TÉLÉMATIQUE mposez 36-15 - Tapez LEMONOS ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS I, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX, Tél.: (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 b 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB, PAYS-BAS	AUTRES PAYS voic normale CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mols	1 938 F	1 123 F	1560 F .
124	1 890 F	2 086 F	2 960 F

par voic zérienne tanif sur demande pour voits abouner remoyez ce bulleti

os per MINITEL 36-15 LEMONDE code d'acrès ABO a LE MONDE o (USPS » pending) is published shilly for S 892 per year by a LE MONDE o I, place Hubezt-Beuro-béry — 9482 lyry-pus-Seno — France, Second claws po-lage; paid at Champlan N Y, US, and additional snaling offices, POSTPASTER; Seed address champs to IMS of NY — Box 1518, Opunghan NY, 18919—1514.

Pour les abbancenens souscrits aux USA INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 404 Virgonia Bench, VA 23451 - 2483 USA Chaugements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuter leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE**

Adresse:

Code postal : . Localité : .

301 MON 01 PP Pare RP

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde Comité de direction : cours Lesourne : gérant rectour de la publication Bruno Frappet

Il y a quarante ans

La libération des enfants Finaly

par Henri Tinco

E vendredi 25 juin 1953, vers 16 heures, une voiture venue de Saint-Sebastien traverse en trombe la frontière espagnole. Six motards et une meute de journalistes la prennent en escorte en direction de Bordeaux. A son bord, un curieux équipage : un bénédictin, père abbé de Notre-Dame de Belloe à Urt (Pyrénées-Atlantiques), deux garcons de douze et onze ans, et une femme, Germaine Ribière, qui, quelques heures plus tôt, avait mis sous le nez du consul de Saint-Sébastien, furieux, le sanf-conduit permettant leur départ. Un mois plus tard, un avion, transportant les deux enfants juifs, décollait d'Orly pour Tel-Aviv.

De cette chevauchée à travers les Pyrénées, Robert et Gérald Finaly, aujourd'hui citoyens israéliens - le premier est médecin-chef adjoint dans un hôpital de Beer-Sheva dans le Neguev, le deuxième cadre supérieur à la compagnie du télé-phona de Haïfa – gardent le souve-nir d'une aventure plutôt excitante. Mais les avenure putot excitante.

Mais les rares personnalités juives
ou catholiques qui, comme Germaine Ribière, se battaient depuis
six moia contre les fanatiques de
chaque camp pour obtenir la libération des deux garçons, poussent
un énorme soupir de soulagement.

Le franchissement, ce 25 juin 1953, d'une frontière espagnole alors bouclée par Georges Bidault, ministre des alfaires étrangères, est l'épilogue d'une affaire qui, après-guerre, a divisé la France, passée près d'une nouvelle affaire Drey-fus. Dans le cas Finaly, le rocam-bolesque le dispute au tragique. L'a enlèvement rituel » d'enfants enflamme l'imagination populaire. Et surtout, malgré les plaies encore brûlantes de la guerre, les réflexes de méfiance et d'ignorance oppo-sant juifs et chrétiens ne désarment

Circoncis à la naissance

Des centaines d'enfants juifs ont sans doule été sauvés, pendant la guerre et l'Occupation, par de bons chrétiens qui, comme Antoinette Bruo, la tutrice des petits Finaly, les avaient fait baptiser en croyant les sauver. Mais la boooe conscience devient inconscience quand elle s'acharne ainsi, contre toute justice et raison, à défendre la «vérité» d'une Eglise contre les droits d'une famille et deux enfants.

Le souvenir pèse encore, au siècie précédent, de l'affaire Mortara. C'était en 1858. Les gendarmes pontificaux de Bologne avaient kidnappe des enfants baptisés par une servante, à l'iosu de leurs parents. Cet enlèvement avait sou-levé une émotion considérable. Les souverains européens, Napoléon III, François-Joseph, avaient protesté auprès du pape. avaient protesté auprès du pape. Rien n'y avait fait. Pie IX, le pape du Syllabus, leur avait opposé un refus obstiné. Tout enfant, one fois baptisé, voit son sort lié à celui de l'Église, dans laquelle, de force ou de gré, il est entré. Dans l'affaire Finaly, on assiste au même eboc entre deux légitimités et entre deux ordres : celui de la société civile et celui de la «société parfaite» qu'est l'Église. Cette affaire n'a que quarante ans, mais elle semble remonter à la noit des temps.

neindier à sa noir des temps.

Elle commence en réalité dans la nuit du 14 au 15 février 1944 à La Tronche, près de Grenoble, dans l'Isère. Une voiture noire de la Gestapo s'arrêle au domicile de Fritz Finaly, médecin de Irente-six ans, et de son épouse Anni, vingtsept ans. Tous denx ont fui, en 1939, l'Anschluss et l'Autriehe, pour un pays supposé de tolérance et de liberté. Sur les deux plans, ils ont été trompés. Deux mois après leur arrestation, le couple Finaly est déporté en Allemngne et, de la, acheminé à Auschwitz, d'où ils ne

Leurs denx garçons, Robert et Gérald, naissent en France occu-pée: le premier, le 14 avril 1941, le deuxième, le 3 juillet 1942, Inconscience? Leurs parents les font aussitôt circoncire. Ils leur

Avec Le Monde

sur Minitel - par téléphone

Admissibilité:

INT TÉLÉCOM

36.15 LEMONDE - 36.70.30.70



Robert (à gauche) et Gérald (à droite) Finaly retrouvent leur tante, M. Rossner, quelques jours après leur libération.

donneot même des prénoms tion commence. Alors, en 1948, hébraïques : Rubeo et Guedalya. face à ce qu'elle croit être une Quelles meilleures preuves de leur attachement au judaïsme et de leur volonté de faire de leurs garçons de bons petits juis! Pressentant le pire, pourtant, Fritz et Anni Finaly cachent leurs enfants à la crèche Saint-Vincent-de-Paul, de Meylan.

Au lendemain de leur arrestation, les deux enfants soot confiés, à Grenoble, à la communauté des sœurs de Notre-Dame-de-Sion, puis à Antoinette Brun, directrice d'une crèche municipale, du nom de Saint-Bruno. Maîtresse femme, catholique de caractère el de conviction, M^{da} Brun s'acquitte, avec un dévouement exemplaire. des tâches de garde et d'éducation des deux bambins juifs.

La sainte mademoiselle Brun

A la fin de la guerre, les deux sœurs survivantes du docteur Finaly s'inquiètent du sort de leurs neveux. L'ane d'elles, Margareth neveux. L'nne d'elles, Margareth Fischel-Finaly, habite la Nouvelle-Zélaode. Dès 1945, elle prend contact avec le maire de La Tronche et écrit à Mª Brun pour lui exprimer sa gratitude et son soubait de recupérer les enfants, conformément au « vœu le plus de proposition de la company de la compan cher » exprimé, assure-t-elle, par leurs parents naturels. Mais la directrice de la crèche municipale de Grenoble fait la sourde oreille. Ou, comprenant trop bien la nou-velle situation, profite de l'ordon-nance dn 20 avril 1945 pour faire valoir ses droits à une tutelle pro-visoire. Elle cache au juge de paix l'existence d'oncles et de tantes, fait de ses petits protégés des pupilles de la nazion. Elle écrit même, en 1945, à l'une des tantes : « Vos neveux son: juifs, c'est-à-dire qu'ils sont restés dans leur reli-

C'est le début d'une guerre de tranchées qui va durer huit ans.
Antoinette Brun estime avoir
acquis des droits sur les enfants et
refuse de les rendre, même quand, en 1948, la plus jeune tante des petits Finaly, Hedwige Rossner, qui vit en Israël, reprend l'affaire en main et donne par procuration à Moïse Keller, ingénieur à Greno-ble, le droit d'en appeler à la jus-tice. Une plainte est déposée au parquet de Grenoble. Une instrucconspiratioo, la tutrice lache, tout à trac, la vérité : elle a fait baptiser les deux enfants juifs. En face, c'est la consternation.

Dès lors, la sointe femme va se révéler une redoutable procédurière. Elle fait annuler, en prétex-taol de faux conseils de famille, toutes les délibérations ordonnant : la restitution des garçons Finaly. Ce jeu de cache-cache avec la jus-tice va durer jusqu'au 11 juin 1952, date à laquelle la cour d'ap-pel de Grenoble ordonne de rendre à M= Rossner ses deux petitsment rien. Les enfants vont disparaître, ballottés de presbytères en couvents. Entre deux dévotions, elle se pourvoit même en cassation.

La famille s'impatiente et porte à nouveau plainte pour non-présen-tation d'enfant. Grâce à Me Gar-con, l'un des ténors du barreau, la justice lui donne encore raison le 8 janvier 1953. Mais, pour Antoi-nette Brun, que pèse la justice des bommes face à celle de Dieu, qui interdit de confier des enfants bap-tisés à des persoones qui ne les élèveront pas dans la foi catholi-que? Comme l'explique la Croix du 10 février 1953, «l'Eglise a, par le baptême valide, engendré spiri-

RICHARD ARZT

ET PIERRE-MARIE CHRISTIN (FITL).

14.4 计原始编码 镍铁

maternité spirituelle engendre des devoirs. L'Eglise est une société parfaite qui a autorité sur les hammes devenus ses membres par le baptême. a

Comment ne pas replonger dans la mentalité catbolique de l'époque? Elle est façonnée, dans le cas de Mª Brun, des prêtres et religieuses qui l'ont aidée, moins par l'antisémitisme que par des années de catéchisme où l'on enseigne que l'Eglise, « société parfaite », est de volonté divine et « l'Epouse » du Christ, qu'on lui doit toute obéis-sance et qu'en dehors d'elle il n'y a point de salut possible. On mesure mieux, par cette affaire, la révolumieix, par cette anane, la revolu-tion qo'a entraînée, dix ans plus tard, une disposition du concile Vatican II (1962-1965), bien plus sérieuse que l'abandon de la sou-tane ou du latin : la reconnaissance de la liberté de conscience et de

«On nous a menti pendant cinq ans», dira à France-Soir, le 25 juil-let 1978, l'aîné des deux garçons. On leur racontait que les juifs vou-laient les placer dans uoe instito-tion, en Israël, «pour nous faire tion, en israel, « pour hous jaire casser des pierres sur les routes ». On a caché, ajoute-t-il, que « c'est notre famille qui nous recherchait ». A l'indiscutable supériorité de l'Eglise catholique, s'ajoutent, en effet, l'irrespect et l'ignorance de la religion juive. C'est une époque où religion juive. C'est une époque où cassert apport les vieux concrife. courent encore les vieux poncifs sur la « mauvaise religion » ou « le sur la «manusse rengion» ou vie peuple maudit qui n fait crucificr Jésus-Christ». Depuis, le concile aussi a gommé cet «enseignement du mépris» que dénonçait Jules

Un cache-cache de six mois

Hiver 1953. Les enfants restent introuvables. Me Brun s'est acquis des complicilés à la communauté de Grenoble des sœurs de Notre-Dame-de-Sion, en la personne de la supérieure, Mère Antonine. Celle-ci prend conseil auprès de Mgr Caillaux, évêque ultra-pétai-niste de Grenoble, Mère Antonine dirige les enfants vers le collège Baint-ne. Le de Goozague à Bayone. Le de février, le parquet les y découvre, sois de faux noms, et confie aussitôt leur garde au directeur. Mais deux jours après, alors que Moise Keller, gardien des intérêts de la famille Finaly, prend prètres basques qui ont mis les enfants à l'abri... en Espagne fran-quiste. La nouvelle fait sensation. La supérieure de Notre-Dame-de-Sion à Grenoble est mise sous les

L'opinion a'enflamme. La droite ciéricale et la gauche laïque répè-tent leurs grands classiques. Des eomités Finaly naissent un peu partout. Moise Keller en appelle à Pie XII. La presse s'embrase. Dans le camp de Mⁱⁿ Brun, la Croix, l'Aurore, les journaux de droite et d'extrême droite. Dans l'autre, le Monde, Cambat. Au milicu, Fran-cois Mauriac estime que les enfants feront plus tard le eboix de leur

tuellement un chrétien. Cette religion : « Ce sont des agneaux perdus entre deux bergeries, écrit l'éditorialiste du Figaro. Ecartezvous un peu, laissez-les humer le vent, l'areille dressée. Ils iront d'eux-même là nù ils daivent

Le grand rabbin de France, Jacob Kaplan, n'est pas d'accord et il entre en scène, pour ne plus la quitter (1). Il calme les passions, use des sympathies qu'il a dans les milieux catholiques issus de la Résistance (Père Chaillet, fondateur de Témoignage chrétien, Père de Lubac, Germaine Ribière, etc.) et à l'archevêché de Paris. Il défend pied à pied la famille Finaly, accusée par la droite d'avoir tardé à s'iotéresser aux enfants. Il s'efforce de convaincre les sœurs de Sion de lui indiquer la cacbette des enfants, approche, grâce au Père Chaillet, le cardinal Gerlier et signe avec les autorités catholiques, le 6 mars, un accord secret qui prévoit la remise des enfants à M= Rossuer et le retrait des plaintes contre Antoinette

Les pressions religieuses, politiques, diplomatiques, les «mis-sions» en Espagne de Germaine Ribière, la ténacité du grand rabbin finiront par avoir raison de la résistance de la tutrice. Des prêtres basques, les abbés Ariztia, Ibarburu, Irigoin, qui avaient organisé le passage clandestio des enfants, sont interpelles à la mi-mars et inculpés. Dans un arrêt du 23 juin 1953, la chambre civile de la Cour de cassatioo donna définitivement tort à Mi Brun sur son droit de tutelle. Le surlendemain, les deux garçons rentrent en France et font la connaissance de lenr tante, Mª Rosaner, L'accord passé entre le grand rabbin et la hiérarchie catholique prévoyait leur retour dans une propriété « neutre » de l'Oise, mais le climat de méliance

est tel que leur départ vers Israël est précipité. Depuis cette date. Antoinette Brun est décèdée dans la solitude et l'anonymat, gardant avec elle la part de mystère qui reste de cette : affaire. L'es scars de Sion y ont vu la confirmation de leur vocation, inspirée de leurs foodateurs, les frères Ratisbonne : œnvrer à la réconciliation entre juifs et chré-tiens. Celle-ci est sur la bonne voie, la route de Bayonne, les enfants tiens. Celle-ci est sur la bonne voic, disparalssent à nouveau. Uoc autre eo France notamment, pays éprouvé par de telles affaires qui oot servi de leçoo. Quant a l'Eglise, elle a péché moins par sa hiérarchie, comme dans les protections accordées à Paul Touvier, que par la permanence d'une théo-logie exclusiviate, triomphaliste aujourd'hui dépassée, mais que certains courants intégristes, très minoritaires, s'ingénuent encore à réveiller.

(1) On se reportera, notamment, pour mieux comprendre l'affaire Finaly, an livre que vient de publier aux Éditions du Cerf le grand rabbin Joseph Kaplan, préface par norre collaborateur Maurice-Ruben Hayoun. L'Affaire Finaly. 90 p., 55 F.

Le Parlement c et dénonce la corru The second section of the second seco

The second secon

The state of the s

The state of the s

A CONTRACTOR OF THE STATE OF TH

A STATE OF THE STA

15 17 5 TO 18 18

Service Liber

List in the second

......

Market .

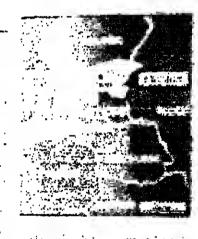
E 2.10- . 11-

Extra Contra

the second second -

A STREET, COLUMN A STATE OF THE

asispend ses livraisons de gat à l'Estonie



1222 331 Light A. Stage . Acceptance of the Control of the Con orrigina Asi y 320 2 20 20 20 3 14E THE PROPERTY. WW ALADA TRANSPA The State of the S

> the trace of the day gas Life the Nath

mg appelle les sociaux-democrates lener les rangs autour de lui

"GRAND JURY" RTL-Le Monde ALAIN MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ANIMÉ PAR 18H30 HENRI MARQUE AVEC ANDRE PASSERON-ET MICHEL TATU (LE MONDE)

RUSSIE: la crise constitutionnelle

Le Parlement contre-attaque et dénonce la corruption de l'exécutif

La Conférence constitutionnelle créée par Boris Eltsine devait reprendre ses travaux, samedi 26 juin, alors que l'opposition parlementaira se décheinait sur le thèma, porteur, de la corruption de proches du président. Ces derniers ont ennoncé qu'ils ellaient ignorer ces attaques.

MOSCOU

de notre correspondant

Fort mal en point depuis le réfé-rendum du 25 avril, et menacé dans son existence par la Cnnfé-rence constitutionnelle mise en place par Boris Eltsine, le Parle-ment russe a lance, jeudi 24 juin, une vigoureuse contre-attaque. Après avoir entendu un rapport du procureur général adjoint de Russie consacré à une série d'affaires de corruptioo ou de dilapidation de fonds publics, les députés out exprimé, à une écrasante majorité, leur «défiance» envers deux des principaux responsables de l'exécu-tif, Vladimir Choumeïko, premier vice-premier ministre, et Mikhaïl Poltoranine, intime du président et chargé par lui de snperviser les

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Pour protester contre l'adoption

en Estonie d'une loi sur le statut

des «étrangers», jugée discrimina-toire envers la forte minorité rosso-

toire envers la forte minorité resso-phone dit pays, la Russie a mis à crécution ses menaces de sanctions en décidant, le vendredi 25 join, de cesser ses fiyraisons de gaz à ce petit Etat "la la Baltique. Une mesure qui risque, si elle se pro-longe, d'affecter assez fortement

l'économie estonienne, qui dépend uniquement de Moscou pour son

approvisionnement en gaz naturel. Le Parlement russe a, de son côté,

fait de la surenchère en annonçant qu'il allait demander que d'autres

mesures de rétorsion soient prises

Alexis Gloukhov, un émissaire

du ministre russe des affaires étrangères, a rencontré vendredi le

chef de la diplomatie estonienne,

Trivini Velliste, ainsi que le prési-dent Lennart Meri, anquel il a remis deux lettres d'Andreï Kozy-rev. Dans la première, la Russie déplore l'adoption par le Parlement

estonien, d'une part de la lui sur les élections locales, empéchant les

non-Estoniens d'être éligibles, d'au-tre part de la loi sur le «statut des étrangers», qui les obligera à dépo-ser une demande de séjonr qui poura leur être refusée, entraînant leur expulsion du pays. M. Meri a

déclaré qu'avant de promulguer ces lois, il allait demander une «exper-tise» au Conseil de l'Europe.

Dans sa seconde lettre, M. Kozy-

rev demande à l'Estonie, qui pré-side actuellement le Conseil de la mer Baltique, de prévoir une réu-nion extraordinaire de cette organi-

sation, groupent les dix pays rive-rains de la Baltique, dont la

quence demandé au président Eli-sine de relever de leurs functions sine de relever de leurs finactions les deux bauts responsables. De plus, les députés ont estimé que les représentants du Parlement, et en particulier sou président, Rousian Khasboulatny, ne devraient plus participer aux travaux d'une Conférence constitutionnelle déconsidérée selon eux par la présence des deux intéressés. M. Khasboulatny n'est d'ailleurs plus réapparu dans la salle de la Conférence dennis que des perti-Conférence depnis que des parti-sans particulièrement zélés du pré-sident l'ont empêché de prendre la parole à l'ouverture des travaux.

Le porte-parole présidentiel, M. Kostikov, a immédiatement qualifié la démarche du Partement de «provocatinn», et M. Chnu-meiko a affirmé que les accusations « insultantes » lancées contre lui étaient destinées à « mettre en pièces in Conference constitution-nelle». « Il vaudrait mieux que le Parlement au complet démissionne aujourd'hui même, le pays ne s'en porterait que mieux », a ajouté le premier vice-premier ministre. De manière parfaitement symétrique, M. Khasboulatov avait lui-même estimé que les faits dévoilés par la commission d'enquête sur la cor-

Russie, M. Meri a répondu qu'il

allait d'abord consulter l'aneieune

et la future présidence do Conseil

- la Finlande et la Pologne. Haut-

commissaire aux minnrités de la

CSCE, le Néerlandais Max Van der

Stoel a été chargé d'une mission de

bons offices pour tenter de trouver

UKRAINE : accord avec Mos-

con sur le prix da gaz. - Le minis-tre russe de l'énergie, louri Chafra-

nik, a annncé, vendredi 25 juin, qu'un accord avait été signé le

meme jonr par la Russie et l'Ukraine sur le prix du gaz russe

livré nn transitant par l'Ukraine.

Cet accord prévoit la vente du gaz

russe à l'Ukraine, mais également.

aux antres Etats de l'ex-URSS, à

un prix de 42 000 roubles (environ

42 dollars) les 1 000 mètres cubes

pour arriver progressivement à un prix de 80 dollars au le janvier 1994. – (AFP.)

JOSÉ-ALAIN FRALON

une solution à la crise.

La querelle sur les russophones

Moscou suspend ses livraisons de gaz

à l'Estonie

ruptinn auraient suffi à justifier a in démission du gnuvernement dans son ensemble. Tout aussi prévisible fut la présentation de l'affaire par les médias pro-présidentiels qui not déonneé la «manœuvre» du Parlement sans s'apesantir sur les faits dénoucés, tandis que la presse d'opposition criait très fort son indignation.

L'affaire pourrait danc n'apparaître que comme un nouvel épisode, mineur, de la «guéguerre» qui npose depuis des mins l'exécutif et le législatif. Elle se situe pourtant à un mnment particulièrement délicat : à la veille d'une nouvelle réunion plénière de la Conférence constitutionnelle, au cours de laquelle Boris Eltsine va sans doute devnir abatire enfin son jeu, et faire savoir ce qu'il attend au juste de cette assemblée.

A cet égard, les eboses ne se présentent pes très biec pour le président : plusieurs semaines de liscussinus n'ont toujours pas permis de surmanter les oppositions sur divers articles essentiels du projet et, surtout les représentants des Républiques autonomes expriment de plus en plus ouvertement leur mécontentement (le Taiarstan a déjà décidé de claquer la porte).

« Démocratie = affairisme »

D'autre part, le Parlement a bien choisi le terrain de sa contre-atta-que. La réalité et l'étendue de la corruptinn au sein de l'administra-tico sont un fait avéré, et la majorité des Russes établit un lien entre la «démocratie» et l'affairisme ambiant et l'ostentation des onu-

De plus, la manière dont le président Eltsine a bloqué oce série d'enquêtes risquant de mettre en cause des personnalités haut pla-cées, puis écarté les respoosables de ces enquêtes, est de nature à accroître les soupçons, naturellement exploités par les opposants. En particulier par le vice-président Routskoï, qui a fait son cheval de bataille de la dénoociation de la corruptino parmi les proches du

Cependant, le rapport du procu-M. Makarov, qui s'appuie précisé-ment sur les «valises» de documents remis par le général Routs-koï, n'établit pas vraiment que MM. Choumeiko, Poltoranine et autres membres de l'équipe prési-dentielle, enmme l'ex-secrétaire d'Etat Guennadi Bourboulis, ont tiré des bénéfices personnels de leurs fonctions. Il leur reprocbe pour l'essentiel d'avnir donné leur approbation à une série d'opéra-tions qui ont abouti soit à une grave dilapidatina de fands publics, soit à l'enrichissement d'intermédiaires. M. Chaumeiko est ainsi accusé d'avoir autorisé le versement de 14,5 millions de dollars à une firme suisse pour l'achat de produits alimentaires pour enfants, dont une très petite partie sculement (1,7 millions de dollars)

o HONGRIE: Mig-29 resses contre effacement de la dette. — Le gouverne-ment bongrois a signé, le meruredi 23 juin, à Moscou, un accord aux termes duquel la Russie doit lui four-nir 28 chasseurs Mig-29, en échange desquels la Hongrie effacera 800 mil-lions de dollars de la dette commerlions de dollars de la dette commerciale accumulée par la Russie à son égard de 1989 à 1991. Le montant total de cette dette s'élève à 1,7 milhard de dollars. - (UPI.)

ITALIE: un avocat et son assis-tant assassinés à Catane. - Salvatore tunt assassimés à Catame. — Salvalore Di Manno, cinquante-huit ans, et son assistant, Franscesco Giuseppe, nnt été assassinés, jeudi 24 juin, à Catane, en Sicile, par deux hommes qui ent pris la fluite. L'avocat, très comu dans la ville, était soupçonné de diriger le clan local de la Mafia. Les enquêteurs estiment qu'il s'agit soit d'un règlement de comptes au sein de la famille, soit d'une relance de la guerre des clans pour le de la guerre des clans pour le contrôle du territoire de Catane. -

ci ROYAUME-UNI: M. Major notame un notaven secrétairs d'Ent à l'Irlande du Nord. — Le premier ministre britannique, John Major, a nnmmé, le vendredi 25 join, Sir John Wheeler, député conservateur du quartier loudonien de Westminster depuis 1983, secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, en remplacement de Michael Mates. Ce dernier avait démissionné jeudi à la suite des révélations de la presse aur ses relaavant demissionne jeun a la suite des révélations de la presse sur ses relations avec l'homme d'affaires Asil Nadir (le Monde du 26 juin). Agé de cinquants-trois ans, M. Wheeler a été notamment administrateur adjoint de deux prisons londoniennes pendant histories années il entre pour la presentation.

aurait été livrée. M. Chnumeikn aurait aussi fait transférer à la même firme, Vama, la propriété de biens immobiliers à Monaco, pour un mantant de 20 millians de

« Мегсиге rouge »

francs français.

M. Pulturanine est, lui, accusé d'avnir porté gravement atteinte aux intérêts de la Russie en eherchant à utiliser au profit de son Funds fédéral d'infurmation (qui parraine les médias les plus sensibles) les revenus tirés d'un Centre culturel russe à Berlin. L'affaire du Centre culturel de Berlin est d'ailleurs Fobiet d'un très vif conflit an leurs l'objet d'un très vif conflit an sein même de l'équipe présiden-tielle, le vice premier ministre Alexandre Chukhine ayant écrit à Boris Etsine pour dénoncer «l'es-craquerie» réalisée selna lui par l'ex-ministre de l'informatino. Le président a fini par dinner raison à san ami Poltaranine, mais M. Chokhine ne s'avaue pas vaincu, et les relations entre les deux hommes restent détestables.

Pour sa part, M. Gueonadi Bourboulis, bonni des conserva-teurs et aussi des centristes pour son rôle de conseiller de l'nmbre du président, serait mêlé à une très sombre histoire de vente d'un produit décrit comme imaginaire « le mercure rouge», commercialisé par une firme privée d'Ekaterinbourg -dont M. Bourboulis est, comme le président hui-même, originaire, - à des prix « supérieurs à ceux du pla-tine et de l'uranium »...

L'enquête fait état aussi de nom-breuses pratiques illicites réalisées su profit de la hiérarchie militaire (et elles aussi dénnncées depuis des mois), eo partieulier des nificiers supérieurs du commandement des armées de l'Onest. Le ministre de la défense, le général Gratchev, est lui-même mis en cause : deux Merccdes, destinées, au mioistre suraient ainsi été achetées sur les fonds payés par l'Allemagne pour financer le logement des soldats rapatriés en Russie."

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

Les combats entre Croates et Musulmans se sont intensifiés en Bosnie centrale

Croates et Musulmans de Bosnie, jadis alliés face aux Serbes, nnt nnvert un nnuveau front dans la lutte qui les appose pour le contrôle du centre stratégique de la Bosnie, nù sont en grande pertie concentrées les industries et les ressources hydroélectriques et

L'armée busniaque, duminée par les Mnsulmans, a accusé, vendredi 25 juin, le HVO (Cnnseil de défense croate - forces eroates de Bosnie-Herzégovine) d'avnir lancé une attaque d'artillerie contre les villes de Zepce et Zavidnviei. «Les Croates unt sermé Zepce mercredi soir, fait sortir in plupart des Crantes de la ville et cammence à la pilonner hier matin ».

a déclaré un porte-parole du troisième corps d'armée bosniaque. Une source militaire de l'ONU a ennfirmé que d'intenses enmbats avaient éclaté à Zepce, Zavidoviei, ainsi que dans la ville de Maglai, à 200 kilnmètres au nord de Sarajevn.

Un porte-parole du HVO avait déclaré, jeudi, que Zepce avait subi des tirs d'artillerie musulmans pour la première fnis et que des combats au enrps à enrps avaient été signalés dans cette ville de 22 000 habitants. Des jnurnalistes qui ont tenté de se rendre à Zepce ont été refnulés par des miliciens musulmans. -

Proche de M. Milosevic

Zoran Lilic a été élu président de la Fédération

de notre correspondante

« mini-Yougoslavie », rédnite à la Serbie et au Monténégro, s'est dotée, vendredi 25 juin, d'un nouveau président, le deuxième depuis la eréation de cette fédératinn au printemps 1992.

Un jeuoe technocrate serbe, Zoran Lilie, quarante ans, actuel président do Parlement de Serbie, succédera à l'éerivain Dibrica Cosic, destitué au débnt du mois après un coup de force de Slobodan Milosevic, «homme fort» de la Serbie et véritable maître de la Fédération.

M. Lilie a été élu à uoe très forte majorité par les deux Chambres du Parlemeot federal, domicé par les socialistes (exenmmunistes) de M. Milosevie (SPS) et leurs allies, maigré quelques réserves à l'égard d'uo

hamme qui manque de carrure pnlitique. L'oppnsitinn serbe, pour sa part, estime que l'arrivée de M. Lilie à la tête de l'Etat fédéral « ne changern pas grandchose ». Le nonvel élu oc cache pas son admiration pour M. Milo-

« Les compétences du président yougoslave sont réduites par la Constitution, et avec M. Lilic elles seront encore plus restreintes». avait remarqué M. Vojslav Kostunica, leader du Parti démocrate serbe (DSS).

Prenant la parole après sa prestation de sermeot, Znran Lilie a dit vouloir donoer la priorité à la paix el à la coopération avec la communauté internationale, tout en réaffirmant son appui-à l'ambition du président serbe de rénnir lous les Serbes dans un même

FLORENCE HARTMANN

TURQUIE: à l'occasion de la formation du gouvernement

M^{me} Ciller a écarté la vieille garde de son parti

«Je crois que ce sera un gouvernement couronné de succès», e déclaré, vendredi 25 juin, Tensu Ciller, nouveeu pramier ministre turc, epràs avoir soumis les noms de ses trente-deux ministres à l'approbation du président de la République, Suleymen Demirel. Le programme du gouvernamant devra être discuté par l'Assemblée nationale puis être soumis à un vote de confiance. M= Ciller - qui a écarté la vieille garde de son parti - pourra ensuite s'attaquer à une tâche qui s'annonce très délicate.

ISTANBUL

de notre correspondente

Les onze ministres du Parti populaire social-démocrate (SHP), dont le ministre des affaires étran-gères, Hikmet Cetin, et le vice-premier mioistre Erdal Inona, nnt gardé leurs postes. En revanche, au sein de son propre Parti de la juste voie (DYP), M= Ciller a décidé de prendre des risques en écartant la vieille garde, y compris son rival malchanceux, l'ancien ministre de l'intérieur Ismet Sezgin, au profit de nouveaux venus. La personnalité eboisie pour le remplacer, Mehmet Gazinglu, est un avocat peu conau qui s'est ainsi vu confier la lourde responsabilité du problème kurde.

Le programme du gouvernement Ciller est très similaire à celui de M. Demirel en novembre 1991. Le style, en revanche, est radicalement différent. M= Ciller et M. Inōnū oot pris l'apposition par surprise co faisant adopter, jeudi à minuit, un projet de loi qui leur permet, dans certains domaines, de gonverner par décrets pendant un an. Ce qui sera précieux pour contourner bureaucratie et mener à bien les privatisatinos, l'une des recettes suggérées par l'ancien professeur d'économie pour réduire l'énorme déficit budgétaire et l'inflation.

> De nombreux ennemis

Une assurance-chômage est préone assurance-chomage est pre-vue pour les trop numbreux employés (550 000) de ces entre-prises publiques qui, selon M^m Cil-ler, sont responsables de 70 % du déficit. S'il le fant « nous boirons la potinn amère ensemble», a-t-elle dit.

Le problème kurde n'est pas mentinnné directement dans le protocole de coalition, qui propose espendant plusienrs mesures sus-ceptibles d'améliorer le sort de la

minnrité kurde, pour autant, évidemment, qu'elles soient appliquées : élargissement de la liberté d'opinion, poursuite de la réforme judiciaire et établissement de nouvelles institutions pour protéger les droits de l'homme.

Les partis de l'apposition ne sont pas les seuls dant Mme Ciller devra se méfier. Au sein de l'administration, elle s'était fait de nombreux ennemis durant ses vingt mnis au ministère de l'économie et dans son propre parti, plusieurs politiciens expérimentés, vexés de s'être vu préférer des inconnus an sein du cabinet, l'attendent au tournant. La rumeur veut que le président Demirel ait été fâcbé de n'avoir trouvé aucun des ses vieux amis dans le gouvernement.

M= Ciller est parfois sa propre ennemie. En politique étrangère, son inexpérience s'est traduite par une série de gaffes. Pour remédier à ces lacunes, elle prévnit de s'entnurer d'une équipe de ennseillers «à l'américaine». A leur tête, elle a nommé Volkan Vural, porte-parole du ministère des affaires étrangères et ancien ambassadeur à Mnsenu, nù il avait aequis une réputation de diplomate accompli.

Beaucoup voient en Mª Ciller la réformiste qui a pris la relève du président Turgut Ozal, récemment décède. « Elle travaille avec une détermination impressionnante, écrivait Ertugrul Ozkök, le rédacteur en ehef du quotidien Hürriyet. Si Dieu le veut, ses actions seront comme celle d'Ozal durant les premières années, et permettront à la Turquie de faire un saut en avant.» Pour l'instant, M. Ciller jouit du soutien populaire, ce qui devrait lui permettre de prendre quelques risques, mais les embûches sur son parcours seront nombreuses.

□ RECTIFICATIF. - Dans l'éditorial intitulé «Le défi kurde» (le Mnnde du 26 juin), il était indiqué par erreur que Turgut Ozal occupait les fonctinns de premier mnistre de Turquie au mnis de mars 1993, alors qu'il était président de la République.

ALLEMAGNE: nouveau président du SPD

M. Scharping appelle les sociaux-démocrates à serrer les rangs autour de lui

de notre correspondent

Réuni à Essen, le congrès extraordinaire du Parti social-démocrate (SPD) a confirmé, le vendredi 25 juin, le choix de Rudolf Scharping à sa présidence. A quarantecinq ans, le ministre-président de Rhenanie-Palatinat est le plus jeune président qu'ait eu le SPD.

Sorti vainqueur de la consultation de la base organisée le 13 juin pour trancher entre les candidats à la succession de Björn Engholm (/e Monde du 15 juin), M. Scharping n'a pas fait complètement l'unanimité des délégués du congrès : il a obtenu 78,5 % des voix. Ce résultat témoigne de la difficulté de sa tâche à la tête d'un parti qui a eu tendance ces dernières années à sombrer dans les querelles de pouvoir. A la veille d'une année électo-

isquelle il briguera la chancellerie face au ebancelier Helmut Knbl. Rudolf Scharping a pen de temps pour imposer son authrité.

Dans son discours d'intronisatinn, le nouveau président a invité ses trnopes à serrer les rangs autour de lui, à se concentrer sur les quelques grandes réformes qui semblent indispensables. Il les a appelées à œuvrer pour la constitutinn antour du parti d'un « large mnuvement réformateur pour la social démocratie ». Au terme de ses travaux, le congrès a adopté une déclaration dénniçant une politique de désintégation sociale et appelant à lutter avec thus les moyens contre la montée de l'intolérance et la violence à l'égard des

nnt procédé à l'arrestatinn de 61

personnes à l'issue de la série d'ac-tions organisées jeudi 24 juin par des indépendantistes kurdes (le Mnnde du 25 juin). Les incidents les plus graves s'étaient produits à Berne, nu, selon le porte parole du «comité Kurdistan», les employés de l'ambassade de Turquie, et l'ambassadent lui-mème, Kaya Toperi unt fait feu sur les manifestants, tuant l'un d'entre eux, Semsettin Kurt, vingt neuf ans, et blessant plusieurs personnes, dont un plusieurs années. Il entre pour la pre-H. de B. mière fois au gouvernement. – (AFP) suisses, qui avaient exigé de pou-

Tension entre Berne et Ankara voir fouiller l'ambassade pour les besoins de l'enquête, se sont heur-tées au refus des Turcs.

Après la mort d'un manifestant kurde

En Allemagne, l'intervention de la police a empêché une tentative de prise d'assaut d'un cnnsulat, vendredi à Karlsruhe. Le gouvernement fédéral a par ailleurs indiqué qu'il • allait enquêter concrètement de toute urgence sur les structures des prganisations qui se trouvent derrière les auteurs de la prise d'niages », ce qui pourrait conduire à l'interdiction du Parti des travail-leurs du Kurdistan (PKK) sur le territnire allemand – (AFP, AP,

CAS AFF A HES ETRANGERES

Le premier ministre vietnamien. Vo Van Kiet, devait achever sa visite en France dimanche 27 juin. Les entretiens ont portés essentiellement sur la dévaloppement des « bonnes relations économiques bilatérales », la coopération cul-turelle, scientifique et technique et la question das droits da

Les cotretiens qui ont eu lieu lors de la visite officielle à Paris du premier ministre vietnamien, qui s'est achevée vendredi 25 juin (l), ont porté pour l'essentiel sur la promotion de « bonnes relations économiques bilatérales », a indiqué Vo Van Kiet après na entretien avec le président Mitterrand. Celles-ci « se développent à toute nllure», a confirmé un diplomate français. En particulier, de nom-breux – et parfiis importants – projets d'investissements français ont été examinés, avec la participation des patrons des entreprises intéressées (Lyonnaise des eaux, Air France, Accor, Total, Dumez, etc.). Le plus gros des projets en questinn est la construction d'une affioerie, d'un montant final de 1.2 milliard de dollars, dont la réa-1,2 miliard de donars, dont la res-lisation (par Total, avec la partici-pation de Taïwan) mettra la France ou premier rang des investisseurs dans le pays indocbinois (elle est en quatrième position).

La visite de Vo Van Kiet o aussi permis de vérifier que les engage-ments pris par M. Mitterrand, lors de son voyage de février, en matière de coopération culturelle, scientifique et technique (un doublement de l'aide cette année par rapport à 1992, pour un montant de 360 millions de francs) sont confirmés par le gouvernement Balladur. Le chef de l'Etat a, en un geste rare, raccompagné vendredi son hôte sur le perron de l'Elysée.

Les interlocuteurs de Vo Van Kiet lui ont aussi indiqué leur volonté de contribuer à faire abou-tir, lors de la réunion du Fonds tir, lors de la réunion du Fonds monétaire international (FMI) qui doit avoir lieu le 12 juillet à Washington, un dossier vietnamien bloqué en raison d'un vieil arriété de 140 millions de dollars, à propos duquel les États-Unis, empêtrés dans leur logique d'embargo, exercent on veto de fait. Si la crise ouverte à Tokyo par la censure du gouvernement Mivacensure du gouvernement Miya-zawa ne paralyse pas le Japon – un partenaire désormais capital dans les affaires iodochinoises – et si Washington consent à donner au moins soo « feu orange », selon le mot d'un diplomate (2), la probabi-lité est réelle d'une solution du

par le « club des pays amis du Vietnam » (outre la France et le Japon : la Suède, l'Australie, la Grande-Bretagne et l'Allemagne). A partir de là, Hanoï pourra renégo-cier sa dette et redevenir un parte-naire financier régulier des institunaire financier régulier des institu-tinns internationales et des Etats.

Vers un élargissement des libertés

Enfin, la question des droits de l'homme et de la démocratie, très sensible en raison, notamment, de la présence de quelque cent mille exilés vietnamiens en France, a été évoquée tant par le chef du gouvernement, Edouard Balladur, que par le ministre français des affaires le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé. Une liste « d'intellectuels, de personnalités religieuses bouddhiques et catholiques » à libérer en prinrité parmi les combreux détenus politiques du Vietnam a été remise à la défégation de Hanol, a lodiqué le porteparole du Quai d'Orsey, Richard Duqué. Des grâces ont été promises, ainsi que la fin de certaines assignations à résidence. Les diplomates français en poste à Hanol. mates français en poste à Hanoï devront en vérifier discrétement

Paris semble désormais estimer que l'nuverture éconnmique en cours depuis 1986 ne saurait aller sans un élargissement des libertés à commencer par celle des citoyens d'aller et venir à travers le pays, «Le capitalisme sauvage à la façon sudiste remonte vers le nord, sudiste remonte vers le nord, observe un diplomate français. Celo apporte de l'uir au milieu renfermé de Hanoî. Déjà, la capitale n commence de se déboutonner, de se suigoniser – pour le meilleur et pour le pire : des marchés s'ouvrent, des trafics s'étoblissent... La situation victnamienne n'est plus aussi figée, même si le régime demeure archaïque, stalinien, et urc-bouté vers in conservation de son pouvoir.» La confiance en ane évolution positive « par la force des choses » est assez grande, à Paris, pour que l'on y ait décidé d'appuyer la candidature de Hanoï pour accueillir le sommet de la pour accueillir le sommet de la francophonie en 1997 (3), et de l'aider à l'organiser,

JEAN-PIÉRRE CLERC

(1) Le séjour en France de Vo Van Riet devait se poursuivre, samedi, en Normandie, par la visite d'une usine

(2) Le président Clinton pourrait annoncer début juillet un assomplisse-ment de l'embargo américain.

(3) Le Vietnam avait d'abord été can-didat pour 1995 mais vient de recumaitre qu'il ne serait pas prêt pour cette date.

DROITS DE L'HOMME

Le document final de la conférence de Vienne a été adopté par consensus

VIENNE

de notre envoyée spéciala Personne n'a claqué la porte! Tel est, pour la plupart des cinq mille participants, le principal succès de la conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui s'est terminée, vendredi 25 juin à Vienne. Grâce à bien des concessions, le document final a été adopté par consensus. Les

l'a antisémliisme ». l'« extrémisme religieux », par exemple, qui figuraient dans le texte initial du document ont été supprimées snus la pression de l'Iran et de certains pays arabes. Si des grands principes reconnus depuis des lustres - même par ceux qui ont tenté de s'y opposer ou num du respect de leurs particularismes - ont été réaffirmés à Vienne, aucun résultat tangible n'a pn être enregistré quant aux moyens d'actima à promnuvnir.

La création d'un posse de haut-commissaire pour les droits de l'homme qui, avec l'aide de rapporteurs speciaux ayanı fait leurs preuves, comme la mission Mazowiecki en ex-Yougoslavie, devrait diriger uo système d'alerte et de surveillance dans les pays réputés violer ces droits, est un des pro-blèmes qui ont été renvoyés à l'appréciation de l'Assemblée générale des Nations unies. Les opposants à cette initiative se sonl retranchés derrière le principe de « souveraineté nationale ». Ce sont les mêmes qui ont rejeté

l'instauration d'une cour internationale de justice, mais la confé-rence ne s'est toutefois pas npposée à l'idée d'uo tribunal international chargé de juger les crimes contre l'humanité.

Amnesty International a pris la tète des mécontents. Pour l'organisation de défense des droits de l'hnmme, rien de nouveau ni de très pusitif n'est sorti de cette cofiteuse réuninn. Son secrétaire général, Pierre Sané, est allé jusqu'à parler de « honte » et selon Cornelio Sommaruga, président du Comité international de la Croix-Rouge (ClCR), c'est seulement sur le terrain que l'on pourra juger les résultats d'une conférence qui s'est tenue alors que «l'Histoire, avec son cortège de guerres, de massocres, de turtures, de vinis (...), se fult gunsiment sous nos yeux et se répète ».

Dans son discours de clôture, la conference mondiale, s'est félicité de la « mobilisation » que celle-ci a entraînée, « surtout si elle se renforce o l'avenir par dorantage de coopération et de coordination parmi les institutions qui s'activent dans le domaine des droits de l'homme ». Tout en ayant bien conscience que « seuls les gouvernements peuvent s'acquitter d'obligations internationales et seuls en fin de compte ils sont responsables de la protectian des droits de l'homme ».

ISABELLE VICHNIAC

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : malgré la présence de forces de police

Spectaculaire opération de l'extrême droite au siège des négociations politiques

d'extrême droite, appartenent su Front du people sfrikaner (AVF) ont snvahi, vandredi 25 juin, la World Trade Center de Kempton Park, dans le banlieus de Johannesburg, où ont lieu les négociations sur l'aventr de l'Afrique du Sud. Ils entendajent revendiquer leur droit à l'autodétermination dans la cadre d'un « Etat-Boer ». Le Congrès national africain (ANC) s exigé du président De Klerk l'arrestation des responsables, tandis qu'une vive polémique met en cause la police, soupconnée de complaisence à l'égard des manifestants.

JOHANNESBURG

de notre correspondant Il était 8 b 30 lorsque deux mille

Il était 8 b 30 lorsque deux mille personnes, conduites par le général Constand Viljoen, chef du Froot du peuple afrikaner (AVF), et par Ferdi Hartzenberg, président du Parti conservateur (CP), se sont présentées devant les grilles qui barrent l'accès do bâtiment. Beaucoup étaieot armés et vêtus de l'uniforme beige du Mouvement de résistance afrikaner (AWB). Les quelque six cents policiers préquelque six cents policiers pré-sents les ont laissé passer sans esquisser un geste. Uoe demi-heure plus tard, le chef de l'AWB, Eugène Terreblanche, Ini-aussi en uoiforme, la casquette ornée des lauriers d'or indiquant son grade de « géoéral », faisait son appari-

Deux mille menifestants tion devant le World Trade Center, entouré de sa «garde de fer» armée de fusils à pompe et de pis-tolets mitrailleurs, et vétue d'uni-formes nairs comparables à ceux

> Un véhicule blindé, conduit par un militant de l'AWB, a alors enfoncé les vitres du hall d'entrée, s'arrètant devant l'escalier mécanique qui mêne aux salles de rév-oion. Proférant des injures racistes, plusieurs centaines de personnes armées se sont engonfirées derrière

Alors que les manifestants occu-paient la salle où se réunissent les negociateurs, leurs dirigeants enga-geaient des pourparlers avec les ministres présents. Vers 11 h 30, après avoir reçu l'assurance qu'au-cun manifestant ne serait arrêté, les chefs de l'AVF donnaient l'or-dre d'évacuer. Après une prière et un bymne national, les manifes-tants quittaient les lieux immités, quelques instants plus tard, par six cents «soldats» de l'AWB en for-mation militaire.

Regroupant, sous l'autorité de quelques généraux à la retraite, le Parti conservateur, l'Union du peuple afrikaner (AVI), l'AWB et des syndicats blancs, l'AVF risque de ne pas sortir indemne des événements. Lors d'une conférence de presse tenne sur les lieux mêmes des incidents, le général Viljoen a pitensement reconnu que l'AWB avait dénaturé une manifestation qui devait être pecifique, puis a présente ses excuses pour les vio-lences commises. Tout aussi mal à l'aise, le chef do Parti conserva-teur, Ferdi Hartzenberg, dont la formation participe anx négocia-

tions multipartites, a tenté de minimiser le dérapage en affirmant qu'il s'expliquait par la colère de gens dont les revendications d'au-todétermination ne sont pas prises

De sérieuses promesses de règle-ments de comptes entre les forma-tions qui composent l'AVF se pro-filent derrière ces explications

L'attitude complaisante des forces de l'ordre

embarrassées. A terme, la question de la participation du CP aux négociations est également posée. Le Parti conservateur pourra difficilement expliquer qu'il reste à Kempton Park alors qu'il justifie sa dernière initiative par l'impossi-bilité qu'il a de s'y faire entendre.

Dès vendredi soir, Nelson Man-dela o solennellement exigé l'arres-tation des factieux. Le président du Congrès national africain (ANC) a dénoncé l'attitude complaisante de la police. « Nous demandons la démission Immédiate du ministre de la loi et de l'ardre qui, une fois de plus, o montré son incompé-tence, a dit M. Mandela. Nous ne doutons pas que la police aurait tiré si des manifestants noirs armés s'étaient rassemblés devant le siège des négociations», a-t-il ajouté.

Ce n'est, bien sûr, pas l'avis du président De Klerk, qui, prometrant des poursuites contre les manifestants, o affirmé que la police avait agi comme elle le devait. Le ministre du Développe-ment constitutionnel, Rolf Meyer, assurait de son côté que s'ils s'étaient opposés aux manifestants armés, les policiers auraient pris le

Cet dernier argument ac répond

par aux questions que pose la parpas aux questions que pose la pas-sivité apparente de la police. La manifestation de l'AVF n'a pris personne par surprise. Les journa-listes avaient été mis au courant, comme les négociateurs qui, jeudi, avaient été officiellement avertis que l'extrême droite viendrait pré-senter une pétition. Le principe de laisser entrer une délégation a alors été accepté. La question de l'arme-ment a été abordée, mais la police a précisé qu'elle ne pouvait pas a précisé qu'elle ne pouvait pas interdire le rassemblement de gens légalement armés. Mais vendredi matin, toutes les routes menant au siège de la conférence étaient culière n'avait été prise.

Cette affaire intervient alors que le chef de l'Etat et M. Mandela doivent se rendre aux Etats-Uois pour y recevoir, le 4 inillet, des mains du président Clioton, la médaille de la Liberté. Les deux lauréats espéraient bien pouvoir annoncer que la date des premières élections libres était définitivement fixée, ce qui aurait permis à Washington de lever les dernières sanctions financières qui frappent encore l'Afrique du Sud. Le coup de force de vendredi risque fort de remettre en cause ce calendrier. M. Mandela a laissé entendre qu'il renoncerait à son voyage, et l'ANC a décidé de faire du 1= juillet une journée de mobilisation e pour défendre la démocratie».

GEORGES MARION

MAROC: faible participation aux élections législatives

Les partis d'opposition ont progressé

de notre envoyé spécial Le mariage de raisoo qo'avait

cooelu le parti de l'Istiqial et l'Uoioo socialiste des forces populaires (USFP), les deux principales formations de l'opposi-tion, et dont la base la plus remuante - jeunes et syndicalistes - avait contesté le bien fondé. semble avoir porté ses fruits. Les résultats portiels des élections législatives du 25 join, qui cou-vrent enviroo la moitié des 222 siéges à poorvoir, laisseot apparaître une progression de ces deux composantes du « Bloc démocratique», qui gagnent du terraio dans les graodes villes, comme Casablanca, Fés. Marrakech et Rabat.

La majorité sortante semble, quant à elle, maiotenir ses posi-tions, notamment dans les zoocs rurales. Et ce, sous les couleurs du Mouvement populaire (MP), d'essence berbériste, de l'Uojon constitutioncelle (UC) que l'on présente volontiers comme un aparti de l'administration » et du Rassemblement national des indé-pendants (RNI) que dirige Ahmed

La mosquée Hassan-II de Casa-

blanca, la plus grande au monde

après celle de La Mecque en Ara-

bie saoudite, sera inaugurée le

Cette mosquée, à laquelle ont

30 aoint par le souverain marocain.

travaillé depuis 1988 plus de trois

mille ouvriers encedrés par une

équipe de soixante-dix techniclens

du groupe français Bouygnes, con-vre près de 10 hectares, dont une

bonne partie empiète sur lo mer.

Le Monde EDITIONS

NIPPON LE JAPON DEPUIS

1945

William Horsley,

Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Osman, ancien président du par-lement et bean-frère de Hassan II et qui se veut ae centre gauche de l'échiquier politique.

Les principaux dirigeants politi-ques retronveot leur siège de député, qu'il s'agiase en partieulier de M'Ahmed Boucetta, d'Ali a, et d'ider Mohamed Beosaid, respectivement secrétaires généraux du parti de l'Istiqual, du Parti du progrès et du socialisme (PPS) et de l'Organisation pour l'action démocratique et popu-laire (OADP).

Trente-trois femmes sur deux mille candidats

La nonveauté du parlement tiendra peut-être à le présence de quelques femmes. Les résultats partiels confirment, en effet, l'élection de deux universitaires, l'uoe à Fès sous les couleurs dn parti de l'Istiqial, et l'antre à Casablanca sons celles de l'USFP. Elles n'étaient que 33 candidates à la députation sur quelque deux mille candidats. Si les femmes jouent un rôle très actif dans la pays, elles se tensient encore à

Elle sera recouverte de près de

300 000 mètres carrés de marbres,

mosaïques, stucs et bois sculptés à

la main par quelque six mille arti-sans. Elle a été financée grâce à

une souscription lancée par le sou-

verzin anprès de la population

marocaine. Son cout global o'a

jamais été révélé, mais certains

milleux l'estiment à environ 4 mil-

liards de dirhams (1 dirham vaut

C ZAIRE: M. Tahlsekedi appelle

à la désobélissance civile. - Rejetant

l'offre de négociation faite à l'op-

positinn par le président Mobntu

Sese Seko, le premier ministre des-

titué, Etjenne Tshisekedi, a appelé,

vendredi 25 juin, les fonctionnaires

à la désobéissance civile. Il a invité les Zaïrois à s'abstenir de payer des

impôts et demandé ao président

Mobutu de « s'engager dans les décisions de lo Conférence natio-

nale souveraine avant toute négo-

o TUNISIE : nn numéro de

ciation o. - (AFP.)

0,60 franc). - (AFP.)

La grande mosquée de Casablanca

sera inaugurée le 30 août

Técart du monde politique. Has-sao II avait exelu, l'an dernier, que l'une d'entre elles puisse se voir confier la charge de premier mioistre comme cela s'est déjà passé dans d'autres pays musulmans comme le Pakistan et la Turquie.

Il reste que les Marocains o'oot, semble-t-il, pas entendu l'appel du roi à se rendre massivement aux urnes. Samedi en milieu de matinée, le ministère de l'intérieur o'avait encore rendu poblic aucun taux de participation, le dernier - 44 % - l'ayant été la veille à 16 heures, soit quatre heures avaot la fermeture, repoussée de deux beures, de la plupart des bureaux de vote. Toot laissait présager, seloo les observateurs locaux, que ce taux serait faible. Il ne devrait pas dépasser celui des élections législatives de septembre 1984 (67 %) et devrait être nettement inférieur à celui des élections communales d'octobre 1992 (75 %).

La « grande sete démocratique » n'a pas tenté autant de Marocains que le pouvoir l'espérait. Aux yenx de beaucoup, tout était, « couru d'avance ». De tous bords, des protestations se sont fait jour, en cours d'opération électorale, pour dénoncer, malgré les professions de foi officielles, violences et manipulations. « Si un phênomène se répète dans le temps et dans l'espace, il ne peut pas être da au hasard », assurait Mohamed Guessons, membre de burean politique de l'USFP, tandis que Mohamed Aoujar, membre du bureau politique du RNI, jugeait que « pour être plus discrète que dons le passé, l'intervention de l'odministrotion n'en était pas moins tout aussi efficace ».

JACQUES DE BARRIN

Monde Interdit. - Les autorités tunisiennes out interdit la distribu-

tion do ouméro du Monde du 23 juin qui contenait le premier article d'une série sur les élections

législatives au Maroc (pays où le

numéro en question a été normale-ment diffusé). Par ailleurs, Libéra-tion et les journaux télévisés de

France 2 seront de nouveau autori-

sés en Tunisie à partir du le juil-

let. Depuis novembre 1992, ils

étaient ioterdits de diffusion et

d'antenne en raison de leur traite-

du président Ben Ali,

NIGÉRIA : après l'annulation de l'élection présidentielle

Le général Babangida promet pour fin août un « gonvernement démocratiquement élu»

212221:0

Addigenter :

Jick verment

Quarante-huit houres après l'anoulation de l'élection présidentielle dn 12 juin (le Monde du 25 juin), le président nigérian, le général libration Babangida, à affirmé, vendredi 25 jain à Abuja, qu' « un gouvernement démocratiquement Mus serait investi le 27 août, date à laquelle son propre mandat arrivera à son terme, « La date butoir du 27 août pour la fin du régime militaire demeure une réalité», a-t-il gjouté à l'issue d'une longue réonico avec les officiers supérieurs des forces armées et de la

Cette confirmation de l'échéance dn 27 soût pourrait être interprétée comme un recul dn président Babangida face à la pressioo exer-cée par plusieurs capitales occiden-tales. Loodres et Washington avaient déjà annoncé des sanctions pratiques contre le gouvernement militaire nigérian pour le forcer à revenir sur sa décision et à respec-ter le calendrier de la transition démocratique. Le général Baban-gida a déploré que les pays occi-dentaux o'aient pas attendu, pour a voir ce que nous allians annon-

Le discours à la nation du général Babangida, initialement prévu pour vendredi soir mais reporté de vingt-quatre heures, devait permet-tre d'en savoir plus sur ses intentions. Auparavant, il était déjà possible de constater qu'il a usé désormais de l'expression « gourer' nement démocratiquement élu» pour sa succession et non plus de la passation du pouvoir qu'il détient depuis août 1985 à un « président démocratiquement élu ». - (AFP.)

O NIGER: un nouveau mouvement tomreg rejette le trère. - Un nonvezu mouvement tonareg, l'Armée révolutionnaire de libération du Nord-Niger (ARLN), a annoncé simultanément, jeudi 24 juin, sa naissance et son refus de la trêve concine entre le gouvernement nigérien et le Front de libération de l'Air et de l'Azawak (FLAA). La création de ce mouvement, dirigé par Attaher Abdoulmoumin, coincide avec la première visite en ment du procès des frères Roma dans lequel était impliqué le frère France do nouveau président du Niger Mahamane Ousmanc. -

LOIN DES CAPITALS!

mou: le «Sentier»

4 - 3 3 4 24 the state of the state of the state of

a the state of the is the annual ser gather Personalis al Lead Application (18 The same of the same of The second of the modernia

was a surface of the same the second of the second second second and with a theretakes and 1、14、10、10、10、10年の10、10年度では機能を The statement are extractly page. ない しょうしょう 大学 大学の 大学 一般の the others a large between the Proposition

to the training of the property and the almost and a second of the same provide the second and provide the arter the a latter was the Andrew Co. Affection a new res

The state of the s

The state of the s

and the second of the second of

a compartimenter

Pérou : le «Sentier» déclinant

Tous les convives de cette soirée ont en le sentiment, à un moment ou à un autre, ces dernières ennées, que le guérilla pourrait bien, eprès tout, l'emporter no jonr. Ont-ille été incoosciemment victimes de la rhétori-qua répétitive des sentiéristes? El Dizrio, l'organe de presse du mouvement, publié clandestioe-ment à peu près tous les mois sur ment a peu pres tous les mois sur huit pages polycopiées et gur maovais papier, ne cesse d'affir-mer l'inéluctabilité de le victoire des idées d'Abimaël Guzmeo, a quatrième épée du morxisme », après Marx loi-même, Lénine et Mao...

De même que les campagnes, selon Mao, prendraient les villes après les avoir encerclées, les combattants du Sentier, descendus de leurs montagnes, s'installeraient dans les cités pour y faire régner ooe sorte de communisme otopique qui o'est pas sans rappe-ler, par son refus de la femille traditioooelle, de l'argeot et de toutes les conventions sociales, le « métbode » appliquée eu Cam-bodge il y a dix-buit ans par les Khmers rouges. Une partie de l'élite liménience y a cru, pour s'en réjouir ou s'eo affoler. L'évégement paraissait possible.

Ce o'est plus le cas depuis l'arrestation oo peu grotesque d'Abi-mael Guzmen, le 12 septembre 1992. La façon doot le « président Gonzalo», comme l'appellent ses partisans, s'est leissé preodre e cassé le mythe forgé au cours de ses quatorze anoces passées dans la clandestinité. On attendait une sorte de béros montegnerd, protégé par de fiers combattants bar-des de kaiachnikovs et retranché dans une vallée ioeccessible des Andes, voire dans uoe grotte. Oc découvre oo petit homme replet, saus garde du corps et pratiquement sans armes, vivant eotouré de femmes daos une villa bourgeoise d'uo quartier tranquille de

Assistant gradi

a retail

T THE NOT

1

100

. . . Till

3.50

400

10000

Au moment de son arrestetion, le « présideot Gonzalo » regarde la télévision, et ses premiers mots aux policiers qui lont_itruption est : a Surtout, pas de violence! » Ceta ne sied pas vraiment à l'in-lassable, thépricien de la guerre popularie! version aodine... Les services de propagande du prési-dent Alberto Fujimori se teroot un malia plaisir d'exhibet devaot les cameras les nombreux cada vres de bouteilles d'alcool retrouvés dans la maison, et plus gén ralement le cadre de vie douillet de le « quatrième épée du marxisme». Ces images, maiotes fois montrées à la télévision, font l'effet d'un choc. D'un seul coop, les Péruviens o'ont plus peur, Après treize anoées de quasi-guerre civile, des milliers d'attentats et 25 000 morts, ils regardeot d'un autre œil la «révolotion» et soo ches.

Que reste-t-il de l'organisation? L'arrestation de Guzman et de sa compagne, Elena Iparraguirre, officiellement numero deux du moovement, o'e pas totalement décapité la mechice de guerre sentiériste. D'autres dirigeants, tel le «camarade Feliciaoo», qui serait le nouveau « ouméro un », ont pris la relève. Mais le désarroi idéologique est visible deos le presse claodestine. Celle-ci parle moins de la victoire à venir et beaucoup d'une « campagne inter-nationale » pour « défendre lo vie du président Gonzalo ». Le nombre d'attentats a diminoé, surtou à Lima. Il y a moins de pylôces de lignes à haute tension et de réservoir d'eao dynamités, dooe un peu moins de coupures d'eau et d'électricité, lesquelles demevreot cependaot fréquentes. Uo entrepreneur français imaginatif e gagné pas mal d'argent ces der-nières anoées eo vendaot de grosses bolles apinties de plestique mou, simplement posées sur un toit oo la pelouse d'oo jardin, peuvent servir de réserve don de secont?"

Une organisation très compartimentée

« Je erois qu'ils n'ont actuelle-ment pas plus de 1 500 combat-tonts armés en tout », effirme le général Sinesio Jarama, ancien chef de la deuxième région mili-taire du pays, celle qui contient notamment Ayacucho, berceau dn Sentier, et longtemps nn de ses fiefs quasiment ioexpugnables. Le général, aujourd'hui à la retraite, a gardé pas mal de respect pour cet ennemi invisible qu'il e long-temps combattu. « C'est une orgaaisation extremement comparti-mentée. Il est impossible de l'infiltrer. Ils ne fonctionnent pas du tout sur un modèle militaire. Guzman n'est pas un guerrier, mais un dirigeant politique, qui se préoccupe avant tout du système qu'il veut construire, de façon très plonisiée, très systématique », poursuit le général.

Notre interlocuteur e été mis à l'écart, du jour au lendemain, du temps du président Alan Garcia, prédécessent d'Alberto Fujimori, parce que le Sentier ne cessait de se renforcer dens la région qu'il commeodait. Il e pris ce revers avec philosophie. Il est convaiocu que la lutte cootre le Sentier est affaire de policiers, non de militaire de policiers non de militaire de militaire de militaire de militair teires. Il a toute une théorie là-dessus, foodée sur l'organisation du Sentier en petits groupes tota-lement distincts, qui à l'occasion déterrent leurs armes et leurs explosife pour les cacher de nou-yeau aussitôt et évitent ainsi l'affrontement direct. Son ergument de cboc : ce ne sont pas des offi-ciers du renseignement militaire, poorteot portés eux nnes per M. Fujimori, mais leurs homolo-gues de la police qui sont finale-ment pervenus à découvrir le refuge d'Abimeël Guzman et à traosformer ce dernier eo uo bagnard eo costume rayé, portant le matricule 1509,

Le «président Goozalo» est sonmis, depois le procès à buis clos eu cours duquel il a été condamoé à la détection perpé-tuelle, à un isolement total, dans une cellule eo béton, « Un traite-ment inhumoin et borbore », affirme cette jeune étudisote, pourtant fort peu politisée, de l'uoiversité San-Marcos, le plos ancience de toute l'Amérique latioc, «Le Sentier ne foisait pas tant de façons avec les paysans qui refusaient d'aller aux réunions du soir dans les « zones libérées » : ils étoient froidement exécutés ». rétorque ce petit iodustriel, qui eppleudit des deux meins eux succès de M. Fujimori contre les

Depuis le début de le jutte armée, en 1980, le Sentier a procédé selou un principe simple, d'ailleurs déjà présent dans l'Evangile: ceux qui ne sont pas evec lui sont contre lui. Les remous idéologiques de l'extrème gauche péruvieu oe aveient été vifs dans la décennie précédente, celle qui vit en 1970 la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste do Pérou (Sentier lumininiste do Pérou (Sentier lumineux), par un certain Abimael Guzman, alors obscur professens de philosophie à l'nniversité d'Ayaeucho. Il ne s'agissait à l'époque que d'un groopuscule parmi d'autres. La caractéristique du « président Gonzalo » est d'avoir éliminé toute controverse et tout esprit critique dans un pays où l'oo aime pouriant biec discourir et finasser, en profit d'une idéologie monolithique extraordinairement simpliste.

Les «cinq étapes» de la guerre populaire»

Il y a les e trois montagnes de l'oppression », les e trois phases de la lutte », les « cinq éropes de lo guerre populaire ». On a parfoir l'impression que l'ancien professeur, dont beaocoup d'élèves dans cette noiversité provinciale et mootagnarde étaient des Indiens Quechus parlant encore leur lan-gue d'origioe, a voulu faire une sorte de catéchisme politique élémentaire ponr des jeunes gens qu'il jugeait lni-même un peu

On connaît la suite. Les premiers attentats, l'envoi de l'armée par le président Belauode dans les zones montagneuses touchées par la guérilla, les exécutions som-maires opérées per les deux camps. Très vite, le mouvement vit iodirectement de la coca. Les trafiqueots, dans la vellée du Huallega, soot rackettés par le Seotier. Quand le processus de

dégradation des structures villageoises traditionnelles s'nccélère, surtout dans les Andes, les paysans, pris entre l'armée et les « libérateurs », s'enfuient vers Lima, où ils viennent gonfier démesurément les bidonvilles qui ceioturent le ville et où s'eotas-

sent près de la moitié de ses huit

millions d'hebitants. Le Scotier, ees dernières ennées, les y aveil Ses militants contrôlaient ainsi, ou vu et au su de tous, la Ran-cana, un aneien baras eovahi par les squetters et qui présente la particularité d'être entouré de murs. Le drapeau rouge, freppé de la faucille et du marteau, flottait sièrement. Des sentiéristes en armes veillaieot à quinze kilomè tres du centre-ville sur cette com-

munauté de 60 000 personnes, où

l'Etat péruvieo evait ebdiqué toot

Le président Fujimori a rétabli peu ou prou l'autorité du gouvernemeot sur les zones nrbaioes. I n'a pas encore vraiment gagné le partie en province, où il ne feit toujours pas bon se promener sur certaines routes de montagne ou de la forêt amazonicone. Les attentats dans les quartiers riches de Lime sont devenus moios

combreux et surtout bezueoup moins «professioonels». Ils son parfois accomplis par des adolescents de quioze ans qui o'ont jamais mis les pieds dans la capitale et s'égarent, evec leur voiture bourrée d'explosifs, dans des rues incoonces. Les exécutions de persocoalités dont le Sentier juge que l'«annihilatioo» e une portée « exemplaire » ont oeltement régressé. La « guerre populeire » cootinue, meis avec le « président Gonzalo » co prisoo et de nombreux cadres tués ou arrêtés, elle

marque visiblement le pas.

VERS LE MONDE

BELGIQUE

Bruxelles décide de participer à l'Eurocorps

Le Belgique e décidé officiellemant de perticiper su corps militaire européen formé par la France et l'Alternagne, l'Eurocorps, à hauteur d'environ douze mille hommes, soit une division mécanisée. Cette décision, qui était etten-due (le Monde du 15 juin) a été prise, vendredi 25 juin, per le conseil des minietres à Bruxelles L'Eurocorps, fort de quelque 40 000 hommes, eera opération-nel en janvier 1995.

En affectant à l'Eurocorps douze mille hommes, le Belgique met à la disposition de l'UEO et de l'OTAN - puisque cette formation pourra servir aussi bien l'elliance etlantique que l'Union européenne - le totelité de ce qui reesere de la force d'intervention de l'armée de terre belge epràe une profonde restructuration. La Belgiqua e, an effet, procédé è une forte diminution de ses forcee et elle e supprimé le service militaire, une décision qui doit entrer en vigueur en 1994

CANADA

La nouvelle « première ministre ». Kim Campbell, a formé un cabinet restreint

Elue, le 14 juin, chef du Parti conservateur en remplacement de Brian Mulroney, démissionnaire, Kim Campbell est devenue officiellement, vendredi 25 juin, la première femme de l'histoire du Canada à diriger le gouvernement fédérel. La nouvelle « première DOMINIQUE DHOMBRES | ministre > - c'est ainsi que la dési-

gnent, en français, lee communi qués officiels - e formé un cabinet restreint de vingt-quatre ministres, le plus réduit depuis 1963. Quinze ministères ont été ebolis ou fusionnés, manifestation d'un etyle qui se veut eplus accessible et plus efficace» et qui e'ineerit dens une offensive généralisée contre le déficit budgétaire. Ce gouvernement de transitinn reflète le souci de présenter un front conservateur uni aux élections générales qui doi-vent evoir lieu d'ici la mi-novem-

Le principal rivel de M- Camp-bell à le direction du parti, le Québécoie Jeen Chareet, est nommé vice-premier ministre, tituleire d'un super-ministère économique. Au total. le cebinet compte sept ministres québécois, dont ceux dee finances et de le justice, et huit ministree de l'Ontario, permi lesquels Perrin Beatty aux affaires extérieures. - (Corresp.)

PAPOUASIE **NOUVELLE-GUINÉE**

Découverte d'une tribu vivant comme à l'âge de pierre

Una tribu nomade, vivent comme à l'âge de pierre, qui serait apparemment demeurée sans contact avec la civilisation, e été découverte en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dane les jungles du flenc de le montagne Ewe, eu nord-oueet de le capitale, Port-Moresby, e ennoncé un officiel de la province du Sepic occidental. La tribu Liawep a été contactée en mai par une petrouille gouvernementele, Elle compte soixente-dixneuf hommes, femmes, et enfants. aul vivent dene des huttes de branchages, sous un grand rocher représentant un visage humain que les Liewep vánèrent comme un dieu. Ils sont vêtus de morceeux d'écorce ou de feuilles nouées autour de la taille.

La patrouille e'est rendue dans le région guidáe per un homme de cette tribu qui a'en était éloigné de façon accidentelle II y e deux ans. Une mission de l'Eglise baptiste a'est déjà rendue euprèe de le tribu pour construire une église. Selon les Liawep, une eutre tribu «Inconnue», les Sieno, vivralt un peu plus haut dens la montegne Le directeur de l'Institut de recherche médicale de Pepouasie, Michael Alpers, reete pourtent sceptique : « il se trouve que ces gene n'utilisent pee les services publics meis ils sont connus», a-t-il expliquá. - (AFP.)

D AFGHANISTAN : bombardements meurtriers à Kaboul. - Une quinzaine de mouettes, tirées vendredi 25 juio du sud de Kaboul. ont tué au moins sept personnes et en oot blessé dix-oeuf autres, a iodiqué la radio d'Elat efghane. Mais des sources médicales et gouvernementales ont feit état d'au moins quinze morts et trente-six blessés. Seloo des sources autorisées, des combats entre le mouvement Choura-i-Nazar de l'ex-ministre de le défeose Ahmed Chah Massoud et le parti Hezb-i-Wahdat (minorité chiite) seraient à l'origine de ces bombardemeots. - (AFP. Reuter.)

a BANGLADESH : affrontements entre étudiants et policiers. - Près de la ville de Chittagong, dans le sud-est du Bangladesb, des heurte entre étudiants et policiers, à propos du déroulement des examens ont fait une quaraotaine de blessés selon la police, soixante-dix selon des enseignants. Les étudiants ont utilisé des ermes à feu, des couteaux, des bâtons et des pierres, e effirmé la police. Sur les quelque 350 000 étudiants passant des exa-meos depuis le semaine dernière, plus de 5 000 ont déjà èté exclus pour avoir triché. - (AFP, Reuter.)

D L'Inde et la Chine négocient au sujet de leur frontière. - La Chine et l'Iode ont entamé, vendredi 25 juin, à New-Delhi, une sixième session de négociations au sujet de leur frontière commune, dont deux longues sections demeurent en disoute. Les deux géants asiatiques, qui se sont fait le guerre à ce sujet en 1962 et avaient gelé leurs relations durant quatorze ans, se sont, fin 1988, accordés sur une approche pacifique de leur différeod, qui porte sur quelque 125 000 kilomètres carrés. Cette rencontre précède une visite du premier ministre indico Reo à Pékio, prévue pour septembre. Le chef du gouvernement chinois Li Peng s'était rendu à Delhi fin 1991. – (AFP.)

At Monde L'ÉCONOMIE

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

ASIE

LOIN DES CAPITALES

A Cox's Bazar, 4 254 27 Pexil sous les banians

COX'S BAZAR (Bangladesh)

(Correspondance)

OX'S BAZAR, station belnáeire des Bangladeia fortunés, e la plage répu-tée le plus longue du monde, quelques restaurants et hôtels pour touristes - et la soleil. Au sud de le ville, une presqu'ile, sur 50 kilomètres; à l'ouest, le golfe du Bengale; à l'est, le rivière Naaf, frontière naturelle avec le puissanta Birmanie rebaptieée, par ses maîtres militaires, le Myanmar, Entre les deux, une unique route étroite et cahoteuse mène à Teknaf. Ici, loin des clichés mieérabilistes, la terre du Bangladesh est fertile : les tapis verts des rizières à parte de vue, des benaniers lourds de fruits, et les magnifiques banlens aux racines sériennes.

A moins d'une demi-heure de jeep, la présence de baraquemema défigure ce paysage. Construits avec des matériaux de fortune, ils détonnent parmi des maisone villegeoises coquettement entretenues, icl survivent les réfugiés rohingyas, musulmana venus de Birmania. Par vagues successives, au primemps 1991 puis à l'hiver 1992, ils ont fui leur pays qui, bien qu'officiellement socieliste et lesc, leur fait lourdement sentir leur non-appartenance aux ethnies bouddhistes majoritaires. Ils sont aujourd'hui plus de 250 000 réfugiés, dens un pays trois fois plus petit que la Frence, qui compte permi les plus pauvres, et où vivent déjà qualque 120 millions de personnes.

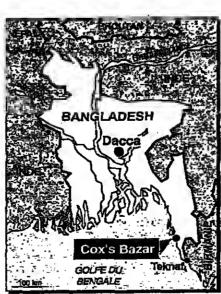
« Voici les premiers cemps », annonce Mohammed Golam Rahman, médecin chargé de coordonner les programmes de santé du Gonoshasthaya Kendre (GK), une organisation non gouvernementale bengledaies qui est intervenue dès le début avec Médecine sans frontières. Du véhicule, il est difficile de distinguer les Rohingyas des populations locales - si ce n'est peut-être, dens l'ettitude expectative de certains au bord de la route. Bien que personne ne semble surveiller les entrées et les sorties, les Rohingyas n'ont pas le droit de se déplacer en dehors des camps. Attendre, voilà leur occupation, toute le journée. Pas de terrain de jeu, pas d'école... Le grand événement de le semaine est le dietribution des ratione de nourriture par le Croix-Rouge.

Le village de Ramu ebrite le camp de Dhechus Palong. Au centre de l'hôpital en bois, des réfugiés attandent pour une consultation. Dens une des chambres, Ancera 9egum, ssise en tailleur sur un lit, son bébé dans les bras : une minuscule tête dévorée par deux grande yeux fiévreux. Sous un morceau de tissu, un corpa emeigri, d'où un léger rêle s'écheppe : pneumonie algué. Le vie de ce petit être est désormais liée à une bouteile de glucosa. Sa mère est là depuis six moie. Elle e quitté la Birmanie avec son mari et ses cinq enfants. «Nous étions constamment harchez elle? « Non, pas pour l'instant. »

Le gouvernement bangladais an a décidá autrement. Il existe en effet des camps dits « de transit » - trois sur dix-neuf - où les Rohingyas sont transférés, bon gré mai gré, event d'être réexpédiés, par petite groupes, en Birmanie. La procédure demende plus d'un mols. Le temps, pour le Bangladesh, d'en-voyer le liete complète des populatione aux autorités de Rangoun qui, aprèe une vérification pointilleuse - au cas où des Bangladais tenteraient d'immigrer, - donnent leur feu vert eu rapatriement. Le docteur Milau Das, responeable de l'hôpitel, s'indigne : «Mes patients ne doivent pas être obligés de rentrer. Cette femme ne pourra être rapatriée que lorsque son enfant sera guéri... »

forcés

Les ONG ont beau s'y oppposer ferme-ment, c'est à leur insu, pendant la nuit, que les autorités transfèrent les réfugiés vers les cemps de transit. Le lendemain, il ne reste que des baraquements vidas ou détruits... A l'eutomne 1992, lors des premiers rapatriements, des émeutes furent fomentées par les chefs de village traditionnels. L'edministration e emprisonné cas turbulents personneges. Depuis, les Rohingyas sont muselés.



Le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR) a envoyé, en décembra, une lettre eu premier ministre, Mas Khaleda celés, à l'hôpital, au marché, partout. Mol. ils Zia, menscent de se retirer du Bangledesh, m'ont battue et mon mari e été incorporé de faute de pouvoir intervenir. Pour un peys

RESSOURCES HUMPHING

menace était sérieuse. De fait, melgré l'eccord eigné eu printemps précédent entre Dacca et Rangoon - et qui soulignait le caractère volontaira des repatriements, - aucune des conditions minimales du HCR (libre eccès aux camps, possibilité d'interviewer des réfugiés...) n'avait été respectée par l'edministra-tion bangladaise. Et quand les intéressés sont dens un camp de transit, il est déjà trop tard. Depuis novembre 1992, ils faisaient l'objet de diverses pressions : confiscation de leur carte d'elimentation, errestations ebusives, sépara tion des familles, etc. Le 5 décembre 1992, trois cent soixante-neuf réfugiés furent expulsés de force. Ce fut le drame. Le représentant du HCR s'était vu barrer l'accès de la région. Le journée se solda par quatre morts et cin-

De retour an Birmanie, les hommes cont paraît-il, séparés des femmes, et placés dans des camps de détantion où lis edoivent » troie jours de travaux forcés par eemeine, moyennent 250 grammes de riz per per eonne. Dene ces conditions, comment les Rohingyes pourreient-ils désirer rentrer de leur plein gré dans leur pays? Dans les camps de Gumdhum I (16 000 réfugiée), MSF est aux prises avec une épidémie de rougeole. Plutôt bénigne, maia comment feire pour circonscrire le mai ei les populations sont déplacées? La période d'incubation étent de quinze jours à trois semaines, beaucoup peuvent développer la maledie dene le cemp de traneit ou même à leur retour en Birmenie. Heureusement, eprèe force argumentations. l'edminie tradon e promis de ne plus repatrier parsonne pendant un certain tempa.

Jusqu'à quend? Très tendue eu début de cette année, le eituation e'est, depuie lors, améliorée. Le gouvernement de Dacca a réagi aux evertissements du HCR : il lui e permis de reprendra un rôle limité dans les campe de tranait jusque-là fermés, afin qu'il puisse véri-fier le caractère volontaire des repatriements. Résultat : les réfugiés ont depuis lors refusé en nombre croissant d'être rapatriés. Depuis le début du processus, 22 000 aont retournés en Birmanie - moine de 10 %.

Le 16 mei dernier, lors d'un séminaire sur le question dee réfugiés à Dacca, M Sadaka Ogate, chef du HCR, e signé avec le gouvernement bangladais un accord qui prévoit le plein accès de son organisation aux camps, l'essistance et la protection des réfugiés. Le HCR voudrait eussi être présent en Birmanie. Le Bengladesh e promis d'intercéder euprès de Rengoun I

Au soleil couchant, la route se remolit de eommerçents e'en retournant vers Cox'e Bazar. Les réfuglés sont aussi, il ast vrai, une eource de revenue pour le merché noir et l'économie locale.

> STÉPHANE EDELSON et ARMELLE GAUTHIER

quante blessés. Rapatriements

Margie Sudre a été élu

du conseil regional de l

224 3 6-4 125 6-4

STATE OF THE STATE

Call Board reproduct as a se-

12 2 1 1 m

72 Ericini

Andrews Commencer

Total

(1) (1): 후

entials.

THE STULE - ...

SE217-

Exter Pure

"" pages 19# c

eagency and a second of the se

Metallica :::

experience for the contract of

Can prince

Les socialistes ont pratiqué l'obstruction pour retarder l'examen du texte sur l'enseignement privé

L'Assemblée netionele e edoptě, eemedi 26 juin, par 480 voix (RPR, UDF) contre 93 (PS, PC), la proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel st professionnel. Jusque terd dans la nuit, le groupe socialiste e menė, avec succèe, un dėbat d'obstruction, destiné à retarder l'examen de la proposition sur le financement des établissements privée d'enseignement par les collectivités locales. Il s'est promis de continuer la même opèration, samedi et dimanche, lors

du débat sur ce texte. Le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, s'est fixé un nouvel objectif, celui de présider lui-même toutes les séances des trois journées consa-crées au double débat sur la réforme de la loi Savary, qui régit le fonctioonement des établissements d'enseignement supérieur, et sur celle de la loi Falloux, qui limite l'aide des collectivités locales pour le sinancement des établissements privés d'enseignement. Vendredi, il a sans doute dėjà battu un oouveau record d'endurance en occupant le « perchoir», sans désemparer, pendant près de quatorze heures.

Face à un groupe socialiste déterminé à bousculer l'ordre du

jour de la fin de la session ordi-naire de printemps – et à offrir ainsi au président de la République une plus grande latitude pour fixer le programme de la session extraor-dinaire qui devrait suivre, -M. Séguin a choisi de laisser le débat parlementaire se développer sans aucune entrave. Lui-même ancien «mousquetaire» de l'oppo-sitioo des années 80, c'est avec une satisfaction non dissimulée, pres-que complice, qu'il a assisté au tir de barrage de la gauche, principale-ment organisé par un trio de dépu-tés socialistes, Jean-Yves Le Déaut (Meurthe-et-Moselle), Julien Dray et Jacques Guyard (Essonne).

M. Séguin lâche la bride

Après les motions de procédure de la veille (le Monde du 26 juin), toute la panoplie des méthodes d'obstruction parlementaire a été utilisée : suspeosions de séance à répétition, batterie d'amendements quasiment identiques, utilisation maximale des temps de parole réglementaires, lecture d'articles de presse, vérification du quorum, demandes de scrutin publie pour chaque vote. Il fallait, à tout prix, prendre du retard. Au bout d'une heure de débat, l'Assemblée était ainsi parvenue à adopter deux amendements. Or, les socialistes en avaient déposé plus de cent trente... Tandis que M. Dray, à son banc, signait à l'avance des liasses

de formulaires pour réclamer, à chaque occasion, un vote par scru-tio publie, M. Le Déaut s'étonnait que « l'Assemblée discute d'un texte sur l'université quand les étudiants ne peuvent pas manifester dans la

lègues de la majorité et, surtout, le gouvernement, qui avait la possibi-lité, en vertu de l'article 44, alinea 2 de la Constitution, de aniela 2 de la constitution, de as opposer à l'examen de tout amendement qui n'n pas été unté-rieurement soumis à lo commis-sion », les deux députés oot, en effet, choisi de mettre les rieurs de

« Mon tieux père, instituteur de la République, me disait souvent que l'art de se faire comprendre est celui de rabâcher», a explique Julien Dray, pour justifier ses mul-tiples interventions. Dans l'espoir de finir par amadouer les bretteurs - ce qui allait se vérifier tard dans la nuit de veudredi à samedi, -Philippe Séguin a préféré, de son côté, « savoir lâcher la bride» à l'opposition socialiste. Témoin cet échange entre M. Le Déaut et M. Séguin : « Est-ce qu'on ne peut pas nroir une petite suspension de séance, parce qu'on commence o fouguer?», a demandé le premier. « C'est bien parce que c'est vous », a répondu le président.

Un véritable fou rire a même gagné l'Assemblée, dans la soirée, lorsque, tour à tour, les députés socialistes ont aprement défendu

rédigés sur le même modèle et desrédiges sur le même modele et des-tines à « mieux intégrer dans l'uni-versité la filière de l'anologie», puis, successivement, celles de l'écologie, de la parapsychologie, des médecines douces, des mathé-matiques des algorithmes, de l'ho-méopathie, de l'embryologie, de la sociologie, de l'économétrie, etc.

Au final, le groupe socialiste n'a obtenu du gouvernement, repré-senté par François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, que l'eogagement de voir soumis an Parlemeot, dans trois ans, un rapport d'évaluation de toutes les formules dérogatoires à la loi Savary. Compte tenu du délai de buit beures qui doit séparer la fin d'une séance de nuit de la forme d'une séance de nuit de rer la tin d'une seance de nuit de la séance suivante, l'examen de la proposition de loi sur l'enseigne-ment privé a été reporté de la matioce à l'après-midi de samedi. Une même bataille de procédure, peut-être plus rude encore, est pré-

M. Séguio, qui a lui-même quel-que peine à comprendre que de pareils textes soient présentés en pareils textes solent présentés en première lecture en fin de session de l'Assemblée oatiooale, et qui plus est, un week-end, s'est fixé un autre objectif; obtenir le vote de la réforme de la joi Falloux an plus tard dimanche, pour que le débat sur les privatisations puisse s'enga-ger, comme prévu, dès lundi.

Un entretien avec Jean-Luc Mélenchon

«Le PS doit devenir le parti du mouvement social»

Les députés adoptent deux résolutions sur des actes communautaires

L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 25 juin, deux résolutions sur des propositions d'actes comsur des propositions d'actes com-munantaires de portée législative, selon une procédure permise par le nouvel article 88-4 de la Constitu-tion. Le Parlement avait introduit cette nouvelle disposition dans la Loi fondamentale, lors de la révi-sion constitutionnelle de juin 1992, préalable à la ratification du traité de Maastricht, afin de renforcer le droit de resent des députés et des droit de regard des députés et des sénateurs sur les affaires euro-péennes, alors que le procès en « déficit démocratique » de la Com-munauté rencontrait un écho crois-

C'est la première fois que des résolutions de cette nature sont adoptées en séance publique à l'As-semblée. Une résolution émettant un avis défavorable sur une direc-tive européenne relative à la TVA sur les transports avait, toutefois, été considérée comme adoptée de facto, le 18 juin, sans avoir été examinée en séance publique, per-sonne n'ayant demandé son inscription à l'ordre du jour après son adoption par la commission des

La première résolution adoptée, blée oatiooale, et qui week-end, s'est fixé un f; obtenir le vote de la la ioi Falloux an plus the, pour que le débat trisations puisse s'engaprévu, dès lundi.

JEAN-LOUIS SAUX

Haecke (RPR, Yoone) et Alain Bocquet (PC, Nord), le texte de cette résolution «regrette» que les zones rurales en difficulté ne faszones ruraies en dirictute de las-sent pas l'objet d' « engagements financiers ndéquals » et « mel en garde » contre la différence de trai-tement réservée à la région du Hainant belge et à la région du Hai-naut français, la première ayant été classée dans la catégorie des régions les plus défavorisées (« objectif 1 ») et non la seconde. Sur ce dernier point, Alain Lamas-soure, ministre délégué aux affaires européennes, a abondé dans le sens de l'Assemblée, affirmant que la «France ne transigera pas». La seconde résolution, repren-

nant les préoccupations exprimées dans une proposition cosignée par Pierre Mazeaud (RPR, Hanto-Sa-voie) et Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis), ainsi que dans nne seconde, déposée par Jean-Claude Lefort (PC, Val-de-Marne), e trait à une directive européenne relative au «traitement des don-nées à caractère personnel». Le texte voté par l'Assemblée « demande » au gouvernement de « subordonner » son accord à l'obtention d'un certaio nombre de garanties, la principale étant le « maintien intégral du niveau de protection » assuré par la loi du 6 janvier 1978, dite lui «informati-

Dix nouveau au Parlem

La commission des affaires culturelles élabore un nouveau texte d'aménagement de la loi Falloux

vendredi 25 juin, la proposition de loi sur le financement par les collectivités locales des établissements d'enseignement privé, déposée par Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne). La commission avait déjà discuté, le 23 juin, de quatre propositions déposées ces deroières semaioes par des députés de la majorité, visant toutes à libéraliser les subl'enseignement privé en aménageant la loi Falloux de 1850. Elle avait constaté, alors, qu'elles tombaieot toutes sous le coup de l'arti-

d Henri Emmanuelli répond à Jack Lang. - Henri Emmanuelli, député (PS) des Landes, a critiqué, vendredi 25 juin, l'ancien ministre de l'éducation nationale, Jack Lang député (PS) du Loir-et-Cher, qui avait déclaré, la veille, qu'une évolution de la loi Falloux est « envisageable » à condition de prévoir « des garde-fous », « Pour ce qui me concerne, je présère relire le discours de Victor Hugo lors du vote de la loi Falloux que d'entendre les arguments de M. Lang lors de son abrozation. Il est vrai que si le premier visait à l'universafité, le second vise plus court », a déclaré l'ancien président de l'Assemblée

La commission des affaires ele 40 de la Constitution, qui intereulturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale a examiné, dépeose publique, et elle evait chargé ses rapporteurs de présenter une nouvelle mouture.

Le texte de M. Bourg-Broc, assez flou, ne fait aucunement allusion au financement et se contente d'actualiser le cadre actuel. Il s'agit en fait, seloo les termes de Michel Péricard (RPR, Yvelines), président de la enmuission, de aprésenventions publiques en faveur de amendé par le gouvernement en prévoyant les subventions à l'enseignement privé ». Dans la nuit de rendredi à samedi, René Couanau (UDF, Ille-et-Vilaine) a demandé que le bureau de la commission des finances se réunisse pour se prononcer sur la recevabilité de la nouvelle proposition.

Les députés socialistes, qui ont décidé de faire de la défense de la laïcité leur cheval de bataille, ont dénosé pas moins de cent vingt amendements, tous rejetés par la commission. La séance publique. qui devait débuter samedi 26 juin 15 heures, promettait d'être le théatre d'une résistance acbarnée de l'opposition. Les socialistes prèvoyaicot, en effet, de déposer une centaine d'amendements supplémentaires à l'ouverture de la dis-

Pour soutenir les dossiers régionaux

Des parlementaires de la majorité forment un intergroupe Nord-Pas-de-Calais

Trente et un parlementaires des départements du Nord et du Pasde-Calais, se réclamant tous de la majorité gouvernementale et renforcés par le président du eunseil général du Nord, Jacques Donnay (RPR), unt décidé de eréer, Paris, un intergroupe régional. Les principaux promoteurs de cet intergroupe, qoi se sont refusés, pour l'instant, à chuisir un président, ont expliqué leur démarche, le 23 juin, par la volonté de créer donner plus de force à une région qui est à lo pointe du combat eurooven a.

Ces élus se sont réparti, depuis trois mois, les dossiers « lourds » de la région, notamment dans le cadre de la préparation du contrat de plan Etat-région. L'absence d'un representant de cette région au gouvernement, les déceptions perceptibles après le voyage du pre-mier ministre dans le département du Nord, le 11 juin, o'auroot feit

que contribuer à conforter leur volonté. Y contribue, aussi, la précarité politique dans laquelle continue de se trouver le conseil régional, présidé par Marie-Christine Blandin (Verts).

Pour éviter le a risque d'une approche politicienne», deux autres députés de la régioo, inscrits au groupe République et Liberté (exoon-ioscrits), Régis Fauchoit ct Jean Urbaniak, ont préféré demeurer au bord do ebemio. Membre du même groupe, mais présent à cette conférence de presse, Jean-Louis Borloo a mis en garde ses collègues contre ce même risque, en regrettant que le travail entrepris depuis trois mois n'ait pu « continuer dans la discrètion ». Il a également déplore que cet intergroupe o'ait pas été « élargi » aux parlementaires de la gauche.

Mélenchon enime, avec Julien Dray et Marie-Noëlle Lienamann, le courant Gaucha socialista au sain du PS. Longtemps hostile à Michel Rocard, il a participé, avec ses amis, à la mise en place d'une de laquelle it est plus particulièrement chargé de la préparation des états généraux des 2, 3 et 4 juillet, à Lyon. Ceux-ci doivent contribuer à faire du PS, selon lui, «le perti du mouvement socials.

« Vous êtes de ceux qui ont voulu des « états généraux » du PS rapides. Certains, comme Ségoiène Royal, disent aujour-d'hui que ces états généraux sont sans doute une bonne chose pour l'unité du parti, mais que, à l'extérieur, ils n'intéressent personne.

 Les états généraux étaient nécessaires pour faire entrer le parti en convalescence, après le choc de la défaite. La convalescence se passe bien. Le premier exercice était de ressourcer ce parti, donc de e redonner la parole à la base». même si cela ne va pas sans une certaine démagogie. En tont cas, cela a permis à des dizaines de mil-liers de gens de renouer avec les idées, la réflexion et même, parfois, avec une certaine polémique sur les idées. Tous les problèmes de personnes ont été mis au second plan pendant ces deux mois.

» Il est vrai que, plus fondamen talement, on peut se poser la ques-tion du lien qui existe entre notre parti, ses débats et la société, mais on ne peut pas attendre d'un parti qui vient d'être rejeté comme le oôtre l'a été aux élections qu'il reconstitue miraculeusement ce lien en deux mois. C'est une affaire plus profonde, de portée plus générale qu'il n'y paraît dans le moment.

» On voit bien l'épuisement qui est résulte de l'exercice du pouvoir, mais il ne faut pas croire que l'un pnisqu'il y a le contre-exemple espagnol. Ce qui a été foudroyant our le PS, e'est la conjonction de l'exercice du pouvoir, coupé du mouvement social qu'il voulait représenter, et d'un système institutionnel qui vide la vie politique de l'intérieur, en faisant tout converger sur la présidence de la République. Le mode d'organisation du parti a été incapable de faire barrage à ces tendances lourdes, à la fois parce que nous n'avons pas su penser la relation d'un parti tel que le nôtre avec le pouvoir d'Etat et parce que notre modèle d'organisation interne

-: Voyez-vous xies orientations se dégager des débats des sec-tions et des fédérations? L'eappel à la base » ne débouche-t-il pas sur la confu-

- li o'y avait aucune raison de penser one des idées pouvelles naîtraient par génération spootanée. Le corps d'ensemble de préoc-cupations, on le connaissait. Nous avions besoin d'un exercice particulier, qui ennsistait à donner à la large «base» des militants et des sympathisants le pouvoir d'iodi-quer quelles sont les priorités d'intérêt et d'action pour le mouvement socialiste. De ce point de vue, on peut dire que e'est réussi.

» Sur les questions essentielles, je retrouve, dans ce qui s'est dit au niveau des sections et des fédéraioos, un discours qui ressemble besucoup à celui... de la Gauche socialiste pendant les quatre dernières années. Priorité sociale : tout le discours sur la réduction du temos de travail, qui représente 70 % des textes venant des militants. Stratégie et alliances : premièrement, nous devons être en phase avec la société, c'est-à-dire avec les mouvements qui la traver-sent; deuxièmement, le champ politique des alliances est clairement balisé : les communistes dans toute leur diversité, les écologistes, les radicaux de gauche, etc. La tenta-tion centriste fait l'ubjet d'un rejet assez massif. Vision de l'avenir : il faut se battre pour retrouver une majorité dans le pays, mais pas pour faire la même chose qu'avant ou que la droite à présent. C'est le ou que la crotic 2 present c'est le point cracial: le mouvement socia-liste ne pourra plus être crédible, y empris dans ses propres rangs, s'il propose de se battre pour une alter-nance de pouvoir sans se battre pour une alternative de société.

- Les états généraux sont déjà, eux-mêmea, une réforme du mode de fonctionnement du parti. Faut-il eller plus loin et en finir avec la représentation pro-portionnelle des « sensibilités », c'est-à-dire le système des cou-

- Il faut se poser cette question en relation avec le bilan du parti d'Epinay. Le PS est resté un parti de «superstructures» politiques, sans jamais définir la manière dont il organise sa relation avec la société qui bouge. On retronve, dans le débat sur les courants, un vieux elivage : ou bien le PS devient déficitivement un comité électoral, pleinement inscrit dans les iostitutions, où l'on ne voit qu'une seule tête ; celle du candidat ou de l'élu; ou bien il devient un parti du mouvement social, exprimant en son sein la diversité des

nous déclare l'animateur de la Gauche socialiste Sénateur de l'Essonne, Jean-Luc a facilité le présidentialisme dans points de vue et des cultures qui

» Les partisens de scrutin mejoritaire dans le parti savent que ce n'est pas une formule démocratique dans une organisation politique de sauche. Cela aboutit, en définitive, à la mainmise des grandes structures en place, qui se perpétuent en cooptant les dirigeants. Ce serait inacceptable, et ceux qui le proposeraient se mettraient dans un très mauvais cas. C'est une question qui est de nature à mettre en cause l'unité du parti. Personnellement, je ne pourrais pas être socialiste dans un tel parti.

Parade à la présidentialisation

» Néanmoins, comment faire obs-tacle à la décadence des conrants, qui se transforment, petit à petit, en pures et simples écuries présiden-tielles? Si l'on veut un parti qui soit celui du monvement social, vuici ce que oous proposons. Partons de ce que nous avons décidé au enegrès extraordinaire de Bordenux, en juillet 1992: la représen-tation, à la proportionnelle, des textes d'orientation générale en concurrence dans le parti. Dissocier la représentation des bommes de celle des idées scrait faire un pas de plus vers le discrédit du politique dans ce pays. On l'institutionalisecans ce pays. On l'institutionalise-rait dans notre propre parti si l'on admettait que les idées ne sont qu'une sorte de supplément, qui vient après la notoriété ou les capa-cités consensuelles de chaque diri-geant. Il fant que le Parti socialiste son sein un pluralisme sur les alliances, la stratégie, le programme et le candidat. Il faut bien voir que cette affirmation-là est quasiment fondarice du mouvement socialiste en France, puisqu'elle est à la base de l'argumentation de Léon Blum, en 1920, contre l'adhésion à l'Internationale communiste et le centra-

» Le deuxième tiers du comité directeur doit - c'est encore la déci-sion prise à Bordeaux - assurer la représentation territoriale du parti, c'est-à-dire être composé des premiers secrétaires fédéraux. Avec mes amis de la Gauche socialiste, nous proposons que le demier tiers soit composé de délégués élus par les conventions thématiques. C'est le « tiers sociétal ». Le PS définirair. disons, les dix thèmes centraux qui sont en débat dans la société : l'en-treprise, l'éducation, la santé publique, l'immigration, la construction européenne, etc. Sur ces thèmes, nous aurions des conventions nationales, regroupant tous les adhérents que cela intéresse; ils voteraient sur un ou plusieura-thittes es idésigne-raient des délégués au comité directour sur cotte base.

» Le lien serait ainsi reconstitué avec tons ces secteurs dont, aujour-d'hui, le PS est coupé. On sortirait de le méthode du syndicaliste « alibi », de la femme « alibi », du jeune «alibi», pour transformer la nature même des centres de déci-sion du parti. Ce serait une parade à la présidentialisation, qui stérilise le fonctionnement du PS. Ce serait. ensuite, la garantie d'un lien organique avec la société. Ce serait, enfin, mettre le PS en situation de faire face aux bourrasques sociales et géopolitiques qui s'annoocent chacun s'y atteod - et aux confrontations on'il faut oser provouser, touchant ao modèle culturel de notre société - la bioéthique, etc. Le politique est, aujourd'bui, bien absent de ces

- Entre le discours de Michel Rocard, en février dernier, sur le Rocard, en février dernier, sur le chig bang a des cadres politiques, auquel vous aviez applaudi, et la régénération du Parti socialiste, à laquelle vous consacrez tous vos soins, n'y a-t-il pas un décalage et, peut-être, le risque d'un reterd sur l'évolution de la société?

- Dans le discours de Montlouis-

Dans le discours de Montiouis-sur-Loire, ce qui est important, c'est la reconnaissance du caractère éclaté de la société, c'est-à-dire du paraduxe d'une société dans laquelle les individus sont plus socialisés, plus interdépendants qu'ils ne l'avaient jamais été et, en même temps, séparés les uns des autres par lour statut social et cultuautres par leur statut social et culturel. La réflexion doit donc porter sur l'outil politique capable de correspondre à cet état de la société, mais elle u'aboutit pas à uier le rôle du politique. Au contraire, plus on avance dans cette contradiction, plus ou s'aperçoit que l'instance politique est le lieu dans lequel cette société peut dépasser son état d'éclatement. Ma lecture du discours de Montlouis n'aboutlt donc pas à la oésation du rôle du pacti pas à la ofgation du rôle du parti, mais à sa transformation. A mes yeux, le concept de mouvement convent mieux que celui de parti
pour définir ce dont nous avons
besoin. C'est pourquoi, si tout ce
que nous allons faire à Lyon ne
devait aboutir qu'au sacre d'une
nouvelle équipe à la tête du parti, ocus aurions perdu notre temps. Nous ne serions pas à la hauteur des responsabilités du premier parti de la gauche, »

> Propos recueillis par PATRICK JARREAU

WES POLITIQUES ETIMENT D'INSECUALTE

Elante ces Tolors

Tema da lima- turning

128 U.S. 5 3 3 2

ER 9 462 - 13.5

SE RECORDE COMMO

After the aux facts du no say

Civilités

Series jusqu'à la Tomata :

Section in Consection of the C

September 61 (1951), Translation of the state of the stat

and attent bits beautiful to

Salution of Security 2 Cont.

estimate à pur dans () (20) Regula apports the marks. The meaning has been as its

to the address the management of the second second

manage susceptibles to

the chique des tis.i.f. tive and a success with a success of the s

man in France et dans programs a construction of the construction

minance et dans programme de la company de l

in nancie, cars un company that is a service that are a service that a

a bound trace, sout a course

Remarks, de marks and a service of the residence of the service of

Enter a des manifestation de la marchian de la marc

er find in her find the thirty of the

Control (P) - E' to - both - the control

namenta and form of the control of t depuis le dépuis le dépuir le des de le des de le des de le deuir le des des des des de le des des des des des des des des de depuis le décur par de la sont le sont The powders publics on some second se is the definition of the second of the secon The first category of the second seco bel consider on the race. Bell Besonberg on the Land of personnelles, de malarche de decreare de la constant de la constan Report at v6cu, 4: ca 1957A. The 1-32 residence of the Collectives. There is a second of the Collectives.

<u>Naissances</u>

Céclie, Frédéric et Julie MOUTET GALMICHE

le 19 juin 1993, à l'hôpital de Poissy.

Françoise et Fabrice OSMOND,

Axel, Raphaël,

Christine BRUNIAUX,

Thierry MOREAU, Alizée

Alain, Caty, Manon, Mélinée et Chêne MORRAU, ont accueilli, le 11 juin 1993,

Elvire.

Seek CHIN et Laurent METZGER

ont la joie d'annoncer la naissance de

Constance RYDER

Dagiel ZIV nni la irea grande jnie d'annances

Thomas-Alexis.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Heori BERTHAUX.

survenu le 18 juln 1993, dana sa qua-

La cérémonie religieuse a été célé-

L'inhumation a eu lieu au cimetière

30, rue des Jeuneurs,

M. et Me Camille Berthaux

Et toute le famille,

4, rue Rend-Hamon,

94800 Villejuif.

Adoptions

Décès

19, rue Bizet, 94200 lvry, 3, rue Eginhard, 75004 Paris.

le 23 juin 1993.

45, Jalan Knning, Singapore 1027.

Chemin pavé, Terre-Sainte, 97410 Saint-Pierre.

3, aliće Joseph-Kessel. 78260 Achères.

Margie Sudre a été élue à la tête du conseil régional de la Réunion

Epouse du président invalidé

Mergie Sudre e été élue, vendredi 25 juin, président du conseil régionel de la Réunion dès le premier tour de scrutin, grâce à une allience nouée entre le mouvement Free-DOM (13 élus), le Perti communiste réunionnais (9 élus) et le groupe du socieliste dissident Gilbert Annette (3 élus).

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

10 TO 2007 (1879)

147

12.0

1 1 1 1 1 1 1 1

3.76

 $\mu + \mu \approx 0$

 $V_{i,j} = V_{i,j} + \frac{1}{2} V_{i,j}$

10 10 10 10 10 W

And the second

Transf or west

1 10 Sales 23

114 Ton # 2 M

Section 1982 B

311 1 25.55

Charles to the last

in all s

1.11 1.70

. . .

de notre correspondant

«Je veux être président », lançait Camille Sudre, peu après l'invalidation de son élection eu conseil régional de la Réunion, le 30 avril dernier. Si M. Sudre doit retrouver bientôt les arcanes de la «pyramide inversée» (l'architecture du siège de la région présente la forme de quatre pyramides «tête en bas»), ce sera aux côtés de son épouse, Marguerite Demaîche-Sudre, élue, vendredi, pré-

u Michel Rocard reproche au gon-vernement sa « politique du symbole agitatoire » . – Michel Rocard, pré-sident de la direction nationale du PS, a critiqué, vendredi 25 juin, sur TF !, la « politique du symbole agitatoire » do gouvernement d'Edooard Ballador, Il craint «le rallumage de la guerre scolaire» à propos de l'aménagement de la loi Falloux, et redoute que « quatre millions d'étrangers [soieot] transformés en suspects» par l'effet des textes Méhaignerie et Pasqua.

o M. Chavanes (CDS) appronve les propositions de M. Séguin pour lutter contre le chômage, - Georges Chavanes, député (UDF-CDS) de la Charente, maire d'Angoulème, socien ministre, iodique, dans un entretico à Valeurs actuelles daté du 28 juin, qu'il e approuve la plupart des mesures» préconisées par Philippe Séguin. «Il ne pourra y avoir de créations d'emplois que dans le secteur non concurrentiel et c'est tout l'intéret des propositions de Philippe Seguine, précise l'ancien président de Leroy-Sommer, qui ajoute : « Nouveaux emplois, nouveaux services - c'est la clé de sont Raymond Chesa, maire de Car-l'avenir (...). Si nous ne réussissons cassonne, Guy Guerraeur, ancien député du Finistère, Jean-Paul Heirisquerons la révolution tout court. > deputé du Finistère, Jean-Paul Heirisquerons la révolution tout court. > pas cette révolution culturelle, nous

LE SENTIMENT D'INSECURITE

r 'actualité des débats sur le

aisément à des Interprétatione

manichéennes. En caricaturant, on

peut le présenter comme une

construction ertificiella, dont la

droite et éventuellement les médias

ee servent jusqu'à la démagogle,

ou comme la conséquence d'un ris-

que réel et prossissant pour les

personnes et la communauté. Mala-

die imaginaire et instrumentalisée

ou mei d'autent plus pernicieux qu'il

. L'ouvrage du sociologue Sébas-

tien Roché sur le Sentiment d'insé-

curité tombe à pic dans ce faux

débat, auquel il apporte une matière

et un écleirage susceptibles da lui

donner plus de mesure et de luci-

dité. En effet, son ouvrage propose

une lecture critique des travaux

conduits an France et dans d'autres

pays sur la sujet et livre des infor-

n'est pas reconnu comme tel.

LIVRES POLITIQUES

PUF, 311 pages, 198 F.

sident de l'assemblée régionale. Tout au loog de la campagne pour ces nouvelles élections, M= Sudre s'est attachée à cultiver la différence avec son époux, jusque dans la tenue ves-timentaire. Si Camille Sudre s'habille de blanc depuis le début de l'aven-ture politico-médiatique de Free-DOM, «Margie» a opté pour le noir A l'exubérance verbale de son mari, le nouveau président du conseil régional oppose une voix douce, ras-

Née à Minh (Vietnam) en 1943, Mª Sudre est médecin anesthésiste Mars suitre est medecin anesthesiste, « Elle a « emmielle » une partie de la droite », souligne, désabusé, Jean-Paul Virapoullé (UDF-CDS), maire de Saint-André. Discrète, s'affirmant volontiers « bourgenise», elle n'en reste pes moins ferme sur les idées défanduse par Fran-DOM notamdéfendues par Free-DOM, notamment celles pronant une égalité sociale complète entre les Français des DOM et ceux de l'Hexagone.

Dans une classe politique locale dominée par les hommes, l'irruption de Margie Sudre à la tête de la région bouleverse toutes les données. La nouvelle promue s très vite appris le «métier» : elle donnait encore, en milieu de semaine, des gages à la

retrait de sa part nu profit d'un élu RPR. Une fois conclu l'accord avec le PCR et avec Gilbert Armette, elle «dame en noir» aime le risque cal-ALIX DLIOUX

O Le Conseil d'Etat annule l'autorisation accordée en 1990 à Antenne Rémien. - Le Conseil d'Etat s'est prononcé, vendredi 25 juin, sur les requêtes formulées par Télé-Free-DOM, la télévision pirate de Camille Sudre, contre des décisions du Conseil supérieur de l'andiovisuel datant de 1990. D donne raison sur un poiot à l'ancien président du conseil régional en annulant pour excès de pouvoir l'autorisation délivrée à la chaîne Antenne-Réunion. En revanche, il valide l'autorisation de la chaîne cryptée Canal-Réunion, ainsi que la décision qui n'autorisait pas Télé-Free-DOM. Au CSA, on sonligne qu'Antenne-Répoion a obteno une nonvelle autorisation d'émettre en 1993, mais qu'elle ne

peut utiliser ces fréquences qui sont occupées par les émissions illégales de Télé-Free-DOM. Dix nouveaux élus français au Parlement européen

(Communautés européennes)

de notre correspondant A la suite des dernières élections législatives, dix des quatre-vingt-uo représentants français au Parlement européen ont dû abandonner leur siège de Strasbourg, les uns parce qu'ils sont entrés au gouvernement, les autres parce qu'ils sont touchés par la loi sur le cumul des mandats. Il s'agit de sept élus UDF – Simone Veil, Alain Lamassoure, Philippe Douste-Blazy, Valery Giscard d'Estaing (le Monde du 25 juin), Charles Baur, Aymeri de Montesquiou et Claude Malhunet – et de trois étas RPR, n. Michèle, AllipteMarie, Jac-ques Vernier et Alain Marleix.

Les dix nouveaux eurodéputés

nal d'Alsace, tous trois RPR, qui se sont inscrits au groupe du Rassem-blement des démocrates européens André Fourçans, coosciller munici-pal d'Eanbonoe (Val-d'Oise), Jean-Marte Vanlereoberghe, conseiller municipal CDSd'Arras, Georges de

Bremood d'Ars, ancien secrétaire général des Clubs perspectives et réalités, tous trois UDF, qui se sont inscrits au groupe du Parti populaire européen; Robert Delorozoy, maire de Choisel (Yvelines), conseiller régional d'Ile-de-France, Charles de Gaulle, edjoint ao maire de Rueil-Malmaisoo, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais, petit-fils du géoéral de Gaulle, Janioe Cayet, conseillère municipale de Trappes er(Yvelines), tous:trois UDF et inscrits au groupe Libéral, démocrati-que et réformateur; Michel Pinton, UDF, ancieo délégué général de

ANDRÉ LAURENS

Des logiques culturelles et de

situation concourent à sélectionner

les risques, de préférence à d'eutres, et à produire, an même temps que des inquiétudes, des réponses destinées à y parer. L'auteur est ainsi conduit à c'interroger sur le ien qui unit le sentiment d'appartenance nationale, dans des Etats-nations où le monopolisation de le violence est institutionnelle, à l'exigence de sécurité personnelle et collective. Lien d'autant plus fort que le mouvement de civilisation des mœurs dans nos pays e favorisé, sous bien des formes, la protection et le souci de la personne et de son corps, ainsi que l'inviolabilité du domicile privé, ce qui n'e pas toujours été le cae dans le passé. Les régressione enrecistrées dans ces domaines, comme la mise en cause des rituels civils, ont contribué à faire de l'insécurité « une préoccupation nationale de premier ordres, parce qu'elles fragilisaient « le lien qui attache chaque individu à une cité d'appartenance». C'est alors que sont perçus comme des générateurs de violence et des ennemis ceux qui, à tort ou à raison, sont suspectés de porter atteinte au mode de vie dominant, à l'ordre sécurisant, et que nelt, en

Ainsi décrit dans sa genèse complexe, le sentiment d'insécurité devrait être mieux compris. mieux pris en compte et, pourquoi pas, mieux traité que n'y invitent les remèdes simplistes qui n'en retiennent pas les causes multiples et profondes, dont certaines sont propres à la société violentée.

M. et M. Jacques-Louis Binet et leurs enfants, Guillaume et Sofia, M. et M. Charles-Henri Filippi

Violaine Binet. Sonia Binet,
Sonia Binet,
Toute la famille Relois et Pradetu,
Et Emmanuel Bationo,
ont le douleur de faire part du rappel à
Dieu de

M= Léon BINET, néc Asse-Marie Prades

urvenn le 25 juin 1993, dans sa qua-re-vingt-quinzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 28 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, Paris-8. le 4 juin 1993, à Saint-Pierre, île de la

et leurs enfants,

son épouse, M. et M= Eric Bousquet et leurs enfants Genrges-Henri et

Louise,
M. et M. Tristan Corbin
et leurs filles Marie et Mathilde,
ses enfants et petits-enfants,
M. et M. Robert Bousquet, Leurs enfants et petits-enfants M. et Me Paul Carrel, Leurs enfants et petits-enfants, son frère, son beau-frère, ses belles sœurs, neveax et nièces, Les familles Vigues, Martin, Guibert et Enjalbert,

Parents et alliés, ont le douleur de faire part du rappel à Dieu de

Pierre BOUSQUET.

aurvenn le 25 jain 1993, dans sa soixante-dauzième année, 2, rue de Séguret-Saincric, 12000 Rodez.

Les obsèques auront lieu au temple protestant à Rodez, ce sumedi 26 juin, à 14 beures.

L'amour est éternel.

- Le président d'Air France. Le conseil d'administration d'Air

La direction générale et le persoanel de la compagnie natioont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre-Donatien COT, ingénieur général des Ponts et Chaussées, commandeur de la Légion d'hon d'Air France (1967-1974),

survenu à Paris, le 22 juin 1993.

- Athis-Mons. Paris. Blois. Odette Grzegrzulka

a in profinde douleur de faire part du décès de sa mère, Josefa GRZEGRZULKA,

survenu le 24 juin 1993, à l'âge de

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 28 juin, à 15 h 30, en l'église

Notre-Dame de France, à Invisy-sur-Orge (91). Cet avis tient lieu de faire-part.

18. rue Dupctit-Thouars.

- Messieurs Edouard Lagasse, Emile Lagasse, Maurice Lagasse,

ses fils, Ainsi que ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mª Maurice LAGASSE,

née Georgette Sainte-Marie, survenu le 21 juin 1993, en son dami-

L'inhumation o eu lieu dans l'intimité, le 25 juin, dans le eaveau de famille au château de Pontchartrain

Une messe sera célébrée à son intention par le Père Thierry de l'Eplne, ca l'église de la Madeleine, Paris-8, le mercredi 30 juin, à 18 h 30.

Condoléances aur registre. Le présent avis tient lieu de faire-

Famille Lagasse, 3, place de la Madeleine, 75008 Paris. 15, chemin Rieux, 1208 Genève (Suisse).

- Etienne Bernand, Monique et Marc Robinson, ses enfants,

Ryan, son petit-fils, Toute la famille et tous ses amis, ont la douleur d'annoncer que la vie a quitté subitement leur bien-aimée,

Marie, née Baladi, directeur de recherche honoraire

le 16 juin 1993, à Saint-Pétersbourg

en l'église Saint-Pierre de Montronge (place d'Alésia, Paris-14), le mercred 30 juin, à 14 henres, suivie de l'inhu-

La Fédération française de géaéslogie (FFG), a la tristesse de faire part du décès de son président,

M. Gaston SAGOT,

mrvenu a Paris, le 22 juin 1993.

La cérémonie religieuse sera célébré le lundi 28 juin, à 10 h 30, ea l'église Notre-Dame des Otages, 81, rue Haxo, Paris-20.

FFG BP 63. 75261 Paris Cedex 06.

- Bazas (Gironde). M= Yves Varache.

on épouse, M= Henriette Varache, sa mère, Ses enfants, ses petits-enfants,

Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Yves VARACHE.

ancien directeur d'organisme de Sécurité sociale, chargé de mission à la CNAMTS Paris, anrvenu le 24 juia 1993, dans sa

Les obseques auront lieu en la cathé-drale de Bazas, le luadi 28 juin, à 14 heures, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de le

Chartrense, à Bordeaux Selon la volonté du défent, ni fleurs ni couronnes, mais des dona pourront être adressés à l'institut médico-éduca-

tif de Villo-en-Selve (51160 Ay).

Mª André ZUBER,

est entrée dans le paix, le 21 juin 1993, dans sa quatre-vingt-neuvième année

Jean-Pierre et Violaine Monsarrat, Norris et Nicole Domlague, Thierry et Dominique Zuber, Leurs enfeats et petits-enfants. Les familles Folmer, Zuber et leurs

vous invitent à partager leur peine et leur espérance.

39, rue Trébois, 92300 Levallois-Perret.

Avis de messes

- Une messe sera célébrée le dimanche 27 juin 1993, à 18 heures, ca l'église arthodoxe grecque Saint-Etienne, 7, rae Georges-Bizet, Paris-16, pour le repos de l'âme de

Nicolas Michel TRAD,

nembre da conseil d'administration de la Banque Trad Crédil lynnais (France) SA, décédé à Paris, le 27 avril 1993.

- « Il y a dix ans disparaissait Auguste ANGLES.

une pensée amicale est demandée à

ceux qui l'ont cocou »

Marie-Madeleine DELMAS

était rappelée à Dicu.

« Me vie a été un lang sourire. Je n'ai fait pleurer personne.»

Ce sourire nous manque.

Conférences

- Initiation à la Kabbale. Séminaire

exceptinnnel : «Les âmes sænrs», lundi 28 juin 1993, à 20 h 30. Centre de la Kabbale, 20, passage Turquetil, Paris-11. Métro Natian. Tél. :

Soutenances de thèses - Yves Billard soutiendra sa thèse

de doctorat : « Le Parti républicain-socialiste, 1911-1934 », saus la direc-tion de J.-M. Mayeur, le lundi 28 juin 1993, à 9 heures, à la Sarbanne Paris-IV salle des actes, centre administratif, I, rue Victor-Cousin, Paris-S-

- M. Olivier Giroud-Fliegner, sous la direction du professeur Guinmar:
«La peinture moderne et contemporaine: propositions pour une esthétique de l'erreur», le lundi 28 juin 1993, à 15 heures, Sarbonne Paria-IV, amphithéter Guirot, 17 rue Vietors amphithéatre Guizot, 17, rue Victor-

CARNET DU MONDE

40-65-29-94 ou 40-65-29-96 LE JOUR MEME

s'Es nous perviennent avent 8 h au siège du journal, 15, rue Falguière, 75015 Paris Telex : 206 806 F Télécopieur : 45-66-77-13

Tarif de la ligne H.T. Toutes rubriques 100 F Abonnés et actionnaires 90 F Communications diverses 105 F

Thèses étudiants 60 F Les ignes en capitales grasses sont facturées sur la base de daux lignes.

mations précises au service d'une réflexion nuancée, dans un domaine trop souvent traité, sous le couvert du bons sens populaire ou de l'esprit humaniste, de manière sim-A e'en tenir aux faits, qui ne sont

pas à négliger, il y a su corrélation entre la croissance de la délinquance, depuis le début des années 60, et la montée du sentiment d'insécurité. A telle enseigne que les pouvoirs publics se cont saisis de cette préoccupation sociale avant l'impotion sur la scène politique du Front national, qui en s fait son cheval de bataille. Encore faut-il s'entendre sur ce que recouvre le perception de l'insécurité. Ella procède, selon Sébestien Roché, de individuels, c'est-à-dire de réscrions par rapport au vécu, et de représentations collectives, bientôt

Civilités et violences

thème de l'insécurité invite à une meilleure approche d'un reprises eu plan politique, relevant / sentations : les femmes ont nettenhánomène embigu, qui se prête

Le contiment d'insécurité est un processus de lecture du monde environnant, forcément réducteur. qui appelle à une remise en ordre du désordre ressenti. C'est le conjonction de l'insécurité vécue et de l'insécurité concue, la combinaison de ces deux registres et eon expression politique, qui intéresse, au premier chef, l'auteur de l'essai. Il examine la phénomène sous trois angles : le rapport au corps, l'insertion micro-sociale, les références identitaires.

Les statistiques de la délinquance, mêmes soumises au filtre da la critique, sont assez parlantes pour fonder, sinon justifier totalement, une approche éthologique privilégiant la causalité des comportements et des mœurs. Cependant, il convient d'observer qu'il y e une sélection des risques (les accidents de la circulation n'engendrent pas les mêmes résctions que les méfaits da la délinquance) et que les peurs personnelles se distinguent dae ettitudes collective devent le danger dénoncé. «En France, écrit Sébastien Roché, le sentiment d'insécurité est une creinte des incivilités, de la délinquance, du migrant. > Il est significatif, à ses yeux, que les théorisations officielles, du rapport Peyrefitte en 1977 au rapport Bonnemaison en 1982, alent mis l'accent sur les responsabilités de la grande ville, « peuplée d'inconnus », et les méfaits d'une urbanisation anéantissant le cadre des valeurs

réputées traditionnelles. Des enquêtes fines montrent que le sexe, l'âge et la qualité d'insertion sociale entrent en jeu dans la genèse des réactions et des repré-

ment plus peur que les hommes, à domicile et plus encore dans l'espace publie, et les personnes âgées sont plus concernées, surtout à l'extérieur. D'une manière générale, la préoccupation collective de l'insécurité est égale en intensité chez les deux sexes et a'accroît avec l'âge. La peur domestique n'est pas forcément liée à la gravité de la délinguance : la peur dans la rue est davantage urbaine, et la vision sociale de l'insécurité semble plue ressentie dans un bourg marqué par le conservatisme des mœurs que dans une grande cité.

L'expression de l'inquiétude est liée au système relationnel. Elle dépend alors de l'adéquation du mode de vie, du type de sociabilité, plus individualiste et tourné vers l'extérieur dans les grands centres urbains, davantage axé sur le familie et le voisinage dans les villes plue modestes, avec l'environnement dominant. «Il y a bien, écrit l'euteur, une propension è structurar la monde vécu en relation avec le monde conçu, le système relationnel concret avec le système de valeurs. » Il souligne à plusieurs reprises combien le rapport à le légitimité, à le légalité, aux normes communes, est en cause dans la formation du esntiment d'insécurité. La gamme des incivilités e'étend, explique t-il, de la grossièreté des enfants au vandalisma, en passant par le présence des clochards, des groupes de jeunes dene les montées d'immeubles sans oublier les bruits, la saleté, le désordre. Ce sont des infractions à l'ordre conçu, tel qu'il devrait être, ressenties comme des atteintes au contrat social, comme une remise en cause de l'identité collective.

retour, la tentation de leur faire violence. Il existe, l'auteur insiste sur ce point, une relation entre nationalité (et par contrecoup citoyenneté) et violence (dont, note-t-il, les frontières sont mouvantes).

RESSOURCES HUMANITE

Suite de la première page

Il vit et traveille à Annet-Sur-Marne (Seine-et-Marne), entre la maison qu'il partage avec se femme, Claire, et l'etclier où des collaborateurs reproduisent les pro-totypes concus par lui. Vasarely est habité par une vision: intégrer son art à l'architecture pour embelir le ville et la vie. Pour la réaliser, il va s'offrir une Fondation.

La Fondation Vasarely se compose de deux musées. L'un, dans le château de Gordes (Vaucluse), retrace son œuvre depuis ses débuts; l'autre, à Aix-en-Provence, abrite quarante-quatre compositions murales monumentales, eppelées eintégrations». Reconnue d'utilité publique, et richement dotée en œuvres originales, elle possède des statuts oni proclament son «carac-tère désintèressé». En 1976, sa direction fut confée à Claude Pra-del Lebar, l'architecte qui avait réa-lisé le musée d'Aix. La vente des œuvres aliénables devait couvrir les frais de fonctionnement.

En 1981, le doyen Debbasch entre en scène. Co-fondateur de l'université de droit d'Aix-Marseille III, evocat, auteur de nombreux III, evocat, auteur de nombreux ouvrages sur le droit administratif, le politique et l'information, il accumule les titres et les fonctions. A l'époque, il sort à peine de l'Elysée, où il était conseiller de Valéry Giscard d'Estaing. Il entrera bientôt dans le groupe Hersant, enmme directeur du Dauphiné Libéré. C'est un homme influent qui a formé des générations d'étudiants et qui bénéficie dans l'université, la presse et les milieux politiques de nombreuses amitiés. breuses amitiés.

M. Debbasch svait déjà proposé les services de l'université à Vasarely. Mais, cette fois, la situation est favorable. Le peintre, fragilisé par une opération qui l'a laissé à demi paralysé, voit dans cette offre une garantie de bonne gestion et de prestige. En février 1981, les époux Vasarely signent donc avec l'univer-sité d'Aix-Marseille III une convention qui confie à cette demière l'ad-ministretion de la Fondetion. Derrière le doyen, devenu président de la Fondation, les universitaires entreut en force ou conseil d'administration. Aujourd hui, plus de dix ens eprès, la femille Vesarely dénonce une emainmises progres-sive du président, non seulement sur la Foudation mais aussi sur les affaires privées du fondateur.

ils font état, des le départ, d'une des statuts et de la mise à l'écart de Claude Pradel Lebar. Ils s'étonnent, surtout, qu'un des anciens élèves du M. Debbasch, Me Eric Turcon, soit rely, avant que le doyen ne prenne lui-même en charge les intérêts pri-vés du peintre. Une lettre du 23 octobre 1986, semble à cer égard assez explicite: «Je pense, écrit le doyen à l'artiste, qu'une bonne régu-lation du marché [des Vasarely] serait à la fois profitable pour vos affaires et personnelles et pour celles

Cherles Debbssch bénéficie

dans les milieux du pouvoir, à

draite comme à geuche, d'une

indénieble influence at de solides sppuis. C'est einei

qu'on explique, dans ces

milieux, les blocages et les

facilités qui ont longtemps joué

en aa faveur. A commencer

par les rétieences du ministère

de l'intérieur à mettre son nez

dens les comptes d'une Fon-

dation dont il avait pourtent le

tutelle et dont le fonctionne-

ment susciteit, depuis long-

En 1992, après avoir besu-

coup tardé, le cabinet de Jack

Lang, ministre de la culture, se

fit l'avocat supràs du cabinet

de Peul Quilès, d'une inspec-

tion conjointe. En pure perte.

Les pressions exercées par les

amia du doyen et le proximité

des électione semblent avoir

eu finelement raison de cetta

proposition. De guerre leese,

l'équipe de M. Lang enverra un

fonctionnelre vérifier les

comptes da la Fondetion. Mais

las reaponseblee éteient

absents et la mission tourners

En 1991, alors que les rela-

tions evec les Vasarely s'ae-

sombrisszient, M. Debbesch

aven bénéficié du soutien de la

présidence de la République

dans deux opérations de pres-

court...

temps, des interrogations.

de la Fondation. Comme je vous l'ai proposé, je suis prêt à défendre vos intérèts chaque fois que vous le juge-rez utile au moment de la conclu-sion d'un accord et en gardant à cette intervention une entière confi-

Selon l'un des fils de Victor Selon l'un des fils de Victor Vasarely, Jean-Pierre, conau sous son nom de peintre, Yveral, ce mélange des genres, entre intérêt public et intérêt privé, evait sa logi-que: « Au fieu de servir les bus fixés par mon père. Debbasch s'est servi de la Fondation pour pénètrer le milieu de l'ari, pour faire du com-merce, pour prendre en mains cer-tains peintres et les exploiter ». Pour illustrer ces dérives, les héritiers affirment ne pas être à court d'argu-ments. Selon eux, en douze ans, la ments. Selon eux, en douze ans, la Fondation n'aurait rien fait qui soit à la mesure du renom de l'artiste: rien dans les grands mnsées, pas une rétrospective digne de ce nom. Charles Debbasch et Pierre Lucas, universitaire lui-sussi et ancien député gaulliste, recruté par le doyen pour le seconder, anraient privilégié les relations avec les galeries merchandes, notamment en Allemagne, en Suisse, Bu Lichtens-tein, en Corée du Sud, et même en Thailande pour un tirege de

Sociétés, ventes et versements en Suisse

Parallélement, la Fondetion a multiplié, dans ses locaux, les expo-sitions-ventes de peintres français et étrangers n'eyant aucur rapport avec Vasarely. En 1989, un projet d'expostion Vasarely à Moscou est abandonné au profit d'une exposiabandonne au profit d'une exposi-tion-vente de peintres russes à Aix. Plus tard, Pierre Lucas invitera le grand peintre bulgare, Dimitar Kazakov, à exposer à la Fondation. A Marseille, Kazakov peindra, en trois semaines, une quarantaine de toiles, avant de repartir dans son pays. Il mourra l'année suivante. Depuis, sa veuve aurait tenté, en vain, de récupérer les tableaux. Enfin, le prestige de la Fondation a facilité l'implantation de MM. Debbasch et Turon dans les milieux de l'art de la région Provence-Côte d'Azur.

A ce conflit général d'intérêt entre la famille Vasarely et M. Deb-basch s'ejoutent deux épisodes plus précis. Dans une déposition faite sous serment oux Etats Unis, Jack Solomon, directeur du Circle Fine Art, un pool de galeries américaines vité avec Victor Vasarely, raconte qu'en 1987, Charles Debbasch al'informa de son intention de créer en Suisse une nouvelle société (...) chargée de recherches techniques et artis-tiques sur l'œuvre de Vasarely (...), proposant qu'une partie des sommes dues par Circle à Vasarely soit désormais payée à cette sociétés. Interrogé par l'Américain, l'artiste eurait repondu «qu'il ne comprenais pas grand chose à ces questions d'avgent et faisait confiance à Charles Debbasch, son avocat, pour traiter

doyen fera intervenir euprès de

l'Elysée la directrice du musée Vesarely de Gordee, M- Fran-

çoise Mathieu, pour faire sbou-

tir un projet de réception de

Victor Vasarely. La cérémonie,

eu cours de laquelle un tableau

de l'artiste sere remis en chef

de l'Etat, sera discrète, msie

M. Debbasch eura sinsi l'occa-

sion de poser à côté de

Quelques mois plus terd, il

sera fait commandeur de l'Or-

dre du mérite sur proposition

du garde dee sceaux, Henri

Nallet, par décret présidentiel.

Son « psrrein », a cette occa-

sion, sera le vice-président du

coneeil d'Etat, Msreeeu Long,

homme à le réputetion incon-

testable, qui se trouva être

done pss trop été pénelisé

pour son engagement à droite.

En ire-t-il autrement depuie le

changement de mejorité? Les

dirigeants du RPR n'ont pas

oublié l'emitié des Pompidou

pour Vasarely. Certeins,

comme Jaequas Toubon, nou-

veeu ministre de le culture, ont

même manifesté de l'intérêt

pour ce dossier. Meis M. Deb-

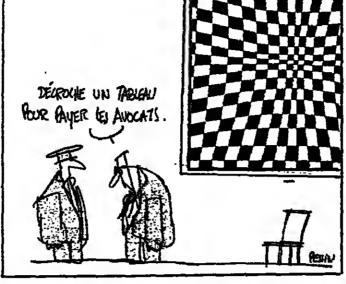
basch ne menque pas d'emis

influente chez les elliés du RPR

Sous la gauche, le doyen n'a

aussi un ami de Vasarely.

De solides appuis



avec Circle». A sa déposition, Jack Solomon a ajouté les preuves de divers paiements à la société suisse en question (Art Technical Research): les copies d'un chèque de 50 000 dollars (250 000 francs) et d'un virement de 308 000 dollars (1,6 million) sur un compte de la Société de Banque Snisse (SBS), à

La seconde affaire, qui débute en 1988, concerne la cession à bas prix par Vasarely de plusieurs dizaines de tableaux originaux à une société Sités, établie à Fribourg (Suisse), qui lui avait fait miroiter la créa-tion d'une nouvelle Fondation. Plusieurs courriers suggèrent que M.
Debbesch a fevorisé cette
démarche. Le projet de fondation
sera vite oublié. Par contre, les tableaux referent surface, en 1989, au musée de Neuchâtel, à l'occasion all muses de Neikhard, a locasion d'une exposition organisée par un galeriste genevois, Michel Reymondin, et inaugurée par M. Debbasch. La famille Vasarely affirme que de grosses ventes annaient en lieu, discontent au lieu, discontent au care l'exposition. crètement, après l'exposition.

Or, dans un artiele de l'Evêne-ment du Jeudi, daté du 4 an 10 juin 1992, le journaliste Guillaume 1992, le journaliste Guillaume Malaurie a rapporté cette étomante confidence du galeriste Michel Reymondin: «Pour moi Sitès c'était Eric Turcon, un avocat, et Charles Debbasch. Je réglais mes achais sur différents comptes, notamment à la banque Pictet. et à la SBS». Une marchande d'art de Bâle, Mª Jesnine Bodenschatz, nous e affirmé que son confrère lui a tenu les mêmes propos. À la suite de cet article, M. Debbasch a porté plainte pour diffamation contre l'hebdomadaire tandis que M. Reymondin démentait les propos qui lui étaient prêtés. Tous comptes faits, nous prètés. Tous comptes faits, nous a-t-il déclaré, il n'aurait vendu que edeux ou troiss Vasarcly dans sa

Selon M= Bodenschatz, l'affaire Sitès aurait rapporté à ses promo-teurs de 6 à 7 millions de francs suisses (24 à 28 millions de francs). Elle affirme aussi, que M. Debbasch lui a apporté, fin 1989, un tableau de Vasarely «lui appartenant» pour qu'elle le mette en vente. Il s'agirait de Sophi, qui faisait partie da lot initial envoyé par Vasarely à Sitès. N'ayant pas trouvé preneur, la toile

aurait été récupérée par le chauffeur de M. Debbaseb. Les béritiers reprochent également en doyen d'avoir dramatisé la situation financière de la Fondation afin d'obtenir cere de la rondation aim d'obtenir des erallongess d'œuvres et d'avoir eoubliés, dans hien des cas, de payer à l'artiste les 30 % qui lui étaient dûs sur certaines ventes. De 1981 à 1990, la Fondation eurait ainsi acquis à bas prix 164 œuvres originales et plusieurs milliers de sériemphies.

cérées pour un prix symbolique (environ 30 francs) les sérigraphies étaient revendues de 5.000 à 12.000 francs pièce. Côté tableaux, on cite le cas d'une commande de vingt toiles destinées à une exposition-vente organisée par MM. Debbasch et Lucas, en 1988, à Séoul. Le lot sera mis en vente, dans la capitale sud-coréenne, pour douze millions de francs, soit douze fois la somme forfaitaire proposée au maître pour cette commande. maître pour cette commande. Enfin, les Vasarely ne s'expliquent pas l'énormité des rabais emisentis à certaines gaieries (jusqu'à 70 %).

Une «machination» selon M. Debbasch

Tout cela, les proches de l'artiste l'out recoastitué depuis tieux ans. En effet, pendant longtemps, les soupçous n'étaient pas de mise. Au contraire, l'artiste décernait périodiquement des satisfecus à M. Debrosecti quant à Claire Vasarely, elle semble avoir été le meilleur allié du doyen. «Toute la famille s'en est remise à lui, du Yvaral. Il nous déchargeait de lous les problèmes déchargeait de tous les problèmes matériels, il promettals que tout trait bien, il était la garantie de sérieux.» Mais la mort, fin 1990, de l'épouse du peintre, va tout changer. Manda-tée par son beau-père, Michèle Vasarely, jusqu'alors tenue à l'écart des affaires de la famille, prend les choses en mains. Atelier, maison. santé du peintre: tout, affirme-t-elle, Selon elle, Vasarely était pratique-ment ruiné, tout comme ses béri-

Progressivement, cette femme à l'aspect fragile, qui est l'épouse da peintre Yvaral, va regarder de près les comptes. Après avoir licencie les

elle, abusaient depuis longtemps de la générosité de ses beaux-parents, elle vérifie les stocks et la compta-bilité. Troublée, notamment e par l'absence d'environ 90 tableaux et par le non-respect des droits du fon-dateurs, elle miterroge la Fondation. Sans succès: « Maigré mes demandes réitérées, la Fondation a catégoriquement rejusé de fournir la moindre explication au fondateur». Les reletions s'enveniment. En 1992, les Vasarely finiront par déposer plusieurs plaintes contre Charles Debbasch et contre la Fondation, dont deux pour escroqueric, détournements et abus de

confiance.

Confronté à ce a réquisitoire », M. Debbasch dément en bloc et enntre-attaque. C'est d'ailleurs lei qui evait été le premier, en 1992, à porter plainte contre les deux fils Vasarely, André et Jean-Pierre, pour faux et usage de faux, vol et recel et tentative d'escroquerie. Nons renvoyant an alivre blanc » établi par l'Université d'Aix-Marseille, qui prend sa défense, il nous a déclaré, lors de deux communications téléphoniques, que a tout » dans le dossier établi par Michèle Vasarely a était faux » et qu'elle était l'instigatrice d'une a machination » contre la Fondation. Les Vasarely ont, en effet, constitué un dossier qu'ils distribuent, volontiers, à la presse.

En avril, au lendemain de sa des-titution par le tribunal de grande instance, le doyen s'en était pris violemment aux héribers de Victor Vasareiy, et plus perticulièrement à sa belle-fille. Faisant état de témoignages du personnel licencié par Michèle Vasarely, il accusait le famille d'evoir fait e des milliers de famille d'evoir fait e des militers de fours, de séquestrer le vieil homme et de completer pour récupérer ses curves (le Monde du 15 mai). C'est lors de la confirmation en appel du jugement de première instance, le 18 juin, que, le jour même, l'Université a rendu publie son alivre blancs. Pour l'essentiel, il reprend les mêmes accusations, à ceci près qu'il insiste sur un conflit familial au cours duquel les béritiers se seraient accusés, par écrit, e des délits les plus graves. delits les plus graves ».

Cette réaction ennfirme, s'il en était besoin, le soutien apporté au doyen Debbasch depuis douze ans par les universitaires qui commolent le conseil d'administration de la Fondation. Que la solidarité ait joué se comprend d'autant mieux qu'en sanctionnant M. Debbasch et qu'en sanctionnant M. Debbasch et qu'en confirmant L'administrateur provisoire qui hi a succède à la tête-de la Fundation, c'est tonte cette assemblés que la justice tend res-ponsable des irrégularités commises lors du conseil d'administration de juillet 1992. Le détail de cette seance, au cours de la guelle les parséance, au cours de laquelle les particioants firent peu de cas des pré-rogatives du fondateur est, à cet égard, édifiant. Face à M. Debbasch (outeur d'un Que sais-je? sur les fondations), au mésident de l'Université, Louis Capella, et au doyen, Louis Favoren, seul le représentant du ministère de la culture, M. de Banes Gardonne, tentera de faire prévaloir la lettre des statuts et le souci de transparence.

Cette joute judiciaire ne fait que commencer. Il reste en effet à ins-truire, sous le fen croisé des deux parties, plusieurs plaintes pénales dont l'instruction tentera d'établir

le rôle et les responsabilités de chacun depuis 1981. La justice, l'administrateur provisoire de la Foudetion, Jean Cesselin, et les ministères de tutelle ont, sans aucun doute, les moyens d'écisircir les énigmes de cet affrontement entre le maître de l'Op-art et son ancien mentor. Reste, pour éviter une bataille

qui promet d'être longue et meurtrière, l'hypothèse d'un compromis. Le bâtonnier Philippe Lafarge, défenseur de Charles Debbasch, nous a déclaré, vendredi 25 mai, qu'il y travaillait. Parce que, dit-il, d'un y travantat. Tacc que de l'Université à fait dans cette affaire beaucoup d'efforts méritoires», et que « les procédures ne sont dans l'intérêt de personne». Pour leur part, les avocats des Vasarely, Mes Jean-Marc Varant et Jean Leclerc, doutent qu'une telle issue soit encore possible, compte tenn des apropos injurieux et diffamatoires » tenus ouvertement par le doyen Debbasch et par des dirigeants d'Aix-Marseille III à l'encontre de

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

«Je m'en fiche complètement! »

€ Selon M. Debbasch, vous seriez séquestré par votre famille, qu'en dites-vous?» Victor Vasarely se tape sur le front, comme pour indiquer qu'il a'egit d'une idiotie, et zioute : « Je m'en fiche com-plètement. » De toute évidence, je vieux monsieur (qua-tre-vingt-sept ans) qui receveit quelques journalistes, jeudi 25 juin, dana sa jolie malson d'Annet-aur-Marne ne eou-haite pas se laisser entraîner dens le polémique. Il reste l'idéaliste obsédé par 20n ceuvre qu'il e toujours été.

Comme s'il se refusait, eu terme de sa vie, à affronter certaines résités : «La Fondation, dans mon esprit, a tou-jours été une chose idéale. Pour l'art, pour le France et même pour le monde entier. » Il n'en dire pas beaucoup plus, sauf: pour sa traprocher de n'avoir pas suivi de plus près le fonctionnement de la Fondation. Comme at cela avait

M. Christian Marchandeeu, lui, ne mêche pas ses mots . «Quand je pense aux salauds qui ont profité de la confiance rely, et quand je vois eujour-d'hui les manœuvres de diver-alon et la boue jetée sur l'artiste et se famille, je trouve cela révoltant l », dit avec force le maire d'Annet-sur-Marne (proche du RPR), Il a rendu hommage à la famille du maître, « qui va beaucoup mieux depuis que ses enfants s'occupent de kii».

tres précisions. Des prélèvements

sanguins ont été prescrits sur tons

les malades, morts ou vivants.

Lenrs résultats seront comparés

aux prescriptions de neuroieptiques

effichées. D'autres examens sont

menés pour repérer des traces éventuelles de « poison toxique ». Car un vernis de revêtement avait

brûlé lors de l'incendie, dégageant

un nuage toxique qui avait envahi la clinique: «Le feu est resté can-tonné, les fumées se sont propa-

gees ». Et onze des dix-hmit vic-

times sont mortes asphyxiées. Peut-on, doit-on tolérer l'usage de

tels vernis ou autres plastiques

dans une clinique psychiatrique?

Enfin, trois personnes veillaient, cette nuit farale, sur le sort de

soixante-quatre patients. Est-ce suf-fisant? « Non », avait déjà répondu,

dès it matin, sur le lieu du drame, Charles Padovani, directeur régio-

être constante. » Dix-huit morts,

trente-cinq blesses, à cause d'un

incendie derrière les barreaux de la

alie e plici

mil milet i manifesta i manife

English M. Commission of the C

Complete Silver of the second second

The state of the second

teres :

Tanders Le

Zitt litt.

THE RESERVE THE STATE OF THE

STORY OF THE STORY

is Bernard Tana

E State Time

The Control of the Co

MARKETONER

to the most took in the part The second secon

the two is they differented

in in da ib. er eine eine Seman Line grant to a service and a service The second of the second المراجع المراجع المراجع The state of the series and the series and fire the second

La FASP retrouve

de ministre de l'icto NANTES

après avoir frôlé l' h Federation autonoma des de police (FASP: a visit fit. 20124 11. m congrès extraordinaire

he, Charles Pasqua. de notre envoyé spécia

starification s. vandred.

Sie à Nantes, pour sortir de
lais qui l'a secouée depuis
mois. La principale
mentation de policiers en

vert contrer l' d'entragnes destruction de le ocuce : to maistre de la conce : cont deviner dans les There is a second of the the second of the original The second secon Chacun de Cara the state of the s

Bala tite par inc grant for the parties of the part

L'enquête à la clinique psychiatrique de Bruz révèle de nombreuses infractions aux règles de sécurité

Après l'incendie qui a fait dix-huit morts

Le demier bilan l'incendie de la clinique psychlatrique Saint-François à Bruz (Ille-et-Vilaine), dans la nuit du 24 eu 25 juin, fait état de 18 morts (17 malades et une eide-soionantal et 35 blessés (le Monde du 26 juin). Les premiers éléments de l'enquête ont fait révélé de nombreuses infractions aux règles de sécurité.

BRUZ (life-et-Vilaine)

de nos envoyés spéciaux Sous le soleil de midi, vendredi 25 juin, à la chapelle ardente, ont transférées les dépouilles des victimes de l'incendie survenu la nuit précédente à le clinique psy-chiatrique Saint-François. À défaut de cercueils, les brancards revêtus de drap blane tournaient en une anonyme noria. Près de Robert Barré, meire CDS, à l'ombre des marronniers, se figeait, dans un silence prudent, le personnel de la clinique. « Un feu, personne ne peut

prévoir un feu_v M= Simone Veil, ministre de la santé et des affaires sociales, arri-vée de Paris, a réservé aux familles ses premières condoléances, accompagnée par Pierre Mébaignerie. garde des sceaux, Alain Medelin, ministre des entreprises et du développement économique, et Bernard Grasset, préfet de région. « Nous François? Au-delà même de ces derons tirer toutes les conséquences de ce drame, a-t-elle dit, modifier, s'il le faut, sois la règlementation de sécurité, soit les conditions d'hospitalisation.» Déjà pesaient les témoignages

recueillis à la clinique le matin même, ceux de l'interne de garde et des pompiers. Onze des dix-sept victimes sont mortes d'asphyxie dans leur lil, portes et feneures verrouillées. Six autres ont été carbo-nisées. L'interne, disait-il luimême, avait eu beaucoup de mal, cette nuit-là, à convaincre d'autres patients qu' « il y ovait un incen-die ». Abrutis par les calmants, ces derniers « ne comprenaient pas qu'il fallait sortir de leur lit ». Situé l'écart, ou milieu des cha l'établissement, cette nuit du 25, est resté fermé, comme un piège, sur des patients voués à l'enferme-

Quelques heures après le départ de M= Veil, des préoccupations analogues ont à nouveau surgi, lors de la conférence tenue par le pré-fet, le procureur de Rennes, Jean-Yves Trémoureux, le colonel Ver-doye, de la DDSIS (sécurité civile) et François Galard, de la DDASS (setion sociale). Bilan a très, très lourd», insista le préfet en préam-bule. En matière de securité comme sur les conditions d'hospi-talisation, les règles evalent-elles été respectées à la clinique Saintrégles communes à tous les établis-sements publics, ne fallait-il pas prendre en compte la spécificité de ce milieu bospitalier réservé aux

Ainsi a-t-on appris que la «com-mission de sécurité de district» ne s'était pas réunie formellement depuis 1984, alors qu'elle est cen-sée le faire tous les trois ans. Certes, neuf établissements sur dix en foat autant, dit la rumeur. Mais il y a plus: la clinique Saint-Fran-cois n'avait ui système d'alarme, ni détecteurs de fumées, ni portes coupe-feu, des dispositifs pourtant obligatoires selon la loi.

Neuroleptiques et nuage toxique

La surprise fut grande lorsque le chambre 22. Le feu est parti de cette chambre d'isolement, occupée dans la nuit du 24 en 25, par une femme « très malade et encore très chaquée ». Trop choquée pour avoir été entendue jusqu'à présent.

procureur Trémoureux précisa l'objet de l'information ouverte par le parquet de Reanes, «contre une personne non dénommée, pour dégradation volontaire d'objets mobillers et immobiliers, par une nal des affaires sociales. « Que cette catastrophe serve d'alerte à tous les autres établissements. Il faut renforcer les effectifs. La vigilance doit substonce incendiaire, oyant entraîné la mort de personnes ou des incapacités permanentes ». Ainsi s'ouvrait le mystère de la

clinique Saint-François. Le bilan est également a lourd » de questions sur l'institution. DANIELLE ROUARD et CHRISTIAN TUAL

tige. Dens le premier cas, le

R.P. P.

material designment substanting Criticoes Course M. Paners

« conseils » sur la marche à suivre

ni ses propos sur les mœurs du football n'unt convaincu le magisirat. Il en est de même de sa

tentative de contre-attaque visant à accuser Valenciennes de voulnir sauver sa place en première divi-sinn, en arguant de la nullité du metch présumé « truqué ».

M. Tapie n'y peut rien : l'étan se resserre sur l'OM, nnn sur Valen-eiennes nu le PSG que l'nn est

prêt à accuser de inus les maux

du côté du Stade vélndrome. A l'évidence, les dirigeants marseil-

lais ne savent pas quelle stratégie adapter tant cetle affaire risque

de tourner au jeu de dominos, les pièces tombant une à une.

Les risques

de radiation à vie

En fait, l'étau se resserre d'au-

tani plus vile que hien des diri-geants du foothall national atten-

daient depuis langtemps que des jnueurs parlent, comme Jacques Glassmann, ou «eraquent», comme Christophe Rnhert. Car

les ruments vant bon train, dans un milieu où l'OM, même victo-

rieux en coupe d'Europe, suscite

antant de baine que d'admiration.

le club provençal n'a pas seule-meni été mis en cause pnur sa gestion, qui o fail l'nhjel d'une enquête des policiers de la hri-gade financière de Marseille. Il lui

est également arrivé d'être soup-cooné de tentatives de corruptino (en particuliers lors de matches

contre Caen, Bordeaux et Brest), même si rien n'a jamais pu être pronvé. M. Tapie a juste été sus-

peodu un an, en janvier 1991,

pour un très ambigu «manque-ment grave à la morale sportive». Cette fais, ce n'est plus la justice

dn funtball, mais celle de la République, qui a pris l'enquête en charge. Les données du match soot différentes et l'issue bieo

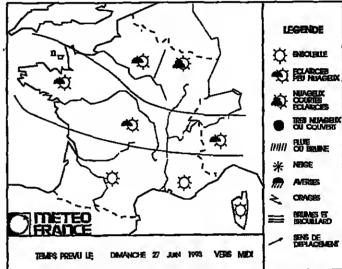
Dès lors, en effet, que peut-il se passer? Toul dépendra bien sûr des auditions de Jeao-Jacques

Eydelie, Jean-Pierre Bernes et

Ces deruières aonées, en effet,

Le Monde ● Dimanche 27 - Lundì 28 juin 1993
9

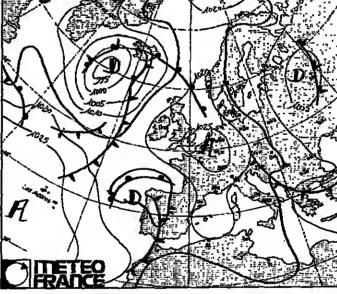
PRÉVISIONS POUR LE 27 JUIN 1993



Dimanche : passages nuageux du Nord eu Nord-Est, solell ailleurs. - Le matin, les nuages seront nombreux du nurd de la Bretagne à la Normandle, Orléannais, lle-de-France, Nord-Picardle et tout le Nord-Est. Quelques gouttes seront possibles sur la Lorraine, l'Alsace et le Franche-Comié. Dàs la mijournée, de belles éclaircles reviendront per l'ouest ; meis elles resteront moins franches, l'après-midi, sur les réglons des Handres au Nord-Est.

il fera chaud l'après-midi. Mistral et tra-montane modérés en Méditerranée faibliront dens la journée. Les températures seront en hause

Les températures seront en hauses pertout. Il fera souvent 11 degrés à 14 degrés au petit matin, avec quand même 14 degrés à 16 degrés sur les côtes atlentiques, et 15 degrés à 19 degrés en Méditerranée. Les maxima erreindrunt 28 degrés à 32 degrés zur le eud du pays, 24 degrés à 28 degrés du Nord-Ouest au Centre, et 20 degrés à 25 degrés du Nord au Nord-Est.



TEMPÉRATURES maxime - minima at tempa observé Valeurs extrêmes relevões entre le 25-6-1993 à 6 heures TUC et le 26-6-1993 à 6 heures TUC

TOULOUSE ___ 25 15 D LOS ANGELES _ 22 18 C ETRANGER MEXICO..... 22 ALGER 28 20 D AMSTERDAM 16 10 P CARN 20 9 N
CHERBOURG 21 10 N
CLEMONT-PER 22 7 D
DIJON 22 10 N
GRIFUGEL 28 12 D
LIPLE 22 12 C
LINGGES 22 15 D
LYON 22 11 C
MANCY 22 11 C
MANCY 22 11 C
MANTES 26 13 D
MANCY 21 17 D AMSTERDAM 16 10 P
ATHERIES 36 25 D
BARGEON 33 26 C
BARCELONE 25 17 D
BELGRADE 23 10 C
BERUXELLES 21 11 P
LE CAIRE 38 25 D
COPENHAGUE 17 10 C
DAKAR 29 24 N
DELHI 34 27 N
DIERRA D 0 Ţ

TUC = temps universal coordonné, c'est-à-dira pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

L'ÉCONOMIE

Football: ballons piégés

Suite de la première page

Si les faits rapportés ici et là étaient confirmés, l'onde de choc pnurrait se révéler dévastatrice pour l'OM, ses dirigeants, et, au-delà, pour l'ensemble du football

national.

Car l'affaire est grave et semble le devenir chaque jour davantage. Les grandes lignes en sont désormais connues. Le 20 mai, à la fin du match Valenciennes-OM (victoire de l'OM 1-0), le défenseur nnrdiste Jacques Glassmann se plaint d'avoir reçu lo veille, à l'hôtel on toute l'équipe était rassemblée, nn appel téléphonique d'un joueur et d'un dirigeant marscillais. Ces derniers lm auraient proposé 200 000 F et un transfert à Martigues (clob promu en première division, très lié à l'OM) en échange de sa « passivité» dans échange de sa « passivité» dans un match que l'équipe de Bernard Tapie devait absolument gagner pour aburder avec sérénité la finale de Munich.

the total the

Committee BE

and the state of the state of

ALL FORMORD

1 11 1 1 July

1 74 4 2 4 7

1 1141 1777

... A 1.41 B 747

eine bem in W

化化二氯化锑基

. 'i taga' kë

The state of the s

Acres process 51

and the second limited

1.00 (49)

1 4 post (* 1)

 $(g-1) = 2 e^{-2\pi i t}$

the little and the

1 . Let 3 . V

pare mairique de Bruz M

monte aux regles de seuf

martin and the second

. . CTU. .

to the state of

« Corruption active et passive»

Jacques Glassmann affirme avoir reconnu la voix du milien de terrain de l'OM, Jean-Jacques Eydelie, avec lequel il avait joué à Tours quelques années plus tôt. Il assure egalement avoir discute avec no bomme se présentant comme Jean-Pierre Bernès, directenr général du club phocéen et bras droit du président Bernard Tapie. Pour étayer ses dires, Jacques Glassmann précise qu'il a recu l'appel en compagnie de deux autres jnneurs de soo équipe, anciens coéquipiers de Jean-Jacques Eydelie lorsqn'il inuait à Nantes : Christophe Robert (Eydelic est le parrain de soo fils) et l'Argentin Jorge Bur-ruchaga. Ce soir-là, les dirigeants valenciennois déposent officielle-ment des réserves sur le déroule-ment de la partie. On oote alors que Christophe Robert est sorti dwterminada 23 cmimute de jeu à la suite d'une blessure au genou.

Marseille crie au complot avant son march contre Milan, exige des preuves et contre attaque en accusant au contraire Valenciennes et soo entraîneur, Boro Primorac, voulu « oegocier» uo match nul qui aurait pu permettre au cluh oordiste, bien mal en point au classement, de sauver sa place en première division. Jean-Pierre Bernès porte plainte contre X... pour dénonciation calomnieuse. Une sorte de «trêve» est décrétée afin de oe pas perturber la préparation de la finale de Munich et on match décisif de champiocoat contre le Paris-Saint-Germain, le 29 mai.

Mais le dossier n'est pas elos pour autant. L'énigme demeure : qui dit vrai, des Provençaux on des Nordistes? L'enquête judiciaire, mise en branle par le pro-

curenr de la Répuhlique de Valenciennes, Eric de Montgolfier, à la suite d'une plainte con-tre X... de la Ligue nationale de football (le Monde du 7 juin), ne négligera aucune piste, mais les soupçons s'accumuleront très vite sur l'OM. On pariera hientôt de «corruption passive et active» de

L'embarras de Bernard Tapie

D'abord, les joueurs Christophe Robert et Jorge Burruchaga, après avnir réfulé les accusations de leur coéquipier Glassmann, finissent par reconnaître qu'ils oot menti. Ils auraient hien été «npprochés» et l'angaient d'ailleurs avoué aux enquêteurs de la Ligue natinnale. Le 24 juin, alors qu'il est en vacances à Périgueux (Dordogne), Christophe Robert le confirme an juge d'instruction : il a hien tooché une somme de 250 000 francs. Lors d'une perquisilinn, l'argent est retronvé enterre dans le jardin de la maison de l'nn de ses proches. Le 20 mai, jour dn match présumé «truqué», c'est son épouse qui se serait rendue à l'bôtel nu logeaient les Marseillais pour récupérer la somme. En revanche, Christophe Robert n'a pas précisé, comme cela s'est dit à Valencieones, si sa hlessure au genoo était ou noo imaginaire.

Rnbert a quitté Périgueux, samedi 26 juin au matin, dans une voiture de gendermerie. Il devait être déféré dans la journée devant le juge d'instruction Bernard Beffy. Quant à Jorge Burruchaga, en vacances en Argentine, il devrait, selon son avocat, rentrer prochainement en France pour être entendu à son tour. pnur être entendu à son tour, Mais, dans un entretien publié Mais, dans un entretien publié par l'hebdomadaire France Finntball dans son édition du 8 juin, il admettait déjà avnir menti: « Quelqu'un a téléphoné, n fait des propositions. Mais on n refusé ses avances, et je pense donc qu'il n'y avait nucune raison de crier sur les toits. » L'Argentin, champino du monde en 1986 aux côtés de Direm Maradman ajoutait. « Fi du monde en 1986 aux côtés de Diegn Maradnna, ajoutait : « Et vous n'avez encore rien vu. Ça ne fait que commencer. Et ça va très largement dépasser le cas de Glassmann ou Burruchagn. (...) Je savais que cela allait dégénèrer. C'est in ruisun pour laquelle je n'ai pas voulu parler. »

Christophe Robert a été plus havard. Il a parlé. Il a avanué. Aprèa l'avoir entendu, les enquêteurs ont également reçu le témoignage du Marseillais Jean-Jacques Eydelie, qui a inujours oié avair corrompa qui que ce soit. Le jeune humme, qui s'est présenté an palais de justice de Valenciennes, vendredi 25 jnin, en compagnie de son avocat, a été placé en garde à vue. Jean-Pierre Bernès, qui demeure pour l'ins-Bernès, qui demeure pour l'ins-taot silencieux, devrait être entendu dans les jours à venir par le juge Beffy.

L'affaire emharrasse au plus haut point la direction de l'OM. L'attitude de Bernard Tapie, qui a ponrtant Iraversé d'aotres tempêtes, le prouve. En rendaot one diserète visite au procureur de la République, mercredi 23 join, le président de l'OM a été bien maladroit. Ni ses

A Marseille

«On n'a même plus le droit de rêver»

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

dit à Merseilla. Catte fois, la doute ast dana las asprita comme la ver dans la fruit. Si au moins, la préaident avait contre-attaqué avec la faugua da presse, vendredi 25 juin, du vice-président da l'OM, Jean-Louis Levreau, n'a paa rassuré l'opinion marsaillaiaa. Il s'aat voulu sarain : «Je n'y erois pas », a dit M. Levreau. Mais il a ajouté : eSi à la lumière da l'enquête il s'avérait que, parmi nous, des gens ont eu la sottise at la malhonnêteté d'agir ainsi, ils seraient sanctionnés. »

Au sièga des différents clubs da aupparters, l'amhiance aat cella d'una vailléa funèhra. eL'OM ast victime de son succès », assura l'un, e On veut la

qui montre du doigt les coupables : «C'est un coup monté du PSG, de Canal Plus, relayés par Ca marque mals, comma on l'Equipa / s. Bref, un coup das «Parisiens». «S'ils avaient tenté d'achater Auxèrre ou Nentes, on comprendrait, ranchérit un autre, mais pas Valenciennas. Ils n'avaient pas besoin de ça. »

jours les couleurs bleu at blanc hisséaa pour la finala da la Coupe d'Europe, on commenta le « drame », comma écrit l'édition du soir du Provançai, « Ca pourrait être une magouille anti-Tapie, une affaire politico-footballistique, assure-t-on en détachant les syllabes. On cherche à les salir puisqua parsonna na peut les battre balle au pied !» Qualquaa-una vont plus lain. eUn sala coup pour Marsailla. On n'e même plus le droit de

déstabiliser», affirma un autre

La FASP retrouve son unité après avoir frôlé l'implosion

La Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a réuni un congrès extraordinaire de « clarification », vendredi 25 juin, à Nantes, pour sortir de la crise qui l'a secouée depuis plusieurs mois. La principale organisation de policiers en tanue veut contrer l' « entreprise de destruction de la police» qu'elle croit deviner dens les projets du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua.

NANTES

de notre envoyé spécial « Chacun de nous a pris conscience que l'on ne pouvait pas casser la FASP et qu'il serait insensé de répéter le scénario catastrophe de l'éclatement de la FEN», s'est félicité le nouveau secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, Daniel

Elu à sa tête par une révolution de palais, le 21 avril, il s'est imposé comme le rassembleur d'une FASP qui e souvent été au bord de l'implosion depuis le début de l'année. « nn dais aujourd'hui avant tout préserver l'unité de la fédératinn », a renchéri son prédé-cesseur déchu, Richard Gerbandi, loi aussi soucieux d'apaiser la avec les représentants du personnel. guerre des appareils.

« La sédération est malade et elle n besoin de toute la famille auprès d'elle », a prescril Daniel Lavaux. Pour sauver l'unité, la «famille» des divers syndicats composant la FASP - des gardiens de la paix aux inspecteurs, des personnels admi-nistratifs aux CRS - s'est done réconciliée à Nantes. Les plaies ne sont pas encore

pansées, mais on a cherché à éviter les polémiques et répété que le temps des « règlements de comptes », de la « suspicion », des attaques personnelles visant sous la ceinture » et des « querelles sté-riles » était révalu. Seul le Syndicat national des commissaires a semblé hésiter à jouer le jeu unitaire.

Critiques contre M. Pasqua

M. Pasqua n'est pas étranger à cette « union sacrée ». « La police trinque depuis que la place Beauvau a mis en marche une stratégie d'offaiblissement des organisations syndicales, a commenté M. Lavaux. Le ministre de l'intérieur prétend qu'il veut un syndicalisme fort, mais il fait passer des textes sur les contrôles d'identité ou les réformes de structures sans nucun dialogue

Les commissaires sont délà frapoès par la suppression de la départementalisation, qui a consacré in super-puissance des préfets, tandis que les inspecteurs sont touchés par la remise en cause des accords Durafour. A quand notre tour? Si demain Charles Pasqua veut s'en prendre à nos horaires et à nos acquis, Il devra compter avec une FASP forte et unie qui fera bloc contre les coups tardus et contre toute entreprise de destruction de la police nationale. » La police descendrait alors « dans la rue », a prévenu M. Lavaux.

Richard Gerbandi, qui reste secrétaire général du Syndicat des policiers parisiens (le SGP), e fait entendre sa différence en appelant déià l'ensemble des syndicats de salariés et de fonctionnaires à une manifestation de masse dans la capitale à la rentrée.

Mais les positions de Daniel Lavaux ont été renfurcées par le congrès de Nantes, qui l'a confirmé comme «patron» de la FASP, sans même attendre le jugement en appel concernant la régularité de son élection précédente (le Monde du 23 evril).

RESSOURCES HUMOUNTE

Jurge Burruchaga, Néanmoins, les élémeols déjà recueillis par le magistrat instructeur permettent d'envisager un scandale sans précédeot dans le football français.

de la République de Valenciennes. L'instruction pourrait désormais « s'orienter vers Marseille », a déclaré, vendredi 25 juin, M. de Montgolfier. « Noire tâche sera difficile, a-1-il précisé. Quelles que soient les conséquences, le phêno-mène de la carruption dans le domaine du sport est quelque chose de trop important pour que je n'aie pas envie d'aller jusqu'au bout. Ce serait une pauvre justice que celle qui s'arrêterait au corrompu.»

Bergard Tanie. Dans un entre-

D Erie de Mantgolfler, procureur

tien à Libération du 26 juin, le président de l'OM a déclaré : « Tout celn moulinera dans l'autre sens quand on aura fait un peu de progrès et qu'on y verra plus clair. Pour l'insiant, les médias ne sont pas sympathiques (...) Au niveau de la morale, j'ai le sentiment que la place de champian de Marseille n'est contestée par personne. (...) Si il y a eu des trucs faits chez moi, cela va être sangiant (...). Valen-ciennes demande aujourd'hui que le résultat soit inversé. Moi, si je perds, ce n'est pas grave, mais eux, s'ils gagnent, ca leur évite la reléga-tion. Un train peut en cacher un autre. A qui tout ça profite? Je n'ai pas la réponse. (...) Tout ce qui est financemens, comptabilité, je n'y mets pas l'ambre d'un daigs. 250000 francs, personne ne peut les trouver au club sans que cela se voie. C'est impossible à cause du contrôle de gestian très contrai-gnant. Mais, dans la périphèrle du club, les sponsors, les annonceurs, il Pa plein de gens en mesure de financer 250 000 francs. »

Les sanctions cocourues, au cas des Flandres au Nord-Est. où la corruptioo serail confirmée, Sur rout le sud du pays, le lemps sera bien ensoleille toute la journée, et voot josqu'à la radiation à vie pour les joueurs et les dirigeants concernés. Le club, lui, risque la rétrogradation eo division infé-PRÉVISIONS POUR LE 28 JUIN 1993 A 0 HEURE TUC L'OM o'en est pas là. Mais, au rythme où l'eoquête avance, de telles hypothèses oe peuvent plus être écartées. Le football français, qui commence à peine à se remet-tre des multiples « affaires » de ces deruières années et qui enregistre une progression importante du numbre des spectateurs dans ses slades, pourrait en suhir les conséquences. Le public, convié à applaudir les matches de la Cnupe du mande 1998, argaoisée en l'hnnnêteté de ses joueurs et de ses dirigeants? PHILIPPE BROUSSARD JEAN CONTRUCCI Les réactions

Principal syndicat de policiers en tenue

ARCANE (43-38-19-70). Je cours, j'ai tel lement de hâte : 20 h 30, dim. 17 h. lement de hare; 20 h 30, dim. 17 h.
ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-08-38-02).
L'Eoge de la fois: 17 h et 21 h.
AUDITORIUM SAINT-GERMAIN.
(48-33-87-03). Au bord du it: 20 h 30.
BATEAU-THÉATRE LA MARE AU DIABILE-RIVE GAUCHE (40-46-90-72). Sur le
dos d'un éléphent: 21 h, dim. 17 h.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).
L'Avane: 21 h, dim. 16 h. CAPÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Las Zappaus ; 20 h. La Graphique de Boscop ; 21 h 15.

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-89).
Maeques : 16 h, dim. 17 h. Les Gauchers :
20 h 30, dim. 16 h 30. Croisements, diva-gations : 21 h, dim. 17 h. Grande salle. On a marché sur la Terre : 16 h. Quelques jours evant l'équinoxe de printemps : 16 h. COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES 21 h. COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). La

Doux Baiser d'amour : 15 h et 20 h, dim. 14 h. L'Epouse prudente : 21 h 15, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Vol-taire-Roussau : 19 h et 21 h 30. COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHE-LIEU (40-15-00-15). Les Précieuses ridi-cules : l'impromptu de Versailles : 14 h. La Fausse Sulvarne ou le Fourbe puni ; 20 h 30. Dim. La Faiseur : 20 h 30. 20 h 30. Dim. La Faissur : 20 h 30. ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariage de Figaro : 18 h, dim. 16 h. L'ile des esclaves : 19 h, dim. 15 h. Feu la mèra de madams : 20 h, dim. 18 h, La Mouette : 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 15 h 30 et 20 h 45. GAITÉ - MONTPARNASSE GRAND EDGAR (43-35-32-31). Le Sys-tèrre Ribadier : 20 h. Mignonne, allons voir si la rose : 22 h.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Eux seuls le savent : 19 h. Amours en pièces : 20 h 30. Personne n'est parfeit : 22 h. HÉBERTOT (43-87-23-23). Pygmalion : 18 h 30 et 20 h 45.

HOTEL DE SULLY (44-61-21-50). L'Háriner nacuse: 21 h 15. HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30. LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Temps con-tre temps: 20 h 30, dim. 15 h.

tre temps: 20 h 30, cm, 15 h, LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11|. La Ticket du pressing: 20 h 30. LE FUNAMBULE THÉATRE (42-23-88-83), Man, Doris, Gus: 19 h 30, i dim. 17 h, Le Horla; Boule de suif: 20 h 45.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Salta Roger Biin, Diderot, le fils naturel ou les Epreuves de la vertu : 20 h. Théâtre noir. Le Peut Prince : 18 h 45, Le Banc ; 20 h. Isabella Eberhardt ou la Magle des sables : 21 h 30, Théâtre rouge, Les Dix Commandements : 16 h. Les Aventures du baron de Faeneste : 20 h. La Si Jolie Vie de Sylvie Joly.: 21 h 30.

steppes. Se lance

dane le bagerre. Ils

Menchester. Cri de

ralliement. - V. Le

moindre mal les feit

râler. - VI. Deacen-

dre. Invite à se met-

tre le ceinture. Un

Abrite certaine mam-

mifères. Lettree de

X. En Numidie. Fait utiliser la filière.

Implicus une etteinte entérieure -

XI. Point. Arrivent eu début du

repas. Abréviation. - XII. Sont plus

lourds à porter quand vient l'hiver.

Réacteur biologique. Commune.

chez les Belges. - XIII. Confondu.

Degré, C'est une longue histoire. -XIV. Déclencheras une carteine

force de frenze. Procède à la

deuxième phase d'un produit anti-

pollution. - XV. Possessif. Une

VERTICALEMENT

1. On leur doit l'epparition d'un

nouveau genre de poules. Diffusent

de nombreuses nouvelles. Rond,

sous Néron. - 2. Ont de mauvaises

couches. Mit en voie de disparition.

- 3. Est parfoia écraséa par una

rosse. Font carrière dans la cuir

après avoir végété dans les bois. -

4. Il en est question dans un roman

dû à Hernet Beecher-Stowe. Tour

de cochon. Mener une politique

d'opposition. - 5. Vieux père.

N'admettent pas toujours la fren-

chiae. Orientation. - 6. Excee.

Devise. - 7. Qui risque d'être pri-

vée de crédil. Quertier de Niort-

Créature peu discrète. - 6. Carica-

ture bouffonne. Payera pour s'en-

geger dans la flotte. Frection de

femme allergique à la pilule.

congratulationa.

MADELEINE (42-55-07-08). Atout coeur: 21 h, dim. 15 h 30. MARIE-STUART (45-08-17-80). Huis clos: 18 h 30. Je me tiens devent toi nue: 20 h 30. Tampête eur une toile cirée: 22 h 30.

MARIGNY (42-56-04-41). Je ne suis pes un homme facile : 20 h, dim. 15 h. SAMEDI

Histoire permanente du cinéme : Théorème (1966, v.o. s.t.f.), de Pier Paolo Pasolini, 16 h 30 ; Heat (1971, v.o. s.t.f.), de Paul Morrissey, 19 h ; Je ; alme, moi non plus (1975), de Serge Gainsbourg, 21 h ; Nuit du westem spaghetti : Et le vent apporta la violence (v.f.), d'Anthony M. Dawson, 23 h ; le Spécialista (v.f.), de Sergio Corbucci, 1 h ; Entracte at concert scousoque, 2 h 30 ; Matalo (v.f.), de Cesara Canevari, 3 h ; le Brute, le colt et le karaté (1873, v.o. s.t.f.l, d'Anthony M. Dawson, 5 h. MATHURINS (42-85-90-00). En atten-dant les bœufs : 20 h 30, dim. 15 h. MICHEL (42-65-35-02). Sexe & jalousie : 21 h 15, dim. 15 h 30.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Mortadele : 18 h et 21 h 15. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Tout va CEUVRE (48-74-42-52). Pendant que vous dorniez : 20 h 46, dim. 15 h.

PALAIS DES GLACES IPETIT SALLE) (42-02-27-17). Bud dans tu l'es vu quand l'es n I : 20 h 30. Bruno Lugan : 22 h. PARIS-VILLETTE |42-02-02-66). La Leçon de composition : 21 h. P D C HE - M D N T P A R N A S S (45-48-92-97). Sale I. Vingt-quatre heures de la vie d'une femme : 18 h et 21 h, dim.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock: 17 h et 20 h 45,

PRÉ-CATELAN, JARDIN 6HAKES-PEARE (42-27-36-54). Les Préciaux : 15 h et 18 h 30, Les Fernnes, les truffes et la musique ou Mon gendre tout est rompu!: 21 h 30, dim. 17 h 30. RANELAGH (42-88-64-44). Las Enfents du silence : 20 h 45, dim. 17 h. RENAISSANCE (42-09-18-50). La Java des mémoires : 15 h et 21 h. THÉATRE 13 (45-88-62-22). La Caressa : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15), Salle Gémier, Eva Peron : 15 h et 20 h 30, dim. 17 h. Salle Jean Vilar. La Mégère apprivoisée : 20 h 30, dim. 15 h.

20 h 30.
THÉATRE NATIONAL DE L'OOÉON
(PETITÉ SALLE) (44-41-36-36). Confessions: 16 h 30.
THÉATRE OUVERT-JARDIN D'HEVER
(42-55-74-40). Strip et borkments: 20 h.
Les Carabinlers: 20 h. La Grande Charge
hystárique: 20 h.

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 6070

HORIZONTALEMENT

I. Se dépense sans compter pour la galerie. Attraction universelle, – II. Coup de semonce. Symbole. Loin d'être propre, – III. Leurs tours leur

rapportent beaucoup d'argent. Marque le coup. - IV. Court dens les

mot qui n'évoque pas vii n'importe qui. - VII.
Conjonction. Le défresse est parfoie IX se reison. Ne deveit X pas être dis1rait XII quand il était dans la Lune. - VIII. Capitule. Jadis honorée. - IX. XIII. Prépere une ruche. XIV. Abrite certains mam-

п

xv

lustre. - 9. Lavel en a de nom-

bonne impression. En Ecosae.

10. Certaines sont dérobées dans

des maisons anciennes. A rempla-

cer. ~ 11. Ne dure qu'un temps. D'un auxiliaire. Som parfois recueit-

lies dans une boîte. Son caractère

le fait s'exprimer sur tous les tons. - 12. Pae à eux. Nom de famille.

Ne pas rester passif. - 13. Pousse

à réagir. Fit souventes fois œuvre

d'imagination. - 14. Etat étranger.

Assombrissent lee plus belles

vacances. Précise une désignation.

- 15. Courroie de transmission.

Peut faire rougir ausei bien l'ingé-nue que le fieffé paillard.

Solution du problème re 6069

Horizontalement

). Ahuries. - II. Ebouriffé. - III. Irun. Fa. - IV. Gite, Emeu. -

V. Ee. Nuit. - VI. Repries. -

VII. Révéler. - VIII. Moine. Ri. -

IX. Oiselaurs. - X. Ile, Ernée. -

Verticalement

3. Août. Priser. - 4. Hune. Rêne. -

5. Ur. Niveler. - 6. Rimeuee. Ere. -

7. If. Miel. Uns. - S. Effet. Erre. -

1. Geiger. Mois. - 2. Brise. Qil. -

XI. Raras.

Seau. Friser.

breuses eu Canade. Ont donc fait

La fête des réglisateurs, un week-end THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). La Danne en noir : 20 h 30, dm. 17 h. chéma : Sale comme un ange (1990), de Catherins Breillat, 10 h 30 : la Cinéma français face à son public, THÉATRE DE DIX-HEURES (45-06-10-17), Les Jaunes Pères : 20 h 30. Vous allez rire : 22 h. 15 h 30. THÉATRE D'EDGAR (42-78-97-97). Union libra : 20 h 15, Les Sacrés Monstres : 22 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

DIMANCHE Histoire permenente du cinéma : Extuse (1632, v.o. s.t.f.), de Gustav Machaty, 18 h 30 ; les Musiciens de Gion (1953, v.o. s.t.f.), de Kenji Mizoguchi, 18 h ;

Deux ou trois choses que je sais d'elle (1967), de Jean-Luc Godard, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI La Fâte des réalisateurs, un week-end cinéma : le Meître de musique (1888), de Gérard Corbiau, 10 h 30 : Cycle de courts métrages, 15 h ; l'Ecrivain public

| 1883|, de Jaan-Françole Amiguet, 18 h 30,

DIMANCHE

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

DE-MAI (48-05-67-89), L'oiseau n'a plus d'ailes : 20 h 30, dim. 17 h. THÉATRE MAUSEL-NICHEL GALABRU (42-23-15-85). Les Symptômae de la vache folle : 18 h 30, dim. 19 h. Medame de Sade : 20 h. Histoires de parolea : 22 h. dim. 15 h. SAMEDI
Le Cinéma arménien : le Leçon (1987, v.o. e.t.f.l, de Robert Sahakiante, les Diplomates mexicains (1931, v.o. e.1.l.), d'Amassi Martirossian et Levon Kelantar, 14 h 30 : le Furia de l'or noir (1937, v.o. s.t.l.l, de Rouben Mamoulian, 17 h 30 ; Achkharoums (1969, v.o. s.t.f.), de Rouben Geuvorkiens, les Lépande de la forteresse de Selfam Légenda de la forteresse de Souram | 1984, v.o. s.t.f.), de Serguel Paradjanov et Dodo Abachidzé, 20 h 30,

dim. 15 h.
THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE
(43-68-43-60). Granda selle. Mein Kampf
(farce): 20 h 30, dim. 15 h 30, Penne
selle. Staline: 21 h, dim. 16 h.
THÉATRE NATIONAL DE L'DDÉON
(44-41-36-35). La Pélican: 15 h et
20 h 30, DIMANCHE Le Cinéma erménien : Back to Ararat (v.o. a.t.f.), de P. Holmquist, 14 h 30 ; Nous sommas nos montagnes (1970, v.o. s.t.f.), de Henrik Malian, 17 h 30 ; Retour sur la terre promise (1981, v.o. e.t.f.), d'Haroutioun Khatchatourian,

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande Gelerie, porte Salnt-Eus-tache, Forum des Halles (40-28-34-30) SAMEDI

Les Seventies - 2º partie : l'après-Mai 68 : Années expérimentales : l'Apperte-ment de la rue de Vaugirard (1973) de Christian Boltanski, Un homme qui dort (1674) de Georges Perec et Gernard Queysanne, 14 h 30 ; la Dialogus des étudiantes (1970) de Jean Douchet, les Doigts dans la tête (1974) de Jacques Doillon, 15 h 30; Une sale histoire (1677) de Jean Eustache, les Lieux d'une fugue (1978) de Georges Perec, 16 h 30 ; Essai de reconstitution des 45 Jours (1971) de Christian Boltanski, l'Ita-1 2 3 4 6 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 lien des roses (1972) de Charles Matton,

20 h 30.

Les Seventies - 2º partie : l'après-Mai 68 : Années érotiques : Actualités Gaumont, la Mandarme (1971) d'Edouard Molinaro, 14 h 30 ; Bande annonce : Corps à cœur [1978] de Paul Vecchieli, Cat Obscur Objet du désir (1877) de Luis Bunuel, 16 h 30 ; Actualtés Gaumont, Zoo Zéro 17978) d'Alain Flaischer, 16 h 30 ; la Dernier Tango à Paris (1972) de Bernardo Bernolucci, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A CAUSE D'ELLE (Fr.): Forum Drient Exprese. 1' (42-33-42-26; 38-65-70-57); UGC Biarritz, 8-(45-52-20-40; 36-55-70-81]; UGC Gobelina, 13' | 45-61-84-95; 35-55-70-45]; Miramer, 14' 136-85-70-39]; Pethé Wepler II, 18-(36-88-20-22).

[36-68-20-22].

A FLEUR DE MER (Por., v.o.): Latina, 4- (42-78-47-86).

A TOUTE ÉPREUVE (**) (Hong-Kong, v.o.): Forum Herizon, 1- (45-08-67-67: 38-85-70-83); George V. 8- (45-82-41-45; 36-65-70-74); Geumont Grand Ecran Italia, 13- (45-80-77-CO); v./. Rax, 2- (42-36-83-93; 38-65-70-23); UGC Montparrissise, 8- (45-74-64-94; 36-65-70-14)

L'ADVERSAIRE (Ind., v.o.) : L'Entrepôt, 14- [45-43-41-63]. AGAGUK Fr.-Can., v.o.): Lucemare, 6-

45-44-57-34(. AMANTS (Esp., v.o.): Espace Seint-Michel, 5-(44-07-20-49): Eysées Lincoln, 8-(43-59-38-144): Sept Parnassians, 14-(43-20-32-20). ANTONIA & JANE (Bri:., v.o.) : Lucername, 6 (45-44-57-24). L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÈDIA-

THEQUE (Fr.): Les 7rois Lixembourg, 8- |46-33-97-77: 36-65-70-43): Den-fert, 14- (43-21-41-01). L'ARCHE ET LES DELUGES (Fr.) : Blan-

VARCHE ET LES DELUGES (T.): DON'T VANCE MONIPARNASSE, 16* (36-65-70-38).

ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.): Forum Orient Express, 1* ½2-33-42-26; 36-85-70-57); Cinochas, 6* (45-33-10-82); George V. 8* (45-62-41-48; 36-65-70-74): Studio 28, 18* (46-63-60-7).

AUDIT ENTERNAMET BOT VOL GEORGE GUY BROUTY AVRIL ENCHANTÉ (Brit., v.o.) : George V, 6: [45-62-41-48 ; 36-65-70-74].

BAD LIEUTENANT (**) (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-38); Utopia, 5* (43-26-84-85). 5 (43-20-84-03).

BASIC INSTINCT (**) (A., v.o.): Studio
Galande, 5 (43-54-72-71;
36-65-72-05): UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50; 38-65-70-76). LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 19- (40-05-80-00).

SEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.): Forum Horizon, 1st (45-08-57-57; 36-85-70-83); Gaumont Opéra - ax-impérial, 2st (47-42-72-62); Les Trois Luxembourg, 6st (48-33-97-77; 36-65-70-43); UGC Danton. 6st 142-25-10-30;

FIORILE (tr., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34). FRANCIS TRUFFAUT, PORTRAITS VOLES (Fr.): Images d'ailleurs, 5-(45-87-18-09); Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-87-77; 38-65-70-43). HENRY V (Brit., v.o.); Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36); Denfert, 14-(43-21-41-01).

LES HISTOIRES D'AMOUR FINIS-SENT MAL... EN GÉNERAL (Fr.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). JAMBON JAMBON (*) (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 8- (43-25-69-831 : UGC

LES FILMS NOUVEAUX

DRAGON, L'HISTOIRE OE BRUCE LEE. Film américain de Bob Cohen, v.o.: Forum Orient Express, 1• (42-33-42-26; 36-85-70-87); George V, 8- (45-82-41-46; 38-85-70-74); V, 8- (45-82-41-46; 36-65-70-74); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93; 36-65-70-23); UGC Montpermase, 6: (45-74-94-94; 38-85-70-14); Pera-mount Opéra, 6: (47-42-58-31; 36-85-70-18]; UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59; 38-85-70-84); UGC (43-43-01-59; 36-65-70-84); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95; 36-65-70-45); Miscrel, 14- (36-65-70-41); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); 36-65-70-47); Pathé Clichy, 16- (36-68-20-22); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96; 36-65-71-44).

JA LÉGENDE. Film français de Jérôme Diamant-Berger : Gaurnont Opéra - ex-Impérial, 2- (47-42-72-52) : Ciné Beaubours, 3- (42-71-52-36) : Publicis Saint-Germain, 6-(42-22-72-80).

MADE IN AMERICA. Film américain MADE IN AMERICA. Fitn americain de Riehard Benjamin, v.o.: Forum Horizon, 1- (45-08-57-87; 36-65-70-83); UGC Danton, 8- (42-25-10-30; 36-65-70-68); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); UGC Blarritz, 8- (45-62-20-40; 36-65-70-81); v.f.; Rex, 2- (42-36-83-93; 36-65-70-23); UGC Montparnasse, 6- (45-74-98-94; 36-65-70-14); Paramount Onder, 8- (47-42-85-31) Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31 ; 38-65-70-18) ; Les Netion, 12 (43-

36-85-70-68); UGC Montparnessa, 6(45-74-94-64; 36-65-70-14); La
Pagoda, 7- (47-05-12-15); UGC
Champs-Elysáes, 8- (45-62-20-40;
36-55-70-86); La Bestille, 11(43-07-48-60); Gaurnont Grand Ecran
Italie, 13- (45-80-77-00); Mistral, 14(36-65-70-41); 14 Juliat Beaugrenelle,
15- (45-75-79-79]; UGC Maillot, 17(40-68-00-16; 36-65-70-61); v.f.:
UGC Opére, 9- (45-74-65-40;
35-65-70-44); UGC Gobellins, 13(45-61-94-95; 36-65-70-45); Gaurnont Parnessa, 14- (43-35-30-40);
UGC Convention, 15- (45-74-93-40;
36-65-70-47).

36-65-70-47).
BEIGNETS DE TOMATES VERTES
[A. v.o.]: Choches, 6- (46-33-10-82);
UGC Triomphe, 6- (45-74-93-50;
36-65-70-76).
BLADE RUNNER-VERSION INÉDITE

(A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1-(40-26-12-12); Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Saim-Lambert, 15-(45-32-91-88). BODY SNATCHERS (1 (A., v.o.) : Geumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); Geumont Hautefeullis, 6-Geumont Heutefeuille, 6: (46-33-79-38); Publicis Champs-Ely-sées, 8: (47-20-76-23); Geumont Alésees, 5-(47-42-5-3); Cellmin Maria, 14-(38-65-75-14); V.1.; Paramount Dpérs, 6- (47-42-56-31; 38-66-70-16); Gaumont Gobelins, 13-(47-07-55-86); Montparnasss, 14-(43-20-12-06).

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

(43-37-57-47), C'EST DE L'ART [Fr.] : Les Trois

C'EST DE L'ART (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77; 36-65-70-43]. CE QUE FEMME VEUT... (Fr.): Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); Reflet Logos I, 5- (43-54-42-34). CHUTE LISRE (*) (A. v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26; 35-65-70-87); UGC Danton, 6-(42-25-10-30; 36-65-70-68); Gau-mont Marignen-Concorde, 6-(43-58-82-62): UGC Normandie, 8-

(42-25-10-30; 35-85-70-68); Gaumont Marignan-Concorde, 6-(43-58-82-62); UGC Normandie, 6-(45-63-16-16; 35-65-70-82); Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20); v.f.: 8retagne, 8- (36-65-70-37); Paramount Opére, 9- (47-42-56-31; 36-65-70-18); UGC Lyon Bastièle, 12- (43-43-01-56; 36-65-70-64); UGC Gobslins, 13- (45-61-84-85; 36-65-70-45); UGC Grossins, 14- (45-61-84-85; 36-65-70-45); UGC Grossins

36-55-70-45) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27). COMMENT FONT LES GENS (Fr.) : Action Christine, 8 (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

30-03-70-62; LA CRISE (Fr.): UGC Triomphe, 8-145-74-93-50; 36-85-70-76]. CUISINE ET DÉPENDANCES (Fr.): Gsumont Ambssssds. 6-(43-59-18-08); Lee Montparnoe, 14-18-85-70-42) (36-65-70-42). LES DÉCOUVREURS (A.) : Le Géode, 19- (40-05-80-00). DES JOURS ET DES NUTTS DANS LA

FORET IInd., v.o.): L'Entrepôt, 14-(45-43-41-63). DEUX DOIGTS DE MEURTRE (A., Deux Dorigis De Meurithe (A., v.o.): Cinoches, 6: (46-33-10-82).
DRACUIA (1) (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3: (42-71-62-38); Saint-Lambert, 15: (45-32-91-88).

bert, 15- (45-32-91-89). L'ENFANT LION (Fr.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57; 38-85-70-83); Rex (le Grand Rex), 2- (42-36-83-93; 38-85-70-23); Racina Odéon, 6-(43-28-18-68); UGC Montpernasse, 8-(45-74-94-94; 38-85-70-14); George V, 8- (45-62-41-46; 36-65-70-74); George V, 8- (45-62-41-46; 36-65-70-74); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58; 36-65-70-84); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-65; 36-65-70-45); Mistral, 14- (36-65-70-41); UGC Convention, 15- (45-74-93-40; 36-65-70-47). EPOUSES ET CONCUBINES (Fr. Chin.,

v.o.) : Ciné 6eoubourg, 3-(42-71-52-36) ; Lucernaire, 6-(45-44-57-34). ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE (A., V.o.) : Elysées Lincoln, 8-(43-59-35-14) ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-88).

43-04-67; 36-65-71-33); UGC 43-40-67; 36-65-71-33; UGC Lyon Bestille, 12-(43-43-01-59; 36-65-70-84); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95; 36-65-70-45); Miramar, 14-(38-65-70-39); Mistral, 14-(36-65-70-41); Gauront Convention, 15-(48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18-(38-68-20-22); Le Gambette, 20- (46-36-10-96 ; 38-65-71-44). SUPER MARIO BROS. Film américain de Rocky Morton et Annabel Jankel, v.o.: Forum Horizon, 1• (45-08-57-57; 38-85-70-83); Gaumont Dpéra, 2• (47-42-80-33); UGC Odéon, 6• (42-25-10-30; 38-85-Odéon, 6 (42-25-10-30; 36-65-70-72); Geumont Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Normandie, 8 (45-63-16-18; 36-85-70-82); Gaumont Grand Ecran Italia, 13 (45-80-77-00); v.f.: Forum Horizon, 1 (45-08-57-57; 36-66-70-83); Rex., 2 (42-36-83-93; 36-65-70-23); Bretsgne, 6 (36-65-70-37); UGC Normandie, 6 (45-63-16-16; 36-65-70-82); Paramount Opéra, 6 (47-42-68-31; 36-65-70-18); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59; 38-65-70-84); Gaumont Grand Ecran Italia, 13 (45-80-77-00); Geumont Alésia, 14 (36-77-00);

mont Grand Ecran Italia, 13. (45-80-77-00); Geumont Aldsla, 14. (38-85-75-14); Mompanasse, 14. (43-20-12-08); Gaumont Convention, 15. (48-26-42-27); Pathé Wepler, 19. (35-88-20-22); Le Gambetta, 20. (48-38-10-95; 38-85-71-44). Rotonds, 6• (45-74-64-94; 36-85-70-73); UGC 6isrritz, 8• (45-62-20-40; 36-65-70-81); UGC 0pérs, 8• (45-74-85-40; 36-65-70-44); 14 Juillet 6estille, 11• (43-57-90-81); 14 Juillet 8esugraneille, 15• (45-61-94-95; 36-65-70-45); Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40); Pathé Wepfer II, 18• (36-68-20-22). LE JELINE WERTHER (57): Jucemains LE JEUNE WERTHER (Fr.) : Lucemaire 6- (45-44-57-34).

LA LE,ON DE PIANO (Austr., v.o.) 15- (45-75-79-79) ; Gaumont Kinopano-rama, 15- (43-06-50-50) ; UGC Maillot, rams, 15- (43-3-6-50-50); UGS Mallot, 17- (40-68-00-16; 36-65-70-61); v.f.: Gaumon1 Opéra, 2- (47-42-60-33); Sant-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43; 36-65-71-86); Las Nation, 12- (43-43-04-67; 36-65-71-33); Gaumont Gobelins bis, 13- (47-07-55-88); Montparnassa, 14- (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Citchy, 18- (36-68-20-22).

LOUIS, ENFANT RO(|Fz.) : Geumont Opéra, 2· (47-42-80-33) : Elysées Lin-coin, 8· (43-56-38-14) ; Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20). MA SAISON PRÉFÉRÉE (Fr.) : FORUTO

MA SAISON PREFEREE (F.): Forum Drient Express, 1: (42-33-42-26; 36-65-70-67); Gaumont Hautefaulle, 6: (48-33-79-38); Gaumont Marignan-Concords, 8: (43-59-92-82); UGC Opére, 9: (45-74-85-40; 36-65-70-44); Gaumont Alésis, 14: (38-65-75-14); Montparnesse, 14- (43-20-12-06).

(43-20-12-06).

MAD DOG AND GLORY (A., v.o.):
Gaumont Lee Helles, 1- (40-26-12-12);
Gaumont Opérs, 2- (47-42-60-33); Gaumont Hautefeuille, 8- (46-33-79-38);
Gaumont Champs-Elyeéee, 6- (43-59-04-87); Le Bestille, f1- (43-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40); v.f.: Gaumont Gobelins, 13- (47-07-55-89).

MO' 460NISY (A. 90-) MO' MONEY (A., v.o.): Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09); Studio 28, 16- (46-06-38-07); v.t.: Paris Ciné I, 10- (47-70-21-71).

MOI VAN, TOI ABRAHAM (Fr., v.o.):
Ché Beachourg, 3- (42-71-52-36); Les
Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77;
38-65-70-43); Ls 8sizac, 8(45-61-10-60); Escuria1, 13(47-07-28-04).

NIAGARA, AVENTURES ET LÉGENDES (A.) : La Géode, 16-(40-05-80-00). NINJA KIDS (A., v.f.) : Forum Orient

NINLIA KIDS (A., v.f.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28; 38-85-70-67); Rex, 2-(42-36-83-93; 36-85-70-23): UGC Montparrasse, 8-(45-74-94-94; 36-85-70-14); George V, 8-(45-62-41-48; 38-85-70-74); UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-59; 38-85-70-84); UGC Gobelins, 13-(45-81-94-95; 36-65-70-45); Mistral, 14-(36-85-70-41), LES NUTTS FAUVES (7-(47-1); Epde de Bois, 5-(43-37-67-47); UGC Triomphe, 8-(46-74-83-50; 36-67-0-76). L'ODEUR DE LA PAPAYE VERTE

L'ODEUR DE LA PAPAYE VERTE (vietnamien v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83) ; 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83) ; 1a Pagoda, 7-(47-05-12-15) ; Gaumont Ambessade, 8-(43-53-19-08) ; 14 Juillet Bestille, 11-(43-57-90-81) ; Gaumont Gobelins bis, 13-(47-07-55-88) ; 14 Juillet Beaugranelle, 15-(45-75-79-79) ; Bienvende Montpernetse, 15-(38-65-70-38), L'IL DE VICHY (Fr.) : Ciné Besubourg, 3-(42-71-52-36) ; Reflet Logos 6, 5-(43-64-42-34).

PETAIN (Fr.) : Sept Parnassiens, 14-(43-20-32-20). (43-20-32-20).

PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26; 36-65-70-87); Lee Trois Luxembourg, 6- (48-33-97-77: 38-85-70-43); USC Blarritz, 6- (45-62-20-40; 38-65-70-81); Sept Pemessions, 14- (43-20-32-20).

(43-59-92-80).
PROPOSITION INDÉCENTE (A., v.o.):
Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26;
38-65-70-67): Gaumont MangnanConcorde, 8- (43-59-92-82): UGC Nor-

36-65-70-87); Gaumont Mangnanconcorde, 8: (43-59-92-82); UGC Normandla, 8: (45-63-16-16;
36-65-70-82); v.f.: Peramount Opéra,
9- (47-42-56-31; 36-65-70-18); Les
Montpernos, 14: (36-65-70-42).
QIU JU UNE FEMME CHINOISE
(Chin., v.o.): Lucernaire, 6:
45-46-7-34),
QUELQUE PART VERS CONAKRY
(Fr.): Imagas d'ellleurs, 5:
45-87-18-09; Reflet Logos I, 5:
445-87-18-09; Reflet Logos I, 5:
445-84-42-34).
RED ROCK WEST (A., v.o.): Ché
Beaubourg, 3: (42-71-52-38); UGC
Denton, 8: (42-25-10-30;
38-85-70-83); UGC Rotonde, 6:
(45-74-94-94; 36-85-70-74); UGC
Blerritz, 8: (45-62-20-40;
88-65-70-81); UGC Dpéra, 9:
45-74-95-40; 38-85-70-44); La Bsstille, 11: (43-07-48-80); Escurial, 13:
(47-07-28-04); Gaumont Alésis, 14:
(38-65-70-14); v.f.: Les Montpernos,
14: (38-65-70-14); Les Montpernos,
14: (38-65-70-14); Les Montpernos,

14 (38-65-70-42). RESERVOIR DOGS (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5- (43-26-84-65). RETOUR A HOWARDS END (Brit., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8-(43-59-16-08) ; Saint-Lembert, 15-

(43-59-16-08); SBIRT-LITTINGON, (45-32-91-68). SIMPLE MEN (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); 14 Juillet Parnasso, 8- (43-26-58-00). SINGLES (A., v.o.): Cinoches, 6- (46-33-10-62); Georgs V, 6- (45-62-41-48; 38-65-70-74); Studio 20- 12- 148-08-28-07).

28, 18- (46-06-36-07). SOMMERSBY (A., v.o.): George V, 8-(45-62-41-46: 36-65-70-74); Sept Parmassiens, 14- (43-20-32-20). LE SONGE DE LA LUMIÈRE (Esp., v.o.): Latina, 4- (42-78-47-86).
LE SOUPER (Fr.): Lucernaire, 6- (45-44-57-34); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-89). 45-32-91-680 (45-32-91-99).

TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) Studio Galende, 5- (43-54-72-71; 36-65-72-05); Danfert, 14-(43-21-41-01); Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68).

THE CRYING GAME (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36) ; Images d'ailleurs, 5* (45-87-16-09) ; Cinoches, 6* (46-33-10-82).

THE UNGELIEVABLE TRUTH (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 34 (42-71-62-36) ; 14 Juillet Pamesse, 6-(43-26-58-00)

THELMA ET LOUISE (A., v.o.): Ciné 6eaubourg, - 3- (42-71-52-38); Cinoches, 6- (46-33-10-82). TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.); Ciné Beaubourg, "3" (42-71-52-38); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

Seint-Lambert, 15: [45-32-91-68].

TOUT A POUR A [Fr.]: Forum Horizon, 1* [45-08-57-67; 36-65-70-83];
Rex, 2* [42-36-83-93; 36-65-70-23];
USC Montparnasse, 6* [45-74-94-94; 38-65-70-14]; UGC Odéon, 5* [42-25-10-30; 36-65-70-72]; Gaumont Marignan-Concorde, 6* [43-69-92-82]; Saint-Lezare-Pasquier, 8* [43-87-35-43; 36-65-71-68]; USC Normendle, 6* [46-63-16-18; 35-65-70-82]; Paramount Opéra, 6* [47-42-56-31; 38-65-70-18]; Les Nation, 12* [43-43-04-67]. (47-42-56-31; 38-85-70-18); Les Nation, 12 (43-43-04-67; 36-65-71-33); UGC Lyor Bastille, 12 (43-43-01-59; 38-65-70-84); Gaumont Gobelins, 13 (47-07-55-88); Mistral, 14 (38-65-70-41); Montpernasse, 14 (43-20-12-06); 14 Julier Beaugrenelle, 16 (46-76-78-79); UGC Convention, 15 (46-74-93-40; 38-65-70-47); UGC Maillot, 17 (40-68-00-18; 36-65-70-61); Pathé Clichy, 16 (38-68-20-22); Le Gembetta, 20 (46-38-10-96; 38-85-71-44) (46-36-10-96; 36-65-71-44).

TOXIC AFFAIR (Fr.): Gaument Opéra-ex-Impériel, 2- (47-42-72-52); Club Gaument (Publicis Matignen), 6- (42-58-52-78); Gaument Pamesse, 14-(43-35-30-40).

TRUST ME (A., v.o.): Ciné Beaubourg. 3- (42-71-52-38); 14 Juillet Parnasse, 8- (43-26-58-00). UN FAUX MOUVEMENT (") (A., v.o.) : Utopia, 5- (43-26-84-65)

UN JOUR OU L'AUTRE (Fr.) : Epée de Bois, 5. (43-37-57-47). UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS (Brit.-A., v.o.) : Ciné Beeubourg (42-71-52-36) ; Danfart, (43-21-41-01).

VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) : Utopia, 5- (43-26-84-65).

Utople, 5- (43-28-84-65).

LES VISITEURS (Fr.): Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); Gaumont Opára, 2- (47-42-60-33); Rex, 2- (42-36-83-93; 38-85-70-23); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30; 36-85-70-72); Gaumont Ambasade, 8- (43-59-19-08); Publicis Chemps-Bysées, 8- (47-20-76-23); Gaumont Gobeline, 13- (47-07-55-88); Gaumont Gobeline, 13- (47-07-55-88); Gaumont Alásia, 14- (36-65-70-42); 14- Juillet Beaugranelle, 15- (45-75-79-78); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler II, 19- (36-68-20-22); La Gambetta, 20- (46-36-10-96; 38-65-71-44). 38-65-71-44)

LES YEUX BLEUS DE YONTA (Guinée-Bissau-Por.-Fr., v.o.) : Latina, 4-(42-76-47-88). DANS NOTRE PROCHAIM NUMERO

Le Monde L'ÉCONOMIE TO THE STATE OF

garanteen altita iliku The second section of the second and the second 6944 (1944) A STATE OF THE PARTY

 $\cdots \mapsto -V(y_{i}/y_{i})$

E Carlo THE TOTAL STATE OF THE TOTAL STA

The state of the s in the second seco

22222 to Preparet area a lead at

nerther in ak Rich THE PARTY NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PARTY N

....

The stages of the stages Company of the second a figure on the manual state of and Joseph of Section 1 the barge to the same

Comme chaque atmas, 2 s

Acici (es bulcioses

in formation of the for

Same Transfer for 12 Same the state to be set to be seen Section 19 Section 19

Section of the second section of the second section of the section of the second section of the Burker & Market and American Street, and the second second The state of the s

a scale opprovi

Months of the second of the se

MISIQUES INGLEURS DANS LA SUNGLE Voix d'enfants

FORT A TURN STORY 12 (---definal is the wind of the Section 12 Control 20 the more and the second contractions in the first personal without

DE de lecons

DE SECONS

THE OF PERSONS

THE OF PERSONS

THE OFFICE STREET DE SECONS

TH

A SECTION OF STREET Person of Autorio Scientific Control of Autorio Scientific Control of Process, Named Control of Con

Acces por le Sin P station ins in source;
ins in source;
ins an CREA
form of Aulina;
instruct at exchange;
instruction,
instructio

LETTRES

derrie francaiss à stoffest. 24 jun querque sexuance prix at madaines Parme I outre la Grand Pris de ses fure, qui est reverie è la Vacara la Monse de 38 pr

Saturd Free or grandy They

and the second of the second The Martin Control of Marketin to the

Commence of the Section of the Secti

The support of the support
 The support of the support

2011 to Chamber willy July in the course CHRISTOPHI MINETANA

NEW YORK

correspondence

A la veille des manifestations marquant le «Gay Pride Day» à travers les Etats-Unis, le triomphe à Broadway d'Angels in America, de Broadway d'Angels in America, de Tony Kushner, et off-Broadway, de Jeffrey, de Paul Rudnick, indique une prise de conscience de l'Américain moyen. A la fin de Angels in America, de Tony Kushner, le toit du plateau s'ouvre en un tonnerre fracassant et, dans un feu d'artifice de lumières et de fumées, un ange descend dn ciel pour emporter un ieune homme atteint par le side. jeune homme atteint par le sida.

«Ca fait très Spielberg,» lance le moribond. «Le Grand Œurre commence, dit l'Ange, le Messager est

11.1 ag-

and proper page with

THE HILL LAND

A STATE OF THE STATE

1 (7m, 1981)

11 11 11 11

the same and

A STREET, STREET

6 9 W 16 16 16 16 16

The Real Property

an tarih dipense k

111 - 12 103 103

11 . 12 · 1. 12

1. 1. 1. 1. 1.

Le message que, soir après soir, lui renvoie un public hétéroclite mais enthousiaste dépasse le cadre d'un spectacle, si remarquable soit-il. Lauréat du Prix Pulitzer et nanti de plusieurs Tonys (Oscars de Broadway), Angels in America couronne way), Angels in America couronne une saison théâtrale où le succès véritable rencontré par des œuvres aussi diverses que Jeffrey, de Paui Rudnick, ou le Baiser de la Femme-Araignée (le musical) – pourrait signaler, au moins dans les grandes villes, un changement d'attitude vis-à-vis du sida et, paralièlement, de l'homogentalité.

Dans le New York de Paul Rudnick, il meurt un malade du sida tontes les trois minutes, mais les messes et antres cérémonies « à la mémoire de» — « chacune plus émouvante, mais aussi plus imagi-native que la précédente» — devicn-nent les derniers salons où l'on cause, ou l'on drague, Jeffrey, jeune acteur au chômage, devenu serveur chez un traiteur spécialisé dans ce genre d'occasioo, décide, devant l'épidémie, d'éliminer tout sexe de sa vie. Il en perd, hélas, tout sens de l'humour et toute humanité. Lorsque le harman vers lequel il se sent attiré (l'affection est plus que réciproque) se révèle séropositif, Jeffrey, pani-qué, se détache de tous ses amis homosexuels, malades ou pas.

L'agencement dramatique de Jef-frey est quidique peu desordonne, mais Paul Rudnick a l'art de la réplique à l'emporte-pièce. Il ne verse pas dans fundaou noir ou la

plaisanterie bospitalière; l'humour «politesse du désespoir», non merci. Au contraire, avec un sens de l'ab-Au contraire, avec un sens de l'ab-surde paradoxal, il porte l'accent sur l'aspect joyeux de la situation. Comme le dit l'un des malades – m figurant de Cats qui ne quittera jamais son costume à paillettes : «Considère le sida comme l'invité à une de nos soirées, il s'incruste. On le hoit tous - mais ça reste notre soirée.» C'est presque le cri de guerre de tonte une communauté (sinon d'une culture), Paul Rudnick reconnaît la présence de l'invité, mais n'a pas l'intention de lui laisser gâcher la soirée.

Le propos de Tony Kushner est plus ambitieux : an travers du sida, il tente rien moins qu'une analyse des années reaganiennes. Géographi-quement, il couvre un immense territoire, allant des tollettes (pour hommes) du Palais de justice à un foyer bourgeois de Salt Lake City en passant par un haut-lieu de la dra-gue dans Central Park et l'Antarctique. Thématiquement, il suit plusieurs groupes de personnages lancés sieurs groupes de personnages lancés sieurs groupes de personnages lancés. Si dans une fuite en avant, par le sexe, a par la drogue, par l'ivresse du pouvoir.

> «Ne rien cacher »

Deux conples : l'un homosexuel, l'autre formé par un avocat mormon visant une carrière à Washington et sa femme, une paumée gavée de tranquillisants. Les chemins des deux couples se eroisent dans les toilettes de Washington, où le vrai pouvoir est aux mains d'emmences grises, en particulier l'ancien conseiller du sénateur McCarthy, l'avocat Roy Cohn, qui mourut il y quelques années du sida. Personnage plus manipulateur one M. Arkadin et Charles Foster Kane réunis. («Je ne Charles Foster Kane réunis. («Je ne suis pas un homosexuel, mais un hétérosexuel qui couche avec des hommes, lance-t-il au médecin qui lui apprend sa maladie. Comment un homme [de ma trempe et de mon influence] pourrait-il appartenir à une communauté qui n'o aucun poids politique? Tout au long de la pièce. S'ony Kushner lance, autour du thème de la trabison, un échevau de passerelles entre sexualité, bigoterie profésser et corraption.



« Gay parade » à Los Angeles

Développé eu «laboratoire» au Mark Taper Forum de Los Angeles en 1990, créé à l'Eureka Theatre de San Francisco, puis monté à Lon-dres en 1992, Angels in America – avec pour sur-titre : Une fantalsie sur des thèmes gais et pour sous-titre le Millenaire approche, est la première partie d'une épopée de sept heures dont le deuxième voiet. Perestroîka – sera mouté à Broad-

way en septembre. D'ores et déjà, Robert Altman en a acquis les droits cinématographi-ques. Le réalisateur de Nashville mettra le film en chantier après le Prêt-à-porter qu'il entreprend cet automne à Paris, Fera-t-il appel, comme pont The Player, à noe pléiade de vedettes? C'est l'option choisie par la chaioo câblée Home Box Office (avec l'appui de Canal Plus) pour And the Band Played On, de Roger Spottiswoode, avec Richard Gere, Angelica Huston, Matthew Modine et hien d'autres.

Adapté du roman de Randy Shilts et diffusé en Amérique à la rentrée prochaine, And the Band... sera sur-tont un rappel historico-socio-politi-que des débuts de la maladie.

Hollywood commence à se réveiller. Barbra Streisand met enfin en chantier The Normal Heart de Larry Kramer adapté de la pièce qu'inter-préta à New York le comédien Brad Davis, mort il y a deux ans du sida. Gus van Sant prépare le Maire de Castro Street, iospiré de la vie d'Harvey Milk, adjoint ouvertement homosexuel du maire de San Francisco, abattu par le policier Dan White.

Le film le plus attendu - et le premier à sortir (il irait au prochain Festival de Venise) – est le Philadel-phia (titre provisoire) de Jonathan Demme. Première super production hollywoodienne-portant sur le sujet. Philadelphia a pour vedettes Tom Hanks, dans le rôle d'un avocat licencié pour cause de sida qui

intente procès à son ancien cabinet, et Denzel Washington, dans celui de son avocat, homophobe. Le choix des acteurs est assucienx : ils jouissent auprès du public - blanc et noir - d'une indéniable cote d'amour. Ils sont aussi notoirement hétérosexuels.

Acteurs, réalisateur, producteurs, distributeurs, tous s'évertuent à répéter que Philadelphia est moins un film sur le sida qu'une œuvre traitant de rapports humains dans des situations extrêmes. Prudence commerciale? Sans doute, Mais aussi - message plus subtil : douze ans après le début de l'épidémie, le sida a changé les donnes, la vie amoureuse, il empoisonne la réalité, pormal au moins qu'il stimule l'ima-

Le cinéma indépendant et la télé-vision publique, qui avaient démarré avant Hollywood (An Early Frost, avec Aidan Quioo et Geoa Row-lands, a déjà huit ans), s'enhardit.

Présenté au Festival de Sundance et diffusé dernièrement par la chaîne américaine PBS ainsi qu'en Europe par Arte, Silverlake Life, de Tom Joslin et Peter Friedman, présente de manière brotale les ravages, et les humiliations, que provoque le sida.

Après avoir tous deux contracté le virus, Tom Joslin et son compagnon de vingt-deux ans, Mark Massi, décident de tenir le vidéo-journal de l'évolution de leur maladie. Le résultat, agencé par Peter Friedman après la mort des deux hommes, est un montage de home movies. Des premiers visites au médecin à la prolifération du sarcome de Kaposi, jusqu'aux derniers instants d'un Tom Josliu émacié et réduit aux couchesculotte, un œil fermé par une de ses multiples lésions, la caméra ne flanche jamais. Frolant l'insupportable - « mais là est justement le propas: ne rien cacher» dit Peter Fried-

HENR! BEHAR

o Kristine Gebbie, responsable de la tutte anti-sida aux Etats-Unis. -Le président Clinton a nommé, vendredl 25 juin, Kristine Gebbie pour coordonner les programmes de lutte contre le sida, qui a tué plus de 182 000 personnes aux Etats-Unis depuis 1981. 11 s'agit d'un poste nouveau au sein de l'administration américaine. M= Gebbie disposera d'un budget de 2,7 milliards de dollars (15,3 milliards de francs). Kristine Gebbie a été membre de la commission présidentielle sur le sida sous l'administration Reagan . - (AFP.)

n Un chèque de 2,3 millions de francs remis par des chanteurs à l'Institut Pasteur. - Jane Birkin, Francoise Hardy, Etienne Daho et Alain Chamfort ont remis, vendredi 25 juin, un chèque de 2,3 millions de francs à l'Institut Pasteur à Paris, afin de l'aider dans ses recherches sur le sida. En 1992, vingt-sept chanteurs et groupes français avaient enregistré un double album Urgence, au profit de l'Institut Pasteur.

MUSIQUES

JONGLEURS DANS LA JUNGLE à Aulnoy-sous-Bois

Voix d'enfants

Soixante-dix jeunes interprètes qui chantent comme on respire

C'est un opéra, un vrai. Signe par-ticulier, la distribution ne comprend que des enfants. Ils sont soixante-dix dans un décor de Claire Belloc, glissent d'un toboggan, grimpent sur un gigantesque échafaudage, courent comme dans une cour de récréation, mais tous ces déplacements ont été réglés avec minutie par le metteur en soène Jean-Marc Montel. Un personnage bizarre et léerique fait son apparition, jongle avec des foulards, on aétonne, on se rassemble, et les voix s'élèvent enfin, transparentes, distinctes. Jongleurs dans la jungle est réglé comme du papier à musique : cette création «sur mesure» a été faite par des professionnels, des

Tous les jeunes interprètes ont été formés au CREA (Chœur tégional d'enfants d'Aulnay), créé voici sept ans par Didier Grojsman, ancien instituteur et ex-conseiller pédagogi-que en éducation musicale. Sans accueille une bonne centaine d'en-fants et d'adolescents, de cinq ans à dix-sept ans, à raison d'une fois par semaine, d'un stage d'une demi-jour-née le samedi, et de deux semaines réparties lors de vacances scolaires.

Pas de leçons de solfège an CREA: «Je ne comprends pas com-ment on peut parler pendant une heure à un enfant de la tierce ou de la quinte, s'indigne Didier Grojsman, qui assure aussi la direction musicale, notre travail est axé sur une formation de l'oreille lo plus riche et la plus fine possible, très tôt les enfants prennent l'habitude de fréquenter les «taches noires» (comme quenier les «tacnes noures» (commits disent) inscrites sur les parti-tions.» Des parrains attitrés facilitent l'apprentissage, prodiguent des conseils aux plus jennes, les aident à déchiffrer, à bien placer leur respira-

Les enseignements ne se limitent pas à la seule approche vocale : le corps, le mouvement font l'objet de beaucoup d'attentions. Cette année, par exemple, les enfants ont suivi des stages à l'École du cirque de Rospystous Bois « Avec ce travail beaucoup d'attentions. Cette année, par exemple, les enfants ont suivi des stages à l'École du cirque de songesus-Bois. «Avec ce travail explique l'ancien instituteur, les enfants, avec plaistr, sans effort apparent, sont

capables de chanter à un niveau pro-fessionnel tout en jouant la comédie et en dansont. Il est vrai qu'ils le chantent hien, cet opéra en un acte, se tirant à merveille d'une partition ardue. Isa-belle Aboulker, qui a composé la musique s'étonne encore : « ils ont appris certains passages délicats plus vite que les musiciens professionnels

qui les accompagnent.» CHRISTOPHE MONTAUCIEUX

Espece Jacques-Prévart, Théâtre d'Auinay-sous-Bois, 134, rue Anatole-France, 93600 Aui-nay-sous-Bois, Tél.: 48-68-08-16. Accès par le RER B station Auinay-sous-Bois ou per l'Autoroute A3, sortia Aulnay centre. La samedi 26 juin à 21 heures, le 27 kun à 16 heures. Tarif 100 F ou avec réduction 80 F.

démie française a attribué, jeudi

24 juin, quelque soixente-dix prix et médailles. Parmi eux,

outre le Grand Prix de littéra-

ture, qui est revenu à Louis

Nucera (le Monde du 26 juin).

Grand Prix de poésie: Georges Saint-Clair pour l'ensemble de son œnvre; Grand Prix de philoso-phie: Isabelle Stengers pour l'en-semble de son œuvre; Prix Moron (philosophie): Jacques Testart

pour le Désir du gène (Bourin); Prix Gobert (histoire): Pierre Nora pour la direction et l'édition des Lieux de mémoire (Gallimard); Prix-Augustin Thierry (Histoire);

voici les principaux :

Les prix de l'Académie française

Comme chaque année, l'Académie française a attribué, jeudi
24 juin, quelque soixente-dix
rix et médailles. Parmi eux,
sutre le Grand Prix de littéra-

CINÉMA

SUPER MARIO BROS de Rocky Morton et Annabel Jankel

Les entrailles d'un jeu vidéo

La transposition sur grand écran d'un best-seller de Nintendo

mandes de Super Morio Bros.

Deux produeteurs ehevronnés - wiolent, spectaculaire, mais pour le moins désordonné. Deux producteurs chevronnes Roland Josse, réalisateur de la
Déchirure, et Jake Eberts, spécialiste des projets disficites, qui mena
financièrement à bonne sin Danse
avec les loups, Miss Daisy et son
avec les loups, Miss Daisy et son
avec les loups, milieu. coule une

Les dinosaures n'ont pas disparu
du Brooklyn d'il y a soixante-cinq
millions d'années, ils se sont simplement résugiés, sous forme quasi
humaine, quelque part au-dessous
de l'East River. Un dietateur
essentifé de pouvoir fait, en guise de rivière. Deux réalisateurs - Rocky Morton et Annabel Jankel - certes débutants; mais avec la série télévisce Max Headroom, ils avaient fait leurs preuves dans l'animation. Essentiel quand il s'agit d'adapter à l'écran un jeu vidéo qui enmpte parmi les best-sellers du géant Nintendo. Les décors et les effets spéciaux récréent des univers parallèles, entre Blade Runner, Batman et Total Recall, avec une pincée de dinosaures pré-jurassiques, enmme

Prix d'Académie: Christiane Desroches-Noblecourt pour la Grande Nublade (Stock); René Han pour Un Chinois de Bour-

gogne (Perrio); Jean-Pierre Renouard pour Un uniforme myé d'enfer (Rocher); Henri Bellaunay pour la Petite Anthologie imagi-naire de la poèsie française (Fal-lois); Jean-Pierre Dannaud pour

Fleuve rouge (Fallois); Maurice Gandillae pont Genèses de la modernité (Cerf).

Prix du Théâtre : Fernando Arrabal pour l'ensemble de son

Prix du cinéma : Jean-Paul Raopeneau pour l'ensemble de son

Médaille de vermeil de la chan-son française : Barbara pour l'en-semble de ses chansons.

Il y a du beau monde aux com- dans le Parc de Spielberg. C'est

assoiffé de pouvoir fait, en guise de châtiment, remonter ou descendre dans l'écnelle de l'évolution naturelle tous ceux qui ont le malheur de lui déplaire. Ce méchant, c'est King coopa (Dennis Hopper), qui enlève in princesse Daisy (Saman-tha Mathis), née d'nn œuf dans un couvent, afin de récupérer le frag-ment de météorite qu'elle porte en pendentif. Ce caillon lui permettra de fusionner les deux univers, et il sera le maître du monde. Seuls deux hommes peuvent empêcher ce destin fatal, deux plombiers, les frères Mario (Bob Hoskins et John Leguizamo).

Les deux sbires de King coopa, chargés d'enlever Daisy, sont plus maladroits qu'Abbott et Costello; la garde prétorienne est composée de dinosaures à tête d'épingle qui fondeot dès qu'ils entendent la musique de Docteur Jivago; dans les rues de Coopaville, les hot dogs sont de salamandre grillée. Mais-peut-être y a-t-il eu trop de chefs dans cette cuisine? Les épisodes donnent l'impression d'avoir été mis bout à hout.

Coiffé en walkyrie wagnérienne, Dennis Hopper se révèle parfaite-ment à l'aise en toutes eirconsment à l'aise en toutes eircons-tances (et dans tout dialogue).
Depuis Roger Rabbitt, Boh Hos-kins se sent presque chez lui dans les univers parallèles – il porte ici une moustache halai-brosse. John Leguizamo s'est fait une célébrité à New-York dans une série de one-man-shows explosifs. Il țire ici le maximum d'un rôle d'ingénn tout miel et euimaure. miel et guimauve.

La liste des salles parisiennes où sont projetés les films sorts le mercredi 23 juin figure page 10, sant dans notre édition Rhône-Alpes.

RELACHE de Gilles Bourdon SAUVE-TOI

de Jean-Marc Fabre

La cause semble entendue, toute action en favenr du court-métrage doit être acclamée et encensée. Quelques succès en salle (celui de Versailles rive gauche suttont, mais aussi Un été sans histoire ou, un peu plus ancien, lo Vie des morts) ont convaincu des distributeurs de montrer des produits courts. Mais il n'est pes certain que l'idée de rassembler plusieurs œuvres, aussi bréves soient-elles (ici respectivement 25 et 52 minutes) mais conçues indépendamment les unes des autres, soit un service à rendre ni à ces films en particulier ni au court-métrage en général, qui fait vite figure de pro-duit au rabais, débité au mètre. D'autant que les deux titres choisis ici sont decevants. Relache orga-

nise, selon un canevas coovenu, un

psychodrame dans les coulisses d'un théâtre : le temps manque pour s'intéresser à des protagonistes qui n'ont pas le loisir de devenir autre chose que des archétypes. A l'inverse, Sauve-toi démarre hien, dans un nuage d'étrangeté porté par la présence séduisante et délicatement dérangeante d'Emmanuel Salinger (l'excellent premier rôle de lo Sentinelle). Si le film da Jean-Marc Fahre durait un quart d'heure, ce scrait un vrai bon courtmétrage. Son réalisateur a voulu-viser plus loin, la mystériense comédie d'un hold-up maladroit et de quelques rencontres à l'emporte-pièce s'enlise dans un « hizarre » appliqué, où la répétition perd vite de son charme, et l'inexplicable de son attrait. Manque de temps dans un cas, excès de durée dans l'autre, font de ces deux manières de jon-gier avec le malaise des exercices affectés, et qui se nuisent l'nn à l'autre.

QUELQUE PART **VERS CONAKRY** de Françoise Ebrard

En 1971, la Guinée de Sékou Touré, « avant-garde de la décolon. sation», est en proie aux difficultés économiques et attaquée de l'exté-rieur. Le régime réagit par une cam-pagne de délation, de quadrillage policier, d'arrestations massives et d'exécutions. Et par l'expulsion des cadres et techniciens français restés ou arrivés depuis l'indépendance de 1958. Cette année-là est aussi, pour des gamins blanes et noirs d'un village de brousse à proximité de la capitale, celle des derniers jeux d'une enfance refusant les drames qui les entourent.

La réalisatrice a manifestement

été l'un de ces enfants, peut-être cette Magali, petite sœur d'un des deux héros de son histoire, Jacques (Damien Mac Donald), dont l'amitié avec un Guinéen de son âge, Madiou (Ibrahim Oury Bah), sert de fit conducteur nu récit. Il y a une idée passionnante dans le film : celle de mettre sur le même plan les diverses mythologies et les diverses rhétoriques, telles que les perçoi-vent et les utilisent les gosses – magic traditionnelle africaine, rituels enfantins d'amitié et de bagarre, utopies révolutionnaires et de montrer enmment ils s'en font, littéralement, un monde. Jus-qu'au moment où la réalité imposera son sceau de sang et de tristesse, désenchantant d'un enuo leur

La mise eu scène n'est maiheu-reusement pas à la hauteur de cette ambition. Incapable d'assumer un point de vue, victime du jeu sans finesse des jeunes interprètes, recourant à des effets inutiles, le film devient une série de vignettes collées les unes derrière les autres, dans lesquelles ne passent ni la joie

Rendez-vous sur grand écran! Pour ne rater aucune séance de la fête du cinéma, donnez-vous rendez-vous

grâce à Mémophone. Pour tout savoir sur Mémophone, téléphonez au 36 72.

La «banque chic

a pâti de sa m

L'austérité

Après le décision de ne pae reveloriser les retreites de la Sécurité sociele au 1º juillet, le gouvernement vient de confirmer que les ellacerians familieles seront soumises eu même traitement. Il faudre donc ettendre le 1" jenvier 1994 pour que les prestatione socieles - y compris les pensions d'invelidité, l'effocation aux adultas hendicepéa et le revenu minimum d'insertion - saient de nauveau eugmentées.

Dès lors, on comprend que le

succèe de san emprunt epporte

du baume au cœur du premier ministre. Le répit ne eera que de courte durée car, dans les prochaina inurs, la litanie des mesures d'eustérité reprendra de plua belle. Lundi, le ministre du travail, Michel Giraud, devrait ennoncer que le SMIC ne bénéficiera que du niveau d'ectualisation minimum prévu par la loi et, mardi, le ministre des effaires socieles, Simone Veil, dévoilera son plan d'économiea de 30 milliarda de franca sur les dépenses d'essurance-meladie. Le lendemain, la publication dee chiffres du chômage pour le mais de mei ne montrera rien de

Certes, ce coup de frein générel doit sans doute être relativisé. Si lea pouvoirs publics interprètent de manière récolument restrictive le règle traditionnelle de l'indexation sur l'évolution prévisionnelle des prix, la modération de l'Inflation (1,8 % entre mai 1992 et mei 1993) en limite sensiblement les conséquences. Per ailleurs, les lustifications d'une sérieuse opération de remise à niveau des comptes sociaux ne manquent pas. Tous les indicateurs sont au rouge. La procheine publication des comptes de la «Sécu» soulignera que, en l'ebsence de mesures de redressement, le déficit cumulé etteindrait 200 milliards de francs fin 1994. Quant à le caisse de retraite complémentaire des cadres, son équilibre dépend désormels des produits financiers que lui apportent ses réserves. Sane oublier le plongeon accéléré des résultats de

l'essurance-chômage et la perspective de devoir procéder à la remise à flot de la structure financière qui, depuis 1983, prend en charge le surcoût supporté par les caiasee de retraite complémentaire consécutif à l'ébaissement à soixante ans de l'âge de la

Après avoir été fort sensibles à l'accueil que leur aveit réservé le premier ministre, les syndicate haussent le ton. Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, se dit «prêt» à discuter avec son holomogue de Force ouvrière. Marc Blondel, qui menace de e partir en flèche » dès la rentrée. Mais les syndicets savent que leur « force de frappe » ne pèse pas lourd. Pour l'heure, Edouard Balladur craint davantage la contestation de sa propre majorité. Et. dans l'immédiet, celle du lobby médical padementaire, puissamment présent sur les bancs de le

JEAN-MICHEL NORMAND

D Snecès de la privatisation du Crédit local de France. - Le ministre de l'économie. Edmond Alphandery, s'est félicité vendredi 25 juin du succès de la privetisation du Crédit local de France (CLF) qui a été sur-souscrite près de dix huit fais (voir en page Bourse). Les 7,16 millions de titres proposés à 386 francs permettent de servir l'intégralité des petits épargnants (ceux avant demandé au maximum 50 actions). Ils se repartiront 6,288 millians de titres. Les gros investisseurs (plus de 60 actions) sont réduits à la portion congrue: leurs demandes out été servies à hauteur de 0.81 %. Ils abtiendront 871 316 titres, elors qu'ils en avaient demandé plus de

LONDRES de notre correspondant La tentation est grande de voir dans la démission forcée de Jacde génie peut-ètre, mais ni ce «génie à la française», ni même les réclies qualités de «visinn-naire» de l'sncien «sherpa» de l'Elysée, n'étaient des vertus de nature à impressionner la City.

La comparaison s'arrête bien sûr là, mais elle pourrait servir, plus tard, à méditer sur le pouvair d'une presse anglo-saxonne d'autant plus facilement exanérée de comptes qu'elle mérite souvent sa réputation d'excellence. La thèse péenne d'un « complut journalistique », voire celle d'une « conspiration américaine », n'em-

Dans sa lettre de démission adressée à Anne Wibble, ministre suédnis des finances et présidente dn conseil des gouverneurs de la BERD, M. Attali résume tout ceci BERD, M. Attali résume tout ceci en évoquant « une attention négative croissante de la presse, ces derniers mois ». Celle-ci, ajoute-t-il, ayant eu « un, effet préjudiciable pour le travail de la banque et de son personnel », son propre départ est motivé par le souci de préserver les « intérêts » de la Benque. C'est en effet à la suite de la canstence dans la recherche d'informations. grandes et petites. formations, grandes et petites, voire de l'acbarnement manifesté par un journal, le Financial Times, que M. Attali a été contraint de prendre une décision que les ectionnaires les plus influents de la BERD jugesient, depuis quelques semaines, inévitable.

L'histoire rendra sans doute justice à Jacques Attali pour l'indéniable dynamisme dont il e fait preuve pour promouvoir l'action et l'efficacité de la Banque européenne, mais il restera aussi sans doute, camme bilan de ses deux années de présidence, le souvenir d'une institution financière « qui a dépense deux fois plus d'orgent pour elle-même que pour ses activi-tes bancaires ». Au fond, ce que l'ancien président n'a pas vraiment compris, c'est que sa façon d'être, eutant que sa manière de gérer, étaient responsables de le dégradation continue de l'image de marque de la BERD.

Dès la mise en place de la Ban-

Le départ inévitable de Jacques Attali

dans la demission force de Jac-ques Attali nne deuxième « vic-toire», en quarante-huit heures, de la presse britannique. Jeudi, le secrétaire d'Etat chargé de l'Irlande du Nard est contraint d'abandan-ner ses fonctions parce que son ner ses fonctions parce que son maintien au gouvernement nuisait à l'eutorité du premier ministre (le Mande da 26 juin); vendredi, le président de la Banque européenne doit se «sacrifier», sous peine de ternir définitivement l'image d'une institution qu'il e portée sur les fants baptismaux et dant il a guidé les premiers pas. Dans les deux cas, la presse a jaué un rôle déterminant paur amener deux minant paur amener deux hommes, dont le crédit était de plus en plus miné par une succes-sian de révélations, à jeter

tant prisée dans les couloirs asepti-sés et sompteux de la Banque europorte cependant guère la convic-tion, pour la simple raison que les faits reprochés à M. Attali, s'agis-sant à la fais des frais de functionnement de la BERD, du goût immodéré de son président pour le luxe et du flux trop lent des débnursements au profit des pays d'Europe de l'Est, sont, pour l'es-

que européenne, en septembre 1990, un malentendu s'est créé entre, d'une pert, M. Attali, d'autre part, la presse de Londres et la City. Dans ce serail où chacun cultive strictement le respect d'un code conventinnnel quasi séculaire, M. Attali a vite détanné. Paré certes de l'aura de conseiller spécertes de l'aura de consenier spe-cial de François Mitterrand, il a été encure pius sûrement suspecté, du fait de son inexpérience totale en matière bancaire. Touche à tout

Ce n'est pas faire montre d'un égocentrisme bexagonal exacerbé que de le relever : le cocktail « Français-intellectuel-écrivain » n'était pas des plus à même de s'imposer en sein du «Square Mile». Il n'y e, a printi, rien de commun entre un banquier anglosaxon et un brillant produit de la haute fonction publique et de l'in-telligentsia française. La personna-lité de M. Attali a acceptué ce différend ariginal. Naturellement rétif an enncept de « relations publiquesa, il n'a pas recherché la com-pagnie des représentants de la finance et de la presse économique, préférant suivre ses propres pistes, Un «ego» surdévelappe, une certaine maladresse dans les rapports bumeins, nue attitude valuntiers jugée arrogante ont fait le reste.

Un style flamboyant

C'est donc sur ce terrain incer-tain que sont venues se greffer les premières révélations du Financial Times concernant les frais de fonctionnement de la BERD, jugés d'autant plus dispendieux lors-qu'on les mettait en parallèle avec caires, au profit des pays de l'En-rope de l'Est que la BERD, selon sa mission, doit accompagner sur le chemin de l'économie de marché et de la démocratie. D'un côté, des dépenses de 201 millions de livres (1.7 milliard de francs), de l'autre des décaissements limítés à 101 millions de livres (850 millions

Outre le désormais fameux marbre de Carrare, dont le remplace-ment aura coûté 750 000 livres (1). beaucoup d'argent pour louer les evions privés de M. Attali (759 000 livres en 1992). Semaine après semaine, de nouveaux détails de la même eau furent révélés dans les colonnes du Financial Times. De Théo Waigel, ministre ellemand des finances, à Lloyd Bentsen, le secrétaire au Trésor américain, en passant par Norman Lamont, l'ancien chancelier de l'Echiquier britannique, les gouver-neurs de la BERD s'inquiererent des proportions que prenaient ce « scandale » paissant

Les 26 et 27 avril dernier, è Londres, à l'occasion de l'assem-blée annuelle de la banque, nn discuta davantage du «style» plutôt flamboyant de M. Attali et des questions de « probité financière», que de la stratégie à appliquer pour aider les anciens pays communistes

Conséquence de la récession

EDF ne commandera pas de nouvelle tranche nucléaire en 1994

d'EDF, réuni vendredi 25 iuin, a décidé de ne pas commander de nouvelle tranche nucléaire en 1994. La récessinn éconnmique a, en effet, conduit EDF à réduire ses estimetions de consommatinn d'électricité d'ici à l'an 2000, « en sablant sur une hypothèse de croissance de l'économie française de 2.5 % par an à moyen terme, après sartie de la crise actuelle».

Pour les mêmes raisons, les décisinns concernant l'accroissement du pare de centrales fonctionnant eu gaz ou au fioul (turbines à com-

🗆 Le champagne français gagne en appel contre les Britanniques. - La cour d'appel britannique a décidé. vendredi 25 juin, que le mot «champagne» devait être enjevé des bouteilles de boisson non sureau ») produite dans le sud de l'Angleterre. Depuis evril 1992, les Monde du 10 février).

Le conseil d'administration bustion et cycles combinés) ont été EDF devait initialement donner,

cette année, le coup d'envoi à le construction d'une nouvelle centrale nucléaire de 1 400 mégawatts et bésitait entre les sites de Penly Haute-Normandie). Framanville Basse-Normandie) et Saint-Alban (Rhône-Alpes). Peur pouvoir réagir rapidemen; à la reprise. EDF a demandé aux pouvoirs publics de déterminer rapidement le site retenu et d'auvrir l'enquête publique préalable à l'autorisation de création de cette unité.

producteurs champenois ménent une bataille juridique pour feire valoir leurs droits, estimant que seule leur région peut bénéficier de cette appellating contrôlée. Le 8 février, la Cour de Londres leur alcoolisée et pétillante à la marque avait donné tors, autorisant de «Elderstower champagne» stittéra- facto la société Thoracrost à lement « champagne de fleur de reprendre sa marque initiale « Elderflower champagne » (le

mie de marché. Apprehendant pour la première fnis l'ampleur de la crise, le président de la BERD fit une sorte d'autocritique tardive, et annunça la furmation d'un comité d'audit chargé de se plouger dans la gestion de la Banque.

An mnment nů, à Washington, l'administration Cinmo était enga-gée dans un programme de limita-tinn des dépenses publiques, le vote de la Chambre des représentants en faveur de la suspension de la participation américaine de 70 millinns de dollars an budget annuel de la BERD fut implicite-ment soutenue par M. Bentsen. Au sein du groupe des sept pays les plus industrialisés (G-7), l'idée seinn laquelle seul le départ de M. Attali était de nature à redorer la réputation de la banque européenne prit corps. Ceini-ci s'effinça ainrs de prendre de vitesse les canclusians du rapport d'audit --attendues pour le 15 juillet -, dont ebacua prévait qu'elles ne lui seront pas favorables.

Tel était l'objet du plan de réorganisation interne qu'il a maladroi-tement tenté de faire accepter ces dernières semaines, afin de consolider un pouvoir qu'il sentait de plus en plus menacé. L'exercice était vaué à l'échec, en raison de le volonté des principaux actionnaires d'attendre les résultats de la commissian d'eudit avant de prendre la maindre décisina engageant l'avenir, et aussi parce que les propositions de M. Attali introduisaient une facheuse confusion des genres. Le président de la BERD voulait répondre aux critiques sur la lenteur des déboursements, en contournant la règle statutaire qui veut que 60 % des prêts et investis-sements daivent profiter à des projets privés.

Il s'agissait d'eccurder moins d'importance à l'activité de «band'importance à l'activité de «ban-que d'affaires» (merchant bank) de la BERD, au profit de son action de développement (development banking), c'est-à-dire d'allouer davantage de ressources au-finan-cement-d'infrastructures dans les la BERD, au profit de son action de dévelopment development (development banking), c'est-à-dire d'allouer davantage de ressources au financement-d'infrastructures dans les pays de l'accient bloc communiste.

Or, la méthode choisie pour imponser ce changement de philosophie prenait la farme d'une réorganisa.

tion de la structure de direction de le Banque. Selon celle-ci, Ron Freeman, le premier vice-président et responsable des apérations de « merchant banking » serait devenu le « numéro 4 » de la biérarchie avec l'arrivée de Ernest Stern (actuellement vice-président de la Banque mondiale), an poste d'ad-jaint direct de M. Attali, et la promatian de Marin Sarcinelli, res-pansable des actions de

Dans les faits, M. Stern, qui est le «candidat américain», surait dirigé à le fnis les npérations de «merchant» et de «develapment banking v. Or, le conséquence immédiate de ce mantage e été d'auvrir une crise interne au sein de la Banque, M. Freeman a'ayant aucunc intentinn de sacrifier son poste au profit du maintien en finctions de Jacques Attali. « Tant qu'il s'agissait d'attaques venant de l'extérieur, résume l'un des directeurs de la BERD, la Banque résistati il continue faut communication de la resista tais, il y avait un front commun. A partir du moment aù des méca-nismes internes ont été brisés, cette situation ne pouvait se prolonger ».

Le mal de la grandeur

Dans les couloirs de la BERD, une atmosphère de plus en plus délétère s'est développée ces deux dernières semaines, de nombrenx responsables ayant manifesté l'intentinn de démissionner. La déci-sion de Jacques Atteli devrait danc permettre, à terme, un retour à nn climat plus serein, bien que ls questian de son remplacement soit épineuse. L'éventuelle arrivée de Ernest Stern serait certes de nature à satisfaire les Etets-Unis - qui sont le principal actionnaire (10 %) de la BERD, - mais une candidature américaine serait pen judi-cieuse pour une institution «euro-

ricaine. Peris tentera de présenter une nouvelle candidature française, mais il est probable que bon nombre d'actinnnaires aurnnt été échaudés par l' « expérience » Attali. En cas d'échec, la France Attali. En cas d'etnet, la riante risque d'être le principal perdant de la crise de la BERD. A l'origine, un accord informel evait été passé entre Peris et Londres : la présidence serait française, tandis que le siège serait installé dans la capitale

S'il devait être nécessaire de choisir nn candidat de compromis, le nam de Onna Ruding, ancien ministre néériendeis des finances, est le plus souvent cité. A la différence de M. Attali, M. Ruding, qui était déjà candidat à la présidence en 1990, est un humme issu des milieux financiers : ancien direc-teur eu Fands monétaire international, il est actuellement vice-président d'une banque américaine, la Clticorp. Jacques Attali a annoncé son intention de demeurer à son poste jusqu'à la nomination de son saccesseur. La période de transi-tion devrait danc se prolanger quelques semaines, bien qu'une négociation s'engagera vraisembla-blement à la faveur du prochain sommet du G-7, à Tokyo, le 7 juil-

En ecceptant la démission du président de la BERD, Anne Wibble s'est déclarée convaincoe que les résultats de la Banque euro-péenne scront pleinement reconnus une fois que l'a agitation récente » sura dispara. Ce coup de chapeau confortera Jacques Attali dans sa conviction qu'il e été la victime, et non l'instrument, de sa propre chute, e Je n'ai pas connaissance que l'une de mes actions ait pu, de quelque façon, mériter des reproches», a-t-il souligné. Qui sait? Libéré demain d'un métier qu'il a toujours placé derrière celui d'écrivain, Jacques Attali pourrait emprunter à Shakespeare, le sujet d'un nouveau livre : « Le mal de la grandeur, c'est quand, du pouvoir, elle sépare la conscience.»

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling ~ environ 8,30 france.

Les trois vies d'un homme d'influence

Dene sa blogrephie du banquier Siegmund Werburg, Jacques Attali note que celui-ci se été, au cœur de ses démences, un des rares hommes d'influence de ce siècle, c'est-à-dire en définitive un homme de séduction». On ee gardere d'identifier l'en-cien président de la BERD eu personnage dant il e raconté le vie, mais on ne peut s'empêcher de penser qu'il axiste entre l'historian et eon madèle de traublantes similitudes.

Celui qui fut pendant près da dix ana l'un des plus prochea collaborateurs du président de le République sans jamais occuper d'autres fonctions que celles de conseiller spécial e tenté d'exercer, tout au long de sa cemière, son pouvoir de séduction, successivement ou simultanément, dans ses trois sphères de prédilection : la vie intellectuelle, l'action politique et l'économie inter nationale. Troia milieux qui fui not valu beaucoup de euccès. mais aussi pas mai de déboires, comme si, le channe des débuts une fois diesipé, on découvrait qu'il n'était pas tout à fait celui qu'il prétendant être.

Jacques Artali reconnaît luijamais accepté de le considérer comme un des leurs et que les politiquea ne l'ont paz miaux eccueilli. Quant aux financiers, ils n'ont cessé de voir en lui un intrus. Commencées dans l'au-phone du succès, les trois vies de cet homme d'influence ont suscité, tôt ou tard, les doutes at les polémiques.

L'intellectuel e d'ebord ébloui par ses emplee visions historiques, son esprit encyclopédique. son art de pulser aux sources les plus diverses pour formuler des idées stimulantes et parfois pro-vocentes. Né à Algar le 1- novembre 1943, ce brillant puis meître das requêtes au Conseil d'Etat, se révèls en publiant en 1974, avec Merc Guillaume, l'Anti-économique, dont les thèses, affirme Pierre Drouin dane le Monde,

e secouent efficacement les cadres vermusius de la pensée

La Parole et l'Outil, l'année suivante, Bruits en 1977, le Nouvelle Economie française en 197B. l'Ordre-cennibele en 1979. les Trois Mondes en 19B1. Histoires du temps en 1982, qui provoquent en général des débets pessionnés, aont sutant de jalons dens un parcours d'essayiste presque unanimement loué et complété par des débuts réussis de romancier, le Via éternelle, son premier roman, étant salué svec sympathie, en 1989, par la critique.

Pourtant, la suspicion s'insinue quand des accusations de plagiat sont ponées contre l'euteur, ceux qui jugant sa réputstion aurisite. Le controverse eutour ds Verbatim, eon dernier livre paru il y e un mois, qui reproduit des extraits d'entretiens de François Mitterrand avec Elie Wiesel, sanz l'accord de ce demier, et qui, de plus, en change lee dates, jatte une înis de plus le doute sur la riqueur intellectuelle de Jacques Attali,

La révision doctrinale de la gauche

Le rôte politique de l'ancien conseiller spéciel de Frençoie Mitterrand e nourri aussi la contestation. C'est en 1974 qu'il entre dans l'équipe de celui qui n'est encore que cendidat à la présidence de le République. Devenu le directeur de son cabinet, il sera de tous les combats jusqu'à le victoire de 1981 et l'installation à l'Elyeée dens le bureau voisin de celui du chef de

Lui qui e su, dit-on, per ses talants de pédagogue, réconcilier François Mitterrand avec l'économie est de ceux qui, après avoir plaidé pour le socialisme (« Oui, le socialisme, c'est le rêve », répond-il à Michel Rocard en 1979), contribue à hêter la révision docuinsie de la gauche. En 1983, svec un groupe de

conseillers de l'Elysée. convainc le chef de l'Etat de renoncer è faire sortir le franc du SME. « A l'époque, racontera Elisabeth Guigou, Attali était le seul du groupe à pouvoir exercer une influence sur le président, et il e joué un rôle extrêmement posiuf > (1).

Mais le conseiller spécial de Frençois Mitterrand ne ae contente pas d'intervenir sur les questiona économiques. Associé de près à le plupart des grandes décisiona du chef de l'Etat, en polidque intérieure comme en politique extérieure, il donne son avis sur tout, ou presque, et sert d'intermédiaire discret entre François Mitterrand et ses divers interlocuteurs. Il eet surrout, du côté français, l'orgenisateur des sommets, avec plus ou moins de bonheur : las fastea de Versailles, en 1982, irritent. Ceux de Parie, en .1989, à l'occasion du bicenteneire de la Révolution. sont mieux recus, malgré les

Hommege est rendu eu dynamisme da Jacques Attali. Meia son activisme parfois brouillon et le développement, autour du pré-eldent de le République, d'un escrit de cour auquel il n'est pas étrenger le desservent. Dans le jeu politique comme dans le jeu intellectuel, Jacques Attali est critiqué perce que, dit-il, il ne respecte pas les règles. D'autres diront que, per orgueil, il refuse de se plier aux disciplines com-

En 1991 s'nuvre la troisième vie de Jacques Attali, celle de banquier international. Elle vient, pravisolrament peut-être, de prendre fin. L'encien conseiller spécial du président de la République n'e pes respecté les règles. En économie non plus on ne se soustrait pas impunément aux exigences de la riqueur.

THOMAS FERENCZI

(I) Cité par Pierre Favier et Michel Martin-Roland dens la Décenn terrand, tome i, Le Soul, 1990.

SECTION OF THE SECTIO

The state of the s

Commence of the property state

ment of the field the

auf fein au fieblich und eitermit

The same of the sa

the second of the first pure

and the state of t

To the case of the term happen and the men Courts of the process and the Total and the

and the second states

La presse à r

a zzisieme | case ... at ---Te de l'ecrit, bub., list met en lumiere un cor The second secon and francais et as eve A second of the S contracted gas and a

3 types de presant la contra constant de מרד הם בנולנם בו Ba note mens se conforme a second recommendation of the conformer Su magazine ralentit mais in the fact of the control winds. Sec 25. Date . Jean Master Marine Control of 129 En de l'esser :

3 frace (#6)

the resolution

ista de la presse grote i trouble i Mr. Offic eine in 🚈 Le poids de la publicité

45/14 graners Consequences and 10 2 - Feb. 24.04 5 19 WANT AND 4 1200 . T . P and the same 1. Table 11. 11. 200 A 10.00

> Same at 1 La diffusion en Fr

Sample of N Kur K. The Superior of the

La «banque chic de l'Europe pauvre» a pâti de sa naissance précipitée

«C'est moi, c'est moi qui ai eu l'idée!» En ce jour d'avril 1990, M. Jacques Attali ne cache pas sa colère devant un interlocuteur qui a osé souligner le rôle d'autres per-sonnalités dans la conception de la BERD. Le conseiller spécial du président Mitterrand, propulsé pré-tident la confession de la conception de la président Mitterrand, propulsé président de la conférence constitutive de la BERD, traçait de grands projets pour l'Europe. Un continent uni dans la prospérité économique et partageant, selon ses mots, « la démocratie, c'est-à-dire les droits de l'homme, le multipartisme et la liberté d'information».

Jacques Attali

Aujnord'bui, la chute des régimes communistes semble loin-taine, mais les calamités économiques paraissent ne jamais devoir finir. Et la BERD, la grande insti-tution lancée par le président Fran-çois Mitterrand à ls fin de 1989, mise sur pied en un temps record sn printemps de 1990, souffre. Elle souffre, bico sûr, des attaques inin-terrompues à l'encontre de son président, qui se sont suldées, ven-dredi 25 juin, par la démission de M. Jacques Attali. Elle souffre, encore, des difficultés d'intervenir dans des pays en pleines transfor-mations économiques où les pro-grès sont lents et fragiles. Mais, fondamentalement, la BERD souffre, depuis sa création, des amhiguités profondes à propos de son rôle et de ses statuts.

Tremblement de terre

. . . . -= ;

A second second

.....

10 pt 10 pt 475 ft

اد وحد سا د

en de de la companya de la companya

A Company of the Company

Pour comprendre le malaise actuel de la BERD, il faut remonter au mois de novembre 1989 : les hulldozers o'ont pas fini de raser le mur de Berlin, ouvert dans la liesse le 9 onvembre; à Prague, la révolution de velours o'est encore qu'un rêve; à Bucarest, Ceausescu règne régime communiste du président réformateur Gorbatchev est encore

Les gouvernements européens ont hien conscience qu'un tremblement de terre est en train de se produire, mais ils n'eo connaissent pas exactement l'ampleur lorsque le président Mitterrand lance, devant ses collègues de la CEE, l'idée d'une « Banque pour l'Enrope ». Les bouleversements sant tellements radicaux, se déroulent à une telle vitesse que le projet fait rapidement son ebemin. Après tout, les gouvernements avaient bien fondé, au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Bsnque mondisle, ou plus exactement la Banque internationale pour la reconstruction et le développement

A partir de là, le mot d'ordre est celui de la célérité : en quelques mois à peine, les actionnaires sont mois à peine, les actionnaires sont réunis, les statuts sont rédigés, puis ratifiés. e Aucun organisme international n'a été crée nussi vite l'», s'exclame-t-on. Mais, pour avancer aussi rapidement, il a falln faire des concessions, aplanir les différences. Déjà, les États-Unis jouent un rôle majeur. Réticents à la mise sur pied d'une oouvelle entité multilatérale, « les Américains s'opposent carrèment à l'idée de s'asseoir à une même table que les Soviétià une même table que les Soviéti-ques, ou sein d'un organisme non contrôle par les Etots-Unis », se souvient un proche des oégo-

Finalement, on lenr accorde le titre de premier actionnaire (avec 10 % du capital) et on limite consi-dérablement l'accès de l'Uninn soviétique aux concours de la Banque. Par ailleurs, plusieurs action-naires exigeot que la Banque res-treigne ses activités à la promotioo

taujaurs en maître; à Moscou, le du secteur privé. Ils font valoir que plusieurs institutions, Banque mon-diale ou Banque européenne d'investissement, sont déjà spécialisées dans l'aide au développement. La France, elle, imaginait surtout des grands financements publics, par exemple ponr développer les moyens de enmmnnicatinn d'un bont à l'antre du continent. Qu'à cela ne tienne : un compromis est trouvé, la BERD financera à 60 % le secteur privé, à 40 % le secteur

Le «non» américain paga di paga

Antre chantier d'affrontement : le choix du siège et la nomination du président. La pinpart des capi-tales d'Europe de l'Est comme de l'Ouest proposent d'béherger la BERD. Au terme d'un marchandage complexe effectué à Washington où se discute l'augmentation de capital du Funds monétaire international (FMI), les hases d'on acenrd franco-britannique sont jetées : Londres accepte que la France figure au même rang qu'elle parmi les actionnaires du FMI et Paris lui concéde le siège de la BERD. Jacques Attali, lui, devient président, malgré les grincements de dents des nns, qui ricanent devant le théoricien des nationalisations en France devenn apôtre des privatisations à l'Est, et des autres, qoi dontent des capacités d'un écrivain à devenir banquier.

Ces difficultés initiales unt ressurgi régulièrement tout ao long des trois années d'existence de la BERD. Sans même parler des atta-ques régulières de la presse à l'en-cootre de M. Attali, quelques exemples sont éloquents. An prin-temps de 1992, lors de l'assemblée

l'évalutino depuis dix ans est

Ce dyoamisme des magazines

ceotage d'Europe) et par contre-coup la faihlesse des quotidicos

hexagonaux (60,4 % du marché,

contre 74,6 % en Espagne, 78,9 % en Suède, 87,5 % en Grande Bre-

Les chiffres évalnés par les homologues de Diffusinn Contrôle-OJD, dessinent uoe Europe de la

presse à trois vitesses : les pays nordiques (et la Suisse) à forte dif-fusion et furte recette publicitaire

par babitant, l'Allemagne et la Grande-Bretagoe en position médiane, les riverains de la Médi-

exceptionnelle.

ton, il apparaît clairement que les opportunités d'opérations rentables de la Banque à l'Est sont rares, alnrs que les besnins sant immenses. Certains proposent alors que la Banque effectue certains prêts à des conditions préférentielles, notamment pour le finance-ment des infrastructures. Les Etats-Unis opposent une fin de non-rece-voir très sèche.

D'autre part, le nombre de pays bénéficiaires des npérations de la BERD est passé de buit lors de la création, à près de trente aujour-d'hui, compte tenu notamment de l'éclatement de l'URSS: comment élargir le ebamp des npérations, aints que, même dans les pays d'Europe centrale les plus avancés dans la transition, les missions de la BERD ue sont pas parvenues à matnrité? Pent-on retenir les mêmes schémas pour la Hnngrie nu pour l'Azerbaldjan? Eofin, la missinn «politique» de la BERD reste floue. Selon l'article premier des statuts, les membres dnivent s'engager à e respecter et mettre en pratique les principes de la démo-cratie pluraliste, du pluralisme et de l'économie de marchés. Dans plu-sieurs Etats, le mains que l'un misse dire et con ces conditions puisse dire est que ces conditions ne sont pas respectées.

Un continent en plein chambar dement, des missinns grossière-ment définies, des tensions an sein des actionnaires... La BERD ne partait pas sur les meilleures bases. Une institution internationale meurt rarement. Nul doute qu'aujourd'hui, la « banque chic de l'Europe pauvre » pansera ses plaies et cootinuera à vivre. Si, du mnins les amhiguités qui ont perduré depuis sa création sont enfin

presse qui seront attribuées pro-

chainement (le Monde du 25 jnin),

M. Carignon a annoncé qu'il scrait

« là pour les mesures d'urgence qui

s'imposent ». mais aussi pour les

Les réactions

aux mesures d'aide

Plusieurs journaux ont critiqué

les mesures d'aide à la presse

annoncées per le ministre de la

communication Alain Carignon (le Monde du 25 juin). Pour Barnard Porte, qui préside le groupe Bayard Presse (éditeur de

le Croix), il s'agit d'un «saupou-drage» pour une partie (90 mil-lions de francs), qui ira à l'en-

semble des journaux, alors que

les aides à la restructuration ne

concerneront que deux ou trois journaux au bord du dépôt de blian. La critiqua est parallala

dens l'Humanité, où le directeur

adjnint, Plarre Zerka, écrit : «L'assentiat du diapnaitif

apparaît comme un saupoudrage, dont l'afficecité sara

inversement proportionnelle aux

Les critères d'attribution du fonds de soutien sont en effet peu discriminants, alors que le

récession publicitairs frappe lar-gement. Le fonds pourrait donc bénéficier à une grande partie de la presse, ea qui diluerait elors

son impact sur cheque titra. Quant à l'aide à la restructuration, elle vise en premier lieu à seuver le Quotidien de Paris.

Pour sa part, le nouveau pré-sident de le Fédération nationale de le pressa française, Jean

Mint, a salué cee mesurea d'aide. Mais il e réitéré, dans une

lettre au ministre de la communication, «la demande pressante» de le FNPF pour «une réduction»

de la TVA, car il s'agit de «l'aide la plus simple, la plus juste que vous puissiez nous accorder».

FRANÇOISE LAZARE

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque samaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « la Monde redio-télévision » ; n Film à éviter ; a On paut voir ; a a Ne pas manquer ; a au Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 26 juin

TF 1 20.45 Divertissement: Les Grosses Têtes 22.40 Téléfilm : Duo d'e mour

et de mort. De Jag Mundhra. 0.15 Série : Chapeau melo et bottes de cuir.

FRANCE 2

20.50 Divertissement: Surprise sur prise 22.25 Série : L'As de le Crime. Une brillante famille, de Gv

23.20 Journal et Météo. 23.35 Magazine : Le 25- Heure. Présenté par Jacques Perrin. Plantu/Arafet : rencontre au sommet (redif.) ; Plantu/Perez (redif.).

0.45 Documentaire : Aimer.

FRANCE 3

20.45 Sport : Jeux méditerranéans Football : finale, en direct de Nîmes, Tuquie-Algérie.

22.35 Journal et Météo. 23.00 Magazine ; Repères.

Présenté par Jean-Pisrre
Elkabbach, invités ; Anne Sinclair ; le professeur Michel
Jouvet, neurophysiologiste ;
Gérard Oury, caréaste.

23.55 Magazine; Musiques sans frontière. Présenté per Medy Tran. 0.40 Continentales club.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Le Piège du désir. De Jerry London. 22.00 Magazine: Dans la nature. De Stéphane Peyron.

22.45 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Ghoutiee 2, n Film américain d'Albert Band (1988).

0.30 Cinéma : Epouses et concubines. == Film chinois de Zhang Yimou

ARTE

20.40 ➤ Documentaire : Lefty, en souvenir d'un mort à Brooklyn. De Max Rehbein.

22.05 Téléfilm : Les Chinois arrivent.

23.45 Musique: Montreux Jazz Festival. L'éventail de Montreux, Ofra Haze, Vinx, Wayne Shorter, ie Modern Jazz Querter, Rechel Ferrel.

0.15 Série : Monty Python's Flying Circus (redifi.). M 6

20.35 Divertissement:

Tranche de rire. 20.50 Téléfilm : Trahisons en série De Stephen Gyllenlea 0.05 Série : Soko,

Dimanche 27 juin

20.45 Cinéma : La Scournoune, a Film français de José Gio-vanni (1972).

22.35 Magazine : Ciné dimanche. 22,45 Cinéma : Poker, # Film français de Catherine Corsini (1987).

0.15 Journal et Météo. Le Vidéo lub.

FRANCE 2

20.50 Cinéma : Doux, dur et dingue. Il Film eméricain de Jamea Fargo (1978). 22.50 Téléfilm : L'Été sanglant. De Charles Hald. explique d'ailleurs la place qu'ils prennent en France (36 % du marché de la presse, le plus fort pour turation des secteurs fabrication ».

0.20 Journal et Météo. 0.35 Magazine: Musiques au coour.

FRANCE 3

20.45 Spectacle: Cirque de Monte-Carlo. Présenté et commenté par Sergio.

22.05 Journal et Météo. 22.30 Spectacle : Cérémonia de clôture des XII- Jaux méditerranéens Présentée par Frédéric Mitter-rand, en direct des Arènes de

23.50 Cinéma : La Féline. = Film américain de Jacques Tourneur (1942).

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Tha Two Jakes. = Film américain de Jeck Nicholson (1990). 22.45 Flash d'informations. 22.50 Magazina :

L'Equipe du dimenche. Présenté par Pierre Sied. Boxe ; Footbell, 1.25 Cinéma : Amoureuse. # Film français de Jacques Doil-lon (1991).

20,40 ➤ Soirée théâtre : Goldoni-Strehler. A l'occasion du bicentenain de la mort de Carlo Goldoni. 20.41 Théâtre : Arlequin, serviteur

de deux maîtres. Plèce de Carlo Goldoni, mise en scène de Giorgio Strehler. 22.40 Documentaire : Artequin, répétitions 93,

De Francesca Pini et Michel Muller. 22.50 Documentaire: Carlo Goldoni Giorgio Strehler. Le Théâtre de la poésie, de Francesca Pini et Michel Muller. 23.50 Documentaire:

Visages protestants. De Sabine Rollborg. 0.20 Cinéma d'animation :

Snark. Passion, de Jirri Trnka. M 6

20.45 Téléfilm :

Et si on faisait un bébé... De Tom Moore. 22.30 Magazine : Culture pub. Spécial talents.

23.00 Cinéma : Onze jours, onze nuits. O Film italien de Joe D'Amato (1987).

0.45 Informations: minutes première heure. 0.55 Magazina : Nnuba.

DEGRIFTOUR

SĖJOUR GUADELOUPE SAINT-FRANÇOIS HOTEL *** 1 SEMAINE 3 990 F VOL A/R PARIS/ POINTE-A-PITRE à partir de 2 290 F/TTC VOL A/R PARIS/ NEW YORK à partir de 1 490 F HT 3615 DT

DROUOT RICHELIEU 9, RUE DROUOT, 75009 PARIS Tél. 48-00-20-20 - Télex : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et en anglais au : 48-00-20-17
Compegnie des commissaires-priseurs de Parie

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la vellle des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente. Régisseur O.S.P.. 64, rue La Boètle. 75008 PARIS. 40-78-45-45.

LUNDI 28 JUIN

S. 10 - 11 h. Estampes contemporaines. 14 h 30. Estampes japonaises. Livres illustrés modernes. Importantes estampes anciennes et modernes dont GOYA Los Caprichos, suite des 80 planches. Première édition, 1799. TOULOUSE-LAUTREC, le Jockey, 1899, lithographie en couleurs.

The property of the samedi 26-06, 11 h/18 h. Catalogue 50 F. —

My LOUDMER.

anouelle de la BERD à Washiog-

Le troisième observatoire annuel de l'écrit

La presse à plusieurs vitesses

Le troisième observatoire annuel de l'écrit, publié le 24 juin, met en lumière un certain retard français, et les évolutions contrastées des différents types de presse : l'érosion de la diffusion des quotidiens as confirme, ta presse magazine ralentit mais progresse encore.

« Cessons de nous rouler dans la morosité!»: Jean Miot, président de Diffusion Contrôle-OJD, l'organisme qui certifie les chiffres de diffusion de l'essentiel de la presse en France (660 titres contrôlés, représentant 90 % de la diffusion), l'avenir de la presse.

Certes, l'observatoire annuel de ont réussi à croître : la presse d'acquant les aides exceptinnnelles à la l'écrit dont il présentait la troi- tualité (qui inclut les magazines sième édition jeudi 24 juin fait apparaître une nouvelle érosion de ments, la presse de télévisinn dont apparaître une nouvelle érosion de la diffusion des quotidiens en 1992, et un oet ralentissement de la presse magazine.

Quant aux recettes publicitaires, elles cootinuent leur dégringolade. D'ailleurs, avoue Jean Miot, « la presse n trop joué le marché de la publicité, et parfois oublié que son premier client, c'est le lecteur». Mais il préfère oourrir son optimises d'autres endos en constate misme d'autres credos ou constats, estimant que la presse est atteinte d'une e fièvre passagère » et pas d'un « mal profond ».

dans les pays de la CEE est endia une vue résolument aprimiste de guée; certains secteurs de la presse magazine grand publie française

Pour lui, l'hémorragie des ventes

Le poids de la publicité

1992	Nbre d'exempl. payés/hab.	Recettes publicitaires de la presse par habitant (an ecus) (1)	Part de la presse dans les recettes publicitaires	terranée et la Belgique en queue du peloton sur ces deux critères. S'il reconnaît cette situetinn, Jean Miot n'y voit aucune fatalité. En tout cas, il rejette mut com- plexe vis-à-vis de la télévisinn,
Allemagne Belgique Espagne Finlande France Grande-Bretagne Italie Norvège Suède Suisse	180 84 46 287 76 143 52 219 214 233	74 37 53 99 64 82 42 120 134	54 % 31 % 48 % 74 % 43 % 81 % 40 % 84 % 82 % 77 %	appelle à la solidarité des éditeurs, souhaite moderniser encore les meaures de diffusiun de la presse, et relever le défi de la concurrence en jnuant « la qualité éditoriale avant tout ». Le ministre de la communication Alain Carignon lui a répondu sur nn ton identique, qui se vnulait a lucide sur la grayité des enieux, et
(1) Un ecu vaut environ	6,80 F.		Source : IFABC	en même temps combatif». Evo-

La diffusion en France

	Nombre de titres OJD	Diff. payée en France 92 (en millions d'ex.)	Diff. payée en France &2 (en milions d'ex.)	Evalution diffusion 1992/1991	Evolution diffusion 1991/1990	Part des abonnements dans les ventes	
* Ouoticiens	68 10	2 592 626	=	- 1,2 % - 1,8 %	- 0,3 % 0 %	26 % 17 %	
"Publications	364 12 31 34 132 16	1 608 577 306 236 160	335 238 243 172 112	+ 0.7 % + 2.4 % - 0.1 % + 3.1% - 1.1 % - 1.8 %	+ 2,7 % + 1,7 % + 6,3 % + 0,8 % + 1,8 % + 3 %	33 % 22 % 14 % 45 % 36 %	
Press maculine/sensation	7 28 26	115 56 46 46	62 79 84	-7,1 % -7,1 % +4.2 %	- 0.1% + 1.7 % + 11.3 %	4 % 36 % 99 %	

The same of the same of the same of September 1

eren mader i gegin terigi

The second specific was the

AND STREET FOR STREET

The second second second

्र । अस्त्राहरू

the second section of

1977年,建設的政治教育建设的政治。

A commence and the second section ্ত্ৰ প্ৰস্থান কৰিছিল প্ৰতিষ্ঠান কৰিছিল কৰিছিল কৰিছিল কৰিছিল সংগ্ৰহণ কৰিছিল কৰিছিল কৰিছিল

MICHE INTERNATIONAL DES CAPITAUX

SEMAINE DU 21 AU 25 JUIN 1993

REVUE DES VALEURS

PARIS

Comme un air de fête

Est-ce l'arrivée de INDICE CAC 40 ['été, la Fêta de la musique ou les cinquante ans de +2,64 % Johnny Hallyday qui ont donné aux quetre premiàres séances da la semeine cette note anjouée?

Brave meis bienvenue, cette touche colorée e'est ejoutée eu secret espoir dea investisseurs de vivre une reprise du marché. Une perspective, hélas l, troublée vendredi eprès l'eccrochage franco-allemend et les déclaretions ellemandes sur les taux d'imérêt (voir la rubrique Marché monétaire at obligataire paga 15).

El pourtant, eet élan semblait prometteur à en croire trois indicateurs : une prograssion hebdo-medeire de 2,84 % aprèe une période d'hésitation, un volume de transactions sur le marché à règlement menauel dépassant quotidiannement lee 3 milliards de francs et un terme boursier de juin s'achevant sur un gain de 5.75 %. Il e'agri de la deuxième meilleura performance mansuelle depuis le début de l'année après les 6,41 % de hausse en février.

Ce regein (+ 0,99 % lundi, + 0,32 % mardi, + 0,37 % le lanrmain, jour de la fiquidation), qui e duré jusqu'au pramier jour du terme de juillet (+ 1,08 % jeuch). a été porté par les succès de l'emprunt Balladur, la réussite de la pri-

25-8-93

3831 390,50 164,30

26-6-93

25-6-83

Bâtiment et matériaux

Diff.

+ 6 + 139 + 111 + 14 + 0.40 inch.

DHf.

DIH.

6,85 16 6,50 3,30 13 25,16 3 39 6

<u>Agroalimentaire</u>

Eridania Béghia .

Assurances

vatisation du Crédit local de France (CLF) et par la détente continue du loyer de l'argent. Lundi 21 juin, la Banque de France a, pour la neu-vième fois depuis le moie d'avril, réduit ses taux d'un quart de point. Mais subitement, vendredi, cette politique semblait trouver see limites eprès les déclarations du ministre allemand de l'économie. Théo Waigel, rejetant toute idée de baisse concertée des taux d'intérêt en Allemagne et en Franca. Au terme d'une séance hésitante, l'in-dice CAC 40 terminen en beisse de 0,13 % à 1 960,84 points.

> Naissance de Paris Europiace

La semeine eura été marquée par le placement réussi des titres da Crédit local de France, premièra privatisation partielle du gouvernement Balladur. La demanda e été 17,6 fois supérieure è l'offre lors de l'offre publique de vente, e indiqué, vandredi, le Société das Bourses françaises evec 112.7 millione de titres demandés pour 6,5 millions d'ections offertes. 660 000 titres supplémentaires om été ettribués par prélèvement sur la quantité d'ections offertes sur la marché international. Le titre étent proposé eu prix da incs pour un cours actuel de 412.50 francs, cela représente

pour les souscripteurs une prima de 6.8 %. Ce succès est peut-être un signe cement de titres qui concernera, cette fois-ci, Roussel-Uclaf, Suite à une eccord evec l'ellemand Hoechst, actionnaire majoritaire du groupe pharmaceutique français, Rhône-Poulenc a décidé de mettre sur le marché les 35 % qu'il possédeit. Cette cession, qui devreit se faire sous la forme d'une offre publique de vente entre 550 et 575 francs per action.

La perspective d'un regain d'intérêt pour la Bourse française a conduit la jeune association Peris Europiace, présentée officiellement vendredi 25 juin, à réunir plus de 400 investisseurs le 5 juillet sur le thème «Réussir les privatisations». Ce colloque, présidé par le ministre de l'économie, Edmond Alphan-déry, sera suivi à la fin de l'année par une journée de rencontre à New-York avec les investisseurs

Sur le front des OPA, le conseil d'administration de l'Office commereiel pharmeeautique (OCP) recommande aux actionnaires du premier répartiteur pharmaceutique français d'epporter leurs titres à l'offre faite par l'allemand Gehe. La SAT (groupe Segem) e confirmé, quant à elle, son projet d'OPA sim-plifiée eur la société Atlantis, en offram 39 francs par action eux actionnaires minoritaires. De son côté. Didier Pinaut-Valencienne, président de Schneider, e annoncé

Elle e pour but de réduire de 1 milliard de francs l'endettement actuel du groupe. La veille, les cotations avaien1 été momentanément suspendues après des rumeurs d'origine syndicale d'un rapprochement de certaines ectivités électriques avec AEG, Les deux groupes allemand et français ont démenti tout projet précis, reconnaissant cependant avoir des conversations normales entre concurrents.

groupe par sa holding de contrôle

SPEP à l'eutomne prochain. La parité retenue a été de 10 actions

SPEP pour 7 actions Schneider.

Les essemblées générales ont eu des répercussions différentes sur les titres concernés. Si Euroturnel a réagi négativement, jeudi, à l'annonce d'un emprunt de 8,5 milfiards de francs nécessaire pour achever la construction du tunnel sous la Manche, l'action Michelin a vivement progressé vendredi (+ 5,3 %). Les dirigeants ont simplement confirmé leur intention de poursuivre en 1993 leur epolitique

de prudence» en raison de le crise. Enfin, avec la nouveau terme boursier, a disparu de la cote Majorette, leader mondial de le voiture miniature, car, selon un communiqué, il est « malheureusement exclu d'envisager un apurement total du passif et un remboursement quelconque du capital».

DOMINIQUE GALLOIS

202.20 + 2.70 473 - 23 1536 + 31

473 -23 1536 +31 301 + 3 457,90 +36,10

467,90 + 36,10 153 + 9 65,05 + 6,05 296,20 + 5,20 190,40 - 22,16 573 + 61 463 + 10,40 818 + 13 166, + 11,40

Métallurgie, mécanique

	26-6-93	Diff,
Ħ	NC	NC
FC	431.60	+ 6,60
rds	196	- 10
foer	48	- 3,20
n hotoáriala	3136	- 15
Gently	473	- 2,50
6	780	+ 24
11CO	519	+ 2
gap#eć	706 _	+ 7
	578	+ 25

Investissement et portefeuille

01341044			
	25-6-93	Diff.	
Vancione Sup	2 903	Inch.	Ameuk Bolloni
log Marché	615	- 9	Corus
BUTEFOUT	2 837	+ 55	CGIP
Acido	140,50	+ 4,50	Euroba
autorarma	603	+ 19	Gaz et
DME	480	+ 9	Lagard
compt. Modernes.	1 310	+ 6	Marine
hemort	4 130	+ 140	Navigar
Poctos de France	492,50	- 3,60	Nord-E
ini. Lafayette	1 670	+ 168	Origin
Albert SA (1	1 455	- 7	Pacitine
Payerson Gasc	1477	- 3	Pacitor
handt Printerpos.	731	+ 6	Pinsolt
rimages	772	- 21	SPEP.
romodés	808	+ 16	Suez
COA	13,65	+ 0,05	Wante

(1) Coupon = 19 F.

Chimie	VALEU		
	26-6-93	DHf.	——
ir liquide (1-)	722 936 298 16750 158 696 556 610 575 1 205	+ 12 - 4 inch. - 50 + 13.40 - 75 + 20 - 2 + 1 - 1	Alcatal Alet 6SH ELF Aquital Ease (O- gir Lalarge Cop L'Oriel Rhine-Pool Parities LYIMY
(1) Coupon = 14 !			Crédit Lyon

Consommation non alimentaire

	25-6-93	L_	DIII.
8IC	1198	[-	103
Chargeors	1002	i .	16
Christian Dior	275,80		5
Clarkes	512	 	14
OMC	248	-	7.10
EBF	595	-	40
Emilior lett.	478	-	34,90
Groupe André	840	1	21
L'Ordel	1 108	-	88
Moulinex	89.6	_	2,50
Salomon	1 548		52
SEB	435	l –	15,60
Side Reseignof	1195	ı	90
Seromer-Allbert	1 468	l	39
Yves Saint Laurent	728	í –	31
Zodiec	1 730		12

Credit et banques

	25-6-93		DHI.
Comp. beccairs	617		22.16
BNP CI	519	-	15
Cotolom	1 330	٠	37
CP9	329,50	+	6,50
CDE	219		inch.
CCF	233.30	+	1,60
CFF	1045	*	29
CLF	416,50	+	11,90
Crédit lyon. Cl	672	-	9
Cricit national	1244	+	16
Société générale	588	•	8
SOVAC	1 296	-	16
UFB Locabal	336	+	16
UIC	648	-	26
Vie Benges	321	+	16,80

Electricité et électronique Immobilier et foncier

	26-6-93	DH.		26-6-93	Diff,
Alcatel-Alath, [1] Alcatel-Câble Câble Câble Câble Labiani Lagrand Marza Hachetto Radiotochalque Sagern Schaadler Sectant Avionique Sectant Sectan	565 495 439 587 4 130 138,80 280 1 660 671	+ 15 + 20 - 20 + 7 + 2 + 64 + 8.60 + 8.50 - 13 + 9 + 2	CFF SFC Lacks Officer Selection Sele	NC 431,80 195 48 3136 473 780 519 	NC + 8.60 - 10 - 3.20 - 15 - 2.50 + 24 + 2 + 7 + 28

Distribution

	25-6-93	L	Diff.
Alagelegné Sup	2 903	ŀ	Inch.
Bon Marché	615	!-	9
Carafour	2 837	+	55
Cacino	140,50	۱+	4,50
Castorarna	603	+	19
COME	480	l+	9
Compt. Modernes.	1 310	1+	6
Demert	4 130	1+	140
Doctes de France	492.50	۱-	3,60
God, Lafavetto	1 670	۱+	168
Gulbert SA (1	1 455	l -	7
Guverage Gasc	1 477	۱.	3
Pleaset Printerps.	731	١.	6
Primages	772	I -	21
Progredie	B06	l٠	16
SCOA	13,65	1	0.05

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM				
	Nombre de titres	Valour en cap. (MF)		
Alcatel Airchem 6SN 6SN 6FF Aquitains Emr (D' gladrais) Lafunge Coppie 1/Oriel	2218 188 1 472 103 2 312 900 385 900 2 287 485 775 585 1 388 790 1 883 790 1 147 400 983 100 1 015 250 525 800 884 125	1 459 106 1 300 105 1 274 400 878 105 850 545 827 758 748 473 853 190 678 224 565 771 591 388 560 071 545 865		

	Nombre de titres	Valour en cap. (MF)	Val	eurs .	3 3	Valeurs	į
ioni	2218188	1 459 100	Validace	e	+ 94	L	l
	1472103	1 300 155		L	+ 5.3	Plante Onziani	Į.
·	2312900	1274400	Legis k	·	. 8.7	Norden	ŀ
de also)	385800	\$76 165	Galaries		+ 8.5	Cliow	ļ,
de	2287486	550545	uffile	abel	+ 84	END CCI	į.
	775 555	827 758	Skis No.	missol	+ 8.3	Contract	į٠
PE A	1388790	748479	Ordel _		+ 7.7	ERF Toeda B.)	i
	1 535 438	583190	Parities	(Plat)	+ 7.4	Descript Avist.	:
	179300	678224	Paris Es	c Part	+ 7.1	Buseue Colbert .	ļ.
	1147400	595771	Gr. de la	Co	+ 6,5	Euro Die. SCA	i,
ois CF_	963 100	591 368	lefor. Ci	Glo	+ 5,5	DOIC (Doll, ML)	ŀ
	1015250	550071	Laterge	Comple	. 54	Intertectatique	ŀ
rafe	325 680	545 885			. 84	Lablest	i
	884125	532 381	Descript		+ 8,2	Bollare Techn	ŀ

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en militars de maries)							
	18-6-93	21-6-93	22-6-93	23-6-93	24-6-93		
RM Comptant	3 095 958	3 510 048	5 040 845	4 774 583	7 067 970		
R. et obl.			36 112 963	38 453 704	34 645 459		
Actions	194 167	200 266	309 063	248 572	428 172		
Total	41 189 421	34 367 406	41 462 671	43 486 859	42 141 601		
INDICES CAC (du landi au vendredi)							
	21-6-93	22-6-93	23-6-3	24-6-93	25-6-93		

I C MOLIBIC DEC TRANSACTIONS (se estima de ferens)

		ICES CAC (du				
	21-6-93	22-6-93	23-6-3	24-6-93	;	25-6-93
Indice gén!	520,9	527,7	526,9	534.9	:	533,5
	Q	mase 100, 31 d	écembre 198	7)		
Indice CAC 40 .	1 929,17	1 935,28	1 942,41	1 963,30	;	1 960,84

MATIF Notionnel 10 % Cotation en pourcantage du 25 juin 1993 Nombre de contrats : 188 212 environ				
		ÉCHÉ	UNICES	
COURS	JUIN 1993	SEPT. 1993	DÉC. 1993 MARS 1994	

119,60

119,34

118,76

119,44

119,02

118,72

121,56

121,56

à ses actionnaires l'absorption du

	26-6-93	Diff,		25-6-93	L
regulation	NC 431,80 195 48 3136 473 760 519 	NC + 8.80 - 10 - 3.20 - 15 - 2.50 + 24 + 2 + 7 + 28	CarupudMetallox. Destablt Aviation; De Districts Fries-18ie Indistricts Indistricts Métaleurop Pechiney Ct. Pechiney Int. Pengnot SA Strafer Facont Valor.	202,20 473 1 538 301 457,30 65,05 296,20 190,40° 573 663 818	414444444

11,20 24 26,16 11,70 12,20

Baine

25-8-93 Diff.

NC 406 79 1 118 1 830 1 625 113,50 335,50 963 143 NC 176 407,20 + 316,60 + 270 +

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Mines d'o	r, diama	unts.	
	26-6-93	Diff.	
Anglo-American Buffeldonteln De Beers	171, 56,60 94,50	+ 8,30 + 4,80 inch.	

{1| Coupon = 9,30 F.

72.80 + 6.45 14.20 + 6.85 27.25 + 2.85 43 + 2.70 42.90 + 4.85 160 + 18.50

Sicomi ou ex-Sicomi					
	25-6-93	Diff.			
al Investe	1004 NC 430 561 690 937 173 417	+ 44 inch. + 14,50 + 27 + 37 + 27 + 3 - 6			

Transports, loisirs, services

25-6-93 Ditt.

		_	
Accor BIS Casel Plos. Cap Gentlar CEP Contrassic CEP Contrassic CES tof. Cuto Middlementle Despile Cep. Génir, des gent Esco Esco Disney Haves Lyonnales-Dursez OGF Pub. Filipsechi. Publicia. Delivas Vieljeox SITA	605 124 1240 186,16 339 330 365 240 2255 432,50 451,20 555 686 980 980 980	+111+++ ++1++	13 25,40 41 3,70 1 6 13,50 lnch. 45 7,50 3,05 8,10 4 inch. lnch. lnch.
Sigos ,	447,50	-	17,50
Sodube	581	+	33
[F1]	432	-	6

<u>Pétrole</u>

	25-6-93	Diff.
France	120 352,50 317 700 589 270,70	lach. + 19 + 9 + 4 - 17 + 3,40

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	25-6-93	Diff.
9.80 % 1979 9 % 1979 10.80 % 1979 EDF-GDF 3 % CHB 6 000 F. CHB 9ur. 6 000 F. CHB 5 000 F.	100,1 NC 104,8 5 510 100,42 100,1 NC 100,4	inch. Inch. Inch 50 + 0,02 Inch. Inch. Inch.

NEW-YORK

Stabilité

0,11 % in c h a n g é e (-0,11 %) d'une semaine à l'eutre, les iovestisseors préférant rester pru-

denis evant la publication des résultats financiers des entreprises au deuxième trimestre. La grande Bourse new-yorkaise a évolué en dents de scie, tantôt soutenue par les prévisions de bons résultats semestriels (Goodyear) ou par un dollar fort, tantôt déprimée par les attentes de résultats en nette baisse (Kmart) ou par de mauvaises statistiques. Les opérateurs ont été incités à la prudence par une baisse de 1,6 % des eommandes de biens durables en mai et une croissance de 0.7 % sculement du produit intérieur brut (PIB) au le trimestre.

Les titres pétroliers ont reculé en raison d'une forte augmentation des stocks de brut sux Etats-Unis et de la baisse des prix mondiaux du pétrole. Les veleurs du tabae ont gagné du terrain en raison du proces entamé par l'industrie contre l'administration américaine pour contester les conclusions scientifiques d'un rapport sur le tabagisme passif. Les actions des compagnies minières ont progressé

Wall Street est res- grâce à un bond de 5 dollars des MOCE DOW JONES 1ée quesiment prix de l'or, dans un marché tou-

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, est 10mbé à 6,70 % - leur plus bas niveau depuis seize ans -contre 6,81 % vendredi dernier, en raison de l'acceptation par le Sénat du plan de réduction du déficit budgétaire et de la spéculation d'une eroissance ralentie cette

Indice Dow Jones du 25 juin :

3 490,89 (c. 3 494,77).					
	Cours 18 juin	Cours 25 juin			
Alcos ATT Boeing Chase Man. Bank Du Pent de Nemoure Exsman Kodek Excos Goneral Motors Goneral Motors BM TT Motifi OB PREST	67 1/2 61 1/4 38 1 50 1 65 1/4 94 1 41 1/4 38 1 41 1/4 38 1 74 1/4 74 1/4 86	63 3/6 82 1/4 38 1/4 31 1 51 3/6 50 7/8 94 3/4 43 3/4 49 3/4 83 3/4 74 1/2 69 5/8 64 1/2			
Texaco UAL Corp. (ex-Allegie) Union Carbide United Teck Wastinghouse	63 1/4 122 5/8 19 1/8 53 7/8 14 3/4	63 7/8 121 3/8 16 55 14 1/2			
Kercie Cord	.77 1/4	79 7/8			

TOKYO

Incertitude politique

politique décourageant toujours les iovestisseurs individuels. L'indice Nik-

Les cours ont continué de baisser, cette

semaine, à la 8ourse de Tokyo, le

climat d'incertitude

duels. L'indice Nikkei a perdu 144,97 points, soit
0,7 %, sur les einq séances pour
terminer à 19 659,57 points, après
lune chute de 359,44 moints au
cours de la période précédente 16.
volume d'affaires quotidies s'est
établi en moyenne à 291 % millions
d'actions, co baisse par rapport
aux 314 millions d'ections échansées la semaine précédente.

Selon les courtiers, beaucoup d'iovestisseurs, et notamment les individuels, sont restés à l'écart du marché après le disselle d'iocart d'io marché, après la dissolutioo vendredi 18 juio de la Chambre basse du Parlement et la censure du gouvernement de Kiichi Miyazawa. L'incertitude a grandi mercredi, lorsque quarante-quatre parlemen-taires de Parti libéral démocratique (PLD, au pouvoir) ont quitté leur formation pour constituer un nouveau parti, le Shinseito (Parti de la renaissance), dirigé par l'ancien

LONDRES

Hésitation + 0.28 %

Après trois séances de baisse, les valeurs sont retombées an essous de 2 900 points en fin de semaine, mettant un terme à une reprise qui evait été soutenue par les espoirs de baisse des taux d'intérêt. L'indice Footsie des eent grandes valeurs a gagné, en einq séances, 0.28 %

Les espoirs d'une détente de ls politique monétaire ont été mis à mal par le eksncelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, qui a exclu, vendredi, une baisse immédiate des taux d'intérêt et laissé la porte ouverte à des augmentations d'impôts, cet automne. Les titres de Dunhill Holdings et

de Rothmans Internetional «B» ont été parmi les valeurs les plus chahutées de la semaine. Suspendus entre mercredi et vendredi, ils ont gagné respectivement 39 pence et 42 pence à 383 et 692 après l'annonce de leur complète réorga-nisation en deux sociétés sous la houlette de leur principal actionnaire, la Compagnie financière Richemon1.

Indices «FT» dn 25 juin : 100 valenrs 2 887,5 (c.2 879,4); 30 valenrs 2 264,9 (c.2 252,5); fonds d'Etat 96,88 (e.96,03); Mines d'or 195,5 (c.180,8)

Cours Cours 18 Juin 25 Juin 6,37 3,08 3,57 4,51 11,13 5,58 30,38 6,96 13,32 6,52 6,28 10,40 5,40 3,05 3,77 4,59 11,11 5,67 30,63 6,60 13,82 6,88 6,31 10,32

ministre des finances, Tsotomu Hata.

Toujours selon les courtiers, beaucoup d'investisseurs ont souhaité attendre les résultats des élections locales qui doivent se tenir dimanche 26 juin à Tokyo, et qui soot considérées comme un test avant les législatives du 18 juillet. «Les achats des fonds d'investis-

sement publics ont soutenu un minimum les cours, mais il y a une forte tendance à attendre le résultat des élections législatives », à expliqué Eisho Nakagawa, un gestion-naire à Meiko Securites Co., qui a prédit que le Nikkel allait se maintenir légèrement au-dessus des

I 584,05 (c.1 587,32).				
. :	Cours 16 juin	Cours 25 juin		
Allinomoto	1 330 1 320 1 330 2 230 1 370 1 290 665 4 360 1 550	1 340 1 390 1 360 2 330 1 280 1 270 650 4 300 1 530		

FRANCFORT Timide progression

+ 0.5 %La Bourse de Francfort a connu une semaine de timide progression de 0,5 % dens un marché calme. L'indice DAX a momentanément

franchi le scuil psychologique des I 700 points en cours de semaine, sous l'effet de la fermeté du dollar qui a fortement dopé les valeurs étrangères. Mais les prises de béné-fice l'ont empêché d'afficher une seule fois une valeur de elôture supérieure à ce seuil. « Du point de vue technique, les Bourses alle-mandes sont entrées dans une phase de consolidation », note la WestLB, soulignant que le franchissement des I 700 points par le DAX devrait aussi à l'evenir e s'avere quelque peu difficile. La Bayerische Vereinsbank s'attend, elle aussi, dans un proche avenir, à une légère consolidation de cet indice, mais estime qu'il devrait progresser plus tard dans l'année, grâce à l'amélioration de l'environnement

Les valeurs eutomobiles et chi-miques ont profité de la hausse du dollar. En revenehe, les titres du secteur financier étaient en baisse, eprès avoir profité les semaines précédentes des espoirs de baisse des taux.

lodices du 25 juin : DAX 1 695,24 (e.1 686,90)

	Cours 18 juin	Cours 25 juin
AEG BASF Bayer Commerciant Detrechebank Hoschet Karstedt Manneman Semena	156,70 235,20 289,15 305 892 246,60 538 264,50 614,16 342,60	153 238,20 273 296 582,20 260,30 525 271,40 614,60 358,80

MERES PREMIERES

Sauthte

2:27::::

taria kara

1441.11

₹<u>₽</u>= ::

Supplier in

Harris III Selection Communication Communica

Service :

Property ...

Section 1

30K2

COCR III 18

24 . . .

220

10 m

Emiliar of the con-

22, 21, 11

ELTINATION OF THE STATE OF THE

A CONTROL OF THE CONT

15 77 1 11 .

2.1... 2.1...

la laine dans l'engrenas

1.00

Additional Payment Contract Con 1、1000年 11年 14年 1155 on the same princip And Marie 1999 لشيهاه فيدار الهيدار الأحامات الترام

The first of start of acting to the second of the second Les lugaretables

de la france

LOT TOTAL THEN ARRANGED.

A STATE OF STATE OF THE WORLD A STATE OF S the transfer of the best substitution. To the sweeten as The state of the s

The state of the s

i de la companya per la compan

The section of the se

 $\label{eq:continuous_problem} |x| \in \mathbb{R}^{n \times n} \quad \forall \ x \in \mathbb{R}^{n$

And the second s

The transfer of the

1 - 1 - 1 - 1 - 3 - 3 - 3 - 4 - 3 - 4 - 3 - 4 - 4

And the second second to the same of the Commence of the same of the sa

Transfer of the trade. STATE OF THE SECOND and the standard property

the sin be Contract of the second

-- Sec. 122 A paid or landing

- - - - 1 Mary Wallets

Profession and the second

Nouveaux records

Le volume des émissions d'obli-gations internationales libellées dans les principales mnnnaies euro-péennes a atteint de nonveaux records au cours dn premier semes-tre de cette année. Le marché allemand a été particuliérement solli-cité. Il y a été lancé pour près de 50 milliards de dentschemarks d'eu-ro-emprunt, soit un mnotant supé-rieur d'un tiers à celui des euro-nbligations nouvelles en francs notigations univelles en francs nffertes dans le même temps à Paris. Pour ees prochains mois, maintenant qu'il ne coûte pas plus cher d'emprunter à long terme en francs qu'eo deutschemarks, on est en droit d'attendre un meilleur équilibre. Les spécialistes espèrent surtout que les déhiteurs étrangers seront plus nombreux à se procurer des ressources en francs, car ce sont eux qui contribuent au prestige d'un marché internatinnal. Durant la pre-mière moitié de l'année, le compar-timent de l'eurofrane a été largement dominé par des débiteurs nationaux qui s'y sont procuré pour environ 77 milliards de francs, alors que les emprunteurs étrangers y ont drainé pour 45 milliards de francs au total

Ce dernier chiffre est; certes, élevé, mais il n'a rien d'impression-oant si on le compare à l'évalution qui se produit sur d'autres places financières. Ainsi est-il de loio inférieur à celui des emprunts de débi-teurs étrangers qui ont vu le jour eo Suisse: plus de 17,6 milliards de francs helvétiques, soit en gros près de 67 milliards de francs hexago-

Il est intéressant de se référer au marché suisse parce que c'est lui qui eu Europe coooait actuellement le développement le plus saisissant. La devise est forte et, ce qui va logi-quement de pair, les taux d'intérêt sont bas. Les conditions sout rem-plies pour attirer les plus prestigleux des empruntenrs. L'Antricbe, dont la signature est une des meilleures du monde, vient de lancer à Zurich,

....

4 - 5 - 29

plus graod emprunt international jamais émis sur ce marché. L'affaire porte sur un milliard de francs suisses, pour une durée de six ans et demi. Elle ne coûte au Trésor publie viennois que 4,58 % l'an, tous frais compris. Les investisseurs peuvent comprier sur un rendement de 4,42 %.

Evolution spectaculaire du marché suisse

Un des éléments distinctifs du marché suisse est qu'il ne doit son succès qu'aux investisseurs locaux. Cela a d'ailleurs inogtemps freioé soo dévelnppement, car les spécialistes rennaçaient à y émettre de très grands emprunts, sachant qu'ils ne pauvaient pas compter sur le soutien des myestisseurs internationaux, comme e'est le cas par exemple du frane français ou du dent-schemark. Sur ce plan, rien n'a schemark. Sur ce plan, rien n'a encore vraiment changé. Hors des frootières de la Confédératioo, les reodemeots des placements co francs suisses sont jugés trop faibles par les souscripteurs. Toutefois, s'îl est possible maioteoant de lancer des emprunts très volumineux, c'est parce que, de plus en plus, l'épargne est gérée de façon collective et que les fonds de placement recherchent les graodes npérations dant les titres, espèrent-ils, seront facilement négociables. Les particuliers, Inraqu'ils acquièrent directement des obligations, n'oot en général pas ces préoccupations. Ils oe se soueient guère de la liquidité des titres, car ils ne soogent pas à remanier en permanence leur portefeuille. La liste des nnuveaux emprunteurs en francs suisses est loogue de noms de tout premier plan parmi lesquels figurent la Banque européenne d'in-vestissements, la SNCF et la Suède.

Sur le marché de l'eurofranc francais les nouveaux emprunteurs sont tous français. L'opération la plus en vue de la semaine a été émise,

jeudi, par le Crédit foncier. Il s'agit d'une affaire de dix ans de durée et d'un muntant de 3 milliards de francs, doot la direction était assu-rée par le Crédit lyonnais. Son succès montre à quel point la signature du Crédit foncier est appréciée sur le plan international malgré la péni-ble affaire du Comptoir des entrepreneurs. Les cooditions de cette npération ont été arrêtées de façon a procurer aux souscripteurs un ren-dement de 6,97 %. Son nivean était au départ sopérieur de 27 points de base (ou centième de point de pourcentage) à celui des fonds d'Etat de

Une autre émission de dix ans de durée a été proposée par un dépar-tement, celui des Hauts-de-Seine, qui, su départ lundi dernier, offrait un rendement de 25 points de base un rendement de 25 points de base de plus que les obligations du Trésor. L'emprunt porte sur 600 millions de francs. Il était affert en souscription publique par un groupe de banques placées sous la direction de Paribas qui avait été mandaté par un autre établissement fioancier, Demachy Worms, qui conseillait l'empruotenr. Les Hauts-de-Seine jouisseot d'un très grand crédit sur le plan international. Le prodit sur le plan international. Le pro-chain département à se présenter sur l'enromarché devrait être le Haut-Rhin qui a confié son mandat an Crédit local de France.

Parmi les principales opérations an programme de la fio du mois de juin, la plus importante devrait être libellée en yeos. La Banque mnodiale s'apprête à laocer un emprant «planétaire» de près de 250 milliande de veos consume 250 milliards de yeos pour une durée de sept ans. La transaction sera dirigée par deux établissements d'origine japonaise, Daiwa Europe et IBJ international, ainsi que par uo établissement américain, Goldman Sachs. En francs français, on atteod la Banque européenne d'in-

CHRISTOPHE VETTER

Du coup, la production des filés, ces laines lavées, peignées, cardées, s'en resseot. Même si, au regard de

la réalité australienne, la situation

européenne semble mnins dramati-

que, elle n'eo demeure pas mnius tributaire des producteurs de laine

DEVISES ET OR

Dollar et yen en vedette

Perceptible mais hésitante depuis Perceptible mais hésitante depuis plusieurs semaines, la bausse du dollar est devenue tangible. Ces derniers jours, la monnale américaine a «cassé» son plus hant niveau de 1992, retrouvant, à plus de 1,70 DM, ses eours de septembre 1991. A Paris, la mnnoaie américaine a atteint jusqu'à 5,75 francs contre 5,59 francs, le 18 juin.

Le principal moteur du mnuvement reste, bien sur, l'affaiblisse-ment du mark. Plus la récessinn s'installe en Europe, plus les perspectives d'assouplissement du crédit s'affirment, et plus la monnaie amérainment, et pius la monnaie americaine devient attrayante aux yeux des investisseurs, en dépit de taux d'iniérêt toujours faibles aux Etats-Unis. Le vote du projet de budget du président Clinton par le Sénat, vendredi 25 juin, constitue à cet égard une bonne nouvelle.

Volnotairement discrets sur la situation de leur monnaie, les responsables allemands commencent à monter au crénean. «Il est essentiel que la stabilité et la crédibilité à long terme de lo monnaie allemande soient préservées», déclarait à Tokyo le présideot sortant de la Bondeshaok, Helmut Sehlesinger. M. Otmar Issing, l'no des gouverneurs de la banque centrale, affirmait pour sa part que la poussée du mait pour sa part que la poussée du dollar répood aniquement à uoe dynamique américaine et oe trouve pas son origine dans la faihlesse du

S E.U. *

mark. Punrtaot, le maintien d'un mark fort parait difficilement com-patible avec le redressement de l'éconnmie. D'où la diffienlte pour le groupe des Sept de s'entendre sur des interventions concertées sur le marché des changes.

Entre la crise politique japonaise et les rumeurs d'évolution de la politique commerciale américaine. yeo subit des fluctuations assez vinlentes. Au lendemain de l'an-nonce de la dissolution de la Diète, le 18 juin, le yen s'est d'abord affai-bli vis-à-vis do dollar. Mais il a par la suite regagné du terrain, après la publicatino d'informations dans la presse américaine sur uo regaio d'affensive américaioe en matière commerciale. L'administration de M. Clintan chercherait, en effet, à contenir l'exeédeot commercial par le biais d'une oonvelle hausse du

Vendredi, la Banque centrale du Vendredi, la Banque centrale du Japon est ioterveone massivement, alurs que le dullar tombait à 107 yens. La elôture de Tukyn a finalemeot affiehé 106,35, contre 107,40 et 105,03 le 15 juio. La monnaie nippone se situe à nn nouveau record historique vis-à-vis du mark et du franc, à 62,50 yens pour 1 mark et 0,0538 francs. Si Kiichi Miyazawa, le premier ministre. Miyazawa, le premier ministre, quitte son poste début juillet après la réuoinn du G7 à Tokyn, Washington devra atteiodre la

Horin

nomination de son successeur pou se lancer dans de nouvelles oégociatinns. De tnutes façnns, il s'est avére à plusieurs reprises que les hausses du yen qui précédaient, de quelques jaurs, d'importantes rencontres internatinoales, faisaient souvent inng feu.

Le franc français, pour sa part, bénéficie tnujours largement de la baisse du mark et les npérateurs continuent de réagir positivement à la réduction du loyer de l'argent. Lundi 21 juin, la mnnnaie allemande est repassée au-dessous de 3,36 francs et l'avancée vers le cnurs pivot (3,35386) semblait à portée de main. Malheureusement, le faux pas de M. Alphandéry (voir en rubrique manètaire) a pesé sur le cours de la monnaie française, facilitaot une remootée du mark à 3,37 francs. La plupart des intervenants estiment que cette petite glis-sade du franc est tout à fait passagère. Les prochaines semaines confirmeront si, comme l'a dit le ministre de l'economie, « le franc se porte bien... peut-être même mieux que le mark ».

F. L.

SYSTÈME MONETAIRE EUROPÉEN juin 1993

Tacir calculos par rapport aux cours exematits de la Banque de France

Paris	8,47151	5,7240	-	379,5756	337,1025	16.40t1	300,5513	3,7253
	8,45t0	5,6340		377.1084	336,1575	16,3636	299,9201	3,7017
Zurich	2,2318	1,5080	26,3452	-	88,8164	4,3209	79,1809	0.9815
	2,24t0	1,4940	27,3932		89,1408	4,3392	79,5315	0,9816
Franciort	2,5130	1,6980	29,6646	112,5995		4.8653	89,1573	1,1051
	2,5148	1,6760	29,5334	t12,1821		4,8678	89,220t	1,1012
Bruxelles _	51,6526	34,90	6,0971	23.1432	20,5536		18,3250	2,2714
Districtions —	51,6450	34.43	6.0947	23,0456	20,5430		18,3285	2,2622
Amsterdam	2,8t87	1,9045	332,7218	1,2629	112,1613	5,4570		1,2395
	2,8178	1,8785	332,4079	1,2573	112,0823	5,4560		1,2342
Miles	2274,02	1536.50	268,4312	1018,8992	904,8881	44,0257	806,7734	
	2283	1522	275,99t8	tot8,7416	908,1146	44,2056	810,2209	
Tokyo	157,32	106,30	18,57093	70,49072	62.69306	3.04585	55.81517	0,069183
	142 20	100 00	21 572/0	72 92463	64 91647	3 14003	57 01955	0.071485

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 21 AU 25 JUIN 1993 (La ligne insérieure donne ceux de la semaine précédente,)

O.mark

- 17,4703 66,3130 58,8928 2,8653 52,5072 0,80661

A Paris, 100 yens étalent cotés, le vendredi 25 juin 1993, 5,384760 F cootte 5,17830 F le vendredi 18 juin 1993.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Victoire technique, défaite diplomatique

semaioe par uoe victnire; il l'a presque - terminée sur uoe défaite. Vietoire, parce que pour la neuvieme fois la Banque de France a abaissé ses taux d'iotérêt directeurs lundi 21 juin. Et cet assouplisse-ment était très différent des précédeots, puisque pour la première fois il a porté le taux des appels d'offres au-dessous du taux de l'escompte allemand 7 % contre 7,25 %. Défaite, parce que, involonlairement, il a provoque une mini-crise dans les relations monètaires franco-allemandes. Heureusement, vendredi 25 juin, en tnute fin de inurnée, l'annance d'une haisse du taux de base des princi-pales banques, ramené de 8,60 % à 8,40 %, a dû lui mettre un peu de baume au cœur.

Jeudi matin, le déenr était planté: après la nnuvelle baisse des taux directeurs de 0,25 point, le frane s'était encore apprécie sur les marchés des changes (hire ci-des-sus). Le MATIF avait favnrablement accueilli les développements récents, et, sur le marché physique - grande nouvelle! - le rendement de l'OAT 10 ans avait rejnint celui du Bund allemand de même maturité. Le MATIF, lui, bondissait à 119,72. Fait inédit, plusieurs banques centrales – d'Autriche, des Pays-Bas et de Belgique – ont suivi dans la baisse nnn pas la Bundesbank mais la Banque de France.

Dans ees canditinns, an compreod que M. Alphandéry se soit senti pousser des ailes. Il n'a pas hésité à déclarer jeudi, lnrs d'une interventinn sur Europe I, que a le franc est ou mains aussi fort dans le SME que le mark, et danc nous sus sont course le sont course le sur allons pouvoir discuter avec les Allemonds des conditions d'un assouplissement du crédit ». Manque de chance, il n'a pas pu en discuter vendredi, lars du conseil économique et financier franco-allemand. car les responsables d'outre-Rhin, piques au vif, ont préféré annuler la rencontre. L'idée qu'une modification de taux d'iotérêt puisse être discutée en debors du cénacle du eonseil des gouverneurs apparait comme une bérésie. Et, au momeot nu les pressinns internationales en faveur d'uoe nouvelle baisse des

M. Alphaodéry, ministre de taux allemands s'intensifient, les D'autant que comme le soulignait l'éconnmie, avait commence la paroles de M. Alphandery n'ont un opérateur, M. Alphaodéry « a pas été supportées.

> mauvais moment. Le moindre mal serait qu'une période de léger froid persiste entre Paris et Francfort : après tout, un malaise dans les relations est pratiquement inevitahle compte tenu de la force du franc et de la faiblesse du mark, qui sant tautes deux sans daute excessives. Le camble serait que, pour prouver qu'ils résistent aux pressions, les gouverneurs décident, inrs de leur rencontre du le juillet, de laisser les taux directeurs allemands inchaogés. Le pire serait que, sur le dossier monétaire comme sur d'autres, les relations francu-allemandes continuent à se détériorer. Les mntifs de querelles pnurrajent être nambreux, du GATT à la Bosnie, en passant par l'union mnnétaire européenne et le siège de la future banque centrale. La coopération franco-allemande serait-elle alors aussi efficace en cas de nouvelle crise sur le marché

Plus de baisse sans l'Allemagne

Mais il ne sert à rieu de dramati-

ser ee qui, pour l'instant, n'est qu'un incident de parcours. Ce qui est certain, e'esi qu'il faui à toui prix empecher les taux à ling terme allemands de remanter. Les Allemands en unt hien conscience et c'est pourquoi les négociations en cours à Bnnn sur le prochain paquet budgétaire, présenté le 13 juillet, revêtent une telle importance. Les Français en sont ennyaincus, car un tel scénarin ferait peser une lourde hypothèque sur la reprise éennamique en

Ces derniers jours, le rendement du Bund allemand à 10 ans est demeuré proche de 6,75 % tandis que, à Paris, celui de l'OAT 6 3/4 à dix ans revenait de 6,85 % à 6,69 %, avant de se tendre de nnuveau à 6,78 %, l'échèance septembre du cootrat unuonnel tombant à 119,34. Il n'est pas impossible que, au cnurs des prochains jours, la correction se poursuive et que le « spread » reste legerement positif.

un opérateur, M. Alphaodéry «a foit l'aveu implicite que la France Cette affaire tnmbe à un bien ne pourrait plus baisser les taux sans un geste préaloble de l'Allemagne ». Mais il est indéniable que, avec l'annulation de l'écart de taux à long terme, une nouvelle étape a été fraochie cette semaine.

Le placement de l'empruot d'Etat a commence vendredi 25 juin. Emis au taux de 6 %, il a suscité un vif intérêt, comme il fallait s'y attendre. Le gouvernement a annoocé qu'il servirait toutes les demandes et, vendredi, le premier ministre exprimait sa satisfaction, en déclarant à France-Infn que les épargnants s'étaient portes acbeteurs « dans des conditions très importantes et supérieures à ce qui était prévus. Au tutal, ce sont 50 milliards de francs nu plus, et nnn pas 40, qui pourraient être levés, même si M. Balladur a assirmé que, * pour l'instant, l'objectif ne va pas au-delà ". Pendant toute la durée de l'opération - les snuscriptinus snnt nuvertes jusqu'au 10 iuillet. - il est probable que l'activité sur le marche primaire français restera au point mnrt. Pnur une fois, place aux particuliers.

FRANÇOISE LAZARE

D La SPEP va absorber Schneider. Evoquée depuis plusieurs mnis, l'absorptinn de Schneider (matériel électrique) par sa hulding de contrôle, la SPEP aura lieu à l'autumne, a indique le 25 juin Didier Pineau-Valencienne (voir page 14) en présentant aux actinnnaires la elarification des structures du groupe qu'il préside. Parallélement. la SPEP se protégera des OPA hostiles en limitant à 10 % (15 % en prenant en enmote les droits de vnte dnuble), les draits de vnte d'un seul actionnaire. Cette dispositing devient caduque « dans l'hypothèse au un actionnaire viendrait à désenir directement ou indirectement plus des deux tiers du capi-

MATIÈRES PREMIÈRES

La laine dans l'engrenage du pire

Alors que le premier producteur mondial de laine brute, l'Australie, tente depuis deux ans de mettre un frein à sa production trop imporniveau depuis uo demi-siècle. Aux enchères de Sydoey, les prix s'éta-blisseot actuellement à 23 dollars les 10 kilos. Ils étaient de quatre-vingt-dix dollars en 1988. L'organisme statistique Abare estime que le prix moyen au cours de la cam-pagoe 1993, c'est-à-dire du début juillet-1992 jusqu'au mois de juin suivant, était de 545 cents australiens le kilo, alors que le coût de production s'élève à 600 cents.

Le serpent se mord la queue, Les prix n'en finissent pas de chuter parce que précisément... ils s'effan-drent. Car l'explication majeure de cette débacle réside dans le com-portement des Chinnis, Ceux-ci remetteot en cause leurs contrats d'approvisionnement à des prix évidemment supérieurs aux cours actuels. Or ees contrats étaient vitanx dans un contexte de retrait asiatique. Il y a longtemps que les Japonais ne hantent plus les enchères de Sydney, A l'Est, les Russes, également, brillent par leur absence. Ils n'achètent presque plus on à condition que les Australiens leur ennsentent des crédits. L'en-semble des Républiques de la dants, d'ailleurs, n'a acquis que 32 000 tonnes de laine pour l'année 1992 contre 118 000 tonnes en

Longtemps, explique Philippe

	Chalmin, les Australiens resisteren				
	PRODUITS	COURS DU 25-6			
	Cuivre h. g. (Lendus) Trois mois	t 284 (+ 38) Livres/tonue			
	Aluminium (Losdes) Trois mois	1 229 (+ 24,50) Dollars/tonne			
	Nickel (Lordes) Trois mois	5 420 (- 200) Dollars/tonne			
	Sucre (Paris) Août	277 (- 3) Dollars/tonne			
	Cafe (Londres) Septembre	923 (+ 1t) Dollars/tonne			
	Cacao (New-York) Septembre	918 (+ 11) Dollars/tonne			
	Bié (Chicago) Septembre	288 (+ 70) Cents/boisseau			
	Malls (Chicago) Septembre	225 (+ 9) Cents/boisseau			
	Soja (Chicapt) Août	194,90(+ 4,90) Dollars/1, courte			
	Pétrole (Londres)	17,59 (+ 0,15) Dellars/baril			

Le chiffre entre parenthèses indique la

à leur propre surproduction, à la cepère ainsi que l'AWRC pourra disparition des acheteurs chinois, à rembourser ses dettes... l'insolvabilité des Soviétiques. » Ils ne peuvent plus résister : faute de même temps, non seulement co Australie, en Nouvelle-Zélande et eo Afrique du Sud, les principaux producteurs, mais aussi dans la CEE, premier importateur mondial: 719 000 tonnes au lotal, soit presque l'équivalent du tiers de l'offre moodiale. Et même sans les stocks, la production est excédentaire: 2,3 millions de tonnes pour la saisoo 92-93 représentent un effort par rapport à la campagne précédente (2,4 millinns de tonnes), mais il est encore insuffi-saot. L'Australie, en 1991, s'est engagée pourtaot dans un important programme d'abattage du cheptel. De plus de 900 000 tonnes en 1991. la production australience est passée à 780 000 mones pour la campagne présente, mais selon l'International Wool Study Group, il faudrait encore passer ao-dessous de la barre des 500 000 tonnes d'ici la campagne prochaine.

Les inquiétudes de la France

Toninus diminuer la production pour des prix toujours plus bas : tel semble être le terrible sont des éleveurs qui, du fait des abattages. assistent également à l'effondre-ment des cours de la vente de moutons. On regretterait presque le système qui prévalait en Australie avant février 1991. L'organisation de marché de ce pays ressemblait à s'y méprendre à celle que l'Europe s y meprendre a cene que l'Europe a mise sur pied, pour les céréales par exemple, organisation pourtant tellement décriée par les Austra-liens eux-mêmes. Le principe était le suivant : l'Australian Wool Cor-poration, cette associatino de pro-ducteurs, achetait aux enchères de ducteurs, achetait aux euchères de Sydney près des deux tiers des lnts mis en veote. Les cours s'y trouvaient soutenus et les éleveurs étaient assurés d'un prix garanti (700 ecots australieo le kilo-

Au hnut de quelques années l'Australie abandonnait cette politi-que onéreuse, mais salvatrice pour les éleveurs, lorsqu'il fut questinn d'empruoter 1 milliard de dullars aux Etats-Unis pour continuer ces achats d'intervention. Depuis, l'Australian Wonl Corpnratioo, traosformée pour la circonstance en Australian Wool Realisation Commission, bénéficie d'un prêt, non pas pous assurer le revenu des éleveurs, mais pour écouler petit à petit – en sept ans – 3,9 millions de balles (1) qui restent dans les stocks. Le gouvernement australien brute. L'Eurape importe, en effet, environ 350 000 tannes de laine hrute, 44 % en provenance d'Australie, 36 % en provenance de Nouvelle-Zélaode. La géographie du marche de ces laines travaillées est très différente de celui des laioes brutes : elle est daminée par les Etats-Unis, le Japon, et surtont par les pays de l'Europe occidentale, France, Italie et Grande-Bretagne. Mais la France, dans ce dnmaine également, se sent menacée. Bien sûr, elle imparte coenre sur, elle imparte coenre 114 000 tannes par ao de laine hrute qu'elle nettoie, débarrasse de son suint, au point de oe plus pro-duire que 69 000 tnnnes de laioe peignée. Sur ce tnnnage, elle exporte 57 000 Innnes, car la France ne ennsumme que 20 000 tonnes par an. Mais elle a deux mntifs d'inquiétude : la consommation européenne iléchit - or elle exporte beaucoup dans la Communauté - et les importations asiatiques en hanneterie de laine ont nntnirement augmenté : entre 1990 et 1992, elles sont passées de 7 600 à 16 800 tonnes.

Quant au niveau tnujours plus bas des prix, les professionnels les estiment « nuisibles aux flux commerciaux : les filateurs ne se con vrent pas, de crainte que les prix ne descendent plus encore». Décidement, la spirale du pire ne connaît pas de limite.

MARIE DE VARNEY

(1) Une balle pèse 135 kilos.

:	MARCHÉ LIBRE DE L'OR						
		Cours 18-6-93	Cours 25-5-93				
	Or fin jidio en herre)	66 800 66 800	68 800 68 800				
1	Pièce trançaise (20 P e Pièce trançaise (10 P Pièce sujese (20 P)	376 370 385	388 332 386				
	Files Istine (20 F)	382 374 472	385 385 496				
į	e Souvezais Hisabeth II e Dend-souvezain Place de 20 dollars	478 271 2 260	496 257 2 240				
Ì	- 18 dollars - 80 perce	1 125 NC 2 420	1 180 590 2 550				
i	- 20 marks	468 390 NC	465 396 261				
1			1 la a-f				

Laborieusement accepté par le Sénat

Le projet de M. Clinton pour réduire les déficits économiserait 500 milliards de dollars en cinq ans

WASHINGTON

de notre correspondant Bill Clinton y a vu « un résultat

remarquable », mais l'étroitesse du vote par lequel le Sénat e adopté, vendredi 25 juin, le projet de bud-get 1994 présenté par la Maison Blanche térnoigne de la très forte opposition que rencontre le programme économique et de disci-pline budgétaire du président.

Il e fallu la voix du vice-président, Albert Gore, également prési-dent du Sénet, pour faire pencher en faveur de la Maison Blanche (50 contre 49) un scrutin qui e tout de même vu l'ensemble des répu-blicains (44) et pas moins de cinq se pronoacer contre le « plan Clin-ton ». Il n'empêche : veuant eprès l'approbation du projet de budget

☐ Maeifestation à Paris pour soutenir les intellectuels algériens. - A l'appel d'un «Comité international de soutien aux ioteliectuels aigériens» constitué sous la présidence de Pierre Bourdieu, une manifestatioo était organisée à Paris, samedi 26 juin à 17 b 30 place du Trocadéro, pour protester contre «l'assassinat de l'intelligence » en Algérie.

a Les astronautes d'Endeavour ont replié manuellement les antennes de la plate-forme Eureca. - Deux astroneutes de la navette américaioe Endeavour ont effectué, vendredi 25 juin, une sortie de cinq beures cinquantedans l'espace. Programmée comme un entraînement en vue de la réparation du télescope spatial Hub-ble, prévue à la fin de l'année, cette sortie e été proloogée de deux heures pour permettre aux deux hommes, David Low et Jeff Wisoff, de replier manuellement les antennes péenne Eureca, récupérée jeudi par la navette (le Monde du 25 juin). Avant son retour, prévu mardi 29. juln, vingt-deux expériences scientifiques.

– (AFP) l'équipage poursuit la réalisation de

Il y a quarante ens, la libération des

La crise constitutionnelle en Russia 3

La formation du nouvesu gouver-

les droits de l'homme à Vienne..... 4

Les élections législatives au Meroc 4 «Loin des cepitalee»: A Cox's

Bazaar, l'exil sous les baniens 5

Les députés socialistse pretiquent

l'obstruction pour retarder l'exs-

Un entretien avec Jean-Luc Mélen-

M- Sudre élue président du

eonseil régional de la Réunion..... 7

Livres politiques, par André Lau-

rens : « Civilités et violences » 7

L'enquête à la clinique psychiatrique

Police : la FASP ratrouve son unité 9

La télévision, le théâtre et le

einéma américains se battant

La démission du président de la

BERD: les trois vies d'un homme

d'influenca; le • banqua ehic de

CULTURE

contre le sida......

nement en Turquie La fin de la conférence mondiale su

DATES

ÉTRANGER

par la Chambre des représentants, il y a un mois, ce vote est une bonne couvelle pour M. Clinton. L'essectiel de soo programme est passé: sur les cinq ans à venir, le déficit doit être amputé de quelque 500 milliards de dollars au moyen d'une bausse de la fiscalité de 250 milliards et, en principe, d'une baisse des dépenses publiques d'un montant égal.

Mais si les impôts sont bel et bien votés, la réduction des dépenses publiques n'interviendra, elle, que progressivement. Elle devra être soumise chaque année au vote du Coogrès. Cette différence de traitement est suspecte : elle laisse le possibilité au président de s'appuyer davantage sur la bausse des recettes de l'Etat que sur le cootrôle de ses dépenses pour contenir le déficit. Toute l'opposition républicaine et certains démocrates en font le reprocbe à la Maison Blanche, qu'ils accusent de «saturer» le pays d'impôts au risque d'étouffer une reprise encore

Le texte voté par le Sénat, le plus conservatrice des deux Assem-blées, est différent de celui adopté per la Chambre et plus éloigné des vœux du président. Enfant chéri de la Maison Blanche, le projet de taxe sur l'énergie, difficilement accepté par les représentants, e été transformé par les sécateurs en texe sur les carburants de transport. Nombre de déductions fiscales en faveur des petits entrepreocurs ou des centres urbaios les plus défavorisés ont disparu. La partie « investissements publics » gommée par le Sénat.

Il reviendra cet été à une con Il reviendra cet ete a une commissioo paritaire – composée de
séneteurs et de représentants –
d'établir un texte de compromis
qui devieodra le lol de finances.
C'est à ce moment que M. Clinton
devra rendre des arbitrages délicats
eotre la «gauche» du parti – eo
gros, le groupe démocrate à la
Chambre – et la «droite» démocrate essenviellement représentée crate, essentiellement représentée

EDF ne commandera pas de nouvelle

Le troisième observatoire ennue

HEURES LOCALES

L'invitation à la lecture e Régions

l'enthousiasme de Grenoble pou son tramway • Re-de-France : Mai

sons-Laffitte veut garder ses che-vaux e Paris : les aléas du projet

Seine-rive gauche . Dossier : les

régione font leur cinéma . Cités :

Services

Météorologie

Mots eroisés

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Ca numéro comporte un cahie

folioté de 17 à 24

Le numéro du « Monde »

daté 26 juin 1993

a été tiré à 469 964 exemplaires.

Abonnements.

Carnet

tranche nucléaire en 1994......

Revue des valeurs

COMMUNICATION

Crédits, changes,

grands marchés ...

SOMMAIRE

ALAIN FRACHON

Au procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle

Plaidoiries pour un prévenu blanc-bleu

La 11 chembre correctionnella du tribunal de Paris a entendu, vendredi 25 juln, Mª Jeen Loyrette, Grégoire Triet et Gilles de Poix, qui ont présenté le défense de Samir Traboulsi. L'homme d'affaires libanais est eccusé d'evoir transmis à un dirigeant de la société suisse Socofinance, Charbel Ghanem, et à un financier israélien, Léo From, des informations confidentielles sur la vente du groupe Triangle à Pechiney, en 1988, leur permettant de réaliser quelque 25 millions de francs de plus-

Samir Traboulsi na méritait pas tout cale. Voilà le message, almple et clair, que sont venus transmettre see evocats, qui ont dépeint leur client comme la victime d'un procès tenu pour soide de tout compte après une décennie de geetion socialiste. Aussi M. Jeen Loyrette a-t-il prévenu d'entrée le tribunal qu'il ne tairait pas ses griefs contra l'institution judiciaire. « Ah! comme j'eus aimé que votre réquisitoire ait été prononcé si nous avione encore eu un gouvernement socialiste », a-t-il lencé au premier substitut

Mais cet avocat, specialiste du droit des affaires, e eurtout regretté que las réquisitions du minietare public n'eism finelement consecré qu'un bref développement à le jurisprudence concernant le délit- d'initié. Me Loyrette y a vu comme un aveu : «L'accusation ne dispose d'aucune preuve formelle, d'eucun témoignage, d'aucune déclaration. Elle en est donc réduite à des présomptions et des

Pour la défensa de Semir Traboulsi, contre lequel deux ans de prison dont un evec eursis et 80 millions d'emende sont requie, see avocats ont tour à tour plaidé le « délit d'ambition ». le « délit d'amitié », et le « délit de gné, s'est insurgé Mr Loyrette. Toutes les investigations se sont concentrées sur lui. C'était le plus intéressant aur le plen médiatique. Il est errivé devant vous moralement condemné. d'énigmes. Une lists aseez

Mais, jusqu'à présent, être Libanals, riche et intermédiaire n'est pas une présomption de culpabi-

Samir Trahoulai, le samaine paseée, avsit déjà lui-même pieldé se causa evec brio.

M. Loyrette compléte le portrait
en précisant que le rôle de son client dans la rapprochement entre les groupes Triangle et Pachiney fut déterminent. Lui seul connaissait suffisamment Nelson Petz, dirigeant du holding américain, afin de prévenir ses foucades, l'emadouer en somme pour le plus grand bien de l'in-dustrie française.

Une téléphonite

Son contrat, qui lui permit d'empocher 60 millions de frencs? Mr Lovrette veut dissiper une légende : « Cette commission importante est tout à fait normale par rapport au standard améri-cain. Si l'affaire n'avait pes été conclue, Samir Treboulsi n'aurait rien reçu et aurait gardé les frais à sa charge. >

Sa cupidité présumée? L'evocat la dément : « Mon client pos-eédait 20 000 titres Triengle depuls 1887. Il en e vendu 10 000 le 15 mai 1988 et encore dix mille le 15 juillet 1989. N'eurait-il pes réelisé un profit de 900 000 dollars s'il les avait conservés? Mais Samir Traboulsi l'a dit : il voulait être perfaitement bianc-bieu vis-à-vis des autorités américaines, a

Reate alors, selon Me Lovrette. l'obstination d'un juge d'instruction, et derrière ce juge d'une Institution judiclaire mobiliade. refusent everématiquement d'epprofondir les eutres pistes qui s'offreient pour se focaliser sur Sard: Traboulat et son goût des palices, se teléphonte ague, se précieux. « Vous avez envoyé des enquêteurs sux Antilles pour interroger le marchand de chemises du coin, sux USA, eu Luxembourg, en Suisse, e noté l'avocat. Mais vous evez fait le blocage sur d'autres pistes. »

Me Loyretts et son essocié Grégoire Triet ont ainsi évoqué quelques protegonistes du dossier qui constitueraient sutant

conséquente... Avec en tête, bien sûr, Chaker Khoury, ce spéculateur libanais Inapiré que la justice francaiee ne voulut pae tendre même e'il revendique de loin! - svolr. echeté lee 91 000 titres Triengle Itigleux. Il faut ejouter à cette lista Robert Dakkak, Libanaia axilé et grevitant tout à la fois dans l'entou-rage de Samir Traboulsi et de Nelson Peltz; Adriano Jeday, Libaneis peu recommendable si l'on en croit une lettre de l'embaeasdeur de son peya en France: et Marko Dimitrijevie, directeur financier du groupe Triengie et reeponsable d'un compte ouvert chez... Socoff-

Mais la liste ne s'arrête pas là. Me Loyrette e fait ses comptes: durant trois mois, ce sont quatre-vingt-treize personnes qui ont été mises dans la confidence de ces négocietlone. L'avocet s'étonne : « Et vous pansez que iemeis eucune fuite n'a eu lieu l Tout le monde parle. C'est dans le nature humaine. On veut avoir l'air au courant. On se vante, La confidentialité est une notion essentiellement évanescente, lci même, eu palais, le secret de l'instruction est préservé une semeine lorsque quinze per-

Coincidences et suppositions

Le délit d'initié n'en devient-il pas improuvable? M. Loyrette est bien près de le penser. Il cite au pessage un ancien précident de e Commission des opérations de Bourse (COB) pour qui it y a e quelque chose de diabolique avec is délit d'ininé». Car la Bourse, ce bocal effervescent, fourmille en permenence de numeurs; del tuystor. Telle est sa naturel: Aussi l'evocat souhaitespéculetions incressantes avec t-il que l'on en revienne eux une prédiection pour les métalles garde fous du droit. Pour constituar un délit d'Initié, insiste-t-il, las Informations transmises sciemment à un tiers doivent être confidentislies, précises et eusceptibles d'influer le cours des

> Or, la défense considère que l'accusation confond allègrement la phase des négociations entre Pechiney et Triengls - phase incertaine par excellence - et la

passe un ordre d'achet de 91 000 titree Trlangle, Me Loyrette rappelle que rien n'est loué. La spéculateur achète elors à ses risquee et périls. Ausei l'avocat regrette-t-il que « les audiences eient entretenu une certaine confusion entre l'information précise et l'opinion personnelle qu'on peut se faire de le réussite ou de l'échec d'une négociation Il serait paradoxal qu'un tribunal contredise M. Jean Gandols, PDG de Pechiney, qui e soutenu que l'issue n'était pas certaine avant le 10 novembre. »

A eon tour, Me Triet a verte mant critiqué le procureur, lui caricaturale », et le juge d'instruction, pour eon abeence de curlosités. L'accusation, e-t-il fait valoir, a procédé trop systématiquement par éliminations, coincidences mises bout a bout, et suppositions.

Concernant les appels télépho-niques de Samir Traboulsi durant les négociations entre Triangle et Pechiney, Me Triet rappelle que son client en a fourni les listes spontanément au juge et qu'on ne peut leur faire dire ce qu'elles na disent pas : « Vous n'avez que des listes, pas des enregistrements. Vous ne savez donc pas ce qui e'est dit. Vous ne pouvez pes reconstituer l'emploi du temps de Samir Traboulsi, Et vous ne retenez, les 1" et 2 septembre, que quatre eppele à Socofinance alors qu'il paese plus de deux cents coups de fil durant cas quarante-huit heures. »

Il revenaît à Me Gilles de Poix de conclure. Il releva notamment comme une curiosité que le procureur elt requis une pelne d'emende de 80 millions conve Samir Traboulsi. L'importance de le somme n'est pas seule en cause. « Le profit n's jamais été imputé à M. Traboulsi, e souligné l'evocat. D'ailleurs, le procureur demande la confiscation du profit de M. Ghanem. On ne peut appliquer à mon client des peines qui

Prochaine eudience mercredi

LAURENT GREILSAMER

Vainqueur de l'Américain Aaron Krickstein aux championnats de tennis de Wimbledon

Henri Leconte retrouve Boris Becker sur sa route

Krickstein, 94 joueur mondial, le Français Henri Leconte, classe 75., s'est qualifié, vendredi 25 juin, pour les huitièmes de finale des championnets de Wimbledon, sans evoir perdu une manche. Son adversaire à ce stade du tournoi sera l'Allemand Boris Becker, tête de série nº 4. oui a éliminé le Suisse Jacob Hiasek, 46 mondial, en quatre sets.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Uo mateb diogue, un mateb de dingues. Un mateh comme on n'en voit que sar le gazon de Wimble-don, fuigurant. Un Leconte-Kricksteio crepusculaire qui a fait se lever les 13 000 spectateurs pour une ovation à ces deux ful-de-féristes qui les avaient époustoullés pendant deux petites heures. Uo moment de pur bonheur, un instant de grâce. Quand le tennis est pius que du tennis, une matinée au cir-que, une soirée de western, une mait bagarre et le bleff. On révait et on ne revait pas. On y croyait à peine.

Oo avait surtout parié que cela o'irait pas au bout, que l'obscurité interromprait la partie, qu'il fau-drait poursuivre samedi. Le ciel était blen triste quaod les deux joueurs ont pénétré sur le centre court. Il tirait sur l'anthracite quand l'arbitre de chaise a annoncé le score. Il fallait des veux de chat pour distinguer les lignes pâles sur le gazon qui s'assombrissait et la balle jaune qui ressembiait de pins en plus à une phalène bypnotisée. Ce furent ainsi deux oyctalopes qui s'affrontérent, la huione et le chat-

Vainqueur de l'Américain Aaron buant, deux rapaces, deux drôles rickstein, 94 igueur mondial, la d'oiseaux, ce Leconte et ce Krick-

On les tenait presque pour taxidermisés, empaillés sur les étagères basses du classement mondial, datés en carbone 14 de l'époque des dinosaures Connors, Borg, McEnroe et Lendi, le Français presque treme-naire et l'Américaio portant le quart de siècle. Deux fossiles dont on oc tronve plus guère les traces que dans les tout premiers tours des tournois. Deux espèces de joueurs qui n'avaient pas survécu à la loi de l'évolution, au darwinisme du tenois. L'attaquant oévrotique et le cogneur monomaniaque, le génic gaucher et le bûcheur droitier, deux molécules de talents différents mais pareillement fragiles, deux atomes d'espoirs laients, jamais pleinement réalisés, dont on retrouvait la trace en carottant les strates géologiques du tennis. On les regardait avec des yeux de paléontologue.

On a vu un miracle de la biogé octique, la recréation de monstres disparus à partir d'un fragment d'ADN, la version «wimbledonberg sur gazon, la réincarnation de «Riton la foudre», «J'ai retrouvé le service qui m'o permis de battre Pete Sampras en décembre 1991 à Lyon lorsque la France a battu les Etats-Unis en finale de la Coupe Davis», a dil Henri Leconte pour témoigner du prodige, la résurrec tion d'un jeu qu'il semblait avoir perdu à tout jamais. Car le service o'était pas seul en cause. Tout a suivi : la détermination, la concentration, la précision, le touché, mayonnaise de qualités dont il semblait désormais dépourve pendant plus d'un match, dont il o'avait plus joui ici depuis les années béroïques – 1985-1986-1987 –

quand il avait disputé deux quarts de finale et une demi-finale. Le bras gauche s'était remis à tourner comme la lame d'une machine à jambon, il débitait.

> «Standing ovation »

Tranches de jeu : jusqu'à ce que le score soit de 7-6, 4-1, Krickstein anta 17 balles de break, par deux fois il recevra même à 0-40, et chaque fois Leconte, impavide, redres-sera la situation, laciant des aces, montant pour des volces ou plaçant des coups droits. Sa raquette était parcille à la iame du rasoir glissant sur la soie. Une fois, une seule, l'Américain parviendra à prendre le service du Français. C'est su sep-tième jeu de la deuxième manche, mais cela ne compte plus. Sa baïon-nette de fantassin est tordue, elle ne pique plus. Il o'a plus le courage de que de la résistance. Il o'y aurait que la ouit pour le sauver. Kricksteio voudrait faire trainer en longueur, mais il n'y parvient pas. C'était un arbre, Leconte en a fait des copeans.

La performance méritait bien une « standing oration ». Lecoate en cut « lo chair de poule et la larme à l'ed ». On a été assailli par la nostalgie. A côté de quel palmares un tel joueur a-t-il bien pu passer?
Comment o'a-t-il pas le moindre
titre du grand chelem à son actif?
A quoi tient une carrière? En fait, ls réponse à toutes ces questions, Boris Becker en connaît an moins une partie. C'est hui qui, par deux fois, a stoppé la progression do Français à Wimbledon. Ce sera son adversaire en huitième de finale.

ALAIN GIRAUDO

Résultats du vendredi 25 juin

Premier quart du tablean

Premier quart du tablean
P. Sampras (E-U, o'1) b. B.
Black (Zim) 6-4, 6-1, 6-1; A.-L.
Foster (G-B) b. A. Ofhvoskiy (Rus)
6-3, 6-5, ab.; R. Krajicek (P-B,
o'9) b. L. Tieleman (Ita) 6-2, 7-5,
5-7, 6-2; A. Agassi (E-U, o'8) b. P.
Rafter (Aus) 6-1, 6-7, 6-0, 6-3.

Deuxième quart do tableau B. Becker (All, o'4) b. J. Hlasek (Sui) 6-3, 3-6, 6-2, 6-3; H. Leconte (Fra) b. A. Krickstein (E-U) 7-6, 6-3, 6-2; P. Korda (Tch, o'11) b. D. Rostagno (E-U) 6-3, 6-4, 6-4; M. Stich (All, a'6) b. C.-J. van Rensburg 6-3, 6-4, 6-4.

Simples dames troisième tour Premier quart du tableau

S. Graf (All. o'!) b. H. Kelesi (Can) 6-0, 6-0; M.-J. McGrath (E-U) b. S.-C. Stafford (E-U) 6-i, 6-2; L.- M. Raymond (E-U) b. N. Sawamatsu (Jap) 7-5, 6-2; J. Capriati (E-U, o*7) b. B. Schultz (P-B) 7-5, 4-6, 6-2.

Deuxième quart du tableau

A. Sanchez-Vicario (Esp. o*3) b. P.-A. Fendick (E-U) 6-3, 6-2); H. Sukova (Tch. o*15) b. E. Brioukhovets 6-7, 6-3, 6-3; Y. Basuki (Indo) b. M. Maleeva (Bul, o*10) 6-4, 6-2; C. Martinez (Esp. n*6) b. P. Paradis-Mangon (Fra) 7-5, 6-0.

(Entre parenthèses la nationalité et, éventuellement, le numéro de tête de série des joueuses et des

impousiasme to Grenoma

INVITATION

23 15:00 * 2 % ...

Surgests Ry : 15 control of the Commence of the contract of th Art Berger ite France

market the second of the

Selfense Magnetic British .

- 10 (10 mm)

Martin Country of the con-CONTRACTOR OF A MAKE AND Start State Commission of the She finite in The San San **计划作数字的建型数据**。 A Tomate and a second Spies dans

· 10 mm · 安岛保险高速 · L. E. S. M. B. Bernelling a think to the legis of 2000 Mars 12 20 404 40

grandad but we that e enger and the least appropriate to the second seco

ES ALÉAS UPROJET SEINE-RIV

Indes programmes d'urbanisme les plus en panne. Voici le premier bilan d'un BEEDI More a Secure of the sec une, parent de la company de l e legiter dans e la trous.

Marie de la company de la compa is inges a contraction of the co and the second second

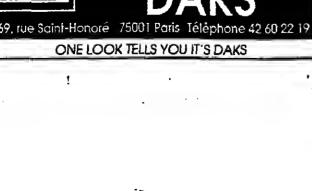
Contract of the second of the

- - --

Control of the second s

the dina distance

20 à 50% 269, rue Saint-Honoré 75001 Paris Téléphone 42 60 22 19 ONE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS



Le réseau devrait être porté de 15 à 20 kilomètres

Maisons-Laffitte veut garder ses chevaux

Una tradition synonyme de qualité de vie et d'emplois

Les régions

font leur cinéma

Certaines se sont lancées dans la production da longs-métrages

Saint-Brieuc: riche de ses confluences

La dimansion da ville moyenne

Courrier

peut être un atout

L'INVITATION A LA LECTURE

De plus en plus, les collectivités prennent des initiatives pour donner aux enfants l'envie de lire. Un concours national permet de recenser ces actions

ARIM, Alexendra, Julien et les autres, trois garçons et trois filles qui nnt appnsé leur signature dans les Nouvelles de Sannois, un petit recueil édité par la mairie de cette comrecuen edite par la mairie de cette com-mune du Val-d'Oise. « Ces six récits ont été écrits par des jeunes de 17 à 21 ans à l'occasion d'un atelier d'écriture animé par deux écrivains profession-nels», explique Hélène Hollcheke, la directrice de la hibliothèque. Le choix des sujets éteit libre. Seule contrainte au départ ; situer l'action dans la ville de Sannois.

Résultat : des contes, des nouvelles policières ou psychologiques, des témoi-gnages sur les problèmes des banlieues comme ceux de Kamel, l'edolescent de la cité des Carreaux qui rêve à voix haute, dans son récit, d'une jeunesse qui trouverait la force de se soustraire d'elle-même à la délinquance. « Nous avons lancé cette opération avec l'idée d'offrir aux jeunes de la commune un ouvrage dans lequel ils puissent s'identi-fier. Cela, afin de les intéresser à la lecture », poursoit Hélène Hollebeke, qui a remerque que, passé le cap de treize où quatorze ans, les adolescents ont tendance à bouder la lecture-loisir et à ne fréquenter la bibliothèque que pour faire leurs devoirs.

A ... A .. M. T. E.

1 1 50 50 2 7 T TE

11 10 50 77 72

77 12

and a sec

British Latinovice.

Cet eteller d'ecriture est une des initiatives qui ont valu à la commune de Sannois d'être lauréate du concours « Gagner la bataille de la lecture » dans la catégorie des localités de 25 000 à 50 000 habitants, Réservée aux communes, cette compétition nationale est organisée par l'association Savoir-livre. en collaboration avec l'Associatinn des maires de France. «Ce prix attribué depuis cinq ans vient de récompenser les villes qui, à travers leur politique culturelle, ont œuvré en faveur de la lecture », explique Edith Cnurden, directrice de l'association Savoir-livre, créée par les six principaux éditeurs de livres scolaires nu éducatifs (Belin, Bordas, Hachette, Hatier, Magnard et Nathan).

De nombreuses collectivités locales sont engagées dans ce combat, chacune à sa manière. «Il y a des facteurs favorables nu développement de la lecture sur lesquels les communes peuvent agir. Il n'existe pas de recette toute faite mais un ensemble de solutions, d'expériences positives que noire concours s'efforce de faire émerger afin qu'elles profitent à tous », affirme Edith Courden. Il est notamment important de sensibiliser les enfants et de leur apprendre très tôt le



plaisir des livres. « Des actions précises dès le plus jeune âge peuvent créer des comportements et des attitudes qui sont des germes pour former une bonne lecture. Sur ce poini, les communes unt un grand rôle à jauer », explique Patrick Degrave, un des coauteurs du livre Votre enfant deviendra-t-il lecteur?

« Une relation plus hédoniste »

Ville de 17 000 hahitants et eutre gagnante du concours, Chilly-Mazarin (Essonne) intègre la lecture dans le cadre plus large de la prévention de la délinquance. La mairie considère, en effet, que l'illettrisme et l'analphahétisme constituent des facteurs d'exclusion, et elle cherche è les éliminer dès l'enfance en poussant à l'apprentissage précoce. « Des la crèche, nnus dévelnp-

pons des actinns d'éveil, puis à in maternelle et dans les centres de protection maternelle et infantile (PMI), afin que l'enfant soit le plus tôt possible en contact avec le livre. Et sout le personnel de ces centres reçoit une formation spécifique », explique Catherine Gnupille, le directrice des affaires culturelles de la ville. Pour chaque naissance, la municipalité nffre également deux ouvrages et elle répète l'opération lors de l'inscription è l'école primaire.

Cette année, Chilly-Mazarin vient, par ailleurs, d'expérimenter avec succès une formule de classe transplantée (CE 1, CE 2) axée sur la lecture. « Passé le stade scolaire de l'apprentissage, l'enfunt entrettent une relation plus hédoniste nvec le livre. Il y n ninrs deux catégories, ceux qui prennent plaisir à tout lire et ceux qui deviennent des lecteurs spécialisés dans certains thèmes qui les passionnent », explique encure

Patrick Degrave. A Vialas (Lozère), la plus petite localité leuréate avec ses 365 habitants, les responsables culturels ont fait le pari de faire s'intéresser aux livres les éculiers et les cullégiens par une sensibilisatinn à l'histnire de leur région, à la richesse de son patrimnine, à la beauté de ses paysages ainsi qu'en cherchant à développer leur sens artistique.

« Ici, nous ne mnnquons pas de monuments et de musées qui permettent de découvrir la qualité artistique. Aussi, nous proposans à l'enfant de prolanger par la lecture ce qu'il a découvert par les yeux à travers des visites », témoigne Josiane Dulac, la secrétaire de l'associatinn Lire à Vialas. Après evoir gagné deux fois les prix départementaux, Viales se voit enfin reconnue sur le plan natinnal. « C'est facile de mener des actions lorsqu'on est entouré d'une équipe motivée et dynamique», s'enthouslasme le maire, André Platon, qui reconnaît consacrer à la culture et aux associetions 70 000 francs de son maigre budget communal, qui s'elève à 1,5

million de francs. Cette année, I 006 communes ont participé au concnurs de Sevoir-livre contre 734 l'an passé. « Nous souhaitons avoir toujours plus de concurrents et surtout disfuser leurs experiences. C'est pour cela que nous allons organiser des manifestations particulières autour des exemples des villes lauréates », assure Edith Cnurhen. Peradoxalement, les grandes métrapoles (plus de 50 000 habitants), n prinri les plus actives pour ce qui concerne la culture, ne représentent que 7 % des candidatures contre 42.% pnur les petites (mnins de 2 000 hahitants).

Certaines régions se prénccupent aussi de ce problème. C'est le cas de Provence-Alpes-Côte d'Azur nù la préfecture de réginn a lancé en 1990 un concours Villes-lectures dont l'objectif est d'inciter et d'aider les villes de plus de 5 000 habitants (et de plus de 3 000 dans les départements alpins) è promouvnir une politique de la lecture publique, des actions contre l'illettrisme et des initiatives en directinn des populatinns défavnrisées. Cette année, les lauréates sont : Berre-l'Etang, Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône) et Grasse (Alpes-Maritimes). Elles recevrant une aide financière pour réaliser leurs pro-

Patrick Dasavia

Diplomatie

C'est une lourda tâche qui ettand Jeen-Cleude Aurousseau è le préfecture de la région lle-de-France. Il suc-cède en effet è Christian Sautter (le Monde du 25 juin) qui part sans evoir pu mener à son terma le « grand chentier » dont ll aveit été chargé an 1990 : celui d'éleborar un muveau schéma directeur de le région lle-de-France (SDRIF) .

Ce SDRIF deveit préciser les orientations de la région capitale pour le prochain quart de siècle. Il est en suspens dapuis qua Charles Pasqua e ennoncé que son éleboration définitive sere précédée d'un « débat national sur l'aménagement du territoire». Le ministre de l'intérieur e einsi interrompu la demière phase du processus engegé en juillet 1989 par Michel Rocard, Confirmé par Pierra 8érégovoy quelques jours avant son départ de Matignon, celui-ci aurait pu conduire à l'edoption d'un SDRIF qui prenait largement en compte les nombreux amendements proposée per las essemblées régionale et départementales.

Même avec des objectifs revus à la baisse, le développement démographiqua et écoiomique de la dius puissan région françeise reste excessif aux yeux da beaucoup d'élus provincieux, dont René Monnry, président du Sénat, semble vouloir prendre la tête. Jean-Claude Aurousseau aura besoin das qualités dont il e fait preuve en Seine-Saint-Denis entre 1981 et 1988, at dens la région Nord-Pas-de-Calais depuis la première cohabitation, pour gérer cette contra-

Très vite en tnut ces, c'est-à-dire dès le prochain comité interministériel d'aménagemant du territoire, prévu le 8 juillet, Jeen-Claude Aurousseau connaîtra la stratégia du gouvarnement pnur l'avenir de l'Ile-de-France. C'est lè que seront décidées les orientations qui serviront de base eux négociations avec le consail réginnal pour le plen 1994-1998.

Christophe de Chenay

PARIS

LES ALEAS DU PROJET SEINE-RIVE GAUCHE

L'un des programmes d'urbanisme les plus ambitieux de France est en panne. Voici le premier bilan d'un grand chantier Ville-Etat

EUDI noir » pour les uns, « pause provi-dentielle » pnur d'autres, la jnurnée du 2 mars restera nne date dans l'histnire de l'urhanisme parisien. Ca jour-là, le tribunal administratif de Paris a littéralement sabré le grand projet de Jacques Chirac : créer de toute pièce, en effaçant les vnies d'Austerlitz, un nouveau quartier dans le sud-est de

Les juges n'nnt pas fait de détail. Ils ont annulé à la fois la ZAC (pour inclusion malencontreuse d'un square), le plan défaut d'espace vert) et le décret

requête de deux modestes associatinus : les Verts de Paris et Expropriations éventuelles et TAM-TAM. Un grain de sable a délivrance de permis de griffé l'énorme machinerie d'une npération qui touche 132 hectares, doit courir sur quinze ans et remuer plus de 25 milliards de francs.

La décision des juges a entravé l'avancement du projet sur un triple plan juridique, technique et financier.

Elle a révélé les fragilités de l'urbanisme nfficiel, provoqué la remise en cause de ses concepts fondateurs, atteignant, du même coup, sa crédibilité et sa perti-

d'utilité publique (par vnie de conséquence). Le tout è la requête de deux modestes asso-rement SRG) est dans le vide. construire snnt impossibles. Même celui de la Bihlinthèque de France est désormais illégal. La Ville, d'abnrd stupéfaite, a réagi avec promptitude.

> De huit à dix-huit mois de retard

Dès le 2 avril, elle a saisi pour appel le Conseil d'Etat, et le 17 mai elle a refait la ZAC en l'amoutant du square litigieux.

Malgré les réticences de l'APUR (Agence parisienne d'urbenisme), qui plaide pnur la «liberté de création», elle étudie un nouveau PAZ (plan d'aménagement de znne) sur lequel apparaîtraient en clair sept ou huit espaces verts de proximité. Mais, pnur l'essentiel, le parti général restera le même. Et elle espère que les conseillers d'Etat trancheront - en sa faveur - sans trop tarder, c'est-è-dire à l'automne. S'ils donnent tort au tribunal edministratif, tnut pourrait repartir avec huit mnis de

Mais les conseillers peuvent aussi confirmer la nullité du PAZ et celle de la déclaration d'utilité publique. Dans ce cas, la Ville devrait refaire sa copie et reprendre toutes les procédures : vnte des élus, concertation, enquête publique, etc. Dans ce cas, le retard serait de quinze à dix-huit mnis et le redémarrage reporté au milieu de 1994.

Marc Ambroise-Rendu

Lire le suite page 20

Le Monde EDITIONS

Rencontres avec des citadins extraordinaires

Douge expériences culturelles, artistiques et sociales en milieu urhain

Ce livre nous conduit de surprises en surprises. Le but de chacune de ces opérations : permettre aux exclus, feuries ou moins jeunes, de se réapproprier la parole et le geste, afin de sortir de leur isolement.

L'école des parents

144 pages en roadcars, 140 F.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

la capitale.

déversés en Seine par temps de pluie et les débordements dans

la vallée de la Bièvre. Le sys-

tème compte actuellemeot soixente-dix poiots de gestioo.

A terme, il co aura cent cin-

quante et sera alors à même de

contrôler 80 % des eaux usées

du Val-de-Marne. Si le poste central est implanté à Maisons-

Alfort, un poste de contrôle

décentre, un VALERIE-bis, est

installé dans VL2. L'ensemble de ces installations (VL2, VALERIE er les collecteurs)

aura coûté 2 milliards de francs,

dont 30 % supportés par le

département, 40 % par l'Agence

de l'eau et le reste par la réginn

teurs à réaliser. Le cullecteur

Joinville-Saint-Maur au nord,

qui drainera également une par-tie des eaux nsées de la Seioe-

Saint-Denis, est en cours de

ml-1994 (coût : 250 millinus de

francs); le collecteur Cachan-

Charenton, dont la mise en ser-

vice est prévue pour 1997

(454 millions de francs); le col-

lecteur sud, qui récupérera uoc

partie de eaux de l'Essonoe

venues de Crosne, doot l'entrée

eo fooction devrait iotervenir

peu avant l'ao 2000 (450 mil-

linns de francs). Ces trois

ouvrages ne se raccorderont pas

directement à la station de rele-

vage de Valenton mais eux anssi

Francis Gouge

sur VL2 et VL6.

Il reste encore trais collec-

Re-de-France.

LE VAL-DE-MARNE ÉPURE L'EAU

Les nouvelles installations traitent 150 millions de mètres cubes par jour

18 Le Monde • Dimanche 27 - Lundi 28 juin 1993 •

Valenton et daminant de ses 16 métres la statinn d'épuration V 2, un bâtiment, véritable nef de béton - Monique Labbé, l'architecte, a été associée au projet dès sa conception. - abrite une station de relevage des eaux usees qui campte parmi les plus importantes d'Europe et qui est entrée en service en avril dernier; son nom, VL2, semble inspiré de la Guerre des étoiles. Haut de 40 mètres (l'équivalent d'un immeuble de douze étages), ce bătiment, dant la construction a nécessité 7 000 mètres cubes de béton et 500 tannes d'acier, a les deux tiers de ses installations enfouies sous terre.

Cet ouvrage fait partie de la modernisation du réseau d'assainissement des eaux usées fixé il y a dix ans par le président du conseil général, Michel Germa (PC), avec le programme «Seine propre». Situé en amont de la capitale, le Val-de-Marne, qui est le témoin de l'union de la Seine et de la Marne, abrite les trois quarts des usines de production d'eau potable de l'agglomératinn parisienne.

La station V2 est le poiot de convergence de deux nou-veaux collecteurs : Créteil-Va-

entré en service courant avril, et Bonneuil-Valentan, nu callecteur est, ou encore VL6, dont l'entrée en fonction est prévue pour le début 1994. D'autres collecteurs départementaux, construits pour la circonstance, viennent se raccorder sur ce dispasitif. L'ensemble mesure 25 kilomètres.

Prévisions météorologiques

Ce nouveau réseau de collecte et de transport des eaux a nécessité l'emplni de dix tunneliers d'un diamétre de 2,50 mètres. Diverses techniques innovantes ont été mises en place. C'est ainsi que, pour franchir la Seine à Choisy-le-Roi, les eaux usées empruntent un sipbon à coussins d'air autonettoyant de 210 mêtres, immergé au fond du fleuve et qui véhicule entre 0,2 et metres cubes par seconde,

La station de relevage VL2 a pour mission de recueillir les eaux usées collectées per l'ensemble du nouveeu réseau et amenées par les collecteurs est et ouest, et de les envoyer à la station d'épuration située en lentoo, appelé encore collecteur aval. Les deux collecteurs fonc-

Le président de la Galice.

DÉCALAGE HORAIRE

La baroque comme on la

rēva. La ville da Cesky-Krumlov,

an Bohème du Sud, eet un joyau

de l'erchitecture de l'Europe

centrala. Une bourgada à flanc

da collina, evac remparts, ruea

tera un opéra baroqua inédit.

pas attandu le fin du régima

communieta pour prendre le

masure da ses trésors touristi-

quaa. Mais après la révolution da valours, la pays, devenu

République tchèque le 1- janvier,

excerce un effet d'aimant sur les

habitants du rasta da l'Europe.

En touta saison, les rues de Pra-

mètres au sud de le capitale,

connaît la valeur da son poten-

tial tourietique. D'ores et déjà,

10 000 à 15 000 personnas

vieitant chaque été son château.

eutrichienne sont proches, at la

visite de la ville figure parmi les

excursions fevoritaa des voya-

Cesky-Krumlov, à 150 kilo-

que débordent de touristes.

Manuel Fraga-Iribarne, propose

tioonent «gravitairemeot», c'est-à-dire que les eaux suivent une pente douce, mais sur da grandes distances, pour atteindre VL2, où elles arrivent à 18 mètres de profondeur. Il faut ensuite les remonter à 8 mètres au-dessus de la surface pour les acheminer vers les bassins de la station d'épuration. Celle-ci a une capacité de 150 000 mêtres cubes par jour; à terme, elle sera de 600 000 mètres cubes. Ses dix électropompes lui permertront d'expédier 10 tonnes d'eau – l'équivalent d'un demiwagon SNCF - à 26 mètres de

bauteur chaque seconde. Tout le réseau est géré par Val-de-Marne exploitation et régulation informatisées des effluents (VALERIE). Lorsque toutes les eaux usées du Val-de-Marne (240 000 mètres cnbes par jour) étaieot acheminées à la station d'épuration d'Achères (Yvelines), à 30 kilomètres de là, la saturation du réseau en cas de pluies importantes provoquait des délestages dans la Seine nu dans la Marne, Grace à un système de vannes automatisées, VALERIE dirige vers VL2 le «juste volume d'eau», permettant à la starion de fonctionner avec un rendement opti-

En plus de cette fooctioo.

STATIONS BALNÉAIRES VALÉRIE, qui croise ses propres informations avec les prévisinns météorologiques, a pour mission de limiter les finx

Une centaine seulement de « pavillons bleus » ont été attribués cette année

D'année en année, depuie 1987, la Fondation pour l'éducation et l'environnement an Europe (FEEE) effina eae critères pour l'attribution das e pavillons blaus ». De sorte qu'il deviant plus difficils aux communaa candidates da franchir tous lea obstacles at d'abtanir la label. Alors que 231 communas avaiant présenté des dossiers pour leurs plegee an 1992, seulemant 171 l'ont fait cette année... at 61 ont été récompensées da leur effort par l'attribution, mardi 22 juin à Pane, du petit drapeau bleu. Quant aux ports de plaisance, 43 dossiers sur 98 ont racu l'egrément pour

la label. « Nous avons été très aévères catta annéa, a reconnu Bernerd Mantianna, le président de la FEEE, si bien que beaucoup de maires ont préféré ne pas essuyer un refus et se préparer pour une

autra annéa.» Pour la ministre de l'envi-ronnament, Michal Barniar, catta diminution du nombre de lauréats, venant après une relative dégradation das seux de beignade observéa en 1992 (le Monde du 3 juin), kast un signe qu'il faut pren-

BLOC-NOTES

Espace rurel. ~ L'Institut de la

décentralisation et la revue Pouvoirs

locaux organisant, mardi 29 juin à

Toulouse, una conférence-débat sur

le thème de « L'aménegement du ter-

cansi, président du conseil régional da Midi-Pyrépées, Jean Pierra Duport, délégué à l'améragement du territoira, Robert Savy, président du conseil régional du limousin et les canada de la conseil régional du limousin et les canada de la can

conseil régional du Limousin, et Jean

François-Poncet, président du conseil

général du Lot, doivant évoquer la

possible reconquête da terres eban-

Renseignements eu (16-1)

AGENDA

47-61-92-48.

dre au sérieux ». Le ministre a annoncé aon intantion, an particulier, da ranforcer la lutta contre la pollution induite par las batasux da

La Fédération, pour sa part, inaista auprès das lauréats pour qu'ile améliorant encore leur acqueil. C'est ainai qu'una douzaina da communae ont recu das recommandationa particullères an mêma temps qua leur pavillon

Cavalaira (Var) davra ravoir sa ZAC du Pardigon ; La Turballa (Loire-Atlantique) devra aurvaillar la camping aauvaga; Château-d'Olonne davra réexaminar un projat Immobilier non conforma à la loi sur la littoral; Marseille aa voit une fois de plus rappeler à sas devoirs pour la décharge d'ordures ménagèrae d'Entressen; Noirmoutiar devra créer des postes da secours eux baigneurs et Vias (Hérault) davra raccordar son résagu d'écouts à la station d'épuration moderna d'Agde. Fauta de quol, affirma la FEEE, la pavillon blau eara retiré l'an prochain.

R. C

COOPÉRATION

LE TGV JUSQU'A MADRID

C'est la revendication des onze régions du Sud-Europe atlantique

NZE régions du Sud-Eu- C'est ainsi que le Poitou-Charope atlantique, situées rentes a lancé un coocours à destination des lycéens et des et le Portugal, ont décidé de élèves des classes post-bac qui faire un bout de chemin ensem- trouvera sa conclusion en juillet ble. Vendredi 18 juin, elles se pour les fêtes compostellanes. sont retrouvées à Saint-Jacques de-Compostelle pour leur cioquième conférence annuelle et celle-ci a pris un relief particul'er avec le lancement de l'année compostellane qui verra affluer daos la ville saoctuaire quelque sept millions de visi-

teurs. SEA comme Sud-Europe atlantique : tel est le sigle évocateur de cette association. Sur le thème culturel des chemins de Saint-Jacques, des élus des onze régions bâtissent à leur manière des projets communs destinés à être défendus au niveau européen. C'est le cas par exemple de la desserte par

Sur les pas des « jacquets »

Conscients de la nécessiré de prolonger la ligne à grande vitesse fraoçaise au-delà de Bordeaux, les conseils régionaux ont créé une association «TGV Aquitaine Sud-Europe arlanrique» dont le but, assigné par le présideot Jacques Velade (RPR), adjoint au maire de Bordeaux, est d'œuvrer à « la promotion politique de la liaison ferroviaire ò grande vitesse entre Paris et Modrid por lo façode atlantique, et sa connexion vers le Portugal et le nord-ouest de l'Espagne ». Jean-Pierre Raffa-rin (UDF), président de la région Poitou-Charentes, insiste : « Le TGV est la colonne vertebrale des régions du Sud-Europe orlantique. Le Poitou-Charentes se place aux côtes de l'Aquitoine dans cette démarche pour oller ou sud de Bordeaux; sans quoi, nous deviendrions la banlieue parisienne».

Les pèlerins du vingtième siècle soot pressés; bien plus que les «jacquets» d'Henri Viocenot qui mirent près de trois mois pour aller à pied de La Bussière, en Bourgogne, à Saint-Jacques-de-Compostelle. Ils o'en oublient pas moins ces valeureux précurseurs et tiennent à entretenir le mythe.

théatre et de cinéma, des olympiades, des «jeux populaires du chemin», voire même la réhabilitatioo de monumeots emblématiques. Consciente que « la réalité culturelle dynamique que représentent les chemins de Saint-Jacques doit constituer un facteur de cohésion qui permettra aux régions d'agir », la cooférence, réunie à Saiot-Jacques-de-Compostelle, s'est engagée à « suivre régulièrement l'évolution des projets issus de ce plan qui o fovorise les rapprodestination des lycéens et des chements entre leurs divers facteurs culturels ».

Pour entretenir le lieo avec la moderoité, les régions du SEA poursuivront leur actioo pour sa part un vaste pro-gramme d'écbaoges culturels en faveur du développement de la filière bois, notamment par comportant des reocontres de l'initiarion à la gestion foresmusique populaire et de danse, tière assistée par ordinateur et un concours de la «cbanson du une aide à la culture des peuchemin », un concours de poépliers et des châtaigniers. Eo sie co langues nationales et outre, elles soutiendront active-

régionales, des expositione de ment les réseaux scientifiques constitués à la suite des rencontres de Bilbao en 1990 et destioés « à créer à terme des pôles de compétences de dimension européenne dons les domoines jugés prioritaires que sont les biotechnologies, les motérioux avancés et la productique-robotique». A ooter à ce sujet que Porto accueillera, les 4, 5 et 6 oovembre, un colloque sur les biotechnologies animales et les micro-organismes qui rassemblera une centaioe de cher-cheurs des onze régions.

Des objectifs à réaliser pour les temps à venir. Le gouvernail est désormeis entre les mains du président basque (Euskadi) José Antooio Ardanza, avec, comme premier barreur, le Poitevin Jean-Pierre Raffarin.

de notre envoyé spécial à St-Jacques-de-Compostelle

Michel Leveque

Beyrouth à Parie. - L'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région lie-de-France (IAURIF) propose, jusqu'au 2 juillet, une exposition sur la reconstruction de Beyrouth. Au programme, la présentation des actions menées depuie dix ens per l'IAURIF dens la capitale libanaise : schéma directeur de la région métropolitaine de Beyrnuth, meis aussi réhabilitation du bois des Para, dernier espace verz de le capitale, l'aménagement des quartiers de l'an-cienna ligne des combats et enfin le financement d'une mission archéolopique qui devrait partir en septembre. IAURIF, Hall de la médiathèque, 251, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tous les jours sauf samedi et

■ Banlleues. - Une semaina de rencomres est organisée par Généra-tion Bantieus, réseau d'aide à la créstion d'entreprises dans les banlieu Diversas manifestatione sont prévues, parmi lesquelles deux colloquee : le premier eura lieu jeudi 1- juillet à Bondy (Seine-Saint-Denis), avec notamment la participation de Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire au Plan. Le second colloque, intitulé « Initiatives pour entraprendres, se déroulers à Toulouse vendredi 2 juillet et présentera les projets de création d'entreprise réalisés à ce jour.

dimanche de 9 h 30 é 18 heures.

► Ranseignements: Tél (16-1) 48-46-90-85.

Consells économiques et socieux régionaux. - Les conseils économiques et socieux régionaux (CESR) da Basse-Normandie, Bretagne, Paye de la Loire, Pnitou-Charentee et Aquitaine tiendrant' un congrès sur l'avenir de l'arc atlantiqua, au Futuroscope de Poitiers, vendredi 2 juillet. Avant la signature des prochains contrats de plan, les présidents des CESR souhaitent se faire entendre des présidents des régions concernées. Leurs propositions concerneront les réseaux de communication. l'économie (trafic maritime,

raux, la matière grise.

Rensalgnements eu (16)

■ Voyage sur la petite celinture. – Les nostalgiques des petits trains de Paris pourront prendre une bouffée de passé le samedi 3 juiller. En effet, entre 11 h.30 et 20 beures, ils pour-ront emprunter le tronçon sud du chamin da fer de la parite ceinture entre la porte de Versailles et la porte de Charenton. Plusieurs associations (Association pour la sauvegarde de la petite ceinture et de son réseau ferré, Varts d'Ila-da-Frence, FNAUT Réseau Vert, SOS-Paris, TAM-TAM) veulent ainsi susciter un mouvement a pour soutenir cette ligne menacée de dispartition > et qui offre des correspondances avec les bus et métro. A chacuna des quatre stations, les agenciations not prévu d'organiser des enimatione, Prix du billet : 60 francs, réductions pnur les

► Renseignements : 16 (1) 45-65-33-60.

PUBLICATION

La gestion communale. - Budget, dépenses et recettes, analyse financièra, emprunts, gestion de tréeorerie, modes d'exploitation des services publics communeux, aides à implantation des entreprises sont les principaux chapitres de l'ouvrage intituté Gestion communale : budget, finances, interventions économiques, rédigé par Daniel Mourier, ancien adjoint aux finances (PC) de La Ricamarie (Loire).

▶ 384 pages, 390 F. Encyclopédie Delmas pour la vie des affaires, 2. édition, 216, bd Saint-Germain, 75007 Paris.

CONTACT

Acheteurs. - L'Association des acheteurs des collectivités territoristes (AACT) vient de se créer. Pré-sidée per Christian Durand, chargé de mission à la mairie de Besançon, elle entend fédérer tous les acheteurs des collectivités, quel que soit leur grade, afin qu'ile échangent leurs axpé-riences. Le métlar d'acheteur est nouveau et existe surtout dans les moyennes et grandea villes. Laa acheteurs travaillent dans les centrales d'achet ou as « délocalisent». dans les services. L'AACT regrette qu'il y ait peu de formations adaptées à ce nouveau métier qui requiert de nombreuses techniques telles que l'analyse du besoin, la connaissance de la réglementation et du code des marchés publics, l'art de la négocia-

Renseignements au (16)

ENTHOUSIASME DE OUR SON TRAMWAY

10.00 . . : . . ZZ - 1.31 - 1.31 المتجول ومعاليهم الجدوان والمراز

KARDIE

MINT-QUENTIN PERE SON CLUB DE BASKET

alquidation jud a de de de Sille Si Velano, ... ray day

Mental in the ----TREETHER TO A .. Content of . te vitation and Contract the second PERSONAL PROPERTY.

the state of the s

and the first of the second of

The state of the s

A Superior Livery

feda da maio : Sa ilat miner Alte pies de 4 -

Silt Ce n' Ben des 1 2033 Bester Millani some locales Bjein la manne Spin to many the control of the cont Relia asemblica degramatica de la caracteria de la caract

MONDE RURAL | EDUCATION & RECONQUERIR DÉCENTRALISATION LE TERRITOIRE Tenan - Seart Collombat- Dumoni LA CATALOGNE Gostambide - Gerbaux ET L'EUROPE Hervieu - Hureaux | Pujol The property of part. Accomment and appropriate to the Comments and appropriate to the Comment BEANDANI MANAGE Institut destative endouge, etc.

geurs au départ de Prague. Encore faut-il avoir lae moyens,

et savoir gérer son patrimoine. En 1991, les autorités de la ville ont hérité de ses propriétée lee plus prestigieuses, désétatisation oblige. Les biens de Cesky-Krumlov na pouvaiant en effet ni faire partia du pro-

anciennas, magnifique chateau du traizièma siècle, devenu gramme de rastitution aux baroque dans les années 1770. encians propriéteires ni, pour la Ce château renfarma un théatre, plupart, de celui de privatisation avec machinaries de scènes. des anciens biens d'Etat : après costumas, décors et erchives la disparition pendant la guerre da la familla Schwarzenberg, propriétaire des lieux depuis le musicalas. Restauré depuis plusiaurs années, placé sur la liste du patrimoina mondial da dix-huitème siècle, les sites da l'UNESCO, le sella d'opéra Cesky-Krumlov furent nationaliouvrire è nouveau ses portes au printemps da 1994 at présen-Le conseil municipal de la villa e ainsi hérité de prèe da La Tchécoslovaquie n'evait

300 biens immobiliers, dom une partie, notamment les commarces, a été vendue eux anchères, la piupart des joyaux historiques demeurant dans l'escarcelle das autorités munici-

Celles-ci ont décidé, en février 1992, de créer un fonds d'investissement, dont la ville est actionnaire à 100 %. La municipalité a ensuita fait appal à la Banque Barcleys (BZW) et à ta Komercni Benka (première banque commerciale tchèque). La banque d'affaires britannique, implantée à Prague, compte Les frontières ellemande et bien aider la villa à tirer parti de sas richesses. « Nous voulons maximiear les bénéfices économiques issus du tourisme, sans transformer la ville en Disneyland. Il n'est pas possible de

Cesky-Krumlov valorise le patrimoine tchèque développer la ville sans stratégie et sans plan à long tarme». affirme Jan Hasek, diracteur de BZW à Pragua, et accassoirement petit-fils de l'ancien chancelier de la République tchèque. Actuallement, 90 % das

touristas restant qualques heuras à paina à Ceeky-Krumiov, at repertent en fin de journée. L'idéa, classique, est d'organiser des sélours, des festivals, efin d'attirer une clientèla fidèle at de racueillir des ravanue plus importents. Car la ville esome le coût des répara-tions et de l'antratien de see propriétés à 5 ou 6 milliards de couronnes (de 900 millions à 1,2 milliard da francs). Le fonds ast chargé de promouvoir des joint-vanturas, d'ettirar des nvestisseurs étrangers, d'organiser la poursuite de la privatisation. Si le maire compte gérer au mieux ses avoirs, il ne se considère pas pour autant comme un homme d'affairae. «Je pense personnallement que les villas sont de mauvaises gestionnairas, at ne doivent pas posséder de nombreux biens immobiliars. Ellas sont des communeutés créées par des citoyans, at leur rôle est de s'occupar da cas citoyens».

de notre envoyée spéciale à Cesky-Krumlov

Françoise Lazare

RÉGIONS

POUR SON TRAMWAY L'Etat et les collectivités négocient l'extension du réseau existant pour le porter de 15 à 20 kilomètres

ORS d'uo référeodum organisé eo juio 1983 par leur oonveau maire, Alain Carignon (RPR), les Grenoblois qui s'étaleot proopocés eo faveur do tramway affichaieot cepeodaot uo cartaio sceptieisme poor ce mode de déplacement un peu « rétro ». Ils pensaient que leur ville, qui développe dans ses nombreux laboratoires publics et privés des produits de haute technologie, oe devait de proposer sur soo territoire une « vitrioe » plos moderne ou au moios plus conforme à son image alpine.

17 × 18

1 (1)

THE PERSON NAMED IN

Section 1

* * n***n : . .

.....

A Commence

the we

و مورد ۱ ۵۱

2. 12

1993 1991

e de les parties :

🗷 🔗 🔾 हम १ मा व स्टाब द्वा

9 P 47

11.0

1011 11270

A STATE OF STATE OF

10 July 10 7 41

40 mm 2 40° m

 $(x_1, \dots, x_n) = g(\alpha^n)^{\frac{n}{2}}$

.....

and the second

Quelques aooées supara-vant, la «capitale des Alpes», qui est aussi l'uoe des plos plates de France, avait eovisagé d'installer dans ses evenues des... « remoote-pentes ». La société grenobloise Pomagalski, à cette époque leader moodial sur ce marché, voulait «câbler» le ciel de le ville. Certes, la visioo des voyageurs sur les montagnes coviron-

nantes eurait été superbe. Mais le projet, qui nécessi-Mais le projet, qui nécessi-tait la pose d'uo très graod de 30.000 mille personoes.

nombre de pylônes, aurait défiguré certains sites.

La cepacité des cabines n'aurait probablement pas pu être à la hauteur de la demande sans cesse croissaote du combre des voyageurs. Imagioé à la fio des années

70 par l'équipe muoicipale conduite par Hubert Dubedout (PS), le projet de tramway fut finalement mis en œuvre par son successeur, Alaio Carignon. ll a saisi cette occasion pour embellir le cœur de la cité qu'il venait de cooquérir. La première ligne, d'une loogueur de 9 kilomètres, fut mise eo service au mois de septembre 1987 pour desservir plusieurs pôles de l'agglomération, dont le ceotre-ville, la gare SNCF, le quartier de la Villeoeuve de Greooble. Trois ans plus tard une seconde ligne de 6 kilomètres reliait deux équipements majeurs : le centre bospitalier uoiversitaire installe à la Trooche et le campus universitaire de Saint-Martin-d'Hères,

Ao début de cette année, le ayndicat mixte des transports en commun (SMTC) de l'agglo-mératioo greoobloise, présidé par Charles Descours (RPR), décidait de réaliser 5 kilomètres supplémentaires de voies pour gagner la seconde ville du département de l'isère, Eebirolles - 35 000 habitants, située au sud de l'agglomération - et le pôle scieotifique de la Presqu'île, au oord. Neuf ecot

millions de fraocs viendroot

ainsi s'ajouter oux 2 milliards

déjà dépensés pour la coostruc-

tion des deux premières lignes.

110 000 voyageurs par jour

Le SMTC espère bénéficier prochainement des subventions prévues dans le cadre du plan de relance de l'Etat pour commeocer les premiers travaux. Les élus souhaitent recevoir. pour ce projet d'intérêt collectif, 250 millions de francs. Si le programme est respecté, la oouvelle ligne eotrera en service au début de l'année 1996. « Après mobile est toujours utilisée pour les déplacements quntilinrds de francs, nous devrons faire une grosse pause», déclare Charles Descours, il est cependant cnn vaincu que sous la pressioo des autres élus de l'agginmération, mais surtnut des utilisateurs du tramway, l'exteoginn du réseau deviendra vite indispensable. Un nouvel axe est-ouest, d'uoe dizaine de kilomètreo, reliant les communes de Seyssins et de Saint-Martin-d'Hères ou de Meylan, devra être étudié et mis en chantier « dans la perspective de l'an 2000 ».

En effet, depuis sa mise en service, il y a six ans, le succès remporté par le tramway grenoblois ne s'est jamais dementi. Au total, 110 000 voyageurs emprunteot quotidiennement sea rameo (1). Uo sondage effectué suprès de 4 000 habitants de l'agglomération révèle que 91 % des personnes ioter-rogées sont favorables au tramway, et que 87 % conoidèrent qu'il vaut mieux construire ce type d'appareil plutôt que de développer le réseau des bus et des trolleybus. Enfio 84 % penseot que, « dans les grandes villes, l'avenir, c'est le tram-

way ».

«L'enquête ménage» effectuée par le SMTC mootre, d'autre part, qu'entre 1987 et 1992 la progressioo de l'usage des bus et du «tram» - plus 21 % – a été troio foio plus rapide que celle des voitures particulières. Toutefois, l'aoto-

VILLAGES DE FRANCE

pour les déplacemente quntidiens des habitants de l'agginmération entre leur dnmicile et leur lieu de travail et pnur se rendre des communes de la périphérie au centre de Greno-

Ils sont 74 % à prendre leur voiture, alors que 20 % mooteot dans un bus, un trolley ou une rame du tramway, et que 6 % se déplacent en bicyclette. Dano le centre-ville de Grenoble, l'enquête note une évalution très favorable en faveur des transports en commuo. En effet, le numbre des déplacemeoto effectués en voiture a baissé de 5 % en sept ans alors qu'au même moment l'usage des transports eo commun augmeotait de 18 %.

Le sondage souligne enfin que les plus grns cnnsommateurs des transports en commun sont les jeunes, de dixhuit à viogt-quatre ans, principalement les étudiaots - ils soot près de 40 000 à Grenoble, - suivis par les personnes

de notre correspondant à Grenoble Claude Francillon

(1) Le réseau des transports en commuo de l'agglomératioo greoobloise comprend également 17 lignes de bus qoi accueillent 120 000 voyogeurs par jour. La longueur commer-ciale totale du réseau est de 196 kilo-

AUTOROUTES

Quelques kilomètres de plus vers le Sud

A l'approcha das granda départo d'été, les vacanciars bénéficient de quelques kilomètrea oupplémantairea d'auto-route en direction du sud. Des kilomètres nouveaux at gratuits puisqua l'A 20 comme l'A 75 sont sans péages. En amont de l'ouvrage ferroviaire réalisé par Gustave Eiffel, la viadue autoroutier da 308 mètres qui enjambe la Truyère, au sud de Saint-Flour, vient d'être ouvert à la circulation. Le Cantal est ainsi traversé par l'autoroute A 75 et lea usagers peuvent se rendre da Clarmont-Ferrand à Aumont-Aubrac (Lozèra) sans

quitter cet axe. Plus au nord, dans le départemant de l'Indre, un nouvaau tronçon de l'Occitana (A 20) a été mis en sarvice. Au sud d'Argenton-sur-Creuce, huit kilomètres de doubla voia, qui éliminant les goulets d'étranglement du Fay et de Pamac, facilitent la continuité autoroutièra Paris-Limoges-Toulouse. Cette autoroute doit êtra gratuite da Vierzon (Cher) à Briva (Comèze), soit 290 kilomètres, dont 120 sont actuallament réaliaés, à quelquas ajustements près. La totalité da la lial-

son devrait êtra prête en 1998. LIMOUSIN

Baptême par référendum Avac 65 % de suffrages expri-

més, les habitants de Breuilaufa, l'une des plus petites communes de la Haute-Vienne (89 habitants au recensemant de 1989) viennent de s'autobaptiser par référendum. Un Jeu radiophonique de le station de Limoges de Radio-France, en décambre 1992, a permis eux villageois de s'apercevoir qu'ils n'evelant pas de nom officiel, melgré d'incontestables titres de notoriété : en Limousin, Breuilaufa est un nom rituel de bout du monde, un égulvelent de Landerneau,

Pézenas ou Romorantin. Léger, fonctionnaira au service des sports de la mairie de Limoges, e décidé de régler le problème. En lançant un appel à l'imagination de ses compatriotes, car l'étymologie du village ast ella-mêma suiatta à caution : cela peut être le bois (breuil) aux hêtras, ou la bois aux fées. Une vingtaine de propositions ont été avancées, de a plus patoisanta («brewilaufe ») à la plus érudite (« bre-liofaciens »). C'ast le plus classique qui a finalement remporté la majorité des suffrages : on narlera désormaio das «Breui-

POITOU-CHARENTES Humour

et eau salée

Patite station balnéaire da Charante-Meritima, Saint-Georges-da-Didonna offre. depuis huit ans, des distractions aux touristes qui, chaqua été, choisissent ses plages. Le festival Humour et eau salée, qui aura lieu du 18 au 23 juillat, invite des humoristes à présenter leur spectacle, tandis que de jaunae troupes sillonnent las rues pour le plaiair dea passants. L'année demière, manifestations «anti-seins nus», cabines téléphoniques transforméas en cabines da douche. acènas de ménage, rixas improvisées ont été les facéties des acteurs du festival. A l'occasion da cette opération et pour la seconde année consécutive, das prix iznogoud, du nom du héroa da le cérie da bandes dessinées da Goscinny, vont être décemée. Parmi les « nominéa » da cetta année : Philippe de Villiers, Laurent Fabiua, Jacqueo-Yves Cousteau, loabelle Adjani, la chaîna Arta ou ancora la publicitaire Jacques Séquéla. «Le lauréat. rappellant les organisateuro. doit être un loosar brillant, occasionnel, à l'ambition démesurée at de dimension nationale ou internationale. » ➤ Renselgnaments au [16)

PICARDIE

SAINT-QUENTIN PERD SON CLUB DE BASKET

Tous les efforts n'ont pu empêcher la liquidation judiciaire du SQBB

nale, a disparu comme une phyxie, c'est la fio. banale société en faillite. Après un dépôt de bilan, mercredi 26 mai, une liquidation judiciaire a été proconcée par le tribunal de commerce de Saint-Quentin veodredi 4 juio. Uo entraioeur, cinq permanents et huit joueurs se retrooveot donc au chômage. Six autres personnes sont eo cours de reclasse-

Un sport de quartier

A la fin du mois de mai, les caisses du club accusaient un déficit de près de 4 millions de francs (1). Ce o'était pas la première fois que le SOBB se trouvait dans cette situation. Les coilectivités locales étaient alors sollicitées pour assurer la survie.

En juin, la municipalité de Saiot-Queotin, dirigée par Daoiel Le Menr (PC), exige qu'une parité de subvention exceptioooelle soit observée avec les assemblées départemen-à donner uoe ideotité, à offrir

ETAIT le fierte d'une tale et régionale. La ville pro-ville et d'une région, mais pose 1,3 million de francs et le le Saint-Ougotin Basket. Conseil régional 800 000 francs. Ball (SQBB), un club profession-nel appartenant à l'élite natio-les dirigeaots pour éviter l'as-

> Les oupporters avaient lanuoe souscription de 500 000 francs et un empruot de l million de francs avait été accepté par les banques. Mais la même proposition d'effort financier o'a pas été formulée par les collectivités, comme l'exigeaieot les élus de Saint-Queotin. Les juges oe peuvent donc que rédiger l'acte de décès du club.

> Les Saint-Quentinois étaient pourtant fiers de la réussite du SQBB, longtemps eo tête des palmarès. En 1986, le club a été vaioqueur de la Coupe de France; eo 1991, il a été qualifié pour la Coupe d'Europe. La saison prochaine, il devait jouer eo nationale IA, la catégorie la plus élevée du championnat. Ces succès permettaient de lutter contre la morosité d'un univers économique en partie démantelé, de triompher aussi de l'anooymat d'une ville qui partage le même com avec d'autres agglomératioos (le Monde daté

une fierté à Saint-Quentin, cité picarde aux portes du Nord. Créé eo 1973, grâce à la fusion de l'Amicale de l'école

Jumentier et de l'US Cheminots, le SQBB illustrait uoe passioo, inscrite dans la durée, pour le basket. Raymond Ducamp, ancien dirigeant, aveit pris une licence sportive dans le ville de l'Aisne en 1941. Il se souvient que daos les années 60 pas moins de onze clabs y évo-haient. Le basket était un sport de quartier et de nombreuses usines avaient constitue une

équipe. Lors de matches à domicile, il y avait encore récemment 3 500 personnes en moyecoe, a venir de toute la région et même de Belgique, pour se rassembler à la salle de Coubertio. Là, ils encourageaieot des champioos, souveot des géants américaios déboooaires, devenus Picards d'adoption.

Les supporters orphelins

Jean-Pierre Barbare, viceprésident du club des sopporters, comptait sur une ceotaioe béoévoles vivant au rythme du SQBB, animé par l'équipe des « Mimiles ». « Cela faisait dix ans que nous assistions à toutes les rencontres, que nous participions à tous les déplacements. que nous connaissions ainsi toutes les sulles de France. » Depuis des années, ceux qui avaient vu grandir et se renforcer le club étaieot devenus uoe famille. Certains de ses membres oot pleuré lors de sa disparition.

L'an prochaio, les supporters orphelios vont organiser deux déplacements à Limoges et au Racing Paris Basket pour sentir, encore uoe fois, l'ambiance des grands matches. Le SQBB, sans béros, ni centre de formation, doit participer la saison prochaine au champioonat de nationale quatre avec un budget de 1 à 1,5 million de fraocs. « Nous voulons amplifier l'animation dans les provinces de façon à pallier le manque de professionnalisme de la nouvelle équipe » annonce Bernard Roger, présideot du elub des supporters. « Nous serons toujours là ». promet Jean-Pierre Barbare. Les Picards saveot rester fidèles même et surtout lorsqu'ils sont

Thierry de l'Estang-Parade

(1) Cette saison, le budget du club devait s'élever à 11,5 millinos de francs, mais les dépenses rat atteint 13,5 millions et les recettes la somme de 9,5 millions de francs. Le conseil régional o accordé, pour 1993, une sub-vention de un millino de francs, le conseil géoéral de l'Aisne 490 000 francs, la ville de Saint-Quenrio 2,6 millions de francs.

PAR LE PINCEAU Des communes rurales offrent aux peintres leurs richesses artistiques

trenic-neuf communes

première année, pourrait, des 1994,

à l'associatioo des plus beaux vil-

lages de France. Et pourquoi pas

gner les cent vingt-sept adhérents

de notre correspondant

(1) Commuoes participant au

concours: Domme (Dordogne), Gargi-

lesse et Saint-Beomit-du-Sault (Indre).

Lagrasse (Aude), Lauzerte (Taru-et-

Gamnne), Lavardin (Loir-el-Cher),

Locmogo (Finistère), Montrésor

Georges Chatain

à Limoges

ESSINE-MOI un village», tel est le titre de la compétition plastique qui a commence au mois de mai et qui va se poursuivre jus- tifs. L'intentioo est en tout cas la qu'au début octobre. A l'initiative même : fonder une tradition qui, de de deux associations beaux villages de France (le Monde du 20 décembre 1992) et l'Association française peinture et patrimome (AFPR) - trente-neuf communes rurales (1), qui ont pour décominateur commun d'être des ortes classés monumeots historiques, o'offreot, dimanche après dimanche, au talent et à l'inspiration de plasticiens amateurs et pro-

fessionnels. Avec pour thème, la célébration de leur patrimoioe artistique et monumental. Dans chacun de ces bourgs en compétition, un jury, composé d'artistes et de professionnels de la culture, établit un palmarès. Les tableaux primės seront rassemblės (il devrait y en avoir trois ou quatre cents au total) dans une exposition

finale en oovambre prochaio au

couvent des Cordeliers, rue de

l'Ecole de Médecine, à Paris.

Un coût modique

Pour Jean-Claude Branville. délégué général de la manifestation, mandaté par les deux associations organisatrices et par un comité d'honneur qui rassemble Alain Carignon et Lionel Jospin, Emmanuel Le Roy Ladurie et Serge Reggiani, «il s'agit de conciner deux exigences qui ne s'accordent pas si facilement : d'une part, faire la fête au village et inciter tota le monde à se lancer, sans fausse pudeur, dans le dessin et la peinture, d'nutre part assurer à cet ensemble de manifestations une réelle qualité artistique». Un challenge qui peut sembler difficile, mais qui o'a pas découragé les promoteurs de l'opération. Méthode choisie : la division

en catégories. Sept au total, ce qui, à l'évideoce, est trop. Cinq (par tranche d'age) pour les enfants et adolesceots, deux pour les adultes où sont regroupés les amateurs et les profes

L'edhésion à l'initiative a été immédiate. Les premières compétitions annoncées par les journaux régionaux et locaux ont mobilisé, pour le meilleur et pour le pire, une cinquantaine d'artistes par village, qu'ils soient néophytes ou chevronnés. Dans des promiscuités joyeuses qui ne sont pas sans res-

(Indre-et-Loire), Olargues (Hérault). Rochefort-en-Terre (Morbihan), Rodemack (Moscile). Elles seroot rejointes bientôt par : Loubresac (Lot), Riquewihr (Haut-Rhio), Noyers-sur-Serein (Yonoe), Labastide-Clairance (Pyrénées-Atlantiques), Belcastel (Aveyron), Roussillon (Vaucluse). Au mois de juillet : Blesle (Haute-Loire), Najac (Aveymn), Pesmes (Haute-Saone), Cardaillae (Lot). Rienx-Volvestre (Haute-Gamnne), Estaing (Aveymn), Sainte-Croix-en-Jarez (Loirel, Charroux (Vienne), Casteinau (Pyrénees-Orientales), Curemonte et Treignac (Corrèze). En août : Mootréal-do-Gers (Gers). Montslanquio (Lot-et-Garonoe), Collonges-la-Rouge (Corrèze), Saiot-Céoéri-le-Gerei (Orne). En septembre: Ars-en-Re (Charente-Maritime). Coarraze (Alpes-Mantimes), Cordes (Tarn), Montsorean (Maine-et-Loire), Saint-Amand-sur-Fion (Marne), Gordes (Vaucluse). En octobre : La Roche-Guyon (Val-d'Oise).

➤ Renseignements : « Dessine-mol un villaga », Minital : 3615 AVT.



STATIONS BALNEAIRES

美国的人 经现金帐户

MONDE RURAL | EDUCATION & LE TERRITOIRE

RECONQUERIR DÉCENTRALISATION Tenzer - Saget Collombat- Dumont LA CATALOGNE

Gastambide - Gerbaux | ET L'EUROPE Hervicu - Hureaux | Pujot

Film du N. . . 100 Filfronoti de part) : Albonnement exceptionnel 1 cn (4 m. métos) : 350 F

FOUVOITS

La revue des experts

du pouvoir local

RENSEIGNEMENTS: Institut de la Décentralisation 1 rue des Longs-Prés 92100 BOL LOGNE - Tél. : 17 61 92 18 - Fax. : 17 61 92 17

RESSOURCES HUMBING

LECTURE

Les secrets d'une bibliothèque

L'hôtel de Ville de Peria ebrita daux bibliothèques l'une, da modeste dimension, est réservée eux consellers, l'eutre, dite «administrative», aet, avec eas quarante amployés, à la dieposition des services municipaux. Elle est également ouverte à ceux qui s'intéresaant aux faits at gestes de la municipelité.

Déjà cantenaire, sa superba salle da lecture, antièremant gernie de reyonnages en chêne, viant d'être rastauréa eu prix d'un en da farmeture et de 5,3 millions de france. La monumantel plafond voûté, les grilles, lae rempea d'escaliar, lea lempes at les cent tables de consultation ont ratrouvé leur cechat d'origina. Une moquetta étouffa le bruit des va-atviant. On paut à nouvaeu profiter des tréeors de la bibliothèque, dont le fonds compta 470 000 volumas et dee milliers de manuscrits. On y trouve eussi 50 000 ouvregas consacrás aux grandes villee étrangèras, résultat das échenges de documents qu'entre 1873 et 1930 la capitale avait instaurés avac aes homologues. Une pretique hélas abandon-née pour raison d'économias.

CONCERTS

Le neuvième aime la musique

Les mélomanes de la cepitala periant evac plaisir das soirées musicales de l'hôtel d'Augny. Le lieu n'est pas banel. Un ancien cinéma porno recheté et réaménegé per la villa, justa darrière le chermant hôtel particulier du dix-huitième siècle qui abrite la mairia du neuvième arrondissement. Dana une salle moduleble de 350 plaçes, à l'acoustique excellente, se produisent chaque mois des instrumentistes et des petits orchestres de qualité. Entrée gratuite, mais, attention, on

refuse du monde. de l'arrondis orgenise les récitels et paya les frais: 250 000 francs par an. Animée par Gebriel Kespereit (RPR), l'équipe municipale du neuvième, qui bénéficie d'un conservatoire réputé, aime le musique et les musiciens. Chaque été, elle propose en divers points de l'errondissement des sessions de jazz New-Orlaans et des concerts dessiguas. Les instrumentalistes accourent. Les progremmae des soirées de l'hôtel d'Augny sont bouclés jusqu'en 1995 l

VALLÉE DE LA SEINE

Protéger contre les pollutions industrielles

Un secrétariat parmanant pour la prévention das pollutions industriellas et das risquae (SPI) eat en plece depuis le 27 mai dens laa Yvelines, dans le zone parti-culiàrement axpoaéa de la velléa de la Seine. Structura de prévention das nuicences at daa risquas taehnologiques an même tampa que de concertation et d'informetion des populations locelea, le SPI raesembla, sur une aire économiqua da 99 cnmmunes, des élus, des industriela, des administrationa, das associations et des experte directement intérasséa par les problèmes d'environnement industriel.

Le département das Yvelines compte plus de 350 établissements ou eites industriels soumis à autorisation. Une quarantaine d'entre eux, dont las trois quarts sont dans catte zone économique où l'industrie assure encore 30 % des emplois, font l'objet d'une surveillance particulière et sont classés comme prioritaires. Dunlopillo à Mantes-la-Jolie, Elf à Gargenville at Serp-Industries à Limay sont soumis à la direc-

VAL-D'OISE

LA ROCADE DE L'EST

Le département voudrait une liaison ferroviaire entre Cergy-Pontoise et Roissy

une princité pour le département. » Directeur général adinint des services du cooseil général du Vald'Oise, Dominique Levy-Druoo est catégorique, la rocade ferro-viaire Cergy-Roisay est une nécessité. Au point que le département a financé luimême, à bauteur de 500 000 francs, une première étude da faisabilité. Il s'est déclaré maître d'ouvrage à la place de l'Etat et est prêt à aider fioancièrement à la réalisation d'un équipement traditioooellemeot pris eo charge par la régioo et l'Etat.

« Nous vaulons aller vite

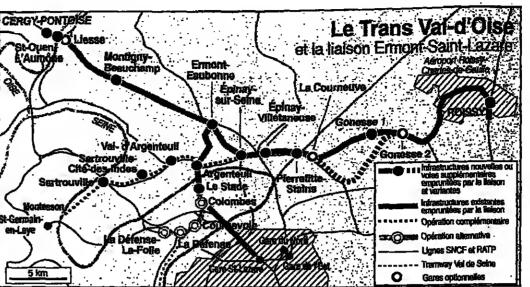
dans la décision, mais comme le coût de réalisation est très élevé. puisqu'il dépasserait 5 milliards de francs, nous ovons demandé à la SNCF de lancer une nouvelle étude par phases pour pouvoir échelonner le projet dans le temps. Elle sera une base de travoil dons nos discussions ovec l'Etat et la région. » La raison de cette détermination, Domioique Levy-Druon l'explique eo quelques mots : «Il s'agit de créer une synergie entre le pôle de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise et le futur pôle important de l'est du département.» L'extension de l'aéroport de Roissy, la future interconnexioo du TGV, ont cooduit plus de vingt commuoes coocernées par ce développement à se regrouper, C'est sans doute le dossier le plus brûlant de Jean-Philipppe Lacbenaud, président

Roissy n'était pas ioscrite en prinrité dans le schéma directeur de la régioo lle-de-France (SDRIF). Dans le projet de SDRIF, la Francilienne du rail (sorte de grande ceinture antour de Paris qui pourrait passer par Saiot-Quentio-eo-Yvelioes, Massy, Melun, Roissy et Cergy-Puntoise) était prévue à l'hori-zon 2015. Ces différents troncons étaient en concurrence jusqu'à la remise en cause du SDRIF par les conseils géoéraux. Pnur la SNCF, d'autres réalisations apparaissent plus urgentes, comme la ligne D du RER, la prolangation de la ligne B du RER à Roissy jusqu'au termical ou de la ligne A jusqu'à Cergy-le-Haut.

Le choix des priorités

Le Val-d'Oise aura done fort à faire pour voir son projet de rocade aboutir. Le cooseil général est d'accord aujourd'bui pour commeocer par la partie ouest du projet avec l'aménagement des nœuds ferroviaires d'Ermont et de Pootoise,

Daos la discussion avec l'Etat sur le futur schéma direcleur d'Ile-de-France et le pro-chain ecotrat de plac, le Val-d'Oise plaide pour l'importance d'une rocade venant soulager des radiales déjà totalement saturées. Louis Le Cor, du service communication de la SNCF, fait justement remarquer



qu'à certaines heures, à Paris Saiot-Lazare, un «voyageur» entre eo gare toutes les vingt secondes. « Il faut développer le réseau de bantieue à bantieue, reconoaît-il. Mais l'important est de s'entendre sur les prio-

Le coût du projet est estimé à 5,6 milliards de francs, doot 1,5 milliard pour les iofrastructures et 500 millions pour les matériels roulants. Il intéressera 850 000 habitanls (I millioo eo 2015) répartis surtout dans le Val-d'Oise, mais aossi eo Seine-Saint-Deois et eo Seioe-et-Marne, La ligne pourrait drainer ebaque anoée 18 millions de voyageurs. Etalée sur 43 kilomètres, elle emprunterait la ligne de Paris-Nord à partir de Pootoise jusqu'à Ermont; puis la ligne C du RER d'Ermont à Epinay-sur-Seine. De là, jusqu'au Parc des expositions de Villepinte, elle emprunterait des voies oouvelles et. enfin, la ligne B du RER jusqu'à Roissy. Au total, une dizaine de

kilomètres d'iofrastructures et sept gares seraient construits: Liesse (près de Saint-Ouenl'Aumôce), Epinay-sur-Seine, Epinay-Villetaneuse, La Cnurocove, Gonoesae-I et Gonesse-II. Depuis Ermont, les installations seraient aménagées pour créer une desserte directe

jusqu'à la gare Saiot-Lazare. Eo outre, grace au Trans-Val-d'Oise, de oombreuses autres liaisoos à travers le département pourraient, bien sûr, être améliorées, Meis la Francilienne du rail, qui passera constamment en milieu urbaio, sera sans doute devancée par la Francilienne tout court. Car la liaisoo Cergy-Roissy est également prévue par la route mais, cette fois, à travers des espaces naturels. D'où un débat long et souvent mouvementé sur le ter-

Pas moins de douze tracés auront été discutés, tous dénoncés par des mouvements écologistes, comme l'Association de défense de la vallée da Chauvry

ou la Flamme verte. Le tracé retenu est celui qui passe le plus au oord, en lisière de la forêt de L'Isle-Adam et Baillet-eo-

Le décret d'utilité publique a été publié le 14 mai. Son coût a été estimé à 900 millions de francs, à la charge de la régioo et du département. Mais la facture pour le département risque de s'alourdir : il s'est, en effet, engagé à apporter des aménage-ments à l'actuelle route qui relie la ville nouvelle à l'aéroport de Roissy par la vallée de Chauvry. Il est vrai que cette vallée, à 25 kilomètres de Paris, entre la forêt de L'Isle-Adam et le massif de Montmoreoey, est noe successioo de vergers, de vallons, de ruisseaux et de chemins qui font d'elle un bavre pour les cinquante-trois espèces d'oiseaux qui nichent sur le site, mais aussi poor les quelque 1 500 babitants qui oot eboisi de s'y installer.

Jacqueline Meillon

(UDF) du cooseil général.

LES ALÉAS DU PROJET **SEINE-RIVE GAUCHE**

effets du «jeudi ooir» ne soot guère appareots. Les tours de la Bibliothèque de France continucot à grimper. L'ensemble devrait être achevé dans les délais, pour l'été 1995. Coût du bâlimeot: 4,3 milliards de francs. Restera à l'équiper et à le remplir. C'est là que les incertitudes commedeeot. Elles porteot ootamment sur l'informatique. Mais Domioique Jamet, président de l'établissement public, est préoccupé par le désert qui l'envirooce, « Comment concevoir un bon départ pour la BDF, écrit-il. ou simplement le déroulement de son activité auotidienne dans une zone presque démunie de voirie. de transports en commun. d'habitations et de vie sociale?»

La SNCF, elle, est screine. Elle a déplacé la gare auto-couchettes et pratique le « wait and see ». Elle est assurée de conserver ses voies et le ball d'Austerlitz, qui oe nécessitent aucune mndernisation urgente. Elle eédera à la SEMAPA (Société d'économie mixte d'aménagement de Paris) les 25 hectares de terrain qu'elle a promis, au fur et à mesure des besoins. Elle contrôlera la construction de la dalle sans la financer. Au total. l'opération devrait lui permettre de réaménager Austerlitz pour y recevoir des TGV et de dégage eo outre uo bénéfice de 5 mil-

liards de francs. Pnur la SEMAPA, qui est l'améoageur, le jugement du tri-bunal administratif n'interrompt pas non plus les travaux préparatoires. Cinq travées d'entrepôts situés sur le bord de la Seine ont été démolis et une usine des eaux dissimulée sous terre pour dégager l'espace. Un parking souter-raio de plus de 1 000 places e été enfoui à côté de la Bibliothèque de France et d'énormes galeries techniques indispensables au passage des fluides (eau, électricité, égouts, téléphone, etc) sont en chantier dans le même secteur, 20 000 mètres cubes de terre ont

été apportés. Par contre, les premiers immeubles qui devaient encadrer la BDF soot restés dans les car-

leurs collaborateurs. Quant à la dalle et à l'aveoue triomphale qu'elle devait supporter, elles sont reportées à des temps meil-

C'est du côté des fioances que le coup est le plus douloureux. Les études techniques (hydraulique de la Seine doot le cours est réduit de 3 mètres, couverture et vibrations des voies ferrées, écoulement des caux de pluies, etc), les concours et consultations d'architectes (1), les démolitions, les constructions d'ouvrages otilitaires (usine des eaux, parking, galerie des fluides) ont coûté 640 millions de francs. Avec les contrats déià signés, la facture totale atteindra 800 millions de francs à la fin de 1993 et un 1 milliard en juio 1994.

Des difficultés de trésorerie

Or la SEMAPA o'a pas encore encaissé un ceotime. Les 400 millions qu'elle attendait au premier semestre de la vente des droits à construire autour de la BDF sont restés chez les promoteurs qui ont renoncé à signer. Pour faire tourner sa maison. Thérèse Cornil, directrice générale de la SEMAPA, a dû recevoir une avance de 200 millions de francs, de la Ville et emprun-ter le reste, en mars 1992, à un coosortium bancaire au taux d'environ 8 %. Ses possibilités d'emprunt se montent à 1,7 milliard, disposible jusqu'en 1999 puis remboursable en cinq ans à partir de cette date. La Ville apporte sa garantie pour 80 % de cette somme. On imagine avec quelle impatience est attendue la

décision du Conseil d'Etat. A ces difficultés de trésorerie s'ajoutent les inquiétudes portant sur l'équilibre général du projet SRG. Les dépenses totales sont actuellement évaluées à 25 milliards de francs (dont 4 milliards pour la dalle). Les recettes sont attendues des 900 000 mètres carrés de bureaux, puis accessoirement des 250 000 mètres carrés d'activités et de commerces ainsi

que des 520 000 mètres carrés de logements. La crise de l'immobilier aggravée par la récessioo compromet tout cela. Les profes-siocoels estiment qu'au rythme actuel, il faudrait trois ans et demi pour écouler le stock de logemeots neufs existant à Paris. Quant eux bureaux, oul oe peut prévoir à quel prix et en combien d'années les surfaces actuellement

raient être vendues.

Après quelques années d'un extravagaot engouement, oo s'aperçoit que l'agglomération parisienne est aussi bieo équipée en bureaux que New-York et Loodres. Elle dépasse de quatre fois ce qui est offert par o'importe quelle grande cité européenne. Est-il raisonnable de lancer sur ce marché congestioooé 60 000 mètres carrés par an pendant quinze ans comme le « programmeot » les aménageurs de SRG et plus eocore de fonder toute l'opération sur ce pari-la?

Certains commencent même cootester l'utilité, pour uce firme, d'acheter de vastes espaces de bureaux alors que les instruments de télécommunication ouvrent une voie royale au travail à domicile? Jacques Chirac a vu le danger. Ses dernières décisions municipales tendent à restreindre drastiquement les bureaux partont dans la capitale sauf sur Seine-Rive gauche (le Monde du 16 juio). Le maire a compris que la seule loi du marché menait son projet au gouffre. Une opération d'un tel volume ne peut réussir que poussée par une volonté politique sans faille, utilisant tous les outils nour forcer le destin.

Mais, justement, e'est ce que certains eitadins, adhérents d'association ou pas, cootestent. Comme au début des années 70. ils ressentent une allergie au bétoo, et aux « grandes opérations» d'urbanisme dont le passé leur a montré ce qu'elles cofitaient en impôts et en qualité de vie. Cooçu à la fio des années 80, le projet SRG ne correspond plus ni à l'économie ni à l'esprit du temps. La pause imposée par les juges administratifs est peut-être l'occasion d'y réfléchir

Marc Ambroise-Rendu

(1) La dernière en date portant sur l'aménagement des abords de la gare d'Austerlitz sera présentée sous forme de dix maquettes, à partir du 5 juillet prochain, au Pavillon de l'Arsenal. 21, boolevard Moriand, 75004 Paris. Tél.: 42-76-33-97.

VAL-DE-MARNE

COQUELICOTS **DE BANLIEUE**

A lvry-sur-Seine, un terrain vague a été recouvert de fleurs sauvages

EPUIS . quelques semaioes, les coquelicots sont eo fleurs. Les habitants d'Ivry-sur-Seioe oot largemeot po profiter de ces flenrs aux fins pétales rouges grâce au projet de deux jeunes étudiants de l'Ecole oetiooale des beauxarts, Jan Kopp et Richard Muiler. Ils oot recouvert de fleurs sauvages une grande butte située sur uo terraio vague, près du centre-ville.

Cet amas de terre aux dimensions imposantes (130 mètres de long sur 50 de large avec une hauteur de plus de 10 mètres) a été installé, il y a dix ans, ao milieu d'une friche iodustrielle de 2 bectares, pour isoler les immeubles environnants des voies de chemin de fer qui proviennent de la gare d'Austerlitz. Depuis, la butte o'a pas été entretenue : quelques ordures y traioent et beaucoup de mauvaises herbes y poussent. Aussi, lorsque Jan Kopp et Richard Muller soot venus présenter leur projet à Thierry Sigg, le responsable des affaires culturelies à la mairie d'Ivry, celui-ci a été séduit.

Modicité du coût

«La municipalité a racheté le terrain et projette d'v réaliser un grand parc. Mais les subventions tardent à venir et, en attendant, cet espace est à l'abandon Aussi, lorsque ces deux jeunes artistes sont venus me voir avec leur projet sous le bras, j'ai été emballé par cette idée qui signale la transformation future du terrain en jardin public et qui, sur le plan esthétique, devient une sorte de coup de poing visuel dans la ville.»

Une fois le projet accepté, eo février, il a fallu faire très vite pour mener à bien la réalisatioo, la floraisoo des coquelicots étant prévue pour les mois de juin et de juillet. Le service des parcs et jardins de la mairie s'est alors gracieusement mobi-

l'Ecole des beaux-arts, pour débroussailler, désherber et préparer cette surface de 7 500 mètres carrés. Uoe société privée a semé, par projectioo hydraulique, les 28 millioos de graioes occessaires à l'opération, ainsi qu'un colorant rouge préfigurant la physiocomie future de la butte. Au total, l'opération a couté seulement 33 000 francs. « Nous tenions particulièrement à la modicité du coût de réalisation, expliquent les deux jennes artistes. Nous avons ainsi écarté un projet visant à dessiner une grande forme géométrique à l'aide de gravier blanc sur un autre terrain vague de la ville. Le matériau utilisé s'est révélé beaucoup trop cher. » Pour ce projet, l'essentiel do budget a été consacré au règlement des graines et dn semis (26 000 franes). Le reste devrail être couvert grâce à des bourses pour les jeunes artistes.

lisé, avec de jeunes artistes de

Devant l'enthousiasme que auscite la «Bntte aux coquelicots», Jann Kopp et Richard Muller oot présenté uo projet similaire à la ville de Berlin, qui a donné son accord. Reste, pour les deux étudiants, à trouver le fioancement, les eoquelicots devant recouvrir cette fois un terrain de plus de 35 000 mètres carrés.

V. S.-R.

Le Monde EN ENTREPRISE tarifs et services spėciaux

Service entreprises: Tél.: 49-60-32-68 Fax: 46-71-60-04

MAISONS-LAFFITTE VEUT GARDER SES CI

55 Vista 373 Vest*** pr Legis XIII ERFS 7 The Committee of the Control Min north mies : $\pm \eta t = (1 + 1) \cdot (1 + 1) \cdot (0.02)$ cmis-Grein III.

ARCHÉOLOGIE

DES POTERIES POUR DÉCOUVRIR LE PASS

1.70

AND THE

والمطبق لمعاضين أأجران والأراب

in the bown of the contract of

to state successful services

The second second

The strategy of the groups

a the second section which has

AT A TANK TO BE A MADE OF A TANK TO BE A TAN

The state of the state of

North Control (1987)

All the same of the same of the same

A Maria and a second second

Christophe de d

The State of the Day

the second second

Le conseil général la des l'accompany després de dresser une plante late eine wilde quet at reason in the to the second with the court The share and the fine in Capranti, de, a . . .

micros. De la value a la companya de artera. 122 (1211) Conditions to a contract to the contract to th resté à l'accession ... - · E man des contractors de la terre matte et a manistration Boticis to 1. Emstitus vi

במינה בייתו Parents de programa de la companya del companya de la companya de la companya del companya de la companya del companya de la companya de la companya de la companya de la companya del companya de la companya del la companya del la companya del la companya del la companya de la companya del la companya del la companya del la companya de alomains pour mat. 3 asictics. Après le Vandais beings on the state of the stat

Spatement d'Hardanian de la company de la co max die a quinter and archeologiq == 177 at lactuellement genements on possed in da sondaient harmun metions entire les contents Parionalis d'arches lors éclaires ou present desociations de name de comment d consider et fouillatent

benefit to territory trains Une exposition

à Versailles I billait également u plai locai a la d transe d'archeologie france base a

Chici est tenu de donne the me route, an government described tag is communed out buters out describers

smilter les appendi ne construction, plants

is les premières ciudes de la propier Les sites archeous sur nombreux dans this, On en Company

and des travery de ans, des travaux de la route de la rout bale près de Remounité du potente à service de potente à service de potente à service de la company etter de Poterio a era de como a permis de reconstrue.

MAISONS-LAFFITTE VEUT GARDER SES CHEVAUX

La municipalité s'efforce de conserver cette tradition synonyme de qualité de vie et d'un millier d'emplois

cheval s, annou-FITTE, cité du cent des panneaux à chaque entrée de la ville. Maia la municipalité en place depuis 1989 doit multiplier les initiatives pour conserver un titre menacé par l'urhanisation et les difficultés éconnmiques du secteur hippique. «Si le cheval de course quittait la ville, celle-ci perdrait son identité et un bon millier d'emplois», avertit Jacques Myard (RPR), maire de cette commune de 22 500 habitanta limitrophe de Sartrouville et d'Argenteuil.

La tradition hippique de Maisons-Laffitte est née des courses de chevaux organisées par Louis XIV en fnrêt de Saint-Germain-en-Laye. Longtemps propriété rnyale, le château de Maisons et ses écuries furent rachetés à la Restauration par Jacques Laffitte, ministre de Louis-Philippe, qui s'y retira en 1831. Ayant besoin

d'argent, il mit en vente, sous forme de lotissements, 170 hectares de cette propriété bnisée rayonnant à partir de l'étnile de la Légion d'hnnneur. Les gagnants des épreuves hippi-ques nrganisées à Maisons pouvaient choisir dans ce parc un terrain pour y bâtir une maison de campagne, parfnis avec des matériaux issus de la démnlition des écuries.

Un cadre envié

Le Parc de Maisons-Laffitte était né, réglementé par un cahier des charges toujours en vigueur aujourd'hui qui interdit toute construction, en burdure des allées. Les rendez-vous hippiques s'y multiplièrent, nécessitant des pistes d'entraînement et un hippodrome, propriétés de la Société sportive d'encou-

ragement, depuis 1892. Avec une centaine de kilo-

mètres de pistes sur 50 hectares, nn hippodrnme équipé d'une grande ligne droite (2 200 metres), Maisnns-Laffitte a cnnnu ses années de glnire après la guerre comme centre d'entraînement des chevaux de course au gainp. # 11 y a eu jusqu'à 3500 chevaux ici », se souvient, nnn sans nostalgie,

Willy Kailey, un entraîneur. Aujourd'hui, un millier de chevaux senlement snnt à l'entramement. «L'urbanisation a chassé les entraineurs ». constate amèrement Willy Kaley qui situe aux années 70 le déclin de la cité dn cheval. « Ces deux dernières décennies ont été catastrophiques ». confirme Jacques Myard, qui a fait vnter un plan d'occupation des sols très contraignant dès snn élection, « avont 1989, vingt-neuf écuries avaient disparu sous la pression fancière».

Les 200 bectares encure occupés par les entraîneurs nnt été classés 2nne hippique,

mesure qui interdit tnute construction autre que celle de lneaux destinés à ces activités. n Le but est de créer un marché des écuries au juste prix et non pas au prix du terrain à bâtir ». explique le maire qui s'est ainsi attiré une profunde inimitié de la part de quelques proprié-taires d'écuries privés de la possihilité de vendre aux prnmoteurs immobiliers des havres de verdure, rares dans une ville située à vingt minutes de Paris par le RER.

Ces mesures d'urhanisme constituaient le cadre indispensahle pour préserver un site envié au cœur d'une zone fortement urbanisée. La crise économique vécue, aussi, par le monde des courses, nhlige Maisons-Laffitte à trouver sa place entre la réputation prestigieuse de Chantilly et les hippodromes de province, nu le prix de pen-sinn des chevaux est mnins

Priorité de circulation

Illustration de ce marasme. l'avenir très compromis de l'écule des lads-juckeys construite dans le quartier des chevaux en 1988 et dejà mise en snmmeil, même si Jacques Myard affirme que sa fermeture n'est pas irrémédiable.

Les prnfessionnels ne

cachent pas qu'ils comptent sur l'action de la mairie pour continuer à vivre et à travailler dans « ce site fantastique », comme ils le disent eux-mêmes. Depuis quatre ans, un petit service dirigé par Clémentine Chatil-Inn, recrutée par la municipalité, s'occupe exclusivement des activités équestres, allant jusqu'à démarcher de riches propriétaires dans les Emirats arahes, au Japon nu à Singapnur pour les inciter à venir entraîner leurs pur-sang à Maisons-Laffitte.

« L'action de la ville ne peut pas s'envisager sans le soutien des sociétés de courses et des professinnnels », prévient cependant Jacques Myard en réponse aux entraîneurs qui lui reprochent d'en «faire trop pour les chevaux de selle ».

La mairie favnrise l'installatinn de cluhs équestres, aujourd'hui au nombre de sept, passant untre la rivalité de ces deux mnndes qui, paraît-il, n'ont rien à vnir. Elle cherche aussi à réconcilier le cheval et la population. « Certains me reprochent d'avoir donné lo prinrité de circulation aux chevaux dans le quartier... dit le maire. Mois si on ne supporte pas ces petits inconvénients, on ne vient pas vivre à Maisons-Laffitte. »

L'enjeu est d'importance. Si le cheval déserte sa cité de prédilectinn, il entraînera dans

sa conree les vétérinaires. l'hôpital de jockeys, les sociétés de transport des chevaux, une dizaine de maréchaux-ferrants... Bref. l'essentiel des ressnurces en taxes prnfessionnelles de la cnmmune ainsi qu'un bon millier d'emplnis. « Il n'y aura pas de demi-me-sures. Ou blen on réussit ou bien nn tourne la page, et nn fait un gulf car l'entretien de 200 hectares d'espaces verts, sur les 640 de la commune, sera financière ment insupportable » ... Le conseil général des Yvelines a accepté de financer, à hanteur de 200 000 francs, une étude de faisahilité sur la réalisatinn d'un centre hippique de niveau natinnal, sur le mndèle du Haras de Jardy dans les Hauts-

de-Seine. Et d'ici-là, Jacques Myard aura peut-être trouvé auprès des snciétés de courses, en passe de constituer un groupement d'intérêt écnnnmique, l'interincuteur qui ini manque dans ce milieu. « Les entraineurs n'ont pas envie que Maisons-Laffitte disparaisse et s'il le fallait ils seraient capables, eux aussi, de se regrouper», affirme Jean de Balanda, propriétaire d'une écurie de soixante-dix chevaux. Une initiative que la mairie aimerait leur vnir prendre avant qu'il ne soit trop tard. .

Pescale Sauvage

ARCHÉOLOGIE

DES POTERIES POUR DÉCOUVRIR LE PASSÉ

Le conseil général des Yvelines a décidé de dresser une carte de ses sites

OUR comprendre, expliquer et reconstituer la vie ment en aveile des hommes an débnt de l'ère chrétienne, des archéologues se penchent patiemment sur des morceaux épars de céramiques. De la vaisselle cassée, des sifflets, des statuettes, des canalisations, des gravats : tous ces objets en terre cuite unt résisté à l'agression du temps. Au cours des cinq premiers sièdes, la terre cuite était le matériau exclusivement utilisé pour les objets de la vie courante. Reconstituer vases, cruches et marmites permet ainsi de cnmprendre le transport des denrées, les recettes de cuisine et la façon de se nourrir. On découvre ainsi que les Gaulois ont du attendre les Romains pour manger dans

Après le Val-d'Oise, les Yvelines ont été le deuxième département d'Ile-de-France à créer, il v a quinze ans, un service archéologique départemental (actuellement trente-sept départements en possédent). Les élus voulaient harmnuiser les relations entre les centaines de passionnés d'archéologie, amateurs éclairés nu membres d'associations dynamiques, qui creusaient et fouillaient inlassablement un territoire riche en

Une exposition à Versailles

Il fallait également assurer un relais local à la direction régionale d'archéologie d'Ile-de-France, basé à Vincennes. Celui-ci est tenu de donner son avis avant tont terrassement. Pour une route, un gnif ou le creusement d'une canalisation d'eau, les communes ou les particuliers ont désormais intérêt à consulter les spécialistes du département avant d'envisager une construction, plutôt que de voir leurs projets repoussés, une fois les premières études enga-

Les sites archéologiques sont en effet nombreux dans les Yve-lines. On en compte des dizaines à Epône. Il y a près de dix ans, des travaux pour une déviatinn sur la route reliant Mantes à Houdan ont mis au inur le sanctuaire gallo-romain de Septenil. A La Boissière-Ecole, près de Rambouillet, un atelier de poterie a été déterré sur près de 5000 mètres carrés. Il a permis de reconstituer

quer et reconstituer la vie des hommes au débnt de chrétienne, des archéolo-potier, Tur des plus importants de la vie locale, il y a deux mille ans. Le conseil général des Yvelines a chargé le service départemental d'archéologie de dresser une carte de toutes ces tich Ce travail permettra aux spécialistes de faire le point sur leurs découvertes, et au grand public de mieux connaître la vie quotidienne de ceux qui les ont précédés sur ce territoire.

A mi-chemin de ses recherches, le service archéologique des Yvelines vient d'organiser, avec le conseil général du Val-d'Oise et le soutien du conseil régional, une exposition intitulée «Trésors de terre». Elle est présentée aux Archives départementales de Versailles jusqn'au 30 juin, avant d'être installée dans la Rotonde de la Villette du 12 octobre au 17 décembre, puis dans les salles d'exposition du conseil réginnal d'Ile-de-France en février 1994.

Des maquettes, dont certaines animées, un mnulage grandeur nature du four de La Boissière-Ecole, des films, des reconstitutions scenographiques permettent de déconvrir la vie quotidienne dans les atcliers de potiers comme dans la cuisine des familles gallo-romaines. Le travail de l'archéniogue et du restaurateur apparaît au fil de cette exposition, avec les dessins, les analyses de lahoratoire et les statistiques. Un jeu, réalisé avec d'authentiques fragments de poterie, permet au visiteur de s'initier à la démarche du chercheur, qui dnit recnnstituer mentalement un pot complet à partir de tessons de céramiques.

Enfin, la présentation de poteries trouvées en réginn perisienne témnigne des modes et des hahitudes culturelles des ancêtres des Franciliens d'aujourd'hui. Carnutes, Parisii, Meldes et Sénnns utilisaient des céramiques sigillées, glaçurées, dorées au mica on marhrées. Elles fnurnissent quantité d'informations sur les relations com-merciales qui s'étaient établies entre les différentes réginns, et quelquefois avec des pays vni-sins. « Cette humble vaisselle nous parle de nous », remarque Paul-Louis Tenaillan (UDF), président du conseil général des Yvelines, dans sa présentatinn de l'exposition.

Christophe de Chenay

Aujourd'hui, nos entreprises papetières utilisatrices de bois sont condamnées par le simple jeu de la dévaluation des monnaies étrangères. L'industrie papetière française, l'une des plus performantes du monde, subit un handicap de compétitivité insurmontable de 25%. Nos entreprises sont contraintes à vendre à perte et devront cesser leur activité.

Demain, si rien n'est fait, tous les métiers de la forêt seront, aussi, gravement menacés: sylviculteurs, débroussailleurs, bûcherons, débardeurs, transporteurs, exploitants forestiers-scieurs et industriels

Ce n'est pas seulement notre secteur économique qui est condamné, ce sont aussi des dizaines de milliers d'emplois, la vie de nos forêts et l'avenir du monde rural. Les industriels ont alerté les pouvoirs publics sur la gravité de la situation.

LES DÉCISIONS NE PEUVENT PLUS ATTENDRE!

Les 1 500 000 propriétaires forestiers français. Les 13 000 communes forestières de France. Les 10 000 entreprises d'exploitation forestière et de sciage. Les 10 000 professionnels de nos industries papetières.

1.0

WAL DE MARNE

COQUELICOTS

DE BANLIEUE

AUVERGNE

Chasse aux épaves automobiles dans le Cantal

Le département du Cantal e'efforce de protéger le quelité de son environnement. Une opération baptieée « coup de balei » doit evoir lieu pour faire dieperaître lee carcasses de voitures, durant le mois de juin, dens 80 communes des 116 concernées per le programme européen Laeder. Avec le concours de la chambre de commerce et d'induetrie, de le chembre des métiers et de la gendarmerie, une campagne de seneibilisa-tion e été orgeniaée per lee élue euprès des habitente et des 177 garegistes. Près de 1 500 épeves ont été recensées, soit eutant de verrues à

enlever du paysage. Lee épaves seront remassées par une entreprise d'Issoire, e traitement de le farreille étant effectué locelement. Le montant de cette opération e été chiffré à 160 000 france. Elle sere financée à hauteur de 100 000 francs per les instences européennee; le région Auvergne et le Perc des volcans d'Auvergne don-neront chacun 30 000 francs.

BOURGOGNE

Rénovation de l'Ecole de commerce de Dijon

Bien qu'installée en centreville, sur une pertie du site des biscuiteries Pernot, l'Ecole supérieure de com-merce (ESC) de Bourgogne-Frenche-Comté ve pouvoir eccueillir, à l'horizon 1995, neuf cents étudients, grâce à un projet de rénovetion des locaux. Le coneours d'architecte, remporté per les cebinets dijonneis Bourgeeult-Walgenvitz et Seturec, per-mettra « de recréer un lieu homogène fonctionnel qui valorise la vocation internatio-

nale de l'école ». Après plusieurs hypothèses de déménegement, les responsables de l'établissement, qui falt pertie des vingt-trois écoles de gestion françaises réunies eu sein du Chépitre des écoles de manegement, ont choisi l'extension après le rechet d'un bâtiment du Crédit mutuel. Les traveux, d'un montant de 74,45 millions de francs, seront finencés per le chembre de commerce. le conseil général de Côte-d'Or. la ville de Dijon, et, à hauteur de 30 millions de francs, par le conseil régionel de Bourgogne. Le conseil régional de Franche-Comté, en revanche, ne participe pas eu finencement, n'eyant pas été officiel-lement sollicité.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Drôle de frontière à Breil-sur-Roya

L'Europe sana frontièree e oublié un petit village du Sud, Breil-aur-Roye. Le douanier italien qui garde l'un des deux postee-frontièree de cette commune, située dans le Mentonnels, ebaiace le barrière entre minuit et 7 heures du matin. La ville se trouve elors scindée en deux. les habitent du hameeu de Pienne-Haute se trouvent très éloignés du cantre de la commune. «C'eet une eituation ebsurde. Nous eommes certainement les seuls en Europe é vivre quotidiennement une telle chose, s'indigne Jean Gellon, le meire de le commune. Je suis intervenu euprès du préfet qui, à son tour, doit prendre contact evec son collègue italien d'Imperia, mais la situation tarde é se débloquer. »

Lee territoiree de Libre et de Pienne-Heute ont été donnés à le commune en 1947, lors du traité de Paris. Tandis qu'à Libre le poste-frontière demeure ouvert, la barrière du douenier de Pienne-Haute oblige à effectuer un détour de prèe de trente kilomètree, au lieu de trois.

LES RÉGIONS FONT LEUR CINÉMA

Quelques pionnières se sont lancées dans le soutien de la production de longs-métrages mais la collaboration avec cette industrie culturelle n'est pas aisée

OllA longtemps que les collectivités locales fran-ceises s'intéressent au cinéma, qu'elles subventionnent des festivels, sauvent des salles en faillite, financent la formetion et offrent des bourses pour l'écriture de scénarios. Le club chir le cap de la production est plus restreiot. Une majorité de conseils régionaux s'implique à des degrés divers dans le soutien financier de courts-métrages, voire de longs-métrages, au coup per coup. Mais seuls Rhône-Alpes, le Nord-Pes-de-Calais, Midi-Pyréoées, le Franche-Comté et la Haute-Normandie mènent une politique formelle dans ce domaine.

Qu'il s'agisse de subventions, d'evances sur recettes ou même de coproductions, les films qui portent leur sceau sont eo tête d'affiche. Louis, enfont roi, de Roger Planchon, Au pays des Juliets, de Mehdi Charef, les Amants du Pont Neuf, de Léos Carax, Tongo, de Petrice Leconte, et bientôt Germinal, de Claude Berri... ponr n'en citer que quelques-uns.

Théâtre, arts plastiques et orchestres sont financés pour un montant bien plus élevé

Le Nord-Pas-de-Calais semble s'être lancé le premier dans cette idylle entre élus locaux et cioéma. Meis est-il vraimeot question d'amour dans cette histoire? Certaioement, lorsque Jocquot de Names; d'Agoès Varda, ou le Madame Bovary de Claude Chabrol oot besoio de retrouver leurs décors naturels. Les Pays de la Loire et la Haute-Normandie cèdent alors au coup de cœur et puisent, pour l'occasion, dans leur budget tourisme ou communication. Par ailleurs, l'Association régionale du cinéma et de l'audiovisuel de Hnute-Normandie mène une politique spécifique, essentiellemeot en faveur de premières œuvres. Animée per Annick Faury (UDF), conseillère régiooale et cioéphile avertie, elle dispose d'un budget modeste de 1,6 millioo de fraoes cette

Bernard Carraud, directeur des affaires culturelles de Franche-Comté, présente aurtout son action comme un engagement légitime en faveur d'un secteur culturel comme uo eutre. Après tout, les collectivités locales financent théâtre, arts plastiques et orchestres pour un montant bien plus élevé. Depuis cette année, la petite région dispose d'un budget de 2 millions de francs pour soutenir la production.

Mais le cinéma est aussi une industrie. Les Visiteurs ont triomphé pendant des mois. C'est un des plus gros succès de ces dix dernières années et une très belle affaire pour ses producteurs. Tournée dans le Languedoc-Roussillon, la comédie a bénéficié d'une aide de 400 000 francs de le part du conseil régional, qui consacre environ 2,5 millions de francs par an aux longs-métrages. Ce qui lui vaut uoe citation eu générique, mais pas un sou de recette.

Pourtant, pour les dépenses faites sur place lors du tournage, pour la ootorité apportée par un film déjà vu par buit millions de spectateurs, les Visiteurs représentent « une excellente opérotion pour la région », affirme Alaio Guyot, de 7º Art. Cette agence parisienne travaille pour l'antenne régionale pour le eioéma et l'audiovisuel basée à Mootpellier.

« Au départ, lorsque le Languedoc-Roussillon nous o contacté, ses services cherchaient surtout à mettre en ploce une politique de développement du tourisme », se souvient Alain | assemblée mootre l'intérêt que le CEC, une société goi vient de



Guyot. Depuis qu'Un homme et une femme se sont enlacés sur la plage de Desuville devant les caméras de Lelouch, le rôle des images dans la promotioo des sites est iodéniable. Après le succès de 37º2 le matin, de Jean-Jecques Beineix, les badauds oot envahi la plage de Gruissao, bérissée de cabanes sur pilotis désormais célèbres.

Rhône-Alpes fait figure de mastodoote avec uo budget de 20 millions de francs par an eo moyeooe. De curiosité aussi, puisqu'elle est la seule à avoir la carte de coproducteur délivrée par le Centre oational du chéma. Le conseil régional est eo effet actioooaire d'uoc société ecocyme, le Ceotre européeo de cioéma (CEC). comme l'y autorise, à titre expérimental, un décret du 12 octobre 1990. Dans son dernier rap-port d'activité, le CEC cooclut que les dépenses directes lors des tournages dans la régioo excèdent sensiblement l'investis-

Vice-président du conseil

régional et adjoint ou maire de

Lyon, chargé de la culture, Jac-

ques Oudot (divers droite).

explique pourquoi Rhône-Alpes est lo seule collectivité locale à

investir dans une société de pro-

duction, le Centre européen de

einema (CEC). Il est adminis-

l'engagement de la régioo

Rhône-Alpes dans la production

rencontre avec Roger Planchoo

qui préside aujonrd'hui cette

société. Ce décentralisateur

convaince a lutté pour qu'il y

ait des lieux de création

théatrale dans toute la France.

duction cinémetographique

souffrait de difficultés identi-

ques. On filme tonjours les

bords de la Seine parce qu'il

manque 2 millions pour mettre

eo image ceux de la Saone. Il

faut parfois peu de chose pour

inciter les créateurs à tourner

en debors des décors en carton-

pate des studios parisiens. C'est l'aventure dans laquelle

avons découvert que la produc-

tion passait par des règles

ioternationales de cofinance-

ment, avec une partie

d'avances sur recettes, une par-

tie de taxation de billets, de

droits d'auteur... Mais il a

aussi fallu convaincre les élus,

Environ 30 millions de fraocs

par an sont consacrés à la vie

culturelle dans les huit départe-

ments de la region. Nous avons

ajouté 20 millions pour la pro-

l'ancienne et de la oouvelle

» Le vote à l'unenimité de

ductioo cioématographique.

» Non seulement nous

nous nous sommes lances.

Nous pensions que la pro-

de longs métrages de fictioo?

« Qu'est-ce qui a motivé

- Le CEC est ne de me

trateur de cette structure.

figurants, frais de décors, de costumes, de transports, de logements et de repas, la manne ne semble pas négligeable. Les réalisateurs ont cou-

tume de «desceodre de Paris» accompagnés de leur équipe constituée, mais leurs interlocuteurs provinciaux les pressent de plus en plus de daigner se tourner vers les ressources locales. Casting vidéo, banques de données de sites de tournages lotéressants, les collectivités locales, et pas seulemeot celles qui se sont lancées dans la production, s'organiseot pour séduire. Avec des succès divers. Même en Rhône-Alpes, Marie-Pascale Osterrieth, directrice du CEC, nouvrit des ambitions limitées. *Si nous arrivions à foire travoiller trente techniciens toute l'année, nous serions contents », soupire-t-elle.

Eo fait, chacuoe de ces régions a sa propre stratégie, ses propres critères de sélection, très peu restrictifs dans l'ensemsement public. Salairea de ble. Le sérieux du plan de finantechniciens, de comédiens et de cement présenté par l'auteur du

les élus attachent à cette indus-

trie culturelle capable de créer

de nouveaux métiers. Notre

action permet de réconcilier la

région avec l'art qoi est oé chez elle, rue du Premier-Film

à Lyon. En Rhôce-Alpes, In

fréqueotation des salles est de

15 % supérieure à celle du

reste de la France pour les pro-

la formule de la société ano-

car certaines salles en ont trop

besoin. Mais nous ne voulions

pas subventionner la eréation

cinématographique, afin que

les auteurs ne se coupent pae

du public. Le Conseil d'Etat

nous a accordé une dérogation

pour cing ans. Nous pouvous

coproduire des œuvres à bau-

teur de 20 millions de francs

par an maximum. Le Centre

national de la einématographie

nous apporte, en outre, une

subvention de fonctionnement

annuelle de 5 millions. Depuis

1991, nous avons participé à

vingt-trois films, dont seize

œuvres connaisse un grand suc-

ments passés. Déjà, environ

50 millions ont été dépenses en

Rhone-Alpes en deux ans et

et des comédiens s'élèvent à

13 millions de francs; la fabri-

cation de décors et de cos-

tumes à plus de 10 millions:

les frais liés à l'accueil aux res-

tauraots, aux déplacements

sont de plus de 22 millions:

sans compter un apport impor-

- Roger Planchoo préside

tant à l'industrie touristique.

Les salaires des techniciens

ces pour couvrir nos investisse-

» Il suffirait qu'une de nos

- Pourquoi avez-yous choisi

- Nous aidons la diffusion.

Les 20 millions de francs de Rhône-Alpes

ductions CEC.

пуше ?

sout sortis.

projet constitue le seule exigence commune. Evaluer un scenario n'est pas traditionnellement du ressort des élus; Leur tendance est de confier à des structures régionales employant des spécialistes la gestion et

l'animation de ce secteur. Les collectivités locales pionnières se trouvent actuellemeot sous les sunlights. A la fois les producteurs, pour qui la chesse aux subventioos est ouverte, et les aotres conseils régloneux suiveot leurs expéricoces de près. Boo nombre de ces derniers se cootentent pour le moment, d'une grande pru-dence en la mattère. Le foods d'aide à la création de Bretagne, par exemple, dispose, cette année de 900 000 francs, doot devrait bénéficier un réalisateur que la régioo soutient depuis le début de sa jeune carrière.

Le mouvement fera-t-il des émules? Il est bico difficile de le prédire. L'Aquitaioe vient de suspendre, au moins provisoirement, soo soutien à la production. Jusque-là, Aquitaine oou-

coprodoire le film qo'll a réa-

lisé. N'est-ce pas génant?

— Il avait dit d'emblée qu'il

pouvait faire uo film sur vingt.

C'est le cas. Planchon o'est pas

uo homme iotéressé : au TNP.

il n'est pas celui qui a créé le

plus. C'est un peu un procès

d'intention qu'on lui fait. Pour

Louis enfant roi, la région n

mis 5 millions sur uo budget

de faire de l'ombre aux sociétés

de production présentes dans la

existent ont au cootraire été

renforcées par oours ection. De

toute façon, nous nous trou-

vons à mi-chemin de ootre

engagement. Avant 1995, oous

ferons un bilan, qui devra être

rios, les élas disposent de huit

jours pour exercer leur droit de

tre. Il est normal que le conseil

régional puisse décider de ne

pas aider un réalisateur pour des raisons idéologiques, par

exemple. Ce n'est jumaie

arrivé. Il y a eu des débets

douloureux avec les chasseurs à

propos de l'œuvre de Yanoick

gent de créer une structure com-

mane. Souhaitez-vous les rejoin-

prête à s'associer avec uoe

régioo sur un projet précis.

J'espère d'ailleurs que nous

auroos l'occasion de participer

à des coproductions curo-

- Plasieurs régions envisa-

- Rhône-Alpes serait plutôt

Propos recueillie per

Martine Valo

veto. L'ont-ils deià utilisé?

- Sur le choix des scena-

- Le cinéma o'est pas oeu-

- Le CEC ne risque-t-il pas

- Il y en e peu. Celles qui

de 35 millions.

rendu publie.

Bellon, l'Affat.

dre?

région?

velles communications offrait cheque année à un long-métrage de fiction 1 million de francs d'evaoces sur recettes. «Les couts de production sont devenus fous. Nous n'ovions oucune maîtrise et pas un centime de retour sur des films souvent mal distribués », se plaint Alain Hermen, de l'action culturelle. Depuis, l'ANC e centré ses activités sur d'eutres secteurs audioSPRATIQUES SPOR

CHAPENTON-LE-MONE

ST WITAMORPHOSE :

The grown is those that there,

and the second second

to a least sea No.

DES LIMITES POUR LES A

and the day of the same of the

lege sous Crétevie d'action

The Application of the Control of th

Figs des Southern des de Carrier de la Carri

Belging on Constitution and Constitution

Page 80 to the control of the contro

The Boltzman And Andrews Andre

Mous considerant and pour le «Ceza a la saint ASS Au responsable de Ceza a la saint ASS Au responsable de Ce

designation and the second sec

And allowers to the second of the second of

Althorated the second of the s

Age of the logical section of the se

the chiefe of the control of the chiefe of t

to se justificant de comment de c

al late of the lat

1 2 2 4 4 24

The state of the life

er trefen. entet:

CONTRACTOR OF THE SECTION

· Pla proteing, 海塘 翻8

ार्ड पात का हा जाती हैं। हो

The state of the state of

PERMANENCE

Le Nord-Pas-de-Celais connaît aujourd'hui d'eutres préoccupations. En décidant de cofinancer à hanteur de 10 millions de francs Germinal, réalisé par Claude Berri et doot le budget total se moote à 160 millioos, les élus oot déclenebé involontairement un débat déterminant pour l'avenir. Cet effort exceptionnel eo faveur d'une œuvre directement liée à l'histoire et au patrimoine de la région n'est pas passé inaperçu, octamment aux yeux du préfet, qui a ordonné un contrôle de légalité a posteriori. Légalement, l'État, via le CNC, est eo effet seul compétent co matière de soutien à la productioo cinématographique. En outre, les col-lectivités locales oe soot pas ecosées apporter ooc telle somme à une entreprise privée. Le montant du fonds régiocal d'aide à la production cioematographique et eudiovisuelle s'élevait ces dernières aooées à 4 millions de francs.

En projet : un catalogue régional destiné aux professionnels du grand écran

للسنت

Mil Mil William Co.

316075

Science : . .

ZZYZYZYZY: -

:43(I).

26.

545 X4.40

i≂ ele par

Large to the second

ELC. ..

Barris .

Ment an Attack

Inglesquels Cr. Co.

general est services de la constant de la constant

trine misserie est

B Gave etter.

ga. qui conspira servicio de la conspiración de la

Cemoment est a

Z 2 m.

Adverge ...

STAN ALCOHOL:

i din parta

1.0

grant and a second

Voilà les limites de la décentralisation à ocuveau mises en lumière. Les textes qui réglssent le statut des assemblées régionales oe prévoieot pas, grand-chose deos le domaine culturel. Le momeot est-il venu pour ces dernières de cooqoérir une nouvelle autonomie, oo au contraire de se dés-

essoufflé.

Depuia quelque temps. Thierry Rousseau et ses bomologues du centre régional des ressources eudiovisuelles du Nord-Pas-de-Calais, Didier Hespel, et de 7º Art, Alain Guyot, tentent de s'organiser pour créer un bureau interrégiocal. « Dans le rôle du petit dans la cour des grands », c'est elle qui le dit, Isabelle Joly, ln représentante des Pays de la Loire, se joint régulièrement à leurs réunions. Ils ont en projet un catalogne régional, Tournages en France, destiné aux professionneis du grand écran, et souhaitent à terme se présenter ensemble au Festival de Cannes.

Le groupe entendait surtout à l'origine constituer un début de froot uni face aux producteurs, afin d'être un peu pins pris ao sérieux. Certains projets eyant bénéficié d'une aide ne sortent jamais en salle - tel est le lot commun de bieo des courts-métrages - ou pis ne sont jamais tournés. Quelques scénarios, qui ne peuvent soi-disant pas être mis en images ailleurs, font le tour des mécènes possibles. Perversité du traitement de texte, il arrive que le nom de la précédente région sollicitée y figure encore.

La péripétie juridique du Nord-Pas-de-Calais – uoe solution à l'amiable entre région et Etat semble sur le point d'aboutir ~ a modifié la doone. Paradoxalement, elle pourrait accélérer le oaissance d'aoc

association ouverte aussi aux élus, seuls en mesure d'obtenir une réponse claire... de le part du gouvernement.

cinéma dans les régioos, le réponse ne fait aucun doute. Sans l'aide conjointe de l'Etat, des collectivités locales, de mécèces, le cinéma français e peu de chance de survivre. « Regardez ce qui se passe ailleurs en Europe !», rétorquentils en chœur. « Monter un film est devenu une des dernières oventures de notre époque, tellement e'est difficile », estime Thierry Rousscau, qui dirige le centre franc-comtois do cinéma. L'eotboosiasme oe s'est pas

engager d'un secteur en crise? Pour ceux qui s'occupent du

SPORT ET COLLECTIVITÉS LOCALES Ouvrage collectif réalisé par l'Institut de droit et d'économie du sport et l'université de Limoges. Dalloz, 205 p., 140 F.

N dépit d'un accroissement récent des participations privées, les collectivités locales demeurent les principaux financeurs de l'activité sportive. Le budget global annuel du sport en France s'élève, seloo une estimation faite eo 1990 par le ministère de la jeuoesse et des sports, à 65 milliards de francs. Grace aux communes essentiellement, qui lui consacrent 22 milhards de francs par an; les départements et régions 2,5 milliards; l'Etat, tous ministères confoodus, 7,5 milliards; soit, pour l'ensemble des institutions publiques, un total de 32 milliards de francs. L'aide privée participe à hauteur de 5,5 milliards. Le reste, 27.5 miliards de francs (42,5 %), est à la charge des pratiquants sportifs, des associations et donc

des ménages. Uo nouveau manuel Dalloz propose une synthèse de cette réalité socio-économique encore « mal connue » et difficile à cerner. La part des communes, souligne-t-il, est a tout à fait massives. Replacées dans l'ensemble des budgets communaux (500 milliards de francs ao total), les dépenses sportives représentent un poste important, de l'ordre de

... La place

DÉBAT

des régions

La forte croissance des equipements a surtout marqué la décennie 1960-1970; depuis, elle s'est ralentie, mais elle « a été largement reliée par la montée en puissance des dépenses de fonctionnément » · 82 % cn 1989.

«L'ampleur du coût fixe de la pratique sportive, soulignent les auteurs (1), est. d'une façon genérale, très sous-estimée : des chiffres ponetuels spectaculaires ont souvent été publiés pour ce qui concerne les coûts astronomiques de fonctionnement des piscines et des patinoires, mais beaucoup n'ont pas la moindre idée de la charge annuelle que génère l'entretten d'une pelouse de football

ou de rugby, voire le chauffage laires, conséquences d'une « très

d'un gymnase. »
Ces engagements municipaux peuvent être très variables pour des villes d'importance identique. Exemple: Reims consacre 12 % de soo budget municipal aux sports, Toulon 3 %. Des variations qui peuvent en partie s'expliquer par la présence ou oon d'une équipe professionnelle de haut oiveau. Mais, « rapportée à l'ensemble des budgets communaux, l'aide au sport professionnet demeure très minoritaire : de l'ordre de 160 millions de francs pour les clubs de football en 1989 », alors que, pour la même période, l'ensemble des subventions aux clubs sportifs a atteint le milliard

Les rapports des municipalités et du sport ont subi des évolutions récentes, sans doute accélérées par l'accroissement des masses budgétaires engagées et quelques «affaires» spectacu-

CHARENTON-LE-PONT PERMANENCE ET MÉTAMORPHOSE Préface d'Alain Griotteray. Photos de Vincent Goulias. Editions Thématic. 320, rue Saint-Honon 75001 Paris, 110 p., 195 P.

ES éditions Thématie ont eboisi de faire conoaître, par le texte et l'image, Chareoton-le-Poot, commune du Val-de-Marne, une ville proche de Paris, uoe ville qui refuse l'ombre de la capitale. Elle se veut plus vieille que Lntèce, et ses élus aiment rappeler que le site était occupé 3 000 ans avant lésus-Christ, Les légioos de César y traverscrent la Scine lors de la guerre des Ganles, le traité de Conffans, signé en 1465 par Louis XI, porté le nom d'un des quartiers de la commune. Henri IV aimait y faire la sieste, Richelieu v l'Académie française. Ici enfio, 500 volontaires à l'accent du Midi entonnèreot, pour la première fois, ce qui allait devenir la Marseillaise.

Parallèlement aux évéceeocore des sooterraios qui allaient de la rue aux Juifs, deveoue rue de Paris, jusqu'au bois de Paris. de Viocenoes. Au cours des sièeles allaieot s'édifier quelques

contestable répartition des rôles: les dirigeants sportifs décident des orientations, les élus paient ». De plus en plus, les municipalités

«assument sans états d'âme leurs

prérogatives dans ce secteur. L'épouvantail de la municipalisation du sport ne fait plus recette.» Le sport est un domaine dans lequel « les départements et les régions n'ont pas encore véritablement trouvé leur créneau spécifique d'Intervention ». Même si leurs engagements financiers en dix ans ont été multipliés par dix.
« A quelques exceptions près, il n'est pas possible de voir une politique sportive clairement définie. ...) La diversité est la règle abso-

A commencer par les efforts fioacciers: globalement, les départements consacrent 1.06 % de leur budget à l'activité sportive; mais, dans le détail, cela peut aller de 0,18 % (Bouches-du-

belles réalisations, comme le château de Conflans, celoi de Bercy, dû i Le Vau, et un grand temple protestant détruit sous Louis XIV et doot il existe une réplique à Berlin. Le pavillon de Navarre, deveou l'actuelle mairie, est le témoio de cette période. Au dix-oeuvième siècle. le Charcotoo royal cédait la place au Charentoo baussmannien et, depuis, de riebes demeures bordent le bois de Vioceooes. Dans le même temps, le chemin de fer dévorait le tiers du territoire communal, ce qui a fait écrire au maire. Alain Griorteray, que « Charenton occupe une place à part dans le martyrologe des monuments

français ».

La ville demeure, parmi les cités de l'Ile-de-France, une de celles qui offrent aujourd'hui un intéressant éventail architectural du boo roi Henri jusqu'à nos jours. Après une longue période de letbargie. coonn depuis quelques années un nouvel élao avec la rénovation de certains secteurs. Le livre, qui célèbre le mariage du passé et de la modernité, mootre qu'en bordure du périphérique, meots, l'Histoire a laissé des malgré la puissance d'attraction traces dans la pierre. Il subsiste de la capitale, une ville peut être encore elle-même. Et pas uo vingt et unième arroodissement

Francis Gouge Pierre Théron.

Rhône) à 3,33 % (Haute-Garonne)

Ces dépenses ont pour caractéristique majnritaire d'aller plutôt à l'investissement : 63.6 % de l'ensemble contre 37,4 % au fooetioooemeot. Sans doute est-ce le résultat de l'habituelle division des tâches entre les communes et les départements.

C'est lorsqu'il y a une réalisatinn un peu océreuse en projet que les municipalités se tnument vers leurs conseils généraux avec, là eneore, des situations extrêmes. La Haute-Garonne consacre 93,8 % à l'investissemeot sportif, les Hauses-Alpes 12,7 % seulement. Le reste (87,3 %) étant «avalé» par le fonctionnement. On pent imagioer que cette forte différence est due au coût très lourd de fonctionnement des stations de ski alpin. L'entrée en lice récente des régions a renforcé cette tendance. Si leur participation reste encore modeste (0,97 % de leur total budgétaire), e'est dans l'investissement qu'elles se mobilisent le plus: 71 %. Avec un rôle d'appui semblable à celui des départements, pour arriver en renfort des initiatives municipales.

De plus eo plus, constateot les auteurs, l'activité sportive est cogérée par les collectivités locales et les associations. Dans des formes variées, doot la plus efficiente semble être la société d'écocomie mixte locale. La formule se cherche encore, mais elle semble permettre d'éviter à la fois les lourdeurs budgétaires inhéreotes à la gestion publique et les improvisations d'une ges-tion purement associative. Elle permet aussi de mieux intégrer la sponsorisation et le mécénat pri-

Eo même temps qu'uoe étude juridique et économique, l'ouvrage se présente comme un manuel pratique qui recense, à l'usage des dirigeants sportifs et des élus, les obligations fiscales, les exonérations possibles, la préventioo des risques et jusqu'à l'organisation de la buvette. Il o'y manque que l'étude des retombées promotionnelles que peut apporter noe équipe de haut niveau pour une ville : l'OM de Marseille ou l'AJ Auxerre eo football, le CSP Limoges en basket. Ce problème fera l'objet de la collection de droit et d'économie

Georges Chatain

(1) Ouvrage réalisé par François Alaphilippe et Jean-Pierre Karaquillo, responsables de cette collection, avec la collaboration de Jean-François Nys, lean Morange, Daniel Pérault, Jean-Louis Lenclos, Ene Bournazel, Claude Deves, Jean-François Lachaume, JeanCOURRIER

Privatiser Paris

propos d'Alain Dumait (UDF-PR), adjoint au maire du deuxième arrondissement de Paris (le Monde daté 13-14 juin). « Privatiser Paris », n'est-ce pas brader le patrimoine de la capitale à des intérêts privés, lesquels vnot à l'encontre d'uo service publie de qualité? « 40 hectares acquis en 1992 », au prix moyeo, incroyablement bas, de 3 200 franes le mètre carré, comme s'eo étnine M. Dumait : mais n'est-ce pas une bonoe chose? Enfio, M. Dumait affirme que « les biens qui seraient vendus par la Ville ne pourraient être que mieux gérés, davantage valorisés ». Comment pourrinos-oous admettre de tels propos? La question doit être tranchée, puisque la voilà publique. Le conseil muoicipal de Paris approuve-t-il les propositions de M. Dumait, lesquelles vont à l'encootre de toutes les déclaratioos de Jacques Chirae eo la matière, en directioo des personnels (bulletins internes, vœux du Nouvel Ao, etc.)? Chacuo sait que le maire de Paris reste attaché au service public et veut le développer, en l'améliorant, par des moyens de techoieité moderne et des changements de comportements oécessaires.

Néanmoios, je demande à un conseiller de Paris de poser la questioo au maire de la capitale, lors d'une prochaice séance du cooseil de Paris, afio de connaître la positioo exacte du maire et de l'eosemble du conseil sur cette question.

Il va de soi qu'une majorité des personoels de la Ville de Paris viendrait à s'étonoer - et donc, à réagir - si le conseil de Paris avalisait la position de M. Dumait, laquelle constitue la plus mauvaise surprise de l'anoce pour tous les personoels. **CHRISTIAN GENDRE**

Sauvegarder Ville-d'Avray

J'ai lu avec inquiétude, les

Parce qu'ils furent retenus pour sujet de nombre de ses toiles, parce que sur la rive de l'un d'eux se trouve la maison qu'il occupa plusieurs années durant et où il eut son atelier (sans que l'on ait pour autant, jusqu'ici, pris soio de le signaler aux promeneurs) et parce que Jean-Baptiste Camille Corot (1796-1875) est universellement recnnu comme le plus graod peiotre paysagiste français, les étangs de Ville-d'Avray sont un site classé.

Malgré cela, l'oo apprend. dans le dernier bulletin municipal, que l'hôtellerie Cabassud va être démolie à l'automoe, pour implanter un hôtel de 26 chambres, un restaurant et une maison de retraite privée de 61 lits.

On oous assure que « le style des nouveaux immeubles s'intégrera parfaitement au

Quiconque connaît l'endroit sait que cela o'est, malheureusement, pas possible. Uo montage photographique, publié dans le bulletin, prouve que, du fait de leur volume, ees immeubles vont irrémédiablement défigurer ce site champetre.

On oe peut que rester littéralement confondus par la boulimie manifestée récemment par les élus de Ville-d'Avray, qui donoeot l'impressioo de chercher à accroître ioconsidérémeot la localité.

Uo coup d'œil sur les plans placardés depuis quelques années dans les rues démontre d'impitoyable façoo que, sur le côté droit de la longue rue qui cooduit de la cité à Versailles, plusieurs centaines de mètres de lisière des bois de Fausses Reposes oot été dernièrement sacrifiés pour y implaoter des habitations.

BERNARD BALWANAD Ville-d'Avray

OFFRES D'EMPLOIS -

REPRODUCTION INTERDITE

DEGANISME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE SUD-BRETAGNE Recherche:

DÉLÈGUÉ GÉNÉRAL

Mission: Mise en œuvre de la politique de développement écnnomique du secteur (100 000 habitants); Gestinn de la structure (10 salariés, 2 MF).

Le eandidat devra avnir une bonne connaissance du milieu économique et des collectivités locales, ainsi qu'un sens aigu de la relation avec les élus et les partenaires du développement local.

Envoyar curriculum vitaa et lettre menuscrite à :
Mnnsiaur la Président
Paya daa Partea da Carriouailla
1. rua Nationala, 29380 SANNALEC

Chalon sur Saône, en Bourgogne, recrute son

Directeur de la Communication

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez un bon niveau de culture générale (type sciences po - CELSA) et vous avez impérativement acquis une expérience du métier de la communication dans un poste à responsabilité dans le secteur privé. La connaissance des collectivités territoriales sera un

Dynamique, créatif(ive), organisé(e), vous faites preuve d'imagination et d'une adaptabilité rapide. Vous avez le sens de l'écoute, des relations humaines et de l'écriture. Vous êtes familiarisé(e) aux contacts de haut niveau. Vous avez déjà encadré une équipe de collaborateurs.

Vos missions :

concevoir et appliquer de façon opérationnelle la politique de communication de la ville.

assurer l'information auprès des habitants. travailler avec les élus, les techniciens municipaux et les

associations. coordonner l'image de la ville à l'extérieur. collaborer avec des agences de communication.

• gérer une équipe de 9 personnes et le budget du service. Envoyer lettre manuscrite. CV et photo à Monsieur le Maire

Maine de Chalon sur Saône - B.P. 92

71321 Chalon sur Saone Cedex

Chalon avance



DES LIMITES POUR LES AUTOROUTES URBAINES

par Janick Giroux et Alain Lipietz

L vient un moment dans l'histoire d'une agglomération où la voirie atteint son gabarit définitif. Il ne doit plus alors être question de l'élargir sous prétexte d'adaptation au trafic. Toute augmentation de la demande de déplace-ments doit seulement être absorbée par la mise en place de nouveaux plans de circulation ou par la multiplication des transports an commun, permi lesquels on peut compter les taxis.

Ce moment est arrivé à Paris. C'est le cas des quartiers à l'intérieur de la ceinture des fer-miers généraux depuis le baron Haussmann. Ce miers généraux depuis le baron Haussmann. Les pénimètre a été étendu aux boulevards des futilité de ces deux initiatives, en termes de gaz de temps pour les usagers, d'économie de gaz de temps pour les usagers, d'économie de gaz carbonique, et de bruit pour les riverains. En l'état actuel des choses, cette utilité est ioin la voirie existante est suffisante jusqu'au boule-vard périphérique. Seule, la voie Pompidou a été una grava erreur, privant la capitale de aes berges, qui constitueient un de ses plus rares attraits.

Nous considérons qua ce moment est arrivé pour le « Grand Paris » à l'intérieur de la rocade A86. Au respect de l'environnement des habitants, à l'impossibilité d'assurer la fluidité d'un trafic automobile qui a'accroît sans cessas. a'ajoutent aujourd'hui les impératifs d'écologie globele, notamment la lutte contre l'aggravation de l'effet de serre et l'engegement de la France de revenir en l'an 2000 au niveau de production de gaz carbonique de 1990, ce qui n'est possible que par une limitation de la circulation.

Aucune voie express nouvelle ne doit plus être ouverte à l'intérieur des limites établies par la rocade A86. Tous les recalibrages de voirie ne se justifient dorénavant fhors le cas da la rénovation de quartiers entiers) que per la mise en place d'un réseau vert pour piétons et pour la voirie importante devrait comporter un site pro-

20-21 juin) ou d'un site propre pour transports en commun, sans que cela sarve de prétexte pour élargir les voies réservées aux véhicules individuels.

En ce qui concame l'A86 elle-même, nous considérons que, «le coup étant parti», les troncons à travers Frasnes et dans la Seine-Saint-Danis doivent être achevés, mais en tranchée couverts. Par aifleurs, en ce qui concerne le bouclage à l'ouest entre Rueil et Verseiles, et le dou-blement du tronçon commun avec l'A4 à Joinville le Pont, une étude exhaustive des effets de ces nouveeux travaux sur le trafic automobile local est indispensable. Ella devra démontrer

Un site propre

pour les transports en commun

Au-delà de l'A86, il faudre arbitrer entre les exigences de tranquilité des habitants, l'amélioration du trafic diffus qui ne peut pas être transféré sur les transports en commun, et le risque d'encourager, par une offre de voies rapides supplémentaires, un eccroissement du trafic automobile. On pourrait done accepter la construction da certaines déviations périur-

deux-roues (« Le Monde-Heures locales», daté | pre pour les transports an commun. Il faudrait l'ouvrir plusieurs mois avant las autres voies, afin d'éviter que l'offre secrue da voirie n'entraîne un surcroît de trafic individuel. Dans tous les cas où, par malheur, la pression du lobby routier imposerait la création ou l'aménagement d'une voie rapide en zone urbaine, nous souriendrions une solution souternaine ou couverte par solidarité avec les riverains. Mais il ne faut pas en masquer le prix pour la collectivité.

Il faut avoir le courage de s'opposer à la tentation de certaines associations de défense de l'environnement qui veulent préserver leur tranquillité an pronant la développement des autoroutes souterraines. Les deniers publics ne sont pas inépuisables, et les automobiles et leurs gaz d'échappement ressortent de terre quelque part. En particulier, il est exclu d'accep-ter le creusement de radiales urbaines et d'un super-périphérique souterrain, de type Muse, Icare ou Laser. Il faut surtout commencer par réparer les dommages et les nuisances déjà causés par les infrastructures routières existantes, en particulier les grandes autoroutes en milieu

D'un point de vue budgétaire, il faut considérer ces adaptations comme le paiement d'une dette contractée à une époque révolue et affecter ces dépenses au poste «amélioration de l'environnement» dans les dépenses régionales. Mais les coûts de préservation de l'environnement pour les routes qui restent à construire devraient faire partie du coût de production normal d'une routa moderne, ils seront done intégrés au chapitre «circulation» dans les budgets

▶ Janick-Giroux et Alain Lipietz (Verts) sont membrea du consail régional d'Ile-

Riche de ses confluences

Saint-BRIEUC a, bien súr, une bistaire, mais c'est d'abard un site, une singulière illustratinn de la géo-graphie. La topographie du ter-roir a commandé son destin, en l'inscrivant, dès la Préhistaire et l'Antiquilé, à la limite. à moins que ce ne soit à la transition ou, mieux, à la rencantre. des aires culturelles de deux cammunautés semaricaines, puis du parier gaila et de la langue bretanne. Même le récit fandateur de la ville, celui du moine Brieuc et de ses compagnans, fuyant le pays de Galles su temps des migrations des insulaires celtes sous la pressinn des Angles et des Saxans, procède d'un chaix géographique : un abri, une source, près de la mer el déjà à l'intérieur des terres, dans les hanteurs boisées de la vallée du Gouët. La ville est née dans uoe

cuvette marécageuse qui était le bassin supérieur d'un ruisseau afflucot du Gouët, et elle a ensuite débordé sur les bourrelets et tertres environnants du plateau, précisait le géographe Maurice Le Lannou, enfant du pays. Sa ville, il l'avait évoquée dans un petit livre où les sentiments qu'il lui portait et la nostalgie qu'elle lui inspirait se mèlaient à une description savante, « Ville exigue débouchant sur un amphithéatre marin, hars de la vue des pirates de la mer (...), site urbain peureux dans un cadre d'une hardiesse grandiose » notait-il en 1986 (Saint-Brieuc, éditioos Champ Vallon). La cité dont il conservait le

souvenir des processions et des fêtes, qui en faisaieot « une communauté de célébrants », et dont il regrettait qu'elle ait perdu ses choux, ses fraises et sa morue salée, il la disait « bâtle, dans son essentiel, de son propre sous-sol », de ce granit couleur gris-bleu a qui ne se laisse confondre avec nulle autre en Bretagne». Les nostalgies de son enfance, au moins aussi égnaotes que celles de Louis Guilloux (Ma Bretagne, édi-tians Folle Avoine), n'empêchaient pas le géographe d'admirer l'élan du dernier-né des viaducs, inauguré en 1980, qui enjambe les vallons du Gouët et du Gouédic, « une des plus belles illustrations géagraphiques de l'histaire contemporaine que je connaisse», écri-

vait-il. Sajot-Brieue est une ville découpée par les trois vallées qui burinent le plateau jusqu'à la baie, à quoi s'ajoute la coupure transversale de la voie ferrée Paris-Brest qu'emprunte désormais le TGV. Ce puzzle urbain trouve sa cohérence dans les trois générations de pants et de viaducs qui en relient les pièces et constituent le maillage aérien d'un paysage écartelé dant, curieusement, la mer est absente. Oo la hume, grace aux embruns venus du

Chiffres

France métropolitaine.

(9 PC, 20 PS, 2 maj. p.).

(4 UDF, 3 RPR, 1 div. d.).

Brieuc compte 44 752 habitants.

des gaélands familiers de la catbédrale-farteresse, mais nn ne la vait pas. Il faut descendre les quatre-vingts mêtres de dénivelé, en suivant les cours d'eau jusqu'au port du Légué, pnur découvrir le mnuvement des marées.

« Saint-Brieuc est ne de la mer, mais ce fut pour rencontrer la terre, et, si son port a connu des heures de glaire, c'est par la présence terrienne que la ville s'est affirmée», recannaît Claude Saunier qui, lui aussi, enseignait la géographie avant de se consacrer à ses mandats de maire, depuis 1983. Loin de vnir sa ville tiraillée entre ses traditions chrétiennes et républicaines, entre ses racines ouvrières et paysannes, entre ses vocations industrielle, commercante et administrative, le maire lui prête, plutôt, la capa-cité de marier les cootraires. Comme si les fractures naturelles du sol avaient, par compensation, vaué Saint-Brieuc à devenir une ville de synthèse et

Si on ne s'endort pas dans le confort, la dimension de ville moyenne est un atout car elle permet de « mobiliser

C'est la thèse de Claude Saunier et le fil conducteur de soo action. Mais e'est aussi le sentimeot de Jean-Claude Marin, prêtre qui se partage entre la gestion d'une librairie, place du Champ-de-Mars, et l'animation d'entretiens sur les ondes d'une radio locale. Il lui semble que son relief tourmenté, autant que son histoire, inclinent la ville à la confrontation permanente. Jean-Claude Marin cootribue à alimeoter cette respiration en invitant des gens du cru ou de l'extérieur. C'est aiosi qu'il fait son chemin, en «hors-renu», dans cette ville qui, dit-il, « n'a ni socie ni axe, mais où l'on respire; qui conteste, gragne et râle, mais en se gardant de la tentation totalitaire». Maurice Le Lannou soulignait aussi les paradoxes d'« une ville religieuse et peu cléricale, républicaine et peu partée vers le rouge ».

Un autre témoignage corrobore l'impression que le site génère un art de vivre ensemble. Henri Le Pesq, arcbitecte, directeur du conseil d'arebitecture, d'urbanisme et d'environnement des Chtes-d'Armor, observe : «Saint-Brieuc est une

■ Préfecture du département des Côtels-d'Armor, Saint-

L'agglomération, qui réunit six communas, compte

Résultats des élections municipales du 19 mars

Union gauche (Sauniar, PS, m.), 8 684 (42,10 %), 31 élus

Uninn droita (Joncnur, UDF-PR), 7 363 (35.69 %), 8 élus

Résultats du référendum sur l'Union européenne du

Oui....... 13 639 (65,37 %)

Non...... 7 225 (34,63 %).

Verts (Mangold), 4 579 (22,20 %), 4 élus (4 écologistes).

83 861 habitants et se situe au soixante-sixième rang du classe-ment effectué par l'INSEE des cent premières agglamérations de

1., 32 292; V., 20 978; A., 35,03 %; E., 20 626.

1., 32 144; V., 21 456; A., 33,25 %; E., 20 864.

ville que l'on ne comprend pas tout de suite, une ville complexe nù l'an se perd facilement car elle n'a pas d'unité évidente, de quartiers homagènes servant de repères. Elle est, camme sa cathèdrale, composite. C'est le fruit de sa tapographie, mais aussi de la liberté inissee nux bātisseurs. » D'aù la créativité architecturale qui semble s'exprimer spontanément. Tant le mande n'est pas d'accord sur l'aménagement de la place du Chai au sur l'aspect des nouvelles halles, mais « la ville reste vivante et functinnne », dit Henri Le Pesq, en espérant que Saint-Brieue saura préserver ce qui lui vaut sa qualité de vie.

Il n'est pas le seul à chanter les mérites de cette dimensian d'équilibre urbain qui fait le charme des villes movenoes. Roland Ficbet, dramaturge, directeur do Théâtre de la Folle-Pensée, dont la troupe sera su programme afficiel du prochaio Festival d'Avignon, partage cet enthousiasme. Il dit se nourrir du rapport dialecti-que qu'il entretient avec les représentants des pouvoirs locaux, tout autant qo'avec le public briocbin, si procbe, si fidèle mais, aussi, si réactif aux productions de théâtre contemporain qu'il propose. « Les gens de ma rue, raconte-t-il, riennent au spectacle et m'en parlent. »

Louis Bocqueoet, venu à Saint-Brieuc comme joueur de football, a trouvé ici noe barmooie entre la ville, la mer et la campagne, qui l'a retenu. Le voici psychothérapeute au centre départemental de l'enfance, animateur du mouvement de l'école Diwan, représenté à Saint-Brieue par uo établissement scolaire où l'on enseigne parallélement le français et le breton, porte-parole des associations bretonnantes. Il souhaite que ces dernières soient mieux associées à la vie de la eité afin, dit-il, de donner un peu plus d'ame à Saint-Brieuc : «On est en Bretagne et on ne le sent pas!» Pour l'beure, il se réjouit d'avoir été jovité à participer aux travaux d'une commission sur l'aménagement de la zone du Légue.

Pour le maire, nui doute que la dimensioo de ville moyenoe est un atout car elle permet de « mobiliser les gens ». Les mobiliser pour quoi? L'es-sor démographique des années 60, qui correspondait à la désertification rurale, promettait à Saint-Brieuc une populatioo assez vaste. Depuis, la courbe s'est iofléchie et le centre a même régressé au profit des communes de la périphérie. lci, l'uo des problèmes les plus délicats est de renforcer la coopération intercommunale au sein du district et de convaincre les derniers récalcitrants (la grosse commuoe de

Plérin notamment). C'est que Saint-Brieuc inquiete en raison d'un cursus politique qui jure dans l'histnire contemporaine de la Bre-tagne. Alain Saunier, socialiste du courant Poperen, est l'béritier d'une filiation municipale qui, par l'intermédiaire de ses prédécesseurs, Yves Le Foll et Antoine Mazier, remonte au début des années 60. Cette ville, marquée par l'esprit républicain, la franc-maçonnerie et le christianisme social, l'influence de Louis Guilloux, fut, des cette époque, un laboratoire de la gauche, explique soo maire actuel, en se référant à ses souvenirs de famille et de militant, puisqu'il est le fils d'un artisan socialiste, luimēme devenu conseiller municipal. Saint-Brieuc a été l'un des lieux de naissance du PSU et l'un de ses rares points forts. nn endroit où il s'est passe quelque chose à gauche bien avant que le mouvement ne gagne la reste dn pays en 1981.



Aux beaux jaurs de l'améoagement du territoire, la ville qui était depuis la fin du dixoeuviéme siécle l'un des pôles industriels de la Bretagne, avec les aciéries (Forges et laminoirs de Bretagne, Sambre et Meuse), le textile, la fabrication de brosses et de pioceaux, le bâtiment, puis, après la guerre. le développement de l'agroali-mentaire, l'électroménager (Chaffoteaux et Maury), accueille, en 1962, une usine du Joint français. Il s'y produira, dix ans plus tard, un conflit social d'une grande apreté, marqué par la solidarité de la majorité de la population et des élus de gauebe avec les gré-

Saint-Brieuc ne reoie pas cette page de son histoire mais voudrait aussi la faire oublier. « Cette affaire a pesé lourde-ment, recoonalt Claude Sauoier. Le conflit a, pendant vingt ans, provoque une fracture entre les élus et le patronat. Je me suis fait un devoir de rétablir des contacts narmaux, à l'occasian, en particulier, de la crise de reconversion de Chaffateaux et Maury. J'ai été entendu et nous avons pu conjurer le sort.» Le résultat le plus voyant de la reprise du dialogue est la créa-

tioo d'une agence de développement écocomique, faodée sur le paritarisme et que préside Jean-Louis Raymood, qui dirige Armor-Peinture. Elle s à son aetif le lancement d'une pépinière d'entreprises,

Pour l'avenir, le grand souei du maire est de ne pas laisser vieillir sa ville, de faire en sorte qu'elle oe s'eodorme pas dans le confort de sa dimension moyenne et de sa qualité de vie reconnue. Sa crainte est de la voir se transformer en un havre pour retraités, alors que, selon lui, elle doit s'affirmer, encore et toujours, entre Rennes et Brest, comme «un de ces pôles urbains aui servent de paint d'ancrage à l'aménagement harmonieux du territaire et, en l'espèce, de l'espace breton ». Aussi Claude Ssunier considere-t-il comme «un acquis majeur» l'installation du centre d'études universitaires, qui regroupe des antennes de l'uoiversité de Rennes et retient trois mille cinq cents étudiants. Il déplore le départ vers Guingamp de l'établissement d'études supérieures dépendant de la faculté catholique d'Angers. Le cheflien d'un département voué à l'élevage (porcs, volailles, œufs)

se flatte aussi de la proximité d'un centre de recherches en

Le dynamisme de la cité. dans cette régian qui s'est considérablement modernisée. se manifeste par la capacité d'innovation, qu'illustrent, par exemple, l'intégration des taxis su système collectif des transports et l'expérimentation de la carte à puces comme moyen de paiement du statiaonement. Mais Saint-Brieuc a d'sutres titres de fierté. La vitalité de son activité artistique et intellectuelle, qui s'arganise, paur l'essentiel, autour de La Passerelle, lieu privilégié du centreville, en bordure du quartier piétannier, entre la rue Saint-Gnillaume et la place de la Résistance, où un complexe de salles de spectacle et d'exposi-tion jouxte le charmant théâtre à l'italienne que s'était offert la baurgeoisie lacale. C'est la revanche posthume de l'écrivain Louis Guillaux et la marque d'une gestion municipale de gauche qui non seulement a fourni les movens de cette politique culturelle, mais a accepté les innovations proposées.

Saint-Brieuc tire orgueil d'être uoc ville où souffle l'air du large et où pousse la verdure. Elle offre, grace à ses val-lons aménagés eo jardins suspendus, bois et promenades, quarante-buit métres carrés d'espace vert par habitant, deux fois plus que la moyenne nationale. On se prend à rêver de ce que pourrait deveoir la réfectioo de la zooe du Légué. La pollntico, ici, provient des nitrates, phosphates et bactéries que les eaux de ruissellemeot apportent des champs d'épandage du lisier (déjections résultant de l'élevage des porcs). Cette unisance met en cause la pureté d'uo site que certains appellent, par dérision, « la baie des Cochons ». Des mesures d'assainissement ont été prises depuis 1987, mais elles exigent des moyens importants.

Le problème dépasse, par son ampieur, le cadre de la ville, mais il est significatif que la majorité municipale se soit ouverte aux écologistes. Le maire a conscience que trente ans de présence socialiste ne garantit pas forcement l'avenir. «L'opinion aitend un renouveau, la question de l'alternance est posée », dit-il en toute sim-plicité, en notaot «l'Irruptian du RPR dans le paysage depuis les dernières élections législatives». Tout se passe camme s'il préparait ses amis, ses alliés potenticls et ses concitoyens à l'idée d'un renouvellement profond de soo équipe : de ce côté-là aussi ll y a, peut-être, de l'innovation dans l'air.

> de notre envoyé spécial André Laurens

Prochain article: **CHARTRES**

L'agroalimentaire de la Bretagne à l'Afrique

eli n'y a que les Bretons qui na se rendent pas compte du ehemin qu'ils ont par-courus, dit Jean Steleven, en ae sauvenant de ce qu'était la Bretagne quarante ans plus tôt. Les progrès accomplie dana l'énuipement de la province ont accompagné l'excaptionnella réussite de son entreprise, qui, partie d'une modeste charcuterie familiala, est devenue l'un des plus importants groupea egroalimentairee d'Europe, avec des usines à Saint-Brieuc et à Yffiniac, mais aussi à Dunkerque, en Corrèze, en Grande-Bretagne, en Nouvelle-Calédonie et en Australie; avec ses quatre cents produits, du jambon à la salade composée; avec un chiffre d'affaires proche de 500 millions de francs; evec des délais de livraison de plus en plus courts et adaptés à la demande. Jean Stalaven, c'est le triompha de la cuisine de traiteur informati-

sée, de la prise de la commande à l'expédition, en passent per la préparation dans des usines de science-fiction.

L'aventure du néré

Ca n'est nen à côté de Jean Stalaven lui-même, manager de son temps et personnege de légende, comme on les aime ici, qui, à soixante-quatorza ans, continue de se pesaionner pour son antreprise, ce qui n'est déjà pae. banel, mais eussi pour quelques autres aventures. En par-ticulier, celle du néré, un arbremiraculeux dont l'exploitation rationnelle pourrait sauver de la famine les populetions du Sahel. En gros, un chercheur, Kaled Alt Amou, travaillant dans le nord de la Côted'Ivoire, es lis d'amitié svec-Jean Stalaven, qui l'aide de tout son poids et de tout son

enthousiasme. C'est ainsi que se trouveront mobilisés des. personnalitée qualifiéee des Côtes-d'Armor, les techniciens du Zoopôle de Ploufagran et d'autres laboratoires bretons. la ville de Saint-Brieuc, le conseil général, le conseil régional, diverses entreprises et eervices publics, eous l'égide de l'association Armor

Développement. Des dizaines de millere d'arbres ont déjà été plantés et des progrès substantiels om été réalisés dans le conditionnemant de la poudre de néré. sous forme de plaquettes solubles, à l'instar de nos cubes de bouillon, Côtes-d'Armor, Côted'Ivoire, l'agroelimentaire n'e pas de frontières, si l'on veut bien se souvenir, avec Jean Stalaven, que ce n'est pas seulement un marché, mais aussi une technique de nutrition.

ne deviendront-iks a sin d'un seuillet

De quoi j'ai l'air ?», m nouveau magazine estival sur France ?

Brices on: d'ariatira sette reisons do 1250. postant bont and and dama la fateur an in Ma Cale une puissime ten expansion :an: bi ta Sans parier to so demuisme, illustro pa and assassinate d'op-Portes contre \$2.7-37 lati que l'iniciative de 31. ia de la sorte les a . 7 - 2 and incouragent to the state of the mais august to the scale of the mais august to the scale of the mais august to the scale of the sca a Libye du cc:270.

déjá frappée d 270

analogue par Ro1314

palagraf que 120 Gaza. Alon d'un a messagn ?

Alon d'un a messagn ?

Alon au dels du dicis.

Alon au dels du dicis.

Alon au dels du dicis.

terrorisme dans .e

UNE VI LA VIE

PARE

Dans la série «Cités», le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (22-23 novembre) ; Mêcon (29-30 novembre) ; Perpignan (6-7 décembre) ; La Rochella Uans la selle « Cites», le Monge a deja publie: Arras (daté 15-16 novembre 1992); Saint-Malo (22-23 novembre); Mâcon (29-30 novembre); Perpignan (6-7 décembre); La Rochelle (13-14 décembre); Rodez (20-21 décembre); Lisieux (27-28 décembre); Valenciennes (3-4 janvier 1993); Aurillac (10-11 janvier); Troyes (17-18 jenvier); Tulle (24-25 janvier); Blois (31 janvier-1 février); Albertville (7-8 février); Angers (14-15 février); Périgueux (21-22 février); Vesoul (28 février-1 mars); Bastia (7-8 mars); Thionville (14-15 mars); Arles (21-22 mars); Colmar (28-29 mars); La Havre (4-5 avril); Saint-Quentin (11-12 evril); Auxerre (18-19 avril); Carcassonne (25-26 avril); Versailles (3-10 mai); Calais (16-17 mei); Annecy (23-24 mai); Bayonne (30-31 mai); Dole (6-7 juin); Bègles (13-14 juin) et Roanne (20-21 juin).

ALETRANGER